

N° 48 - 2008

autrepart

Revue de sciences sociales au Sud



这里无限可能
NOTHING IS IMPOSSIBLE HERE



LES MONDES
POST-COMMUNISTES
QUELS CAPITALISMES ? QUELLES SOCIÉTÉS ?

IRD
Éditions

ARMAND
COLIN

Articles en lignes sur
www.armand-colin.com

P.-D.G. Armand Colin
Nathalie Joven

ISSN
1278-3986

Administration
Armand Colin
21, avenue du Montparnasse
75006 Paris

Rédaction
IRD
32, rue Henri-Varagnat
93143 Bondy cedex

Maquette
Armand Colin

Couverture
Béatrice Garnier

Périodicité
revue trimestrielle

Impression
Imprimerie Chirat
42540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal
Décembre 2008, N° 3654

Revue bénéficiant de la reconnaissance
scientifique du CNRS

© Armand Colin/IRD

Illustrations de couverture (de haut en bas) :
Repas ouvrier dans les montagnes du Yunnan
(Chine), septembre 2001 © Cécile Batisse ;
Slogan sur un mur de la province du Guangdong
(Chine), octobre 2008 © Monique Sélim ;
Ville de Kunming (Yunnan, Chine),
septembre 2001 © Cécile Batisse

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par
tous procédés réservés pour tous pays. En application de la loi
du 1^{er} juillet 1992, il est interdit de reproduire, même partiel-
lement, la présente publication sans l'autorisation de l'éditeur
ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (3, rue
Hautefeuille, 75006 Paris).

*All rights reserved. No part of this publication may be translated,
reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form
or any other means, electronic, mechanical, photocopying, record-
ing or otherwise, without prior permission of the publisher.*

Autrepart est une revue à comité de lecture
coéditée par l'Institut de recherche pour le déve-
loppement (IRD) et les éditions Armand Colin.
Son objectif est de promouvoir la réflexion sur
la complexité et les dynamiques des sociétés
du Sud, en mouvement permanent pour penser
et redéfinir leur propre réalité. Ces sociétés font
face à des changements économiques, sociaux,
politiques, écologiques... Les phénomènes de
mondialisation relativisent l'autonomie des
États, les inégalités intra et internationales se
creusent, des transformations majeures affectent
tantôt les politiques des États, tantôt la
nature même des institutions. Les réactions et
les adaptations multiformes des sociétés du Sud
à ces changements sont au cœur des interro-
gations de la revue.

Le caractère transversal des sujets abordés
implique en général de rassembler des textes
relevant des différentes disciplines des sciences
sociales.

COMITÉ DE PARRAINAGE

Claude Bataillon, Jean Coussy, Alain Dubresson,
Françoise Héritier, Hervé Le Bras, Elikia M'Bokolo,
Laurence Tubiana

COMITÉ DE RÉDACTION

Virginie Baby-Collin (Université de Provence)
Sylvie Bredeloup (IRD)
Carole Brugeilles (Université Paris X Nanterre)
René Collignon (CNRS)
Anne Doquet (IRD)
Philippe Gervais-Lambony (Université Paris X Nanterre)
Christophe Z. Guilmoto (IRD)
Marie-José Jolivet (IRD)
Jean-Yves Martin (IRD)
Évelyne Mesclier (IRD)
Sandrine Mesplé-Somps (IRD)
Pascale Phélinas (IRD)
Jean Ruffier (CNRS – Université de Lyon 3)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Michel Laurent

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION

Laurence Quinty

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION

Huguette Meignant

Autrepart, sur le site de l'IRD
www.autrepart.ird.fr

Indexé dans / Indexed in

- INIST-CNRS
- INGENTA
- African Studies Centre, Leiden, www.ascleiden.nl/Library/

Sommaire

Les mondes post-communistes – Quels capitalismes ? Quelles sociétés ?

Éditeurs scientifiques : Cécile Batisse et Monique Sélim

| | |
|---|-----|
| Cécile Batisse, Monique Selim : Du socialisme (de marché) au post-communisme. Singularités et unicité dans la globalisation du capitalisme | 3 |
| Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse : Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale | 13 |
| Cédric Durand, Maxime Petrovski : Un développementalisme russe ? Les limites du retour de l'État producteur | 25 |
| Monica Heintz : Changes in work ethic in eastern Europe : the case of Romania | 45 |
| Olha Zazulya Ostriitchouk : Le conflit identitaire à travers les rhétoriques concurrentes en Ukraine post-soviétique | 59 |
| Angelica Wehrli : «No es fácil ! – Facing daily challenges in Havana, Cuba | 73 |
| Hélène Richard : Du troc au marché : le marché immobilier à Moscou | 87 |
| Évelyne Barthou : L'« économie de survie » ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie | 101 |
| Christophe Gironde : Grandes réformes et petits arrangements dans les campagnes vietnamiennes | 113 |
| Roumiana Michonova : Stratégies de reconversions professionnelles et modalités d'adaptation aux changements socio-économiques. Le cas de la Bulgarie | 129 |
| Alain Gascon : <i>Shining Ethiopia</i> : l'Éthiopie post-communiste du nouveau millénaire | 141 |
| Gautier Pirotte : La société civile roumaine post-communiste | 153 |
| Alina Surubaru : L'industrie roumaine de l'habillement à l'épreuve du temps : entre l'héritage communiste et l'apprentissage capitaliste | 165 |
| Notes de lecture | 177 |
| Résumés/Abstracts | 183 |
| Liste des lecteurs 2008 | 191 |

Derniers numéros parus

- 2003 25 *Dynamique résidentielles dans les villes du Sud*, Monique Bertrand
26 *Sociétés dans la guerre*, Yves Goudineau
27 *Variations*
28 *L'éthique médicale dans les pays en développement*, Doris Bonnet
- 2004 29 *Les objets de la santé*, Laurent Vidal
30 *Gouverner les hommes et les ressources*, Jean-Pierre Chauveau, Jean-Pierre Jacob, Pierre-Yves Le Meur
31 *Variations*
32 *Transports aux Suds*, Jérôme Lombard, Benjamin Steck
- 2005 33 *Inventer le patrimoine moderne dans les villes du Sud*, Galila El Kadi, Anne Ouallet, Dominique Couret
34 *Variations & Hommages*
35 *Les ONG à l'heure de la « bonne gouvernance »*, Laëtitia Atlani-Duault
36 *Migrations entre les deux rives du Sahara*, Sylvie Bredeloup, Olivier Pliez
- 2006 37 *La migration des emplois vers le Sud*, Nolwen Henaff
38 *La globalisation de l'ethnicité ?*, Élisabeth Cunin
39 *Variations*
40 *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales*, Anne Doquet, Sara Le Menestrel
- 2007 41 *On dirait le Sud...*, Philippe Gervais-Lambony, Frédéric Landy
42 *Variations*
43 *Prosperité des marchés, désarroi des travailleurs ?*, Laurent Bazin et Pascale Phélinas
44 *Risques et microfinance*, Éveline Baumann et Jean-Michel Servet
- 2008 45 *La ville face à ses marges*, Alexis Sierra et Jérôme Tadié
46 *Restructurations agricoles au Sud et à l'Est*, Alia Gana et Michel Streith
47 *Variations et Dynamiques urbaines*

Du socialisme (de marché) au post-communisme Singularités et unicité dans la globalisation du capitalisme

Cécile Batisse, Monique Selim***

Baptisé « le siècle des communismes » [Dreyfus *et alii*, 2000], le XX^e siècle aura été marqué par l'émergence, le développement mais aussi la fin de ce système politico-économique de courte durée qui continue à déchaîner des passions dénonciatrices du totalitarisme, mais garde aussi quelques fidèles nostalgiques de l'incise utopique qu'il aura incarné dans l'histoire de longue durée du capitalisme. Sous un étendard à l'origine unique, les sociétés auront de fait connu une pluralité de mises en œuvre du communisme, se déployant dans des voies théoriques autonomes et antinomiques, subissant des évolutions contrastées, en rupture, sous l'effet des contraintes du moment. Autosuffisance, autogestion, primauté aux ouvriers ou aux paysans, destruction des villages ou renvoi généralisé à la campagne, urbanisation ou ruralisation exclusives, les communismes passés dans leurs radicalités pionnières se donnent à voir comme une mosaïque de tentatives d'expérimentations et d'échecs contradictoires, à décrypter du double point de vue des politiques publiques et des visions des acteurs.

L'intégration dans l'économie mondiale des anciens pays communistes représente un enjeu considérable, modifiant durablement le paysage mondial. Cette introduction examinera tout d'abord les grandes lignes économiques de ce passage, avant de se tourner vers ses dimensions sociales.

Le passage de ces pays au capitalisme s'est traduit par la mise en place de transformations structurelles profondes, de réformes colossales, sans précédent historique. Les gouvernements de ces pays ont avant tout mené des réformes de stabilisation macro-économique et de restructuration micro-économique. La mise en œuvre de ces stratégies a été variable selon les pays. Un premier clivage politique opposa partisans de la « thérapie de choc » et partisans du « gradualisme » ; la première ayant fait le succès économique de la Pologne et l'échec de la Russie, la seconde, le succès de la Chine et l'échec de la Roumanie. Si pour tous les pays la

* Économiste, CERDI – cecile.batisse@gmail.com.

** Anthropologue, IRD – Monique.Selim@ird.fr.

libération des prix et du commerce extérieur étaient inévitables, leur transformation structurelle est longue à mettre en œuvre. On peut là critiquer le « consensus de Washington » qui faisait du triptyque « libéralisation, stabilisation, privatisation » la clé des réformes de la transition des pays post-communistes, en particulier ceux d'Europe de l'Est. Le Vietnam et la Chine ont quant à eux entrepris d'ambitieuses transitions au caractère singulier : la transformation de l'économie de leur pays par le biais de la libéralisation du marché, sans modifier pour autant leur structure politique centralisée.

Certains pays ont ainsi réussi à tirer avantage de cette transformation. La formidable croissance économique de la République Populaire de Chine depuis la mise en place des réformes et le passage progressif à l'économie de marché est indéniable. Cette croissance durable depuis 30 ans est remarquable dans l'histoire même au regard des autres pays émergents d'Asie. Le niveau de vie moyen de la population a augmenté, alors que la proportion de sa population vivant en-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 dollar par jour) a considérablement diminué, même si elle repart à la hausse depuis 2004 au niveau national¹. Cependant, les pays et les régions n'ont pas tous profité dans la même mesure de leur passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Les résultats ont été inégaux en Amérique latine. Les pays d'Europe orientale ont connu, à la suite de l'effondrement du communisme, une crise profonde que certains ont mis beaucoup plus de temps que d'autres à surmonter. Parmi les pays d'Europe centrale, seuls la Pologne, la Slovénie, la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque ont dépassé le niveau de croissance qu'ils affichaient avant la chute du mur. En Europe du Sud-Est et au sein de la Communauté d'États indépendants (CEI), si quelques pays ont retrouvé leur niveau de croissance de 1990, la désagrégation de l'empire soviétique et de l'ex-Yougoslavie a entraîné un déclin sensible des niveaux de vie moyens et l'apparition de vastes zones de pauvreté dans cette région. Ainsi, les pays du dernier élargissement européen vont sans doute à terme converger vers le niveau de vie et le mode de production des pays de la « vieille Europe », mais il est possible en revanche que les trajectoires économiques esquissées par d'autres pays en route vers l'économie de marché (Europe du Sud-Est, CEI) ne les enferment dans un sous-développement durable. Ces diverses expériences témoignent du caractère profondément différencié des sociétés dites post-communistes.

Les pays communistes partageaient plusieurs caractéristiques communes. La voie de développement économique choisie était celle de l'industrialisation et plus particulièrement de l'industrie lourde, au détriment du secteur primaire. L'instrument de politique économique était le plan, déterminant la production, les prix, les salaires, et plus généralement l'allocation des ressources matérielles et humaines. La contrepartie de ce système centralisé était une faible productivité, un sous-emploi important et un gaspillage des ressources, lacunes très souvent relevées par les différents observateurs. Cependant, ces économies partageaient également d'autres caractéristiques communes essentielles comme un taux d'alphabétisation

1. National Bureau of Statistics (2005), *China Statistical Yearbook*, Beijing : China Statistical Press.

élevé, partageaient également d'autres caractéristiques communes essentielles comme un taux d'alphabétisation élevé, une large proportion de leurs habitants dotés d'une instruction secondaire, voire supérieure, et un volume important de compétences techniques. Cette accumulation de capital humain est concomitante à un système de planification centralisée qui assurait des services d'éducation et de santé publics pour tous durant 50 à 70 ans. À noter aussi que la plupart de ces pays enregistraient un fort taux de participation des femmes à la population active.

Contrairement à la plupart des pays en développement, les anciens pays communistes avaient un secteur social déjà bien développé avant que la « transformation » ne commence. Leurs systèmes de sécurité sociale couvraient les mêmes risques que les régimes d'assurance sociale et les programmes de transferts en vigueur dans les pays développés, et des ressources très substantielles étaient allouées aux soins de santé et à l'éducation. Mais les institutions de ces pays n'étaient pas pour la plupart adaptées aux mécanismes d'incitation propres à une économie de marché et mal préparées à supporter les pressions liées au passage vers ce type de société. Les institutions et les politiques sociales en place ont été fortement mises à mal par la transformation du système. C'est ainsi dans le champ social que se sont manifestés avec la plus grande ampleur les troubles associés à la chute du communisme. Si l'on regarde du côté de l'ancien empire soviétique, ceux-ci ont connu une intensité et une durée non négligeables.

Ces pays ont, pour la plupart, connu une forte inflation² et l'apparition du chômage de masse avec notamment la restructuration des grandes entreprises d'État. Pièce essentielle d'une politique visant généralement à l'amélioration des performances économiques par la modification des conditions de l'allocation des ressources, la privatisation des entreprises étatiques a eu des conséquences sociales importantes. L'absence de restructuration préalable à la privatisation qui aurait incité les administrations à continuer à assumer leur rôle dans le règlement des questions sociales (retraites, accès aux soins, à l'éducation...) a considérablement réduit les budgets consacrés notamment à la santé et à l'éducation. Par ailleurs, plusieurs administrations centrales ont délégué une partie de leurs pouvoirs aux collectivités locales à travers la décentralisation, lesquelles ne disposaient pas davantage du budget requis pour leur entretien. Bon nombre de pays post-communistes n'ont toujours pas aujourd'hui les ressources financières nécessaires pour entreprendre les investissements qui s'imposeraient en matière de capital humain et physique, d'infrastructures publiques, de soins de santé de base et de systèmes de protection sociale, pour que les pertes liées à la transformation politico économique soient surmontées. On a vu ainsi se développer les revendications salariales des travailleurs tentant de s'adapter à ce nouveau contexte. Pourtant, dans les économies post-socialistes européennes, contrairement aux économies socialistes asiatiques, la chute de l'idéologie communiste a précédé le processus de transformation économique. On a assisté à l'évolu-

2. La croissance annuelle du niveau général des prix a atteint certaines années les 600 % dans les PECO (Pologne : 639 % en 1989, Bulgarie : 578 % en 1997), plus de 10 000 % dans certains États issus de l'URSS (Arménie : 10 891 % en 93, Ukraine : 10 155 % en 93).

tion des mentalités et à la volonté d'une intégration dans le monde occidental voisin. Aujourd'hui, si la majorité des habitants de ces pays d'Europe de l'Est ne remet pas en cause le changement de système, elle estime, pour une large part, que les pertes liées à la transformation politico-économique sont supérieures aux gains. Une partie de la population estime avoir perdu en qualité et niveau de vie. L'explosion des inégalités régionales et individuelles a en effet accompagné le post-communisme.

Dans cette trajectoire commune des anciens pays communistes vers les normes capitalistes, différents cheminements qui n'ont pas tous eu la même importance symbolique et concrète apparaissent ; tentons donc de nous repérer dans leur foisonnement.

Ainsi, à partir de la fin des années 1970 la pression économique se fait si forte sur les pays communistes d'Asie dont les populations survivent dans une pauvreté endémique et coupées du monde extérieur qu'une nouvelle formule se dégage, initiée par la Chine : le « socialisme de marché », bientôt repris en 1986 par le Laos et le Vietnam puis bien plus tard par la Corée du Nord et Cuba. De son côté, l'URSS amorce une libéralisation politique qui se conjuguera avec sa chute entraînant celle de tous les régimes d'Europe de l'Est, où l'économie s'était stabilisée, et fournissait aux populations un niveau de vie relativement acceptable. En Afrique les essais communistes ne dépassent généralement pas quelques années et s'inspirent des solutions prônées par l'un ou l'autre des leaders, tel Madagascar qui se tournera vers la Corée du Nord avec laquelle des échanges intenses mais courts se nouent. Durant près de 20 ans le socialisme de marché aura été affiché comme une sorte de solution de sauvetage du communisme. Il mérite qu'on s'y arrête dans la mesure où sa dynamique interne enclenche résolument les mutations ultérieures, non seulement pour les sociétés qui le mettent en œuvre mais aussi au niveau global. Il devient en effet le paradigme d'une « transition » mythique.

Le « socialisme de marché » se présente tout d'abord comme une contradiction dans les termes, en associant communisme et capitalisme, jusqu'alors opposés par les blocs théoriques en jeu. Alliance paradoxale, voire création tératologique si on le rapporte à l'histoire des idées, le socialisme de marché paraît en revanche du point de vue endogène une tentative concrète de remédier à des impasses et des blocages réels. L'éradication du marché n'a d'ailleurs jamais été absolue dans les processus de développement communiste jusqu'à la fin des années 1970 ; réintroduit en URSS peu de temps après la révolution de 1917 à travers la célèbre NEP, le marché fait périodiquement retour à des moments différents dans les politiques des diverses sociétés communistes. Si sa disparition est programmée dans un horizon autant magnifié qu'indéfini, il n'est jamais totalement absent sauf dans les phases d'intense collectivisation.

D'une manière générale il fonctionne comme une arme de négociation des États face aux mécontentements des populations et lors des disettes trop sévères. Le marché, ponctuellement et localement autorisé, reste donc une soupape de sécurité,

de moins en moins condamné par les partis communistes au pouvoir avant 1980, avec bien sûr des exceptions, tel le Cambodge des années 1970-75 qui plonge dans une régression létale de l'autosubsistance agricole. Symbole même de l'échange marchand qu'il codifie et encadre, l'argent n'est en outre jamais radicalement abandonné dans les pays communistes, sauf encore dans des zones spécifiques et à des moments précis telle la zone dite « libérée » au Laos durant la guerre menée avec le Vietnam contre les États-Unis. Selon les pays, le travail est rémunéré entièrement ou partiellement en tickets et/ou en points à échanger contre des denrées de première nécessité ; aussi minime soit-elle, une part du salaire est fréquemment versée en argent. L'impossibilité d'une fermeture complètement efficace des sociétés conduit de surcroît à une circulation cachée de devises qui de fait constitue une conservation des rapports marchands. Côté troc, qui opère aux plans micro et macro social et aussi entre pays, l'argent par sa rareté même surmonétarise l'obtention de privilèges convoités qu'il s'agisse de passeports ou de sorties de territoire, de soins de santé ou de biens inaccessibles localement.

Au regard de ces données, le « socialisme de marché » légitime une sorte de troisième voie entre communisme et capitalisme. Mais il traduit avant tout la fin de l'enfermement sur lui-même du monde communiste, au sein duquel en revanche les échanges économiques, idéologiques, culturels et politiques étaient innombrables, faisant voyager les acteurs pour leur formation d'un pays à un autre aussi éloignés et différents soient-ils. Ainsi, si les cadres du parti communiste laotien font dans les années 75-80 des stages politiques dans le Vietnam proche – dont l'élite du parti est allée elle-même en 50-60 comprendre ce qu'était la révolution agraire en Chine –, en revanche les futurs techniciens laotiens sont envoyés en Tchécoslovaquie, en Roumanie ou en Bulgarie pour découvrir à leur retour qu'il leur manque tout pour mettre en œuvre leurs connaissances, telle cette conductrice de grue... sans grue disponible à Vientiane. Corollairement des émissaires des pays communistes vont enseigner en Afrique, là où une orientation socialiste se dessine, les rudiments pratiques ou suppléer aux manques, tels les médecins cubains au Congo, les Vietnamiens en Algérie, les Soviétiques en Guinée équatoriale, etc. Au sein de la globalité communiste, immense en dépit des fractures successives qui l'affectent, (Albanie, Roumanie, Corée du Nord, Chine, etc.), les flux étaient donc incessants dépassant les frontières et les entités nationales au nom d'une conception à la fois universelle et internationaliste de l'humanité.

Le « socialisme de marché » transforme de fond en comble cette architecture binaire qui interdisait, hors d'une surveillance rapprochée, les allers et retours entre les deux mondes séparés du communisme et du capitalisme. Pour tous les habitants des pays communistes il signifie donc en premier lieu la possibilité d'une interpénétration inédite : au Laos comme au Vietnam sa première traduction, très concrète, le désigne comme « l'ouverture des portes ». Cette ouverture est cependant à double tranchant et révèle vite sa virtualité intrinsèque devant le pouvoir irréfutable de l'argent : la sortie du territoire et l'exploration des pays autres ne sont

accessibles que moyennant finance et l'enfermement subi, faute de ressources, n'en est que plus difficilement supportable.

Les slogans étatiques partent de la Chine et encouragent partout les populations à s'enrichir puisque l'enrichissement individuel est identifié à celui du pays et par la même au développement. Le petit commerce et l'entrepreneuriat fleurissent donc sous le regard bienveillant des États-Partis et émerveillé des visiteurs occidentaux qui saluent cette reprise économique comme un triomphe contre l'adversité passée. Au cœur même des pays communistes un nouvel héroïsme s'élabore qui consacre la richesse matérielle, la consommation et l'ostentation des biens et en fait des valeurs au sens plein du terme. Dans le Vietnam de la fin des années 1990, au sein des quartiers populaires où subsistent avec beaucoup de difficultés tous les licenciés des entreprises publiques, les chômeurs, les retraités avec ou sans pension, on contemple avec autant de stupéfaction que d'envie et de désir l'avènement du consumérisme. « Imiter les riches » devient un nouveau programme personnel et collectif et chacun espère pour ses enfants ou pour lui-même dans une autre vie atteindre cette jouissance inédite. Les premiers à s'enrichir sont en effet les membres du Parti et l'imitation s'inscrit dans une logique incorporée de soumission à l'État et à ses représentants. Que l'élite administrative profite en premier des transformations de l'économie ne saurait surprendre : le même mécanisme est à l'œuvre en Chine, au Laos, au Vietnam où la détention du capital politique permet l'accumulation du capital économique.

Dans la mesure où le monopole du Parti reste intact, le processus de polarisation politico-économique est enclenché pour une durée longue et il perdure aujourd'hui. Ses conséquences sont multiples : croissance économique, renforcement du Parti où les entrepreneurs rentrent en héros selon les célèbres « trois représentativités » chinoises, corruption galopante et indomptable en dépit des peines exemplaires encourues, surexploitation de la main-d'œuvre réduite à une force de travail nue sans recours, démultiplication des inégalités et montée des mécontentements, des frustrations et des rébellions collectives. Les populations entrent en effet avec une extrême rapidité dans l'ère de la société de consommation, de fait sans transition à l'instar des démocraties industrielles, qui baptisent précisément cette période de « transition » jusqu'à fonder une sous-branche d'expertise dénommée la « transitologie ». Cette transition supposée associer capitalisme et démocratie – qui, pour cette dernière n'est nulle part au rendez-vous – reprend et inverse le terme auparavant en usage dans les représentations marxistes qui entrevoyait le communisme comme l'objectif lointain d'une longue transition. La transition présente se dévoile plutôt comme une nouvelle croyance – tout comme la précédente – et le messianisme qu'elle nourrit s'appuie sur une pédagogie à l'économie de marché simplifiée à l'excès et enseignée de façon caricaturale par ses nouveaux missionnaires. En effet le capitalisme s'est bien implanté dans l'ensemble des pays du « socialisme de marché », engrangeant d'énormes succès du point de vue des indicateurs macroéconomiques, et ce malgré les tensions sociales. Même pour ceux dont la misère apparaît beaucoup plus insupportable que par le passé, en raison du

nouveau spectacle de la richesse qui s'étale sous leurs yeux et leur fait appréhender leur « retard », le sentiment d'avancer dans une voie inéluctable, en dépit des souffrances qu'elle engendre, est observable. La satisfaction d'arriver peu à peu à « rejoindre » les pays capitalistes fortifie en outre les fiertés nationalistes. Le « socialisme de marché » ayant débouché sur un capitalisme parfois qualifié de « sauvage » car sans réelle régulation, l'hypothèse s'affirme progressivement que les pays concernés seraient désormais parvenus à une phase post-communiste. Dans cette perspective les Partis communistes au pouvoir constituent des États autoritaires, dont la spécificité est négligeable et l'association entre croissance économique et dictature s'aligne sur des modèles antérieurs connus et étudiés tel le Chili de Pinochet. Des arguments de type différent pèsent en faveur de cette analyse qui met l'accent sur le caractère révolu du communisme. Tout d'abord la production idéologique des États-Partis a énormément changé, abandonnant, à des degrés divers selon les cas, les anciennes phraséologies millénaristes. Des termes tombent en désuétude comme la « lutte des classes » que le parti communiste chinois a officiellement enterré au cours de son XVII^e congrès en 2007, lui préférant la « société harmonieuse » soit l'alliance et l'unité de tous. Plus ou moins abondante, la production idéologique qui vise à légitimer les gouvernements en place, est d'autre part désormais confrontée aux autres sources d'information internes et externes même lorsqu'elle tente de les censurer. D'une part elle a perdu sa dimension de phare en raison de la multiplicité des connaissances qui affluent, d'autre part elle ne convainc plus autant et sur le même mode, la schize entre ses messages et la réalité concrète étant de plus en plus grande. Fréquemment perçue comme mensongère ou décalée, elle ne suscite l'adhésion que sur des segments précis dont les acteurs vont s'emparer pour consolider leurs stratégies ou encore rêver d'un autre monde. Ainsi en va-t-il des mots d'ordre d'« enrichissement » un peu partout, ou d'« harmonie sociale » en Chine qui résonne profondément dans le capital symbolique et culturel partagé. Du point de vue des populations, l'idéologie communiste appartient bien au passé, voire est dépassée et des chercheurs locaux se lancent de leur côté, par exemple en Chine, dans l'étude des caractéristiques du post-communisme présent. À un autre niveau, si les excès du développement capitaliste des pays concernés ont pu être dénoncés comme consubstantiels à la nature des États-Partis en place, l'accusation s'affaiblit aujourd'hui devant l'ensemble des crises que provoque la globalisation du capitalisme dans les démocraties industrielles comme ailleurs et l'expansion d'une criminalité économique qui n'épargne plus aucun pays. Parce que la dérégulation qui affecte le capitalisme est mondiale, ses déclinaisons dans les pays gouvernés par des partis communistes se banalisent. Ainsi, l'idée même d'une « transition » s'effondre devant l'ampleur des phénomènes négatifs partagés et l'importance fondamentale que revêtent les réseaux transnationaux et globalisés qui les autorisent.

Il reste néanmoins à confronter ce post-communisme des pays gouvernés par des États-Partis qui conservent leur dénomination de communiste, aux configurations des sociétés qui ont changé de système politique, l'ex-URSS fragmentée en de

multiples républiques indépendantes et ses ex-satellites européens. Le terme de post-communisme a ici la portée d'une description objective même lorsque les anciens partis communistes sont revenus au pouvoir sous d'autres noms. Les situations sont marquées par une grande diversité qui n'occulte pourtant pas que dans plusieurs cas – Russie en tête et Asie Centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizstan, Turkémistan, Tadjikistan) – les régimes sont loin de répondre à la qualification de démocratie. Des formes d'États-Partis ont resurgi en particulier en Asie centrale où les dictatures fleurissent accompagnées de cultes de la personnalité délirants comme au Turkmenistan du Turkmenbachi qui avait rebaptisé chaque mois de l'année du nom d'un des membres de sa parenté. La dimension répressive de l'État s'accroît en Russie où les médias et les ONG ont de plus en plus de mal à s'exprimer et à agir. Enfin, l'accapement des richesses par les élites au pouvoir et les malversations politico-économiques sont omniprésentes. Ce constat pose autant de questions au sociologue qu'à l'économiste, à l'anthropologue qu'au politiste. Le renversement des régimes communistes n'a pas débouché sur des démocraties capitalistes correspondant aux normes édictées et l'appauvrissement de larges couches de la population est notable conduisant à des élans nostalgiques irrépressibles portant aux nues le passé communiste enjolivé. Dans les républiques d'Asie Centrale ces sentiments sont d'autant plus forts que les populations ont l'impression d'avoir déchu d'un empire prestigieux – l'URSS – et d'être littéralement tombées dans les cloaques d'indépendances jamais revendiquées, qui se referment sur eux comme des prisons. Les nouvelles frontières, l'effondrement économique, le chômage, le manque de revenus rendent impossible la circulation entre les pays alors que les voyages et les échanges étaient autrefois incessants. Les constructions identitaires et nationalitaires que les États indépendants tentent de forger accentuent encore l'isolement des habitants. Du point de vue des acteurs – marqués par un habitus autoritaire – les deux types de post-communisme diffèrent donc sensiblement : d'un côté, là où les États-Partis communistes se sont faits les initiateurs du capitalisme qu'ils gèrent, la perception que l'avenir s'améliorera progressivement domine ; de l'autre les représentations sont plus hétérogènes entre les contextes nationaux, et entre les couches sociales, donnant à voir des paysages très contrastés.

La réalité sociale de la transformation post-communiste pousse donc à revenir sur une vision au départ fortement idéologique du changement de système. Il n'y a pas eu de généralisation d'un modèle universel démocratique et libéral. La simultanéité de la transformation du système politique, économique et social, cumulée aux spécificités du communisme et à la diversité des sociétés concernées, ont produit des situations très diversifiées et complexes. Il est nécessaire de prendre en compte les effets du passé car « l'histoire compte », la diversité des chemins empruntés pour sortir du communisme et d'analyser la manière dont les anciennes structures survivent dans les nouvelles.

C'est pourquoi, bien que les articles réunis dans ce volume pointent souvent les aspects les plus dévastateurs des changements économiques, ils poussent à éviter le

piège qui consisterait à enfermer la réflexion dans la dualité communisme/capitalisme. En effet, nous avons précédemment souligné combien le marché et l'argent sont déjà présents dans les univers communistes à leurs débuts. Le partage du monde en deux camps fut politique avant d'être économique. Aujourd'hui dans le cadre de l'expansion sans limites du capitalisme maintenir la fiction d'une binarité perd tout sens et il convient plutôt d'analyser la variété des contextes post-communistes sans perdre de vue les convergences politiques qui se dessinent au-delà de l'affichage officiel des régimes. Le communisme qui revendiquait à ses origines la « dictature du prolétariat » a durablement influé sur les attitudes des acteurs face au pouvoir. La domination politique forgée a imprimé des modes de soumission durables, difficiles à déstabiliser. Mais il faut souligner que cette domination politique a été prise dans des processus d'instrumentalisation continuellement remis en cause par des séries de contradictions variant selon les périodes. L'histoire de la Chine communiste en est sans doute le meilleur prototype : l'État et le Parti ont été régulièrement l'objet de mouvements d'attaques et de reconstruction (tels les Cent Fleurs, la révolution culturelle) et les campagnes politiques ont changé à peu près tous les dix ans d'objectifs. La volonté de correction des injustices collectives et des fautes individuelles est un trait constant des prémisses révolutionnaires et là encore la Chine est exemplaire, montrant les efforts « d'introspection » et de « critiques » imposés aux militants. L'habitude de la domination politique constitue par ailleurs un atout certain pour le déploiement du capitalisme dans la gestion de la force de travail, comme on peut l'observer au Vietnam mais surtout spectaculairement en Chine dans l'emploi des migrants jusqu'il y a peu de temps démunis de tous droits. Les mines, les briqueteries, la construction, les usines textiles ont régulièrement défrayé la chronique par les abus de pouvoir et l'inhumanité du traitement des ouvriers. Le « socialisme de marché » aura finalement fonctionné comme un passeur dans la généralisation du capitalisme. Sa fugacité même enlève toute substance à l'idée d'une « transition » à un fonctionnement capitaliste régulé qui maintiendrait un équilibre entre profit et politiques sociales.

De nouvelles recompositions des forces sont à prévoir dans l'avenir.

L'ambition du présent volume n'est pas de rendre compte de manière exhaustive de la pluralité des situations concrètes et des analyses des post-communismes. Elle est néanmoins d'en fournir un échantillon modeste mais représentatif à travers les textes réunis ici d'économistes, de sociologues, d'anthropologues, de géographes et d'historiens. Le lecteur voyagera donc entre l'Éthiopie et la Roumanie, la Bulgarie et le Vietnam, Cuba, la Russie et l'Asie Centrale. Ce petit kaléidoscope l'aidera à mieux percevoir au regard d'un passé encore proche la complexité de l'organisation mondiale actuelle dont l'unification sous l'angle des règles du marché avance à pas rapide mais non sans soubresauts, résistances et obstacles.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDREFF W. (dir.) [2006], *La transition vers le marché et la démocratie. Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud*, Paris, La Découverte.
- BATISSE C. [2005], « Localisation des industries manufacturières et déséquilibres spatiaux », *Perspectives Chinoises*, n° 89.
- BATISSE C., BRUN J.-F., RENARD M.F. [2005], « Globalization and the Growth of Chinese Cities », in F. Wu Cities, *Transitional Economies and Urban China*.
- BAUMANN E., BAZIN L., OULDAHMED P., PHÉLINAS P., SÉLIM M., SOBEL R. [2007], *La mondialisation au risque des travailleurs*, Paris, L'Harmattan.
- BAUMANN E., BAZIN L., OULDAHMED P., PHÉLINAS P., SÉLIM M., SOBEL R. [2008], *Anthropologues et économistes face à la globalisation*, Paris, L'Harmattan.
- BLANCHARD O., DORNBUSCH R., KRUGMAN P., LAYARD R., SUMMERS L. [1991], *Reform in Eastern Europe*, MIT Press.
- BLANCHARD O., FROOT K.A., SACHS J.-D. [1994], *The transition in Eastern Europe*, University of Chicago Press.
- BRAITHWAITE J., GROOTAERT C., MILANOVIC B. [2000], *Poverty and Social Assistance in Transition Countries*, Londres, Palgrave.
- DREYFUS M., GROPPA B., SERGIO C., FLOM I., LEW R., PENNETIER C., PUDAL B., WOLINKOW S. [2000], *Le siècle des communismes*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier.
- HINTON W.H., MAYOR J.-R. [2000], *Fanshen : la révolution communiste dans un village chinois*, rééd. Poche.
- NAUGHTON B. [2007], *The Chinese Economy : Transitions and Growth*.
- NGO THIMINH-HOANG [2007], *Funlio dans la tourmente de la réforme agraire, 1946-1950*, Paris, Riveneuve Éditions.
- SÉLIM M. [2003], *Pouvoirs et marché au Vietnam*, t. 1 et 2, Paris, L'Harmattan.
- STIGLITZ J.E. [2002], *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- WILD G. [2001], *Économie de la transition : le dossier*, Document de travail, CEPPII, n° 8, octobre.

Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale

Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse***

Cet article se propose de réfléchir au « capitalisme » qui s'est établi dans les cinq pays d'Asie centrale postsoviétique (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) après la chute de l'Union soviétique et aux recompositions brutales qu'ont connues les sociétés centre-asiatiques. Il reste cependant difficile de parler de « capitalisme » : la stabilité de la propriété privée n'est pas garantie car les pouvoirs politiques locaux restent dans une approche prédatrice de l'État ; les logiques marchandes censées régir une économie de marché contredisent la patrimonialisation des ressources publiques par les élites en place ; la liberté des échanges est limitée et la possibilité d'accumuler du capital étroitement lié aux réseaux de pouvoir.

Près de deux décennies après leur indépendance, les États de la région se sont dissociés par leur parcours politique et social, seul le Kazakhstan connaissant un développement économique conséquent. Les économies d'Asie centrale sont marquées par deux éléments centraux, la question de la privatisation de la terre, particulièrement cruciale dans les trois États encore à majorité rurale, et un système économique dépendant quasi-exclusivement des rentes étatiques en matières premières, principalement hydrocarbures, métaux précieux et coton. La mise en place d'une économie de marché s'est accompagnée d'un désengagement radical de l'État dans des secteurs clés comme la protection sociale, le système sanitaire et l'éducation publique, conduisant à une paupérisation massive que seul le Kazakhstan peut aujourd'hui contrer. Dans ce contexte, le tissu social des populations centre-asiatiques s'est modifié en profondeur et laisse apparaître trois, voire quatre grandes catégories de ressources d'après lesquelles les différents groupes sociaux se structurent.

* Sociologue-Politiste – marlenelaruelle@yahoo.com.

** Sociologue-Politiste – sebpeyrouse@yahoo.com.

Des « post-communismes » et des « capitalismes » nationaux ?

À la différence de nombreux autres pays de l'ancien bloc de l'Est, les États centre-asiatiques accèdent à l'indépendance en 1991 dans des conditions politiques, économiques et symboliques difficiles. Ils n'ont pas connu de décennies d'indépendance durant l'Entre-deux-guerres comme les États baltes et n'existaient pas sous la forme d'un État-nation moderne avant la domination russo-soviétique comme les pays d'Europe centrale. L'indépendance ne peut donc être perçue comme un « retour » à une situation antérieure privilégiée. Par ailleurs, ils doivent se partager un long passé commun et produire un discours sur l'ancien colonisateur qui évite de mentionner les frontières contemporaines, nées des découpages soviétiques staliniens. Enfin, ils n'ont pas de traditions économiques sur lesquelles s'appuyer si ce n'est celle d'être un ancien carrefour commercial sur les fameuses routes de la Soie reliant la Chine à l'Europe, n'ont pas de figure d'un capitalisme national à réhabiliter, comme l'initiateur des grandes réformes agraires Petr Stolypine (1862-1911) en Russie, ni de modèle économique spécifique auquel se référer.

L'Asie centrale s'est trouvée soudainement projetée sur la scène internationale sans avoir demandé son indépendance : sur place, les populations ont exprimé des revendications d'ordre culturel (respect des spécificités linguistiques et religieuses) mais n'ont pas connu de mouvement de masse demandant la disparition de l'URSS, tandis que les élites politiques des Partis communistes locaux ont freiné plus que soutenu les réformes libérales impulsées à Moscou par le Premier secrétaire Mikhaïl Gorbatchev [Chuvin, Létolle, Peyrouse, 2008, p. 173-175]. Les cinq républiques ont donc suivi à regret l'application du programme de passage à l'économie de marché en 500 jours proposé par Grigori Iavlinski et Stanislav Chatalin en 1990. Elles ont été prises au dépourvu lors de l'annonce par Moscou de la libéralisation des prix en 1992 et de la disparition de la zone-rouble en 1993, qui les a forcées à mettre en place, dans l'urgence, des monnaies nationales. La rupture des liens entre républiques s'est révélée désastreuse pour les économies locales, en particulier pour les entités les plus industrialisées et les plus enserrées dans le tissu soviétique comme le Kazakhstan. L'industrie lourde s'est effondrée : subventionnée à perte alors que les combinats n'étaient bien souvent pas rentables, elle n'a pas résisté à la disparition de l'État-providence soviétique.

Dans la première moitié de la décennie 1990, les cinq États développent des stratégies économiques divergentes. Le Kirghizstan et le Kazakhstan suivent le modèle de la « thérapie de choc » et s'engagent dans une rapide privatisation des petites, moyennes et grandes entreprises selon un système de bons (*vouchers*) inspirés de celui en vigueur en Russie. Cette évolution économique brutale conduit à l'effondrement du niveau de vie de la population : au Kazakhstan, le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté passe de 5 % en 1991 à 50 % en 1993-1994, tandis que la pauvreté, déjà très présente à la période soviétique, s'accroît drastiquement au Kirghizstan, en particulier en milieu rural. Pays le plus industrialisé de la région, le Kazakhstan subit un effondrement économique très remarqué : la production industrielle chute de 11 % en 1991 par rapport à 1990, de 13 % en 1992 et 1993, de 18 % en 1994 [Raballand, 2005]. En Ouzbékistan et au Turkménistan, les

pouvoirs en place, nettement plus réticents à l'idée de réforme, revendiquent une voie spécifique, dite gradualiste, de passage à l'économie de marché, qui touche dans un premier temps le petit commerce puis, en Ouzbékistan seulement, les entreprises moyennes. Les grandes entreprises restent aux mains de l'État, ce qui permet au pouvoir central de garder le contrôle sur la manne des matières premières.

Dans la deuxième moitié de la décennie 1990, les cinq États, malgré la diversité de leurs situations économiques et politiques, se retrouvent face à un enjeu crucial jusqu'alors partiellement différé, la privatisation de la terre. Seul le Kirghizstan s'est engagé, dès 1991-1993, dans une réforme de son agriculture : l'ancienne structure majeure de la vie agraire qu'était le kolkhoze a été réorganisée en société par actions, en coopérative, ou tout simplement divisée entre les membres du kolkhoze. Toutefois, le Kirghizstan a préservé le fonds foncier d'État (*gosfond*), qui permet à l'État de contrôler la distribution des terres aux citoyens sous forme de baux [Jacquesson, Petric, in Peyrouse, 2004]. Au Kazakhstan, les exploitations sont privatisées (mais non la terre) à partir de 1995 mais le manque d'infrastructures reste criant, malgré la flambée des prix des céréales. En Ouzbékistan, la privatisation de la terre s'avère partielle : les fermes collectives ou *shirkat* poursuivent le fonctionnement des kolkhozes soviétiques tandis que les petits fermiers privés, les *dekhan*, survivent avec difficultés puisqu'ils continuent à vendre leur production à l'État. Au Turkménistan, les fermes d'État et fermes collectives ont été transformées en associations de bailleurs ou coopératives, qui restent les intermédiaires incontournables entre l'État et les agriculteurs et ont pour fonction de maintenir une infrastructure collective minimale dans les villages. Les paysans ont obligation de mener à bien la récolte, dont les objectifs planifiés augmentent d'année en année, et se font acheter par l'État le fruit de leur travail à des prix médiocres [Lerman, Stanchin, 2004 ; Peyrouse, 2007a].

Une large gamme de nouvelles logiques économiques s'est mise en place. L'économie ouzbèke s'organise selon un axe double, un démantèlement très progressif du système économique planifié et un renforcement de l'autosuffisance en céréales et en hydrocarbures, une stratégie qui fut payante dans la décennie 1990 mais qui, associée à un isolationnisme croissant, conduit aujourd'hui le pays dans l'impasse. Le Turkménistan constitue un cas à part puisqu'il n'a mis en œuvre quasiment aucune politique de libéralisation : seul le petit commerce de rue est privatisé, les grands combinats restant subventionnés par l'État malgré leur faible rentabilité. Le Tadjikistan, qui entre en guerre civile dès le printemps 1992, ne peut mener à bien de réformes structurelles avant les accords de paix signés en 1997. Pays le plus pauvre de l'Union soviétique, il s'engage à la fin de la décennie 1990 dans un processus de privatisation des entreprises publiques et de distribution de la terre aux paysans. La pauvreté structurelle du Kirghizstan et du Tadjikistan semble cependant difficilement compensable, leur instabilité politique et leur haut degré de corruption ne créant pas un climat favorable aux investissements étrangers. Quant au Kazakhstan, bien qu'il ait largement privatisé son économie, les grands monopoles (électricité, chemins de fer, hydrocarbures) sont restés aux mains de l'État, qui tente aujourd'hui de re-centraliser en son sein d'autres secteurs particulièrement rentables comme la métallurgie et le système bancaire.

Ces stratégies économiques sont confortées par des logiques d'implantation sur la scène internationale également divergentes. Le Kirghizstan, considéré comme le bon élève de la région et dont le premier président, Askar Akaev, renversé en mars 2005, insistait sur l'image d'« îlot démocratique », est le premier État postsoviétique à entrer à l'Organisation mondiale du commerce dès 1998. Le Kazakhstan joue lui aussi la carte de l'engagement auprès des instances internationales du consensus de Washington comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale et réussit, grâce à cette image internationale très travaillée, à être le premier État postsoviétique élu à la présidence de l'OSCE (pour l'année 2010), malgré le durcissement autoritaire du régime de Nursultan Nazarbaev, en poste depuis 1989 [Laruelle, Peyrouse, 2006]. L'Ouzbékistan, quant à lui, reste nettement réticent à ces influences ressenties comme des ingérences extérieures, en particulier depuis le retournement géopolitique de 2005 qui a suivi l'écrasement dans le sang de l'insurrection d'Andijan, tandis que le Turkménistan, pour des raisons de voisinage avec l'Iran et l'Afghanistan, proclame dès 1995 une « neutralité perpétuelle » reconnue par l'ONU qui lui évite tout engagement trop coercitif dans des structures internationales ou régionales.

Si chaque État d'Asie centrale dispose de possibilités économiques contrastées, tous sont marqués par un cantonnement croissant de leurs exportations aux matériaux bruts, entraînant la disparition des dernières entreprises de transformation qui avaient survécu à la chute de l'Union soviétique. Les économies centre-asiatiques appartiennent en effet à la catégorie des économies de rente : le Kazakhstan s'appuie sur son pétrole, qui représente plus de 20 % de ses recettes budgétaires et 58 % de ses exportations ; le Turkménistan sur son gaz, qui compte pour 57 % de ses exportations tandis que le coton représente 25 % des revenus de l'État ; l'Ouzbékistan sur son coton et son or, qui représentent respectivement 17 % et 25 % de ses exportations. Les deux États les plus pauvres, le Kirghizstan et le Tadjikistan, ne disposent ni de ressources en hydrocarbures, ni d'une agriculture capable d'exporter, et se contentent de quelques monoproductions en métaux précieux. Ainsi, la principale source de revenus en devises du Kirghizstan reste la mine d'or de Kumtor, qui représente à elle seule 40 % des exportations kirghizes et 13 % de son PIB, tandis qu'au Tadjikistan, la fonderie d'aluminium de Toursounzadé compte pour plus de 60 % des exportations. Le développement de la région se trouve donc soumis aux soubresauts des cours mondiaux du pétrole, du gaz, des métaux et du coton. Comme d'autres économies de rente, celles d'Asie centrale se distinguent par l'incapacité de l'État à redistribuer la manne en devises, le creusement des inégalités sociales, le maintien de structures administratives faibles, l'absence de réelles contraintes juridiques et de mécanismes institutionnels garantissant des choix économiques motivés par le bien public [Promfret, 2006].

Désengagement de l'État et paupérisation des sociétés

La mise en place d'une économie de marché s'est accompagnée d'un désengagement radical de l'État dans des secteurs clés comme la protection sociale, le système sanitaire et l'éducation publique. Les États d'Asie centrale ont en effet dû

faire face à une brutale disparition des avantages sociaux légués par le régime soviétique [Peyrouse, 2004]. Le système sanitaire s'est dégradé : diminution de la surveillance épidémiologique, baisse du taux de vaccination, développement de maladies chroniques chez les enfants, femmes enceintes et personnes âgées, recrudescence de pathologies que l'on croyait disparues comme la tuberculose, le choléra et la peste, envolée des MST, hausse de la consommation de drogue, nombreux cas de malnutrition chez les jeunes, en particulier en milieu rural [Hohmann, in Peyrouse, 2004]. La conjugaison de ces phénomènes conduit à une baisse de l'espérance de vie dans les cinq États. Les chiffres officiels s'étendent entre 63 et 69 ans mais ceux-ci sont peu fiables : de nombreuses ONG travaillant dans ce domaine donnent une espérance de vie moyenne bien plus brève, dépassant à peine les 60 ans pour les hommes. Comme dans tout l'espace postsoviétique, les retraités forment une génération sacrifiée, dont les pensions, lorsqu'elles sont versées, ne permettent pas de vivre décemment.

Le système scolaire s'est lui aussi rapidement détérioré : manque de moyens pour restaurer les bâtiments, non-paiement des salaires des enseignants, émigration des minorités qui dominaient la profession (en particulier les Russes), etc. Dans les cinq républiques, les régions rurales sont bien souvent en manque d'écoles et d'enseignants, les enfants sont scolarisés plus tardivement que sous le régime soviétique et de manière inégale, la durée de scolarisation hebdomadaire est réduite. En Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan, les élèves sont de plus en plus astreints au travail dans les champs, en particulier lors de la récolte du coton, période d'au moins deux mois durant laquelle les cours sont suspendus en échange de salaires dérisoires. Le taux de chômage atteint des chiffres importants tout aussi bien en ville qu'en milieu rural. Près de la moitié des habitants de la vallée du Ferghana, de même que la moitié de la population du Turkménistan serait sans travail, donc sans revenus réguliers. Cette augmentation des inégalités est très mal reçue : le legs idéologique de l'Union soviétique et ses références égalitaires sont encore très présents dans les sociétés centre-asiatiques et se conjuguent aujourd'hui aux revendications des mouvements islamistes en faveur d'une plus grande justice sociale [Poujol, 2005].

Seul le Kazakhstan connaît un réel dynamisme économique grâce à sa production pétrolière : ses taux de croissance, qui atteignent entre 5 et 8 % par an depuis le début des années 2000, lui ont permis de diviser par deux le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (redescendu à environ 20 %). Il est ainsi le deuxième pays le plus riche de l'espace postsoviétique : avec un PIB par habitant estimé à 9 400 dollars en 2006, il est classé juste derrière la Russie (environ 12 000 dollars) mais loin devant les autres pays d'Asie centrale (entre 8 500 et 1 300 dollars) et même l'Ukraine (environ 7 000 dollars). Il concentre la majorité du dynamisme économique de l'Asie centrale puisque son PNB représente 70 % de celui des cinq États réunis. Gage de sa stabilité sur le long terme, des classes moyennes ont émergé : elles ont profité des changements économiques des années 1990-2000 et de l'appel d'air professionnel créé par l'indépendance, en particulier les fonctionnaires kazakhs qui acceptent de quitter l'ancienne capitale, Almaty,

pour la nouvelle, Astana, et dont les perspectives de promotion sociale sont conséquentes. Néanmoins, alors que dans les deux capitales, une bourgeoisie engagée dans le secteur pétrolier et gazier, dans la construction et dans les divers services du tertiaire se déclare satisfaite de son sort, la population rurale ainsi que les habitants des villes de province bénéficient bien moins de ce passage à l'économie de marché.

Dans les autres États, l'arrivée de l'économie de marché a signifié avant tout l'appauvrissement d'une population encore majoritairement rurale (les urbains représentent 26 % de la population au Tadjikistan, 37 % en Ouzbékistan, 45 % au Turkménistan). Le Kirghizstan et le Tadjikistan sont classés parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un PNB par habitant d'environ 350 dollars par an. Selon les données de l'ONU, environ 70 % de la population du Tadjikistan vit sous le seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour. Au Kirghizstan et au Turkménistan, où ce chiffre est réduit à 50 %, de nombreuses zones rurales restent encore au bord de l'étouffement économique [Central Asia Human Development, 2005]. L'agriculture, qui emploie plus de 60 % de la population au Turkménistan et au Tadjikistan, plus de 40 % en Ouzbékistan, se distingue par sa démécanisation massive et une forte surpopulation agraire. En Ouzbékistan et au Turkménistan, l'État fait pression sur les milieux paysans afin qu'ils consacrent plus de terres au coton au détriment des productions vivrières, pourtant seules à offrir une diversification du travail du sol, la possibilité de revenus privés et l'autoconsommation. Ces situations difficiles contribuent au renforcement des économies domestiques traditionnelles : fonctionnement social patriarcal, repli sur la famille (développement de l'endogamie), production d'autosubsistance centrée sur le travail du lopin de terre, économies partiellement démonétarisées. Les seules ressources en argent proviennent de la vente de produits sur les bazars, le reste de la vie économique fonctionnant selon des systèmes de troc. En Ouzbékistan, même certains fonctionnaires perçoivent une partie de leur salaire en bons d'achat qu'ils doivent échanger dans des magasins spéciaux contre des produits de base à des prix largement supérieurs à ceux des bazars.

S'adapter à la nouvelle donne : l'impact social du capitalisme centre-asiatique

Les sociétés centre-asiatiques ne sont pas uniquement des acteurs passifs de ces évolutions voulues par les pouvoirs publics. Mises au pied du mur par la disparition soudaine de l'État soviétique, elles doivent faire preuve d'innovation afin de s'adapter aux nouvelles conditions économiques. À l'exception du Kazakhstan, qui a la capacité de développer une économie de services, les autres États ne peuvent offrir à leur population des conditions plus ou moins équitables de développement. Dans ce contexte, le tissu social s'est modifié en profondeur et chaque groupe a joué des cartes dont il disposait. Ainsi, les représentants des minorités nationales, exclus de la fonction publique, réservée aux titulaires de la nationalité éponyme, ont réorienté leurs activités dans le secteur privé des services : petites entreprises du tertiaire, informatique, maintenance technique (plombiers, électriciens, etc.),

serveurs et vendeurs dans la restauration et les boutiques, services de sécurité, sont considérés comme des secteurs où dominent les Russes [Peyrouse 2008], tandis que les Coréens travaillent, comme à la période soviétique, dans la vente de produits frais sur les bazars. Parmi les populations éponymes, quatre classes ou groupes sociaux ont pris forme ces dernières années, s'appuyant sur des catégories de ressources spécifiques : ceux qui vivent de la rente d'État, du « business », des financements internationaux, et ceux qui monnayent leur force de travail en migrant.

Le premier groupe social, le plus directement issu du système soviétique, est celui des fonctionnaires. Bien que leur niveau de vie reste extrêmement disparate suivant le grade occupé, tous se financent selon des modalités similaires, l'accaparement des ressources de l'État. En Asie centrale, la fonction publique est intrinsèquement liée au pouvoir politique et aux systèmes clientélistes : le recrutement n'est pas anonyme et dépend des réseaux mis en place par chaque candidat. Les hauts fonctionnaires sont tous rattachés, d'une manière ou d'une autre, aux autorités politiques, appartenant à des clans régionaux ou des réseaux de solidarité qui leur font bénéficier d'une protection en haut lieu. La majorité des membres de l'élite politique étaient déjà en poste sous le régime soviétique ou laissent aujourd'hui place à leurs enfants, formés dans les structures équivalentes aux écoles du Parti que sont aujourd'hui les diverses institutions de formation des cadres rattachées à l'appareil présidentiel. Qu'il y ait eu privatisation ou non des grandes entreprises nationales, les membres de la nomenklatura locale ont également su préserver leur mainmise sur les ressources premières. Dans le domaine culturel académique, le changement est lui aussi minime : les hauts postes restent aux mains du même milieu, structuré par des liens familiaux, régionaux ou claniques, et certaines fonctions semblent confirmées dans leur caractéristique quasi héréditaire. Il existe ainsi, dans tous les États de la région mais à des degrés divers, des dynasties familiales à la généalogie prestigieuse (descendants de saints soufis, de la famille du Prophète, etc.) qui occupent de père en fils des positions élevées dans les sphères politiques et intellectuelles.

Si les hauts fonctionnaires vivent de l'accaparement de la rente étatique offerte par l'exportation des matières premières, les petits fonctionnaires s'appuient eux aussi, à leur manière, sur la patrimonialisation de l'État. Toutes les fonctions administratives s'achètent, bien évidemment dans des domaines cruciaux comme la justice, la police, les impôts ou les douanes, mais également dans la petite administration locale et l'enseignement. La corruption des fonctionnaires constitue un problème endémique qui bénéficie d'une impunité généralisée : la moindre formalité administrative est facturable. L'achat d'un poste dans l'administration nécessite soit d'appartenir déjà à un milieu aisé lié aux instances de prise de décision, soit d'engager l'ensemble de sa communauté dans cet achat. Ainsi, une collectivité, un comité de quartier, un village ou un clan familial se cotise pour acheter, à hauteur de plusieurs milliers de dollars, la fonction en question. L'argent sera ensuite remboursé, pendant des années, par l'heureux élu grâce aux ponctions et pots-de-vin que lui-même sera dans l'obligation d'exiger afin de réduire sa dette. Le « propriétaire »

de la fonction aura également en charge de jouer de son influence pour faire entrer dans son administration d'autres personnes membres du même réseau. Si la corruption de la fonction publique constituait déjà un élément classique de la vie publique soviétique, l'ampleur prise par le phénomène est sans commune mesure avec l'époque brejnévienne. Les pays d'Asie centrale sont ainsi classés par l'ONG Transparency International parmi les plus corrompus du monde [Transparency International, 2007].

Le deuxième groupe social à s'être structuré depuis ces deux décennies, qui doit moins au passé soviétique puisqu'il est le produit de la libéralisation économique, est celui des hommes d'affaires. Après la maîtrise de la rente étatique venue des matières premières, le commerce constitue l'un des principaux domaines de rentabilité des économies d'Asie centrale, entraînant un retour de la région à son rôle historique de carrefour commercial. Outre la circulation des produits maraîchers, revendus dans toute la Russie dès l'époque soviétique, l'Asie centrale bénéficie dorénavant de sa proximité avec la Chine, qui submerge les marchés locaux de produits finis, de textile et d'électroménager à des coûts accessibles aux ménages centre-asiatiques. Beijing est ainsi en train de devenir le partenaire commercial premier des pays frontaliers que sont le Kirghizstan, le Kazakhstan et le Tadjikistan [Peyrouse, 2007b]. Cette évolution est particulièrement visible au Kirghizstan, où le secteur commercial prend une ampleur sans précédent grâce au boom des relations avec le grand voisin : les trois quarts des importations chinoises au Kirghizstan sont ré-exportées dans les autres pays d'Asie centrale. Les bazars sont donc au cœur du système économique kirghize, en particulier celui de Dordoï à Bichkek, qui réexporte vers le Kazakhstan, et celui de Karasuu, dans la vallée du Ferghana, devenu en quelques années le plus grand bazar de toute l'Asie centrale, qui sert de lieu de transit pour les marchandises arrivant par le poste frontalier d'Irkeshtam, destinées majoritairement à l'Ouzbékistan [Raballand, Andréys 2007].

Bien qu'il soit fondé sur la maîtrise de ressources différentes, ce secteur privé n'est pas nécessairement dissocié de celui des fonctionnaires. En effet, plus encore que dans les années 1970, les réseaux politiques et économiques sont profondément entremêlés et contribuent à l'étatisation de l'économie de l'ombre. Si les hydrocarbures, les métaux précieux et le coton constituent des monopoles étatiques, d'autres secteurs comme le narcotraffic se trouvent au cœur de luttes d'influence entre les hommes d'affaires privés qui ont initié ces flux illégaux et les structures d'État qui en maîtrisent aujourd'hui la manne, en particulier les douanes. L'argent de la drogue contribue donc à accentuer la permissivité des services d'ordre et donne naissance à des réseaux mafieux bien introduits dans les structures de l'État, d'où le peu de résultat de la lutte anti-drogue financée par les organismes internationaux. Par ailleurs, même dans des secteurs moins criminels que ceux de la drogue, les grandes figures commerciales, en particulier les propriétaires de bazars, ont rapidement investi la vie politique afin de s'assurer une immunité parlementaire. Cette interaction est à double sens, puisque les principaux hauts fonctionnaires, en particulier ceux provenant des services de force (armée, milice, services secrets, troupes du ministère de l'Intérieur, gardes-frontières, etc.), sont eux aussi engagés dans des

structures commerciales, une tradition soviétique ancienne qui a su profiter de la libéralisation de l'économie pour atteindre une ampleur jusque-là inégalée.

Un troisième groupe, numériquement bien moins important que les deux précédents, rassemble tous ceux ayant réussi à développer des relations avec l'étranger. Appartenant souvent aux anciens réseaux académiques soviétiques, ces chercheurs ont su proposer un travail d'expertise en fonction des demandes émanant d'organisations internationales (Banque mondiale, FMI, agences onusiennes, OCDE, OSCE) ou de groupes influents (think tanks américains comme la fondation MacArthur, Georges Soros, le National Endowment for Democracy, ou allemands comme les fondations Friedrich Erbert et Konrad Adenauer). Leurs recherches s'organisent en fonction des sujets de prédilection de ces organismes (démocratisation, société civile, *gender studies*, monitorings ethniques) et démontrent la capacité des élites locales à s'appropriier la langue et les thématiques attendues par la communauté internationale [Atlani, 2008]. Toutefois, abondante dans les années 1990, cette manne s'est peu à peu raréfiée, le durcissement politique visible dans tous les États de la région y ayant partiellement mis un terme. En effet, dès le tournant de la décennie, les autorités politiques ont voté de nouvelles législations à l'encontre des ONG, un phénomène qui s'est accentué après les « révolutions de couleur » en Géorgie en 2003, Ukraine en 2004 et Kirghizstan en 2005. Sur le modèle de la Russie, les États centre-asiatiques cherchent à freiner au maximum l'influx d'argent étranger dans le monde académique et ont grandement affaibli la part d'autonomie des milieux associatifs, qui sont dorénavant contraints de chercher des financements auprès de leur État de tutelle [Hours, 2005].

Enfin, quatrième et dernier groupe, celui des milieux ruraux, sans accès à la fonction publique, au commerce ou aux financements occidentaux, et qui ne disposent que d'une seule ressource, leur force de travail. Toute l'Asie centrale connaît ainsi de fortes dynamiques de migration qui conduisent plus d'un million de Tadjiks, plus d'un million d'Ouzbeks et plus d'un demi-million de Kirghizes à travailler de manière permanente ou saisonnière à l'étranger. Les flux se dirigent très massivement vers la Russie, où séjournent illégalement plus de deux millions de Centre-asiatiques, mais également vers le Kazakhstan, qui accueille de nombreux Ouzbeks et Kirghizes dans l'agriculture et le bâtiment, puis, de manière moindre, vers d'autres pays comme la Corée du Sud et les Émirats Arabes Unis. Le choix de la Russie semble naturel, puisque celle-ci dispose de l'économie la plus dynamique de la région et n'exige pas de visas pour les citoyens postsoviétiques à l'exception de ceux de Géorgie et du Turkménistan. La connaissance du russe et le passé soviétique commun permettent aux migrants de rester dans un espace culturel qui leur est familier. Les réseaux aidant à l'émigration sont également plus étendus puisque le commerce des productions maraîchères venues d'Asie centrale ou du Caucase sur les marchés russes était déjà très développé à la période soviétique.

Les migrants occupent des emplois en bas de l'échelle sociale : plus de la moitié d'entre eux travaillent dans le domaine de la construction, sur des chantiers aux conditions de vie et de travail particulièrement difficiles, un tiers exerce des activités liées au « business ethnique » comme le transport et le commerce, un nombre

moins important se trouve dans l'agriculture et les services en entreprises, en particulier pétrolières [Laruelle, 2007 ; Thorez, 2007]. Ces migrations massives conduisent à une recomposition en profondeur des milieux ruraux centre-asiatiques, en particulier au Tadjikistan et au Kirghizstan, où les migrants représenteraient entre un quart et la moitié, selon les régions, de l'ensemble de la population masculine en âge de travailler. Les remises de fonds qu'ils envoient permettent soit de financer les achats de vie quotidienne de la famille, soit sont destinées à la construction d'une maison, l'achat d'une voiture, l'éducation des enfants, ou contribuent à démarrer un commerce privé. Les migrations assurent donc une source régulière de revenus, créent une hausse de la demande intérieure en biens, offrent des possibilités d'investissement et permettent aux migrants de revenir avec des savoir-faire et des connaissances linguistiques qui compensent indirectement les processus de déscolarisation et de désalphabétisation que connaissent les populations rurales de ces républiques. Parmi les aspects négatifs, on mentionnera tout particulièrement la perte de force de travail : la disparition de tant d'hommes dans les villages ou les petites villes suscite un déficit de main-d'œuvre, accentue l'absence de petits commerces et a un impact négatif sur la condition féminine, les femmes devant gérer seules les travaux des champs.

Conclusion

La marge de manœuvre des États centre-asiatiques reste faible : malgré des discours politiques vantant la centralité de la région, celle-ci ne constitue pas un argument économique de poids face à des réalités telles que la fermeture des frontières, la faible coopération régionale et la corruption massive, qui rend les transports incertains et diminue leur rentabilité. Les populations locales ont donc mis en place des logiques de contournement des difficultés par l'accaparement des seules ressources disponibles, la rente étatique et le « business ». Les milieux ruraux, quant à eux, n'ont d'autre échappatoire à la pauvreté que les migrations de travail, transformant ces sociétés considérées à la période soviétique comme peu mobiles en véritables diasporas. Le capitalisme est donc associé, dans cette région de l'espace postsoviétique, à une brutale chute du niveau de vie de la majorité de la population, à l'accroissement des inégalités et à une vie politique qui est loin de répondre à l'idéal démocratique. Près de deux décennies après la disparition de l'Union soviétique, la proclamation de l'indépendance a eu un prix social considéré aujourd'hui encore comme exorbitant et n'ayant profité qu'à une minorité.

BIBLIOGRAPHIE

- ATLANI L. (dir.) [2008], *Éclats d'empire, un nouveau Sud ? Asie centrale, Transcaucasie, Tiers monde*, n° 193.
- Central Asia Human Development* [2005], UNDP.
- CHUVIN P., LÉTOLLE R., PEYROUSE S. [2008], *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris, Fayard.

- HOURS B. [2005], « Les ONG au service de la gouvernance globale : le cas de l'Ouzbékistan », *Autrepart*, n° 35, p. 115-127.
- LARUELLE M. [2007], « Central Asian Labor Migrants in Russia : The 'Diasporization' of the Central Asian States ? », *The China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 5, n° 3, p. 101-119.
- LARUELLE M., PEYROUSE S. [2006], *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, CERI/Autrepart.
- LERMAN Z., STANCHIN I. [2004], « Institutional Changes in Turkmenistan's Agriculture : Impacts on Productivity and Rural Incomes », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 45, n° 1, p. 60-72.
- PEYROUSE S. (dir.) [2004], *Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale, Cahiers d'Asie centrale*, n° 13-14, Édisud-IFEAC.
- PEYROUSE S. [2007], *Turkménistan. Un destin au carrefour des empires*, Paris, Belin.
- PEYROUSE S. [2007b], « The Economic Aspects of the Chinese-Central-Asia Rapprochement », *Silk Road Papers*, Washington D.C., The Central Asia and Caucasus Institute, 74 p. < http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/2007/0709ChinaCentral_Asia.pdf >.
- PEYROUSE S. [2008], « Les Russes d'Asie centrale : une minorité en déclin face à de multiples défis », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, p. 149-177.
- POMFRET R. [2006], *The Central Asian Economies since Independence*, Princeton, Princeton University Press.
- POUJOL C. [2005], « Islam in post-Soviet Central Asia : Democracy versus Justice », in I. Morozova I. (dir.), *Towards Social Stability and Democratic Governance in Central Eurasia*, IOS, Press, Nato Sciences Series, p. 50-66.
- RABALLAND G. [2005], *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, Paris, L'Harmattan-IFEAC.
- RABALLAND G., ANDRÉSY A. [2007], « Why should trade between Central Asia and China continue to expand ? », *Asia-Europe Journal*, vol. 5, n° 2, p. 235-252.
- THOREZ J. [2007], « Itinéraires du déracinement. L'essor des migrations de travail entre l'Asie centrale et la Russie », *Espace, population et sociétés*, n° 1, p. 59-71.
- Transparency International, < www.transparency.org >.

Un développementalisme russe ? Les limites du retour de l'État producteur

Cédric Durand, Maxime Petrovski***

Introduction

Depuis 1999, la Russie a connu une nette amélioration de sa situation économique obtenant même des résultats enviables : des taux de croissance annuels du PIB situés entre 4,5 % et 10 %, une forte progression des salaires, un recul du chômage et des excédents commerciaux et publics impressionnants. Ces résultats produisent un contraste saisissant par rapport à la dynamique régressive de la décennie 1990 au cours de laquelle on avait assisté à un effondrement de l'activité, un terrible appauvrissement de la population et des difficultés récurrentes de financement des dépenses publiques.

Cette contribution propose d'éclairer ces bonnes performances et surtout d'interpréter le tournant que suggèrent les nouvelles orientations prises par le pouvoir depuis le début du second mandat de Vladimir Poutine en 2004. En effet, cette nouvelle période est marquée par un discours économique aux accents nationalistes légitimant l'intervention de l'État. « Nouvel étatisme », « capitalisme d'État », « Corporate State », voire « Russie SA », le constat de ce retour en force est unanimement partagé, même si les appréciations portées à son égard divergent.

L'analyse proposée avance que le retour de l'État est confiné pour l'essentiel à la figure de l'État producteur, une figure qui se manifeste par la mobilisation d'une large palette d'outils permettant de mener une politique industrielle (section 1). Cette évolution suggère l'émergence d'un développementalisme à la russe qui emprunte de nombreux traits aux capitalismes asiatiques dirigés par l'État de la seconde moitié du XX^e siècle. Ce développementalisme cherche essentiellement à promouvoir une forte croissance économique en vue de reconquérir une puissance perdue sur la scène internationale (section 2). Cependant, la réorganisation de l'appareil productif opérée n'a pour l'instant pas permis de réorientation significative de la trajectoire russe. Une analyse des caractéristiques de la croissance tend à

* Maître de Conférences en Économie, IUT de Villeteuse, CEMI (EHESS) et CEPN (CNRS/Paris 13)
– Cedric.Durand@ehess.fr

** Économiste, CEMI-EHESS, Université Paris I – maximepetrovski@gmail.com.

montrer qu'elle relève davantage d'une logique de récupération plutôt que d'une dynamique de rattrapage des pays les plus développés (section 3). Cette fragilité d'un régime d'accumulation porté en grande partie par les exportations d'hydrocarbures et de métaux se double de contradictions croissantes découlant d'une polarisation sociale et géographique aiguë et de graves défis environnementaux (section 4).

L'affirmation de l'État producteur

Kebadjian [2005] distingue quatre figures d'intervention publique dans les économies capitalistes dans l'après Seconde guerre mondiale : l'État régulateur qui organise et réglemente les marchés, l'État providence qui, notamment à l'aide de la fiscalité produit des biens collectifs et assure une certaine redistribution de revenus, l'État keynesien qui cherche à influencer sur les paramètres macroéconomiques et enfin, l'État producteur dont l'objectif principal est l'accroissement de la puissance de la nation à travers le développement de l'appareil productif. Depuis 2003-2004, la montée en puissance de l'État producteur en Russie constitue une contretendance très nette par rapport aux années 1990 au cours desquelles les privatisations ont conduit à un repli spectaculaire de cette fonction d'organisation de la production [Durand, 2005]. En revanche, la politique macroéconomique reste éloignée des préceptes keynesiens et il n'y a pas de reconstruction d'un État providence.

Le retour de l'État producteur se manifeste d'abord par une extension marquée de la propriété publique qui s'accélère depuis 2004 [Durand, 2007a]. Cette extension s'effectue parfois en mobilisant des méthodes administratives (enquêtes fiscales ou environnementales) laissant peu de choix aux propriétaires concernés, mais emprunte le plus souvent à des mécanismes de marché lorsque les entreprises contrôlées par l'État rachètent des participations dans les sociétés privatisées dans les années 1990. Plusieurs grandes entreprises publiques, notamment Gazprom, Rosneft et Rosoboronexport, apparaissent comme des instruments privilégiés de cette volonté du pouvoir politique. Le poids de la propriété publique dans l'économie serait ainsi passé de 20 à 30 % entre 2003 et début 2006¹.

Ce rôle accru des entreprises publiques s'accompagne de la mobilisation de différents instruments politiques afin de favoriser une réorganisation du tissu productif et une insertion plus contrôlée dans l'économie mondiale.

La reprise en main du secteur des hydrocarbures

Le premier objectif de la montée en puissance de la propriété publique est de permettre à l'État de reprendre le contrôle sur l'exploitation des réserves d'hydrocarbures jugées stratégiques à plusieurs titres. Sur le plan géopolitique d'abord, avec la question du prix du gaz à l'export et des choix d'investissement concernant les routes d'exportation. Ensuite, en raison des flux de richesses considérables

1. C. Weafer et E. DePoy [2006], « Российские акции: государство как бенефициант » (Les actions russes : l'État comme bénéficiaire), *Alfa-Bank Research Note*, cité par l'OCDE [2006].

généralisés par ce secteur dans un contexte de forte hausse des prix ; l'action du gouvernement russe s'inscrit sur ce point dans une logique de modification du partage de la rente des hydrocarbures en faveur des États qui s'observe également dans d'autres pays. Enfin, le contrôle public du secteur des hydrocarbures peut constituer un puissant outil de politique industrielle. Gazprom en est la meilleure illustration.

Tout d'abord, le contrôle étatique permet maintenir les prix intérieurs du gaz très en deçà des prix d'exportation², ce qui constitue un atout essentiel pour l'ensemble de l'industrie. Par ailleurs, les acquisitions réalisées par Gazprom ces dernières années sont, entre autres, un moyen d'apporter à des entreprises clés des liquidités : c'est ce qui s'est produit par exemple avec la prise de contrôle en 2005 de l'Usine Unifiée des Constructions Mécaniques (OMZ) qui fabrique des réacteurs nucléaires et se situe donc hors du cœur du métier de Gazprom. Troisième mécanisme, le gazier russe qui achète 85 % de ses équipements auprès d'entreprises nationales peut par le biais de sa politique des achats soutenir l'activité de certaines entreprises³.

Une réorganisation du tissu productif de grande ampleur

L'ambition de reconstruire un appareil productif autonome passe par une réorganisation de l'offre afin de surmonter la fragmentation et la désarticulation issue du processus chaotique de privatisation des années 1990. La constitution de conglomerats intégrés, l'orientation de l'activité à partir de grands projets nationaux et la mobilisation du secteur financier public sont les trois modalités privilégiées de cette réorganisation.

La création de champions nationaux vise à assurer la présence du pays dans des secteurs jugés vitaux pour sa sécurité économique et politique mais aussi à créer des « locomotives » de la croissance économique « tirant » le développement d'autres types d'activités. L'État russe a ainsi impulsé la constitution de puissants conglomerats sous contrôle public majoritaire qui soit de taille à concurrencer à terme les leaders internationaux des secteurs concernés⁴ : l'aéronautique, l'industrie automobile, la construction navale, la construction nucléaire, le transport aérien, le BTP ou l'armement... Il s'agit de rassembler des actifs dispersés et d'éviter les redondances dans des domaines où l'industrie nationale est affaiblie et incapable de se réorganiser de manière endogène. Pour viabiliser ces nouveaux pôles productifs, les ressources publiques abondantes sont mobilisées. Dans le cas

2. Gazprom vend près de 2/3 de son gaz en Russie et 1/3 à l'étranger. La structure de son CA est pourtant inverse : 2/3 de CA provenant des exportations contre 1/3 provenant des ventes sur le marché intérieur, ce qui reflète le décalage très important des prix internes et externes du gaz.

3. RusEnergy, « Газпром поддерживает отечественных производителей оборудования » (Gazprom soutient les producteurs nationaux d'équipements), le 8 juillet 2005, <http://www.servon.ru/viewnews/?id=5244&print>.

4. Dans une lettre au président russe, B. Aliochine, le chef de l'Agence fédérale de l'industrie, écrit : « Au final, face à la concurrence des producteurs étrangers [dans le secteur], seule une entreprise russe peut survivre » (cité par *Financial Times Deutschland*, le 9 février 2006).

de la compagnie aéronautique unifiée (OAK) par exemple, le soutien apporté s'élève à plusieurs centaines de millions de dollars par an. L'État russe s'est aussi déployé à la manière d'un État « *catalyseur* » [Lind, 1992, p. 4], usant de son autorité pour susciter la consolidation dans certains secteurs et la création de champions nationaux sous contrôle privé. C'est le cas dans l'industrie chimique⁵, dans la microélectronique⁶ et dans la métallurgie où la concentration des actifs a permis la constitution de firmes de taille mondiale, dont le numéro un de l'aluminium Rusal [Durand, 2007a].

Parallèlement à cette consolidation, le lancement de « grands projets » vise à démontrer les performances de l'économie russe à la frontière technologique. Ainsi, le projet de navigation GLONASS, un équivalent russe au GPS étasunien et au Galileo européen, arrêté dans les années 1995, a été remis en route et Nanotech, une corporation publique dans le domaine des nanotechnologies, a été créée. Les financements publics annoncés dans le cadre de quatre grands projets nationaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'agriculture sont aussi susceptibles de contribuer, via la demande publique, à la diversification industrielle⁷.

Enfin, l'État russe est très présent dans le secteur financier puisqu'il est actionnaire majoritaire des trois premières banques du pays [Verceuil, 2007]. Plusieurs décisions récentes vont dans le sens d'une meilleure canalisation de l'épargne vers les activités de production. Ainsi, en 2007 la VneshEkonomBank (la VEB) a été transformée en banque de développement avec pour mission de permettre « la diminution du poids des matières premières dans l'économie russe et sa réorientation vers les secteurs innovants à forte valeur ajoutée ». Pour apporter des capitaux dans le domaine des nouvelles technologies, une société de capital-risque, la Rossiiskaïa Ventchournaïa Kompaniïa a également été créée en 2006.

Une insertion contrôlée dans la mondialisation

Après une insertion internationale marquée par de nombreuses incohérences et des ratés coûteux dans les années 1990 [Vercueil, 2001], la nouvelle période voit émerger une politique commerciale aux accents mercantilistes et un soutien politique actif aux investissements russes à l'étranger.

5. « Chemical Industry Development Strategy », *Kommersant*, le 2 décembre 2006. http://www.kommersant.com/p726907/Chemical_Industry_Development_Strategy/.

6. Ainsi, l'État russe s'est porté garant dans l'opération du rachat des lignes de production par le russe Angström à l'allemand AMD. L'État a également participé à 49 % dans la JV avec AFK Sistema pour lancer la production de puces de 180 nm à l'usine Mikron à Zélénograd.

7. M. Chakkoum, « Национальные проекты могут стать важным инструментом промышленного развития » (Les projets nationaux peuvent devenir un instrument important du développement industriel), tribune publiée le 3 février 2007 sur le site gouvernemental <http://national.inur.ru/index.php?id=1198>.

Au risque de compromettre son entrée immédiate à l'OMC⁸, la Russie semble avoir infléchi sa politique commerciale depuis le début du second mandat de Poutine. Elle a négocié des aides aux secteurs aéronautique et agricole et de nouvelles dispositions commerciales et fiscales ont été adoptées afin de protéger les entreprises nationales de transformation du bois et la production automobile sur le territoire.

À l'extérieur, l'essor des investissements russes à l'étranger est spectaculaire [Vahtra, Liuhto, 2004 et 2007 ; Durand, 2007b], leur montant doublant même de 2006 à 2007 pour atteindre \$45 milliards [BCR, 2008]. Ces investissements répondent à des stratégies de conquête de marché et d'accès à des matières premières qui peuvent s'articuler aux orientations géopolitiques de l'État ainsi qu'à une recherche d'avantages technologiques. Le soutien apporté dans un certain nombre de cas par les banques publiques russes témoigne de la volonté politique de transformer les ressources de la rente des matières premières en pouvoir technologique⁹. C'est une telle logique que l'on observe dans la prise de participation de la VneshTorgBank dans EADS en septembre 2006, lors de diverses acquisitions des métallurgistes russes au sein de l'Union européenne et aux États-Unis ainsi que le probable rachat du producteur français de puces, Altis, par des acteurs russes supposément liés à Rosoboronexport¹⁰.

Une logique sociale développementaliste

En arrière-plan de cette réémergence d'une politique industrielle, on trouve l'humiliation du formidable bond en arrière que furent la transition et deux leitmotivs omniprésents dans le discours actuel des élites russes de deux caractéristiques centrales du développementalisme : la croissance économique et le regain de puissance du pays.

Le concept d'« État capitaliste développementaliste » (ou développeur, développementiste, entrepreneurial) a été proposé par Ch. Johnson [1982], lui-même sous l'influence de plusieurs économistes et historiens économiques parmi lesquels A. Gerschenkron. Le propos de Johnson était d'expliquer le développement économique fulgurant des pays asiatiques (le Japon en premier lieu) après la Seconde Guerre Mondiale. Ce concept a été repris et amplement discuté et critiqué dans les années 1980 et 1990 par de nombreux auteurs (par exemple : Amsden [1989], Onis [1991], Arrighi [1989], Wade [1989, 1990], Yu [1997]). À défaut de pouvoir exposer ces débats théoriques dans les limites de cet article, on peut reprendre Castells [1992, p. 56] lorsqu'il écrit que, « l'État est « développementaliste » lorsqu'il conçoit, comme source principale de sa légitimité, la capacité à promouvoir et soutenir le développement compris comme la combinaison de taux de crois-

8. L'introduction des taxes supplémentaires à l'exportation du bois brut a provoqué de vives protestations de la Finlande et de la Suède qui ont appelé l'UE à révoquer sa signature sur l'accord du protocole de la négociation de l'adhésion de la Russie à l'OMC.

9. Le 1^{er} février 2008, lors de son intervention publique à Krasnodar, Medvédiev a cité l'exemple de l'expansion de sociétés chinoises à travers le monde en appelant les entreprises russes à faire la même chose et en promettant le soutien de l'État (voir par exemple <http://www.regnum.ru/news/obzor/950749.html>)

10. A. Malakhov, « Росборонэкспорт приземлился у Парижа » (Rosoboronexport a atterri près de Paris), *Kommersant*, le 3 septembre 2007, <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?docsid=800766>.

sance économique élevés et de l'évolution [favorable] du système productif aussi bien à l'intérieur du pays que par rapport à d'autres pays au sein de l'économie internationale ». Au sein d'une telle logique sociale, la croissance économique a une valeur instrumentale puisqu'elle se conçoit principalement comme un levier de puissance politique. Une telle approche se retrouve dans une série de pays et de situation historique où l'État s'est substitué à une bourgeoisie nationale inexistante ou trop faible pour assurer la direction économique du pays.

La croissance économique au service de la puissance nationale

A. Gerschenkron [1970] met en lien l'ampleur du retard du pays et le rôle central joué par l'État dans l'organisation de l'économie russe des années 1880-1890. Le comte Witte, ministre des finances d'Alexandre III et premier ministre de Nicolas II considérait ainsi qu'il était nécessaire d'engager l'État dans une politique d'industrialisation active sous peine de condamner le pays à une dépendance économique vis-à-vis des grandes puissances [Witte, 2004 (1883)]. La menace extérieure joue donc un rôle clé, justifiant un projet développementaliste présenté comme un impératif catégorique de survie de la nation. Le parallèle avec les expériences développementalistes des pays asiatiques après la Seconde Guerre mondiale est saisissant. Au Japon, en Corée du Sud ou à Taïwan, les élites ont simultanément joué la carte nationaliste et appliqué une politique industrielle stratégique pour combler le retard de manière accélérée. On retrouve alors des figures similaires : protectionnisme, constitutions de grands conglomerats, logique entrepreneuriale visant la maximisation des parts de marché plutôt que la maximisation des profits, interventions publiques dans le système financier, relations de propriété atypiques... On retrouve certains de ces traits en Amérique latine ou en Europe après la seconde guerre mondiale, mais avec des variantes importantes. Ainsi, en France, comme en Italie mais contrairement à la Corée du Sud et au Japon, la propriété publique de nombreux actifs industriels et banquiers est un instrument central de la stratégie de développement économique [Tylecote, Visintin, 2007].

Dans le cas russe pré-soviétique, comme dans le cas des pays asiatiques, l'intervention développementaliste de l'État ne s'oppose pas au capitalisme mais vise à exercer une forte contrainte sur la rationalité marchande afin de satisfaire aux impératifs de l'industrialisation : investissements massifs et croissance prioritaire de certains secteurs. Ce n'est qu'après leur maturation et l'acquisition d'un niveau suffisant de compétitivité que ces secteurs peuvent être exposés à la concurrence internationale [Amsden, 1989 ; Johnson, 1982 ; Wade, 1990].

Russie : qui gouverne ?¹¹

L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie développementaliste nécessitent le plus souvent la création d'une sorte « d'état-major économique », formel ou informel, qui regroupe l'élite politique, bureaucratique et économique [Johnson,

11. Ce sous-titre fait référence explicite à l'ouvrage de Johnson [1995] *Japan : Who Governs?*

1995 ; Onis, 1991]. En Russie, les prémisses d'un tel agencement institutionnel développementaliste du pouvoir semblent apparaître. En premier lieu, de nombreux membres de l'exécutif font partie des conseils d'administration voire des conseils de direction d'entreprises stratégiques russes à contrôle public (tableau 1). Ils sont ainsi en mesure d'exercer un contrôle effectif sur les principales entreprises énergétiques du pays, les trois plus grandes banques et des firmes clés des secteurs stratégiques.

Tab. 1 – Membres de l'exécutif siégeant dans le Conseil d'Administration ou le Conseil des Directeurs d'une ou plusieurs grandes entreprises

| Responsable | Poste au sein du pouvoir politique | entreprise « surveillée » |
|---------------|--|---|
| V. Zoubkov | Premier ministre | VEB, Gazprom (gaz) |
| D. Medvédev | Premier vice-premier ministre | Gazprom (gaz) |
| I. Setchine | Chef adjoint de l'administration présidentielle | Rosneft (pétrole) |
| A. Joukov | Vice-premier ministre | Chemins de fer |
| V. Khristenko | Ministre de l'industrie et de l'énergie | Transneft (oléoducs) |
| I. Chouvalov | Conseiller économique du président | Sovkomflot (transport maritime) |
| A. Koudrine | Ministre des finances | Alrosa (diamants), VTB (banque) |
| S. Prikhodko | Chef adjoint de l'administration présidentielle | TVEL (Uranium) |
| L. Reiman | Ministre des télécoms | Sviazinvest (télécoms) |
| V. Ivanov | Chef de l'administration présidentielle | Almaz-Anteï (diamants), Aéroflot (transport aérien) |
| S. Ivanov | Premier vice-premier ministre | OAK (aérospatial), construction navale |
| G. Gref | Ex-ministre du développement économique et du commerce | Sberbank (banque) |
| A. Serdukov | Ministre de la défense | Khimprom (chimie) |
| S. Narychkine | Premier vice-premier ministre | ORT (chaîne de télévision) |
| A. Tchubaïš | Ex-ministre de propriété publique | RAO EES (électricité) |
| S. Kirienko | Ministre de l'industrie atomique | Atomprom (centrales nucléaires) |
| S. Tchémézov | Directeur de Rosoboronexport | Avtovaz (automobile), VSMPO (Titaniun) |

Source : élaboré à partir de la presse russe et étrangère, données au 1^{er} février 2008.

En second lieu, des mécanismes de recrutement de l'élite politique s'affirment. Ainsi, la montée en puissance du personnel issu des structures de force au sein des élites politiques et économiques russes [Kryshtanovskaya, White, 2003] s'accompagne d'une importance croissante prise par les représentants du monde des affaires [Rivera, Rivera, 2006].

Le lieu de l'état-major quant à lui reste incertain. Le pilotage du développement industriel du pays semblait assigné au ministère du développement économique et du commerce (le MERT). Mais il est aujourd'hui en perte de vitesse, des fonctions importantes étant transférées au ministère de l'industrie et de l'énergie ainsi qu'aux vice-premiers ministres. Quel organe s'occupera de la politique industrielle après l'élection du nouveau président ? Cela reste à définir, mais certaines analystes prédisent que cela pourrait être le futur Premier ministre annoncé, V. Poutine lui-même¹². En tout état de cause, la confusion qui prévaut quant au lieu de la direction effective de l'économie est un problème aigu dans un contexte marqué par la concentration du pouvoir au sein d'un groupe restreint de personnes : la dilution des responsabilités qui découle du caractère pléthorique de la bureaucratie et de la duplication de certaines fonctions par plusieurs structures gouvernementales reste entière : dans le même temps, la corruption endémique ne semble pas reculer [Popov, 2007]. Puisqu'il entraîne une redistribution substantielle du contrôle des actifs et tolère les abus de pouvoir, le nationalisme développementaliste peut en fin de compte être instrumentalisé par les acteurs et servir une simple recomposition de l'oligarchie.

Quelle intégration corporatiste ?

Le modèle développementaliste s'accommode mal des formes pluralistes de la démocratie à l'occidentale parce que celles-ci supposent la possibilité de rotations fréquentes au sommet de l'État autorisant des inflexions significatives dans la politique économique. Il a aussi besoin d'une forme de consentement de la majorité de la population le préservant des effets déstabilisateurs des conflits sociaux lourds. Pour ce faire, le régime politique autoritaire – Taiwan ou Corée du Sud hier – ou formellement démocratique – Japon¹³ et Russie actuelle – se teinte donc d'un corporatisme assurant via l'idéologie nationaliste l'intégration des groupes les plus puissants.

Dans le cas du monde des affaires, cette intégration ne pose pas de problème car les propriétaires des grandes firmes gagnent le plus souvent au modèle développementaliste. C'est en revanche plus compliqué pour le salariat : la stratégie développementaliste est imposée par le haut et non par le bas et « le conflit d'objectifs y est évité par l'absence de tout engagement en faveur de l'égalité ou l'équité sociale » [Onis, 1991, p. 111]. Toutefois, au Japon et en Corée du Sud notamment, des institutions de type « emploi à vie » et des garanties sociales furent consenties dans les

12. N. Eriomina et E. Méréminskaïa, « Страна останется без развития » (Le pays restera sans développement), le 1^{er} février 2008. <http://www.gazeta.ru/financial/2008/02/01/2621407.shtml>.

13. Le caractère démocratique du système politique au Japon est très relatif, comme le montrent par exemple M. Aglietta et L. Berrebi [2007].

grandes firmes, afin de s'attacher la loyauté des travailleurs et de contrecarrer l'influence des gauches politiques et syndicales. Les objectifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration du niveau de vie de la population peuvent aussi faire partie du discours politique – ce qui est le cas en Russie –, mais sont considérés comme découlant, de façon quasi mécanique, du développement économique.

Comme nous le constaterons un peu plus loin, la croissance économique élevée dans la période récente en Russie ne s'est jusqu'à présent pas traduite par une réduction des inégalités ni d'augmentations conséquentes des dépenses sociales. De plus, contrairement à la dynamique politique qui accompagne le retour de l'État au Venezuela ou en Bolivie, le processus en cours en Russie n'est aucunement lié à une mobilisation sociale de grande ampleur. On y observe une dynamique sociale verticale descendante avec d'un côté, l'affirmation d'un pouvoir politique autoritaire, théorisé en tant que « *démocratie dirigée* », et, d'un autre côté, une tentative d'intégration corporatiste du salariat à travers des syndicats majoritaires domestiques.

Il est sans doute trop tôt pour juger de l'efficacité de la stratégie développementaliste : le passage d'un « libéralisme pragmatique » à une politique publique nettement plus active n'est perceptible que depuis 2004 [Sapir, 2007]. Néanmoins, si la croissance russe depuis 1999 a été forte, les résultats économiques sont beaucoup plus mitigés si l'on considère le rythme et la qualité de l'accumulation, divers indicateurs socioéconomiques ainsi que les enjeux environnementaux.

Une dynamique de récupération, pas de rattrapage

Pour interpréter correctement les bonnes performances macroéconomiques de la Russie dans la période récente, il est nécessaire de présenter quelques faits stylisés quant aux implications des modalités d'insertion du pays dans l'économie internationale et aux caractéristiques de la croissance.

Un appareil productif affecté par le syndrome hollandais

La bonne conjoncture en Russie a été soutenue ces dernières années par l'envol du cours des hydrocarbures et, dans une moindre mesure, des productions métallurgiques, qui ensemble représentent près de 80 % des exportations du pays. Dans un contexte de croissance rapide des importations, on note une forte hausse de la part du poste « machines, équipements et moyens de transport » – 31 % en 2000, 37,4 % en 2003 et 47,7 % en 2006 [RosStat, 2008] – dans lequel se situent de nombreux biens de consommation ainsi que des machines-outils. Dans le même temps ce poste recule à l'export – de 9 % en 2003 à 5,8 % en 2006 – en dépit du niveau élevé des exportations d'armes [Lahille, 2007]. Si on regarde le taux de croissance annuel moyen en volume de l'activité de différents secteurs sur la période 2003-2007, on constate que dans le secteur des industries extractives la progression a été de 4,2 %, dans la manufacture de 6,6 %. Mais c'est hors de l'industrie que se situent les secteurs les plus dynamiques avec pour la construction (+ 12,4 %), le commerce (+ 11,6 %), les activités financières (+ 10,6 %), l'immobilier (+7,7 %) les transports et les communications (+ 8,3 %) [RosStat, 2008].

Ces données permettent de saisir la logique économique de la période que vient de connaître la Russie. Elles indiquent en premier lieu, une spécialisation internationale sur les biens primaires et la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger pour les biens manufacturiers ; le dynamisme de la demande de biens manufacturiers découlant du surcroît de revenu lié à la croissance des recettes d'exportation est ainsi en grande partie satisfait par les importations. D'un autre côté, on assiste à une forte croissance de la production de produits non-échangeables (construction, commerce, immobilier). Sur le plan interne, l'impact de la croissance des revenus rentiers sur la demande profite ainsi d'abord aux secteurs abrités de la concurrence internationale.

Dans un contexte de hausse prix des matières premières, cette évolution est typique du « syndrome hollandais » et peut entraîner une dynamique de désindustrialisation [Corden, Neary, 1982]. D'une part, l'accroissement de la rentabilité des secteurs exportateurs exerce un effet d'attraction sur les ressources ; d'autre part, l'accroissement des revenus réels induit une appréciation du taux de change réel et une augmentation de la demande qui s'exerce à la fois sur les biens non-échangeables dont les prix augmentent et sur les biens échangeables dont les prix sont comprimés par la concurrence des importations. Un tel syndrome s'est déjà manifesté sous une forme atypique dans la décennie 1990 [Vercueil, 2001, p. 256-260]. Après une parenthèse ouverte par la dévaluation du rouble en 1998, ce problème est de retour. Poussé par les recettes d'exportations et désormais par les flux entrants de capitaux, le taux de change réel du rouble a doublé ou triplé – selon le mode de calcul retenu – par rapport au niveau bas atteint en 1999 et dépasse désormais le niveau atteint à la veille de la crise financière de 1998 [World Bank in Russia, 2007]. Dans le même temps, bien que le pays conserve un excédent commercial considérable, la croissance des importations a été depuis 2006 plus élevée que celle des exportations, ce qui se traduit par un recul sensible du taux de couverture (fig. 1).

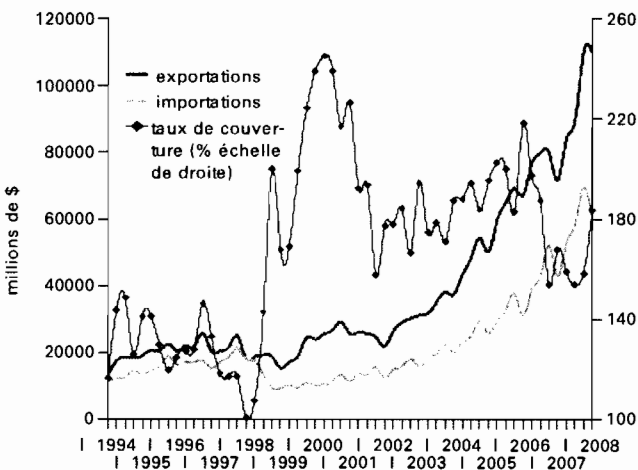


Fig. 1 – Évolution des importations, des exportations et du taux de couverture depuis 1994 (données de la Banque Centrale de Russie : www.cbr.ru)

La faiblesse de l'accumulation

Aux problèmes posés par le « syndrome hollandais » sur l'orientation de la croissance de l'activité, il faut ajouter la faiblesse de l'accumulation. L'accumulation de capital et de travail a joué un rôle peu important dans la forte croissance de ces dernières années [World Bank in Russia, 2007]. La population employée est passée de 65 à 69 millions entre 2000 et 2006, mais le nombre d'actifs est inférieur à ce qu'il était au début de la décennie 1990 en raison de la diminution de la population du pays et de son vieillissement. D'autre part, la dernière période a été marquée par une croissance importante du taux d'utilisation des capacités de production (fig 1.). Enfin, il convient d'y ajouter un autre élément spécifique du contexte russe des années 1990 : la préservation des savoirs collectifs construits à l'époque soviétique par les entreprises qui ne licenciaient pas les salariés qu'elles arrêtaient pourtant de payer ; continuant à bénéficier de certaines prestations sociales mais trouvant des moyens de subsistance à côté, ces salariés ont permis le redémarrage quasi immédiat de la production¹⁴, lorsque la demande s'est accrue [Petrovski, 2004].

En bref, la croissance du PIB depuis le début des années 2000 a été en grande partie alimentée par des ressources déjà présentes mais sous-employées et non par l'accumulation de nouveaux facteurs de production. C'est en raison de cette caractéristique que la phase de croissance des dernières années peut être considérée comme relevant d'une dynamique de récupération, et non de rattrapage.

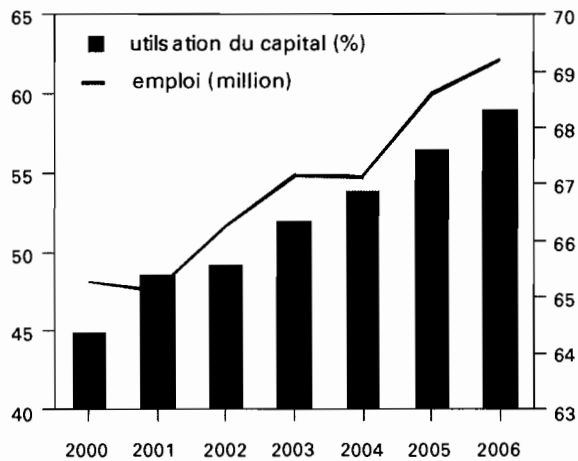


Fig. 2 – Utilisation des capacités de production entre 2000 et 2006 (Rosstat, 2008)

14. Ainsi, lors de la crise russe de 1998, la production industrielle réagit aussitôt à la dévaluation du mois d'août et repart à la hausse à un rythme soutenu dès septembre-octobre.

Du point de vue de la logique développementaliste, un aspect particulièrement préoccupant est la relative faiblesse de l'investissement. Le taux d'investissement est stable autour de 20 % du PIB, soit moitié moins que le taux d'investissement chinois et sensiblement moins que le taux indien (fig. 2.) mais aussi moins que les taux d'investissement dans l'Europe d'après la Seconde Guerre mondiale. Et si la Russie fait à peu près jeu égal avec le Brésil, elle, doit contrairement à ce pays, compenser la brutale décapitalisation consécutive à la grande crise transformationnelle des années 1990. D'un point de vue qualitatif, cet investissement se concentre dans les transports, l'extraction des hydrocarbures, l'immobilier, la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau, la construction, les communications et la métallurgie. En revanche, les secteurs des constructions mécaniques et des équipements électriques, électroniques et optiques restent marginaux : ils ne représentent que 0,5 % de l'investissement global en 2005 et 2006, une part en léger recul par rapport à la période 2000-2004 [Rosstat, 2008].

Facteur positif, le taux de dépenses de R & D en part du PIB progresse régulièrement et s'élève à 1,2 % en 2005, soit plus que l'Inde et le Brésil et presque autant que la Chine [OCDE, 2007]. Cependant, la crise du système national d'innovation russe est loin d'être surmontée [Laperche et Uzunidis, 2007]. Un indicateur imparfait de ces difficultés est l'évolution du nombre de brevets qui montre que la part du pays diminue dans les dépôts mondiaux et que la Russie est désormais nettement distancée par la Chine et l'Inde et rattrapée par le Brésil [OECD, Patent Database, June 2007]. La Russie ne peut par ailleurs s'appuyer sur les investissements directs étrangers pour moderniser son appareil productif : si les flux d'IDE ont fortement cru depuis 1999 jusqu'à dépasser au premier semestre 2007 les 5 % du PIB, ils restent pour l'essentiel concentrés dans le secteur de l'extraction des ressources minérales (70,6 % au premier semestre 2007) et des services non-échangeables tels que l'immobilier (5,2 %) et le commerce (4,1 %) [World Bank in Russia, 2007].

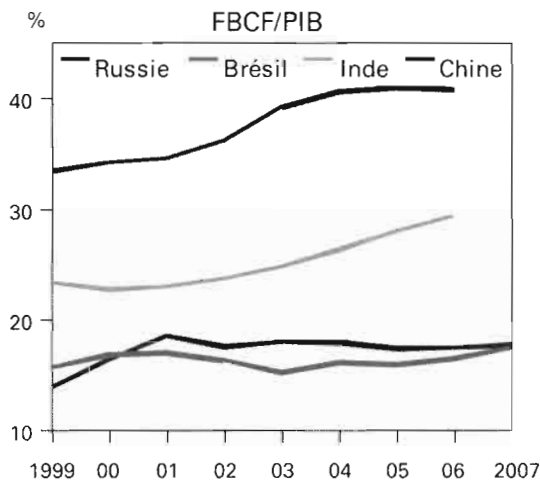


Fig. 3 – Évolution des taux d'investissement des BRIC entre 1999 et 2007 (EcoWin-Reuters)

Les gains de productivité qui ont autorisé la croissance récente sont donc liés à une utilisation du stock de capital et de travail sous-employé au cours de la période précédente ainsi qu'aux gains d'efficacité résultant de la restructuration de l'appareil productif [World Bank in Russia, 2007]. Cependant, en l'absence d'investissements suffisants, avec une population déclinante et sans renforcement des activités d'innovation, les sources de croissance dont dispose le pays pour les années à venir semblent réduites. Les faiblesses du système éducatif – dont le poids en termes de part des dépenses du PIB a diminué entre 2002 et 2006 [RosStat, 2007] – sont aussi en cause : elles entraînent des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs et limitent la faculté de la force de travail à se redéployer vers de nouveaux secteurs [World Bank in Russia, 2007]. Dans le contexte électoral précédant l'élection présidentielle, des déclarations de membres du gouvernement promettaient une augmentation importante des sommes consacrées à l'éducation et à la santé¹⁵. Elles semblent cependant démenties par le budget fédéral triennal voté en 2007¹⁶.

Au final, si les autorités russes peuvent se prévaloir d'une forte croissance, les éléments présentés sur la période initiale du tournant développementaliste font apparaître des faiblesses majeures. Grâce aux ressources tirées des exportations de produits de base, la Russie dispose de manière endogène, à la différence des pays asiatiques, de moyens de financement pour mettre en œuvre une politique industrielle active. Cependant, cet avantage est clairement contrebalancé par le fait que les mécanismes du « syndrome hollandais » l'empêchent de jouer la carte d'un taux de change faible pour améliorer la compétitivité des entreprises exposées à la concurrence internationale. Les éléments de politique mercantiliste évoqués plus haut peuvent constituer une réponse partielle à cette difficulté. Ces éléments pourraient être complétés par des restrictions à l'entrée de capitaux spéculatifs attirés par la bonne santé de l'économie russe et qui poussent le change vers le haut [Sapir, 2008]. D'autre part, la faiblesse de l'investissement en capital fixe et dans l'éducation tout comme les insuffisances du système de R & D tendent à montrer que la forte croissance correspond davantage à une logique de récupération par rapport à la crise transformationnelle des années 1990. Jusqu'à présent, au niveau macroéconomique, aucun élément significatif ne montre la constitution de nouvelles capacités et compétences productives suffisamment importantes pour enclencher une dynamique de rattrapage des pays les plus développés.

15. Ainsi, le ministre de l'éducation Foursenko a annoncé l'augmentation du budget global (fédéral, régional et municipal) de 2,5 % en 2008 par rapport à 2007. Ce rythme de croissance devrait se maintenir, selon lui, au-delà de 2008 (voir les sites d'actualités russes, par exemple http://www.edu.ru/index.php?page_id=5&topic_id=5&sid=450).

16. Selon le budget triennal voté par la Douma la part des dépenses consacrées à l'éducation dans le budget fédéral devrait baisser de 5,1 % en 2007 à 4,2 % en 2010 et pour la santé de 3,8 % du budget en 2007 à 3,4 % du budget en 2010, Аналитический вестник Совета Федерации ФС РФ, « финансирование отраслей социальной сферы 2007, n° 14, p. 331.

Des contradictions sociales et environnementales persistantes

À ces premiers indices d'un relatif échec s'ajoutent d'autres difficultés : la période faste que vient de connaître la Russie est loin d'avoir permis de résorber les contradictions sociales, géographiques et environnementales qui se sont aiguisées au cours de la transformation systémique. Si ces évolutions sont préoccupantes, en elles-mêmes, elles contraignent la trajectoire économique du pays. En effet, le « syndrome hollandais » interdit de jouer la carte d'un taux de change faible afin d'améliorer la compétitivité des produits nationaux. Dans cette situation, la seule diversification possible passe par le développement de segments productifs à haute valeur ajoutée, moins sensibles aux variations du taux de change. Ceci contribuerait par ailleurs à résoudre certains problèmes liés au caractère obsolète des capacités industrielles et la spécialisation internationale du pays dans les activités polluantes. Cependant, une telle orientation nécessite d'une part des taux d'investissements élevés qui font défaut en Russie et, d'autre part, une main-d'œuvre hautement qualifiée et un « contrat social » qui encourage une implication active des salariés. Or, au contraire, la période de récupération n'offre aucun signe de résorption de la forte polarisation sociale du pays. Enfin, même s'il est impossible ici d'analyser ces aspects des choses précisément, il convient d'évoquer les défis environnementaux considérables qui d'une autre manière menacent le développement du pays.

Un pays fortement polarisé

L'amélioration très substantielle de la situation économique générale par rapport au plus profond de la crise en 1998 a eu des répercussions positives (fig. 4). Le taux de chômage s'est réduit significativement, passant de plus de 12 % en 1999 à environ 7 % en 2006. Dans le même temps, les salaires réels ont plus que doublé. Cependant, la récupération par rapport au début de la décennie 1990 n'est toujours pas achevée.

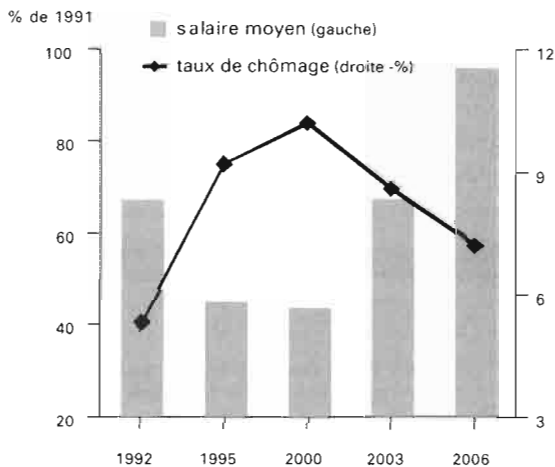


Fig. 4 – Évolution du taux de chômage et du salaire réel (sources BERD et GKS)

Facteur aggravant, l'explosion des inégalités dans les années 1990 n'est pas remise en cause [Gouline, Iline, 2005]. Ainsi, l'indicateur de Gini s'élevait en 2002 – dernière année disponible dans les données de la banque mondiale – à 39,9 soit un niveau élevé se rapprochant de celui de la Chine mais restant en deçà de celui du Brésil. Cependant, outre que ce chiffre déjà ancien ne permet pas d'apprécier la dynamique de la dernière période, il sous-estime fortement le degré effectif d'inégalités en Russie. En effet, cet indicateur porte seulement sur les revenus salariaux à temps plein à l'exclusion des petites organisations [UNICEF-transMONEE, 2007]. Des données partielles plus récentes font apparaître que le régime de croissance forte produit une concentration accrue des revenus. Sur l'année 2005, les 90 % de la population ayant le revenu le plus faible ont ainsi vu leurs revenus – y compris transferts sociaux – croître moins vite que le revenu global. En revanche, le revenu disponible des plus riches, les déciles 10 et 9, a progressé de respectivement 21 % et 13,4 % tandis que pour les autres déciles la progression s'est située entre 7,5 et 9,8 % [ICSS, 2006]. Cette évolution semble s'être poursuivie sur le début de l'année 2006¹⁷.

Autre indicateur de la polarisation sociale, l'évolution de la part des salaires dans le PIB, met en évidence de manière spectaculaire que le choc de la crise financière de 1998 a été pour l'essentiel absorbé par les salariés. Dans la période qui a immédiatement suivi la crise, il y a eu un redressement partiel de ce partage mais entre 2003 et 2005 la tendance est défavorable aux salariés (fig. 5).

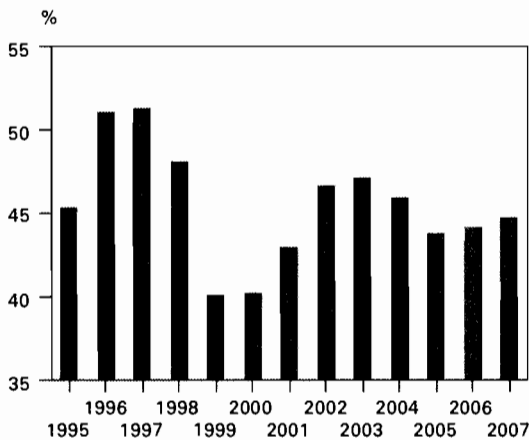


Fig. 5 – Évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée [RosStat, 2007]

17. Взгляд, « Зарплаты растут у богатых », (Les salaires augmentent chez les riches), le 5 mai 2006 <http://vz.ru/economy/2006/5/5/32447.html>.

L'évolution de la pauvreté est aussi préoccupante. Il y a bien eu une réduction très forte et continue de la pauvreté par rapport à la situation extrême de 1998-1999. Cependant, cette réduction est loin d'être uniforme. Au cours de la période récente, la pauvreté est devenue un phénomène essentiellement rural, indiquant la cristallisation de poches d'exclusion sociale et économique [Gerry *et alii*, 2008]. À cela, il faut ajouter l'extrême hétérogénéité économique du territoire russe en termes de développement économique et humain [UNDP in Russia, 2007], la ville de Moscou apportant à elle seule environ un cinquième du PIB.

En résumé, la croissance économique n'est pas orientée vers une réduction des inégalités mais tend à perpétuer voire à accroître la polarisation sociale. En établissant une flat tax de 13 % et en diminuant l'impôt sur les sociétés, la réforme fiscale de 2001 indiquait déjà très clairement que la réduction des inégalités n'était pas un enjeu central pour le pouvoir. Cependant, alors que la population sort la tête de l'eau, cette polarisation se traduit par un renouveau de la combativité sociale. D'importantes mobilisations contre la monétisation d'avantages sociaux et sur la question du logement ont ainsi eu lieu en 2004-2005 [Clément, 2007]. Et des grèves sur la question des salaires dans l'automobile, les chemins de fer, la poste ou encore les ports ont marqué l'année 2007.

De graves défis environnementaux

Sur le plan environnemental, les défis auxquels est confrontée la Russie sont considérables en raison d'une part de la vétusté de son appareil productif découlant du retard des investissements et, d'autre part, de sa spécialisation productive. À titre d'illustration, on peut signaler que six des trente sites les plus pollués du monde se situent sur le territoire russe [Blacksmith Institute, 2007]. Le pays est aussi le 3^e grand émetteur de gaz CO₂ de la planète. À la faveur de la grande crise transformationnelle, la Russie a réduit ses émissions de CO₂ de 23 % sur la période 1992-2004 [PNUD, 2007]. Cependant, cette dé-carbonisation partielle et sans effort a détourné l'attention des acteurs, ce qui positionne défavorablement la Russie pour la transition énergétique qui se prépare. Les indicateurs d'utilisation d'énergie situent ainsi le pays parmi les moins efficaces du monde [GEO Data Portal, 2008], si bien que le pays risque d'être contraint d'acheter des droits à polluer au cours de la prochaine décennie.

Conclusion

Les autorités ont adopté, au moins depuis 2004, une posture développementaliste légitimant l'intervention de l'État dans le champ économique afin d'accélérer la restauration du rang international de la Russie. Ce retour de l'État est limité pour l'essentiel à la figure de l'État producteur ; la montée en puissance de la propriété publique et l'activation de divers instruments de politique industrielle ne s'accompagnent pas d'un développement de l'État providence tandis que la politique macroéconomique est restée relativement orthodoxe.

Si le tournant opéré est manifeste, il faut cependant se garder de le surinterpréter. D'abord, en raison de la faiblesse de ses bases institutionnelles. L'extension de la propriété publique s'est effectuée sans remise en cause formelle de la libéralisation opérée dans les années 1990 et n'a pas débouché sur l'émergence d'un état-major économique clairement identifié, tel qu'il en existait dans les développementalismes asiatiques. Les déclarations du candidat Medvedev appelant à un retrait de l'État¹⁸ invitent d'ailleurs à ne pas exclure la possibilité que la période qui vient de s'écouler n'ait été qu'une phase d'instrumentalisation de la puissance publique aux fins de recomposition de l'oligarchie.

Quoi qu'il en soit, les résultats de ces politiques à l'aune des aspirations « développementalistes » sont pour l'instant limités. Les taux de croissance du PIB ont été élevés mais le pays n'est toujours pas sorti du verrouillage rentier et oligarchique hérité des années 1990 et va devoir faire face à de graves défis environnementaux. Au vu de la gravité du « syndrome hollandais », la Russie ne peut réussir une diversification de l'économie lui permettant de sortir de sa position de subordination au niveau international, qu'à condition de développer les secteurs à haute valeur ajoutée, moins sensibles aux effets de variation du taux de change. Pour cela, elle a besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et d'un consensus social permettant une forte implication des salariés. Une telle stratégie semble difficilement compatible avec les politiques menées qui jusqu'à présent n'intensifient pas l'effort en faveur de l'éducation et de la santé et favorisent un haut niveau d'inégalités.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M., BERREBI L. [2007], *Désordres dans le capitalisme mondial*, Paris, Odile Jacob, 445 p.
- AMSDEN A.H. [1989], *Asia's Next Giant. South Korea and Late Industrialization*, New York, Oxford University Press, 400 p.
- ARRIGHI G. [1989], « The Developmentalist Illusion : A Reconceptualization of the Semiperiphery », paper, presented at the Thirteenth Annual Political Economy of the World System Conference, University of Illinois at Urbana – Champaign, April 28-30.
- BLACKSMITH INSTITUTE [2007], *The world's worst polluted places*, New-York, www.blacksmithinstitute.org.
- CESTELS M. (éd.) [1992], « Four Asian Tigers with a Dragon Head : A Comparative Analysis of the State, and Economy, and Society in the Asian Pacific Rim », in R.P. Applebaum et J. Henderson, *States and Development in Asian Pacific Rim*, Newbury Park, California, Sage Publications, p. 33-70.
- CLARKE S. [2004], « A very Soviet form of capitalism ? The management of holding companies in Russia », *Post-soviet economies*, vol. 16, n° 4, p. 405-422.
- CLÉMENT K. (éd) [2007], « La montée des mouvements de protestation citoyens face à la fermeture du système politique », in A. Merlin, *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, p. 165-188.

18. « Дмитрий Медведев расставил точки над 'и' » (« Dmitry Medvedev a mis les points sur les 'i' »), *Kommersant*, le 16 février 2008, <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=853673>.

- CORDEN M., NEARY J.-P. [1982], « Booming sector and de-industrialization in small open economy », *The Economic Journal*, n° 92, p. 825-848.
- DURAND C. [2007a], « Entre développementalisme et instrumentalisation de la puissance publique : le réengagement de l'État dans l'économie russe », *Innovations*, n° 26, p. 29-49.
- DURAND C. [2007b], « Pourquoi les firmes de la métallurgie russes s'internationalisent-elles ? Une approche institutionnelle et systémique », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 38, n° 1, p. 151-192.
- DURAND C. [2005], « Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique », *Recherches internationales*, vol. 74, n° 4, p. 33-50.
- GERRY C., NIVOROZHKIN E., RIGG J. [2008], « The great divide : ruralisation of poverty in Russia », *Cambridge Journal of Economics*, Advance Access, January 3.
- GERSCHEKRON A. [1970], *Europe in the Russian Mirror : Four Lectures in Economic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 158 p.
- GOULINE K., ILINE V. [2005], « Le niveau de vie en Russie. Des inégalités croissantes », *Le courrier des Pays de l'Est*, n° 1051, p. 42-56.
- INSTITUTE FOR COMPLEX STRATEGIC STUDIES (ICSS), *The Millennium Development Goals and Russia's National Projects : Strategic Choices*, Moscow, UNDP, 32 p. <http://www.undp.ru/index.phtml?iso=RU & lid = 1 & cmd = publications1 & id = 59>.
- JOHNSON Ch. [1982], *The MITI and the Japanese Miracle*, Stanford, Stanford University Press, 412 p.
- JOHNSON Ch. [1995], *Japan : Who Governs ? The Rise of the Developmental State*, London, Norton, 384 p.
- KORNAI J. [1992], *The Socialist System : The Political Economy of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 672 p.
- KRSHYSHTANOVSKAYA O., WHITE S. [2003], « Putin's Militocracy », *Post-Soviet Affairs*, vol. 19, n° 4, p. 289-306.
- LAHILLE E. [2007], « Le retour de la Russie sur le marché des armements », *Recherches internationales*, n° 79, p. 9-32.
- LAPERCHE B. et UZUNIDIS D. [2007], « Le Système national d'innovation russe en restructuration », *Innovations*, vol. 26, n° 2.
- LIND M., [1992], « The Catalytic State », *The National Interest*, n° 27, p. 3-12.
- LIUHTO K. [2007], « A Future Role of Foreign Firms in Russia's Strategic Industries », *Electronic Publications of Pan-European Institute*, n° 4, 43 p.
- OECD [2006], *Economic survey of the Russian Federation 2006*, Paris, OECD, 156 p.
- OECD [2007], *Factbook 2007 : Economic, Environmental and Social Statistics*, on-line version. <http://oberon.sourceoecd.org/vl=1611570/cl=12/nw=1/rpsv/factbook/>.
- ONIS Z. [1991], « The Logic of the Developmental State », *Comparative Politics*, vol. 24, n° 1, p. 109-26.
- PETROVSKI M. [2004], *Les transformations des entreprises russes dans les années 90 : une approche évolutionniste*, thèse soutenue le 20 janvier 2004. Saint-Denis, Université de Paris VIII, 486 p.
- POPOV V. [2007], « Russia Redux ? », *New Left Review*, n° 44, p. 37-52.
- RIVERA Sh.W., RIVERA D.W. [2006], « The Russian Elite under Putin : Militocratic or Bourgeois ? », *Post-Soviet Affairs*, vol. 22, n° 2, p. 125-144.
- SAPIR J. [2007], « Quel bilan économique pour les années Poutine ? », *document de travail CEMI-EHESS*, mars, 39 p.
- SAPIR J. [2008], « Le système financier Russe face à la crise financière mondiale : Bilan pour 2007 et perspectives pour 2008 », *note de recherche du CEMI-EHESS*, 17 p.

- TYLECOTE A., VISINTIN F. [2007], *Corporate Governance, Finance and the Technological Advantage of Nations, Chapter 6 : « France and Korea »*, Routledge, Series : Routledge Studies in Global Competition.
- UNDP IN RUSSIA [2007], *National Human Development Report. Russian Federation 2006/2007 Russia's Regions : Goals, Challenges, Achievements*, UNDP, Moscow, 131 p. [http://www.undp.ru/index.phtml?iso=RU & lid = 1 & cmd = publications1 & id = 48](http://www.undp.ru/index.phtml?iso=RU&lid=1&cmd=publications1&id=48)
- VAHTRA P., LIUHTO K. [2004], « Expansion or Exodus ? Foreign operations of Russia's largest corporations », *Electronic Publications of Pan-European Institute*, n° 8, 104 p. <http://www.tukkk.fi/pei>.
- VERCUEIL J. [2001], *Transition et ouverture de l'économie russe*, Paris, L'Harmattan, coll. Pays de l'Est, 347 p.
- VERCUEIL J. [2007], « La Russie et l'OMC : dernière ligne droite », *Russie. Nei. Visions*, n° 16, février, Paris, IFRI, 25 p.
- WADE R. [1990], *Governing the Market. Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton, Princeton University Press., 500 p.
- WADE R. [1989], « What Can Economics Learn from East Asian Success ? », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 505, The Pacific Region : Challenges to Policy and Theory (Sep.), p. 68-79.
- WITTE S. [2004], *Собрание сочинений и документальных материалов (Collection d'œuvres et de documents)*, en 5 volumes, Moscou, Naouka, vol. 1, livre 2, première partie, 647 p. et livre 2, deuxième partie, 730 p.
- WOOD T. [2007], « Contours of the Putin Era », *New Left Review*, n° 44, p. 53-68.
- WORLD BANK IN RUSSIA [2007], *Russian Economic Report*, 15, November, 19 p.
- YU T.F. [1997], « Entrepreneurial State : The Role of Government in the Economic Development of the Asian Newly Industrialising Economies », *Development Policy Review*, vol. 15, n° 1, p. 47-64.

Données statistiques utilisées

RosStat – www.gks.ru

SourceOCDE – www.sourceocde.org/

UNICEF-transMONEE – www.unicef-irc.org/databases/transmonee/

GEO Data Portal – <http://geodata.grid.unep.ch>

Changes in work ethic in eastern Europe: the case of Romania

*Monica Heintz**

At the end of the 1990s, faced with constant poor economic results despite the acclaimed introduction of free market economy structures in eastern Europe, officials as well as social scientists, in the West as in the East, started to assert that introducing new capitalist structures without accompanying them by the corresponding capitalist values will bring no results. One of these values, which without being always explicitly addressed, was always implicit in the examples of negative eastern economic behaviour, is “work ethic”. In order to understand these negative judgments on Romanian work ethic, I conducted my fieldwork on the values pertaining to work revealed through discourses and practices in workplaces, without limiting myself to observing how the capitalist ideology of work (work ethic) translates in practice. My construction of the field of work values finds its first inspiration in Max Weber’s seminal work, *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism* [Weber, 1984 (1930)], but goes further to explore the interplay between work ideology and practice, thus showing to what extent practices are capable of influencing values. My inquiry into the ethic of work in Romania is based on the results of an ethnographic inquiry conducted in 1999-2000 among service sector employees in Bucharest. I first present the ideologies of work at the turn of the 21st century in Romania, then I describe the ideologies and their (corresponding) practices in three service sector organisations. Lastly I conclude by showing why it is improper to refer to a “Romanian work ethic” (in the Weberian sense), despite the fact that work is valued and a certain ethic governs Romanian workplaces. Indeed, taking work ethic in its (capitalist) ideological sense as international organisations and Romanian officials do and measuring Romanian practices against it, is nothing else but an ethnocentric move that blinds the analyst to the existence of a vast field of values linked to work, which evolve in a different frame, that of an ethic of human relations.

* Anthropologue, maître de conférence, Université Paris-X Nanterre, Maison de l’Archéologie et de l’Éthnologie, Laboratoire d’Éthnologie et de Sociologie Comparative, 21, Allée de l’Université, 92001 Nanterre Cedex – monica.heintz@u-paris10.fr.

Work ideologies

The communist ideology of work

The ideology of work is the result of the elaboration of several political beliefs and ideas in a particular social and historical setting [Buckley, 1989]. In a socialist system, these ideas constitute a unique theoretical interpretation of reality, over which the Communist Party has a monopoly, while in a democratic society several competing ideologies can co-exist in the public space. In liberal systems, the ideology of work is influenced by actual practices and claims (like the 1968 demonstrations in the West), whereas in socialist systems leaders decide what the “appropriate” interpretation of the doctrine is at a given time [Buckley, 1989, p. 5]. The ideology of work in Romania during the socialist period was the result of the “pure” Marxist ideas about work and of the practical Marxist interpretation elaborated by the Romanian Communist Party, the president Nicolae Ceaușescu and the Ministry of Culture.

Marx viewed work as both rewarding and alienating, depending on the relations of production in which it is performed. Through work, man transforms the objects of his environment: he satisfies his needs, gives them value and transforms them into possessions that define him. Work defines an individual’s identity. But if these products of labour are taken away from him, his self is alienated. Work is then alienation [Ortiz, 1979, p. 210].

State socialism assured that everybody had the right to work and that workers were the masters of their own work. This however led to a “commoditisation of labour” [Lampland 1995] as much as under capitalism: work became an object sold to the state in exchange for social advantages. Propaganda about commitment to work was the main incentive that officials could supply, given that no real financial incentives that would have introduced inequalities among workers could be given (as the case of Stakhanovism shows). Phenomena like Stakhanovism and model farms, and the way they were dealt with locally, reflect the socialist ideology of work at a given time.

Work was dedicated to the common good and had an aim: the construction of a “socialist multilaterally developed society” and the advancement towards communism. The fact that under the desired communism everybody was supposed to be rewarded “according to her/his needs”, while an ascetic lifestyle was vaunted, meant that there was no reason for unlimited work for the sake of accumulation, which characterises the Protestant work ethic.

The ideology of work did not directly address the issue of services, because this sector did not produce anything enduring, being just complementary to the other economic sectors. Given that the aim of trade (the main form of service in the past) is profit, trade in communist ideology was reduced to a system of redistribution of products to which everybody was entitled and which bore only superficial similarities to the profit-making trade (for instance by the use of money). Services in general were meant to support workers so that they could engage in productive labour.

This very brief overview of the socialist regime reveals the existence of fixed ideological, economic, political, and social structures, which together imposed the place of work in people's lives and their appropriate work ethic. The state assigned a workplace and a duty to everybody – to contribute to the development of socialism – and her/his work was a contribution to the development of socialism. Having a workplace was thus sufficient for fulfilling one's duty towards the state, which guaranteed in exchange a (quite undifferentiated) reward and social security. The socialist work ethic, initially one of enthusiasm and willingness to give to society, in practice takes on a mechanical form: it is asserted but not believed. As work becomes a constraint (as was the case during the socialist period), it does not need to be a calling. On the contrary, as its reward is often seen as unsatisfactory, work will actually be undermined as a protest against the system. As a Romanian joke puts it, "They pretend they are paying us, so we pretend we are working" (*Ei se fac că ne plătesc, noi ne facem că muncim*) [Verdery, 1983, p. 29]. Examples from the economic and political sphere show that non-ideological resistance and negotiation were prevalent under socialism. This is the "actually existing" work ethic that would influence the perception of work after 1989.

The "Capitalist" Work Ethic

The conceptualisation of the Protestant (work) ethic in the social sciences originates in Max Weber's work on the origins of capitalism [1984 (1930)]. Weber refers back to Protestant teachings from the seventeenth to the nineteenth centuries to describe a particular ethic of life, labelled a work ethic because it is centred on work. The highest form of religious/moral obligation was to succeed in worldly affairs (this is known as "the calling") and success became a sign of being "chosen". Thus, work was transformed from a necessity (to satisfy survival needs) into a calling – work for the sake of work, for the infinite accumulation of wealth and for its minimal enjoyment.

The work ethic defined by Weber is no more than an ideal type, closer to an ideology than to an ethic encountered in practice. Bauman warns: "Weber's tale is not and never was an account of a historical event" [1987, p. 150]. Weber has actually never claimed that Christian treatises or the teachings of self-made men like Benjamin Franklin formed the reality of that time. Subsequent writers like Anthony [1977] indeed assume the existence of a monolithic PWE and contrast the current values of work met in practice with past ideals as they stem from Protestant teachings. Joyce [1987] criticises this stance and shows the heterogeneity of values existent at any one time, which vary depending on social class and type of enterprises/industries, and highlights a more complex link between values and practice. The work ethic was "the gospel of the bourgeoisie" and did not penetrate in its ideal form into the working class. This ideal was meant to serve the needs of industrial development for time organisation, speed, and regularity. Bauman concludes that the work ethic was a means for the upper class to maintain social order [1998]. Applebaum shows that the heterogeneity of values linked to work in Western countries is as great in the present as it was in the past. Work ethics vary between different

capitalist countries as work values depend on the historical period, class, and occupations [Applebaum, 1992].

The reflection of a capitalist work ethic in Romania

Romanians have access only to scattered images of this diversity of work values and practices, which arrive in Romania through media, foreign consultants, translations of Benjamin Franklin or of new books on image-production, friends recounting their experiences in the West, and Romanian immigrants in the West. Images retained from this proposed kaleidoscope, although slightly outdated, impress as novelties. Thus, Romanians admire the evidence of hard work, of the division of labour at the level of enterprises and society, of the lack of tricks and bribery, of apparently friendly but strong hierarchies, and they recognise these features as an ideal that is not put in practice in Romania. In the interviews I conducted, no reference was made to the values of an “aesthetic of consumption” [Bauman, 1998], or to a balanced life. A capitalist work ethic (Western style) meant for most interviewees hard work; for a smaller group, work well done; and for a minority of intellectuals, intelligent organisation and management of human forces.

The multinational companies active in Romania impose an organisation of work which confirms these ideas: employees are required to work more than ten hours a day, a condition accepted because of the higher pay offered, and their work is thoroughly checked. In a software company working 24 hours a day, seven days a week, on line, even the five-minute toilet breaks are scheduled in advance and controlled, and a quality controller monitors the work performed, watching over employees shoulders [Heintz, 2002]. Other multinational companies have health programmes, checking employees blood pressure every day and providing them with lunch in their office.

I have discussed work values and working conditions in Western countries at length with my Romanian workmates and acquaintances. In this dialogue I revealed that practices and values in the West were quite different from the image of work in the West held by my interviewees, and quite different from the work conditions proposed by international companies in Bucharest. Some of my accounts surprised my interviewees, such as my statement that the division of labour has proved detrimental to the pride one takes in work, and that since the 1980s attempts to address this problem have advocated a transformation of work [Wood, 1989] in the West, from Fordist assembly-line work to more flexible specialisation. Another surprise was my assertion that Westerners would not necessarily take on two jobs just because they had the opportunity, or work 70 hours a week in order to prove their commitment to a job. The concept of privileging quality over quantity, or the rational calculation of gains and losses for establishing a balance between quantity and quality, seem to have no place in the ideology of the capitalist work ethic that arrives in Romania, which emphasises “hard work”. As a result, new Romanian companies or foreign companies implemented in Romania impose what they take to be modern capitalist principles and propose values that do not suit the requirements of the post-industrial era. And when these companies propose different prin-

ciples, their employees are those who still try to show their commitment by acting according to their own understanding of a work ethic derived from an un-criticised capitalist ideology (for instance by staying longer hours at work).

The information available to Romanians on the work ethic of current capitalist organisations is often inaccurate or propagandistic, a fact that hinders the positive role it could take by suggesting motivating narratives about work. The capitalist ethic of work serves as a term of comparison or as a model, but its complexity and contradictions are unknown. Thus the capitalist ideology of work is taken to correspond to actual work values in Western countries.

Work practices and work values in three service enterprises after 1989

I conducted ethnographic fieldwork in Bucharest from July 1999 to October 2000 in several service enterprises, working alongside the employees for four months in each of them. I chose to work in the service sector because of the difficulty to measure the output, which in turn leaves the employees with a greater freedom of developing their own attitude towards work. The difficulty of measuring their work performance was exacerbated in the case of three organisations described below, in which the service provided was information and education- or, as some employees put it, just “talk”. After providing a short description of the three service organisations observed, I will look at the discourses of their employees and managers about work and at their practice and will briefly evaluate the result of this performance in terms of the success or failure of their human management programs.

Three service organisations in Bucharest

I have chosen to conduct fieldwork in organisations that represent different segments of the labour market, segments defined by the type of contract and the amount of pay proposed to their employees: a state institution that proposes secure but low wages to its employees; a private firm that proposes insecure and low wages; an NGO that proposes secure and relatively high wages to its employees. The first institution is state owned, the two others are private. This allows capturing the diversity of work configurations and work values and, through comparison, the elaboration of more general conclusions about work ethic in service enterprises.

The first of these organisations is a Music School that I will call “Gamma”, a state school created in the 1950s to provide free complementary musical education to children in elementary school (ages 7 to 14). Around forty teachers exercise within this institution.

The second organisation, the NGO “Alpha”, is a medium non-profit organisation first registered in 1991 in Romania and whose goal is to improve the life of a category of children with a mortal illness. The NGO is now the main service provider for these children, estimated at 6000 all over the country, having been quite successful in securing funding mainly from Western European sources but

also from the Romanian government. Alpha has headquarters in Bucharest, where 10 employees work and, through one of its projects, another 30 employees work in seven locations all over the country. Work in these locations is in collaboration with state organisations (hospitals), on the basis of contracts established under the auspices of the funding agencies.

The third organisation is a marketing department, which is the core of the firm "Beta", first registered in 1997, which provides foreign language courses to adults. Despite the fact that this is an educational institution, like Gamma, the language used in order to define the organisation's relationship with its beneficiaries (in Beta they are "clients", not "pupils") is telling of Beta's real vocation, as is also the fact that at the heart of the organisation is the marketing department. The professorial body, less important numerically, plays only a secondary role.

Work ideologies determine the rules of conduct in workplaces

Managerial discourses provide an interpretation of the social world and its functioning, and explain and justify actions. They are one of the main ways of motivating employees and inducing a certain spirit, the "spirit of the enterprise", as well as the main way of providing the rules of conduct at the work place. These are meant to generate a certain work ethic among employees. Managerial discourses themselves are the product of ideologies. What I will show here is that these ideologies differ greatly from one organisation to the other, despite the fact that they are embedded in the same society. This shows the heterogeneity of ideas and values about work that exist simultaneously in the Romanian society.

In the marketing department Beta, the manager-owner calls for complete obedience on the part of his employees and imposes himself as a model to them. The words repeated daily are "You are here to shut up, listen and learn" and "the intelligent employee is the one who knows how to imitate his manager". His own model is an English manager under whom he worked in Indonesia for a number of years in the 1990's and who (as he asserts) even checked the cleanliness of their nails and hair as part of the daily control. Though he would not go so far, our manager would require a certain make-up, a certain lipstick colour, a certain length of hair and skirts from his employees who are all university students or graduates aged 20 years or more. The boss is always right and making him try to recognise his mistakes always ends up in threats and scandals. The counterpart is that the manager provides indeed his employees with useful practical courses of marketing strategy, taught with passion and certain professionalism. His tactics is to alternate coercion with paternalism (the stick and the carrot). His main advice: do not trust anybody in business. For the manager of Beta, both the workplace and the business world are competitive places, thus the rule of mistrust should be applied both within and outside the enterprise. Employees have no right to have their own ideas and depend on him for the smallest decision, under the threat of being fired. Despite the lack of real power of the intermediary managers in the organisation, hierarchy is very much emphasised by the manager. This is meant to impress potential employees invited to collective interviews and potential clients invited to buy a

course. “Impressing” the client by word and gesture is a recurrent theme in the discourse of the manager; one concrete manifestation is the permanent rewriting of the employees’ discourses, the constant revision of their capacity to “impress” the client.

The management of the NGO Alpha is situated at the opposite extreme, their manager trying to maintain a democratic regime, in which highly educated employees are encouraged to participate in management decisions. Every single employee is paid attention to and consulted before s/he is allocated an activity and monthly democratic meetings are organised for planning the activities of the enterprise. These meetings last forever and often do not lead to concrete results, because their goal is to reach an unanimous agreement and this is difficult, even where there are only ten employees. And though democratic voting could be used, the meeting is practically postponed until the manager privately persuades each employee of the qualities of the decision of the majority. Would this correspond to Marx’s ideal of a willing and total embracing of a collective position by each individual? In a sense, yes, but it is not Marx who inspired this type of organisational behaviour, but the new directions in management, which encourage the recognition of the value of each employee and the creation of a family spirit based on sympathy and responsibility, not on control, as a guarantee of the good-working of the organisation. The response of the employees however is a permanent criticism of “the lack of organisation” and realistic management in the organisation, though they would never point at the manager as responsible for it (except in confidential conversations we had outside the workplace). As for the manager, he admits the lack of organisation, but does not identify the principles on which the management is conducted as being its cause and in general does not feel particularly responsible for it (several managers were simultaneously in charge, with overlapping responsibilities at the time of my fieldwork; certainly, them being many, responsibility slipped somehow from one to the other).

The ideologies involved in the management of the two private organisations could easily be labelled, for they are constantly apparent in managers’ discourses: fierce capitalism for the marketing department, democracy for the ONG. One can recognise pieces of management theories: the fierce capitalism corresponds to the idea that, after all, enterprises exist to make profit (as opposed to enterprises of the socialist era); the democracy corresponds to the contemporaneous neo-human relations: “make your employees responsible in order to motivate them and use their creative resources” theories. Foreign consultants- like true missionaries- have introduced Western management theories in Eastern European countries as new religions [Kostera, 1996]- neither to be questioned, nor to be criticised.

The rules of conduct in practice

I will show how these ideologies translate in the practice of human management and analyse whether managerial discourses provide a useful and efficient framework for the activity of the employees. The two private enterprises observed offer completely different models of management practice, while the state and the private organisations are different with respect to employees’ work.

In Beta, human management practice (except for its hardcore of hiring, firing, payment etc) is realised chiefly through discourses. Beta is a “one-man show”: the “boss” points out through daily behaviour that he has the power to decide the fate of his employees as they are part of his business, while employees do not protest when they are on duty and fulfil the requirements. The manager makes all the business decisions. This control is tight because he does not trust any employee or lower level manager. The only voice one hears in the public space of the firm is his, when he criticises in very harsh terms or praises in dithyrambic words his employees. On their side, employees would spend their time criticising the manager and planning when to quit the enterprise. It is interesting to note that all these whispered gossip is conducted while employees wait for their turn to work (i.e. wait for their clients), in the same room in which sales activities are going on and in which the manager is also present! As for the language teachers, the manager ignores them almost totally, because they do not bring him money in a visible way (the payment for the entire course is obtained before the course starts). Thus for instance he loosely controls their punctuality and is concerned only with their appearance, as this could affect the decision of prospective clients who pass by. All his attention is directed to the marketing department, in which he is always present, again from fear of delegating control to employees. Through a window the manager watches his employees at work with potential clients and he intervenes in their work when the required energy seems to desert them. The target being only to attract clients, and thus money, as quickly as possible, every potential client is of the utmost importance and every failure of the employees to transform her/him into a client is examined, judged and followed by a training session, which means showing over and over again how work should be done. This is stimulating for the employees as they have a continuous feedback on their work and interest shown in it. Employees obey through fear, as the boss could turn quite violent. The only form of protest they use is quitting the enterprise or collective whispered gossiping. Their pay is decided exclusively by the manager and cannot be negotiated. It is low and completely uncertain – the employees being paid depending on sales, with no fixed wage –, while the employees could daily witness how large amounts of money are handed to the owner/manager when courses are bought.

The management strategy of the NGO Alpha is to maintain an informal, familial atmosphere at the workplace and not to insist on control. The lack of formal assessment of employees’ activity gives them freedom, but means also less interest from the management and consequently less value for their work. If employees are sometimes praised for their efforts or criticised for their failures, observations remain abstract, undirected and uninformed, which deprives them from the capacity to motivate and support further activities or to propose a solution to the problems of the organisation. It is impossible for the management to be better informed because they have their own tasks in which the evaluation of employees is scheduled only occasionally, and titled “learning what they do so that we can help them better”. Everybody has to report directly to the Romanian general manager and this makes information impossible to handle. We should remind that this manager is not the ultimate decision maker, but has to report to a Western consultant, in order to

receive instructions. The Western “consultant” is not based in Romania and does not speak Romanian, thus making communication difficult and delaying decisions. The main problem identified by the employees themselves is lack of communication and decision-making. These problems apart, employees are relatively satisfied with their work in the organisation: their pay is 2-3 times higher than the average Romanian wage and the activity of the organisation (which has a humanitarian character) generate human satisfaction. Employees often do benevolent extra-hours at work or at home, as they understand that they have tasks to finish, not just hours of “sitting with the buttock on a chair”, as the intermediary director puts it. Everybody is her/his own manager and picks up among the duties to be performed those that are the most urgent or most preferred. But nobody undertakes to co-ordinate these activities, which complicates things, given that all projects are common.

In the Music School, strategic management is provided by the state and the director’s task is only to solve problems raised by contradictions in state directives. Alternative jobs tire the employees, who are rushing between different commitments, among which their school job comes last, as it is stable and does not need to be fought for. The director of the school warns discreetly teachers about absences or late arrivals, which appears to be enough to bring them back on track for a while. Being herself a teacher the director refuses to evaluate her colleagues, leaving this duty to the Ministry of Education, who conduct a bureaucratic assessment. All organisational problems (conflicts between teachers regarding the distribution of classrooms, timetables etc) have to be solved privately, through friendly visits or phone calls. The relations in Gamma are horizontal, and not vertical as in Beta.

The immediate conclusion from the field analysis of the two private organisations is that rules are respected, but that they are not effective. The first proof of their lack of efficiency is employees turnover: every six weeks in the marketing department (less among teachers), every one or two years in the NGO. In Western countries this is a sign of employees’ dissatisfaction with their jobs, as Lawler established through empirical studies as early as 1973 [1973]. Unexpected and frequent turnover brings considerable losses to Alpha and Beta. In Gamma, where turnover is inexistent, dysfunctions are revealed by the disengagement from work, which leads to the socialist “pretending that we work”. What these three ethnographic cases also show is that there is no simple transfer of ideologies from the top (managers) to the bottom (employees). Managers and employees derive different ideas from their position in the enterprise and also play back the discrepancy between discourses and practices of management.

A Romanian work ethic?

The empirical material analysed makes us question the existence of a Romanian work ethic- first by showing the heterogeneity of work values in Romania, second by showing the potential of practices to continuously fashion values that leads to an ever changing work ethic in this period of rapid social changes, third by showing that the ethic governing workplaces is an ethic of human relations rather than an ethic of work *per se*.

The Romanian work ethic – a heterogeneous set of values

This brief analysis shows that the three enterprises observed are very heterogeneous with respect to rules and their enforcement, varying from a strict imposition of rules in the marketing department at Beta, to an absolute freedom of movement and thought in the NGO Alpha, where only some principles are presented to the employees; from sets of rules (principles) with their own internal coherence in Alpha to incoherent measures in the Gamma Music School; from Fordist totalitarian rules in Beta to democratic idealism in Alpha. In contrast to the uniformity of the socialist period, today the ideology of work differs across enterprises, depending on the position of enterprises in the labour market or on individual circumstances.

Even inside each enterprise, managers appear unable to provide a coherent, realistic image of the desired work ethic, themselves living under the influence of different “ideoscapes” [Appadurai, 1991]: echoes of the ideal-type of the Protestant work ethic pierce through the typical “new rich” discourse [Sampson, 1996] of Beta’s manager; echoes of Christian moral values are felt in the discourses of the director of Gamma, who is a practising Christian; echoes of the ideal-type of the socialist work ethic unconsciously penetrate the discourses of the intermediary manager of Alpha. To this we can add their concrete life experiences of the capitalist work ethic (for the Beta manager and an interim manager of Alpha, who had worked abroad), and that of the “actually existing socialism” (for the Alpha interim manager and the Gamma director). A third layer of influences comes from their knowledge of ways to turn values around in daily practice, in good conscience. The mixture of these often-incompatible ideologies and practices does not provide an efficient code of behaviour or motivating discourses for the employees. For instance in Alpha, where hard work is highly valued and employees strictly selected, managers did not fire those found to be useless or lazy, because “they needed money too”. Thus, the driver, rendered useless by the fact that everybody in the NGO used her/his own car for business travel, was fired only after he had committed several thefts from the NGO’s premises.

With no coherent or convincing set of values offered, with rules that prove insufficient or impractical, employees are left on their own to establish the way they would behave at work, towards colleagues, managers or customers.

Redefining work ethics through practice

From the ethnography of my three main field sites, it appears that dysfunction can arise even when rules are internally coherent, the structure of power allows them to be enforced, and when the rules of conduct fit (theoretically) the needs of the organisation. This is because employees also interpret the rules in light of their understanding of work derived from the larger social context, and they fill the existing gaps with their own rules/interpretations. Opinion leaders, politicians and managers may try to change values by imposing them from above, but people would still influence them from below through their practices. Work practices

influence work ethics, and the attempted creation of or change in a work ethic that remains a purely theoretical, ideal endeavour has few chances to survive. The socialist state, which played deaf to the voice from below and tried to educate people “in the spirit of work”, finally collapsed. Current sociologists and social historians [Bauman, 1998] overlook the importance of ordinary people’s practices, which forced leaders to change their discourses and mobilised values over time. Leaders are motivated to adapt their discourses by attempts to maintain social order. A work ethic may change through an encounter with other sets of values, but also under the pressure of employees’ interpretations of rules as revealed through their practice.

Practices that do not conform to values are not necessarily perceived as deviant, because justification – as Wedel [1992] showed for Poles under socialism – or interpretation, which is often the result of negotiation, can make them compatible. Taken individually, in her/his own economic and social context, each employee has reasons for behaving in a certain way. Rather than being directed by her/his own personality and work values, s/he undergoes internal moral conflicts when s/he deviates from these rules. Managers respond with their rules, which distance employees from adherence to their original values, until a relative state of equilibrium is reached. These new values and rules are at a certain distance from the ideal. The negotiation is double: both between different categories of staff (typically subordinates versus their managers) and between values (ideal) and practices (real).

An ethic of interpersonal relations

As a work ethic is linked to money and survival, other spheres of ethics constantly feed it. One example is cheating at work: in most service enterprises this comprises cheating another person, which bears on the ethic governing interpersonal relations. Furthermore, it is even questionable whether the values encountered in the workplace are linked to work and not to personal commitments – towards the employer, other employees, or clients. Several ethnographic observations have led me to question the existence of a particular ethic linked to work.

Lack of pride in one’s work is frequent, and relegates work to the level of a means of subsistence and not of a provider of identity. Work practice is not necessarily the reflection of certain work values, but may be only the result of life constraints. There is no need for work values if there are enough whips. Lengthy discussions about work commitments with my informants suggest however that only (temporary) historical vicissitudes have caused them to lose pride in their work, or to be more precise, in the status conferred by employment. Thus, the Music School teachers complained that the number of hours of teaching they had to do in order to secure their subsistence obliged them to do their work unconvincingly and without pleasure. Instrument teachers, however, are a particular category of employees among service employees, a vocational group, with a distinct professional ethic (a set of values pertaining to the profession of artist) even before having a certain work ethic. Most women employees under socialism used

to take pride in the status conferred by work as superior to that of a housewife. Now they prefer to get early retirement by paying for false medical certificates in order to have both a pension and a reward from their work in the informal economy.

Given the loose control exercised on some categories of employees, notably state employees, and the difficulty of evaluating work in service enterprises, we could wonder what values motivate the employees to perform their work at all. We should note at this point that work contracts in 1999-2000 had almost no value if not endorsed by a personal commitment – trust – between employer and employees (which generally precedes the signing of a contract), as the state could not enforce contracts satisfactorily (failure to respect the contract was sanctioned only at the end of a lengthy and expensive legal procedure, that made it ineffective). Also, work commitments tend to be more respected between people belonging to the same social circle or network. Work requirements are often manipulated to satisfy a (recommended) client. The employee who does this often has “a good and understanding” nature. In the marketing department of Beta, sales representatives happened to forget their own financial interest and their work commitments when obeying an inner obligation to be sincere toward a client. Personal contacts in service enterprises make work practices linked more to an ethic of human relations than to an ethic of work. Impersonal relations facilitate trickery or poor work performance; cheating the abstract state carries no moral responsibility. Therefore, an employee is motivated to work not by a sense of responsibility toward an abstract work requirement, but rather by responsibility toward the employer, the client or fellow workers. It is interesting to note that in Western organisations today, there is an increasing focus on personal relations, corporate behaviour, and forging a family spirit [Grint 1998 (1991)]. This would suggest that the capitalist work ethic has lost some of its power to motivate employees (as the state of abundance renders sustained work over the course of one’s life less necessary) and needs to be replaced by an ethic inspired by the ethic of personal relations. This is also a re-establishment of a pre-industrial form of work, as Grint’s history helix shows [1998 (1991), p. 321].

Therefore, values intrinsic to human relations, not work values, can be found behind work practices in Romania [see also Heintz, 2006]. Work values are socially embedded values, not impersonal values imposed by the economic organisation. Criticisms of the current work ethic (motivated by Romanians’ misguided perception of the capitalist work ethic), current in the debates over the Romanian mentality, are the reflection of an incapacity to see the specificity of a work environment where human relations rank higher than work *per se*.

BIBLIOGRAPHY

- ANTHONY P.D. [1977], *The Ideology of Work*, London, Tavistock Publications.
- APPADURAI A. [1991], “Global Ethnoscapes: Notes and Queries for a Transnational Anthropology”, in R.G. Fox (ed.), *Recapturing Anthropology: working in the present*, Santa Fe, School of American Research Press.

- APPLEBAUM H. [1992], *The Concept of Work: ancient, medieval and modern*, Albany, State University of New York Press.
- BAUMAN Z. [1987], *Legislators and Interpreters*, Cambridge, Polity Press.
- BAUMAN Z. [1998], *Work, Consumerism and the New Poor*, Buckingham, Open University Press.
- BUCKLEY M. [1989], *Women and Ideology in the Soviet Union*, Hemel Hempstead, Harvester Wheatsheaf.
- GRINT K. [1998 (1991)], *The Sociology of Work: an introduction*, Cambridge, Polity Press.
- HEINTZ M. [2002], "East European managers and Western management theories: an ethnographic approach of Romanian small and medium enterprises", *Journal for East European Management Studies*, vol. 7, n° 3, p. 279-297.
- HEINTZ M. [2006], "*Be European, recycle yourself*": *The Changing Work Ethic in Romania*, LIT Verlag.
- JOYCE P. (éd.) [1987], *The Historical Meanings of Work*, Cambridge, CUP.
- KOSTERA M. [1996], "The Modern Crusade: The Missionaries of Management come to Eastern Europe", in B. Muller (éd), *A la recherche des certitudes perdues*, Berlin, Centre Mark Bloch.
- LAMPLAND M. [1995], *The Object of Labour: Commodification in Socialist Hungary*, University of Chicago Press, Chicago.
- LAWLER E. [1973], "Satisfaction and behaviour", in B. Straw (ed.), *Psychological Foundations of Organisational Behaviour*, Santa Monica, Goodyear.
- ORTIZ S. [1979], "The estimation of work", in S. Wallman (ed.), *Social Anthropology of Work*, London, Academic Press.
- SAMPSON S. [1996], "Turning Money into Culture: "Distinction" among Eastern Europe's Nouveaux Riches", in B. Muller (ed.), *A la recherche des certitudes perdues*, Berlin, Centre Mark Bloch.
- VERDERY K. [1983], *Transylvanian Villagers: three centuries of political, economic and ethnic change*, Berkeley, University of California Press.
- WEBER M. [1984 (1930)], *The Protestant Work Ethic and the Spirit of Capitalism*, Allen & Unwin.
- WEDEL J. [1992], "Introduction", in J. Wedel (ed.), *The Unplanned Society: Poland during and after communism*, Columbia University Press.
- WOOD S. (ed.) [1989], *The Transformation of Work?: skill, flexibility and the labour process*, London, Unwin Hyman.

Le conflit identitaire à travers les rhétoriques concurrentes en Ukraine post-soviétique

*Olha Zazulya Ostriitchouk**

Actuellement s'opposent en Ukraine deux camps mémoriels organisés autour de deux mémoires concurrentes, la mémoire « nationaliste » et la mémoire « communiste ». La première se caractérise d'abord par la mise en accusation de l'expérience communiste, dont elle criminalise les acteurs, et par l'adoption d'une position victimaire. Elle met en avant les luttes de libération nationale conduites au moment des transformations socialistes des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. La seconde renvoie au projet non abouti du communisme et de manière plus large à la proximité du parcours historique russo-ukrainien. Elle demeure réticente à une rupture tranchée avec le voisin russe et conserve son respect pour le passé glorieux des luttes antifascistes. Cette fracture mémorielle est renforcée par une opposition historique entre l'Est et l'Ouest d'un territoire directement et complètement hérité de celui de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine (1922-1991). Ces deux entités territoriales à la frontière indécise, regroupant plusieurs régions historiques¹, n'ont pas la même histoire. Elles ont connu dans le passé des dominations diverses (russe, polonaise, austro-hongroise, roumaine...), parfois communes, parfois distinctes, ont été soumises à des influences culturelles et idéologiques souvent opposées, et en particulier ont été incluses à la fédération soviétique à des dates différentes : 1918 pour l'Ukraine orientale et 1939 pour l'Ukraine occidentale. À l'Est, la République Populaire d'Ukraine, proclamée le 20 novembre 1917, devient en 1922, après une courte indépendance, l'une des quinze Républiques Socialistes Soviétiques et dès lors est tributaire de l'évolution du régime communiste, de Lénine à Gorbatchev, tandis que l'ouest reste pour partie sous domination polonaise (la Galicie de l'est et la Volhynie de l'ouest), roumaine (la Boukovine) et tchécoslovaque ou hongroise (la Transcarpatie) jusqu'à leur annexion à l'Ukraine Soviétique en 1939 pour les premières et 1945 pour les autres. Dès les années 1930, l'Ouest devient le foyer des luttes nationalistes, anti-commu-

* Ethnologue, chaire de recherche du Canada en histoire comparée de la mémoire, Pavillon Charles-De Koninck, bureau 5163, Université Laval, Québec (Qc), Canada G1K 7P4 – olgazazoulia@yahoo.fr.

1. Comme la Galicie, la Volhinie, la Polissia, la Podolie, la Kholmchtchyna, la Pidliachchia, la Transcarpatie, la Boukovine, la Crimée...

nistes dans leur essence, allant jusqu'à envisager une alliance avec les mouvements d'inspiration fasciste, opposants idéologiques du communisme à l'époque. Dans le même temps, le nationalisme prolétaire soviétique se démarque du nationalisme bourgeois, le privant de toute légitimité et lui déclarant une guerre acharnée qui va se poursuivre pendant et au-delà de la Seconde Guerre mondiale, conduisant ses derniers défenseurs à quitter le pays pour continuer leur lutte de l'extérieur.

Avec la chute du communisme et l'indépendance de 1991, obtenue en grande partie grâce à leur activisme, les héritiers du mouvement nationaliste, aidés par la diaspora nord-américaine, prennent une influence grandissante dans la construction identitaire du nouvel État-Nation. Si en France, on insiste sur la coupure entre les nationaux et les étrangers, en Ukraine les débats sur l'identité nationale ont tendance à diviser la société ukrainienne en Ukrainiens « conscients », seuls vrais patriotes, et Ukrainiens « inconscients », « colonisés » par la langue et la culture russes, attachés à leurs origines slaves. Cette appartenance à la communauté imaginaire des Slaves, chez les opposants au nationalisme ethnique, est en contradiction avec la politique d'autochtonie du pouvoir visant à fixer le groupe national, en s'appuyant sur la protection de la langue, de l'histoire et de la culture distinctes des Ukrainiens, tout en reléguant les autres types d'identification et de catégorisation dans les marges de l'altérité culturelle, sinon de l'extériorité radicale. Ce qui alimente les tensions entre les différents groupes sociaux, dont les clivages sont multiples : le pays et la diaspora, l'Est et l'Ouest, l'attachement au passé communiste ou le rejet de cette expérience... le clivage générationnel entre ceux qui revendiquent l'appartenance à un groupe en mobilisant une mémoire partagée et parfois effective, et ceux qui se l'approprient au titre d'une expérience qui n'a jamais été directement vécue... S'y ajoute le poids du contexte économique postcommuniste exaltant la propriété privée, l'individualisme à tous crins, qui entretient chez les laissés-pour-compte d'aujourd'hui un sentiment de nostalgie à l'égard de l'aspect « partageur » d'autrefois. Bien entendu, ces axes de découpage sont perméables, souvent mouvants, conduisant à des positionnements variables et des associations parfois surprenantes (dont nous ne donnerons pas ici le détail mais mentionnerons, le cas échéant, en fonction des besoins du développement).

Quoi qu'il en soit, deux types de narration historique destinés à fonder l'identité ukrainienne s'affrontent aujourd'hui dans l'espace public : l'un que l'on peut considérer comme officiel, car largement promu par le président actuel relayé par le fraîchement créé *Institut de la mémoire nationale*², et un autre refoulé dans le registre du récit alternatif, soutenu globalement par les partis de l'opposition. Leur sont associées deux séries de « mythes » historiques où chaque partie propose sa propre liste de héros et de victimes à célébrer et de bourreaux à dénoncer et à bannir de l'espace commémoratif, tout en s'efforçant de déconstruire les « mythes » de l'Autre. Cette stratégie consistant à éliminer les bases qui lui permettent d'exister, par des procédés de relativisation, de banalisation, d'ironie... contribue à donner au

2. Organe du pouvoir exécutif, bénéficiant d'un statut spécial, en matière de restauration et de conservation de la mémoire nationale, créé par oukase du Président, V. Iouchtchenko du 11.07.05.

mythe le sens de « contre vérité », tout au moins de divagation légendaire peu fiable, antinomique de la vérité attestée. Ces termes de « mythe » ou de « mythologie » sont massivement utilisés par les acteurs et nous les reprenons tels quels, au sens qu'ils leur donnent, en tant que catégories de pratiques et non pas d'analyse.

Pour le politologue M. Riabtchouk, ces mythologies concurrentes relèveraient de deux versions – « coloniale »³ (anti-ukrainienne) et « anti-coloniale » (nationaliste) – de l'identité ukrainienne, interprétées comme une « réponse nationaliste » à un « défi impérialiste » [Riabtchouk, 2003, p. 167]. Pour nous, cette dichotomie identitaire témoigne surtout du regard contrasté, parfois mitigé, voire dubitatif que les Ukrainiens portent globalement sur l'expérience soviétique, tout autant que sur les luttes de libération nationale.

Les mythes les plus invoqués actuellement concernent les origines de la nation et le rôle des Soviétiques/des Ukrainiens dans la Seconde Guerre mondiale. Les panslavistes soviétophiles opposent les mythes de la *Rous'Unie* et de la *Victoire* (1945) à ceux de la *Ruthénie* (Rous') et de l'*Occupation soviétique* des nationalistes. Notre démarche se fonde sur la confrontation de ces mythologies et plus globalement de ces représentations concurrentes. Il nous paraît possible ainsi de faire ressortir l'idéal-type pour chacune des deux constructions identitaires, de déceler où se trouve leur zone d'incompatibilités réciproques, et de comprendre à quelles conceptions de l'ukrainité elles correspondent.

La *Rous'Unie* et la *Victoire* dans la Grande Guerre Patriotique comme mythes fondateurs d'une ukrainité orientale

Les défenseurs contemporains de l'identité slave revendiquent la fusion des différences ethniques dans le creuset de la slavité, du fait de leurs origines communes (*Rous'de Kiev*) et de la croyance religieuse partagée (l'orthodoxie). Transcendant les frontières politiques établies après la chute du communisme, l'identité ukrainienne fondée sur l'idée slave est incluse dans la communauté plus large des Slaves de la branche orientale, regroupant Russes, Ukrainiens et Biélorusses, selon le mythe soviétique du « berceau commun ». Toutefois en l'absence de cadre politique pouvant servir de support à l'existence d'une telle identité slave, comme sous la Russie tsariste ou l'Union Soviétique, celle-ci relève davantage d'une communauté imaginaire qu'étatique.

Après l'éclatement de l'Union Soviétique, les anciennes républiques continuent de compter de larges minorités ethniques⁴. Encloses dans de nouveaux espaces géopolitiques, elles cherchent à interpréter l'Histoire et à y trouver une place valorisante, confrontées aux mouvements nationalistes et, en quelque sorte, à contre-

3. L'utilisation des termes de « colonial » et d'« impérial » par les anciennes R.S.S. reflète la manière dont elles se positionnent aujourd'hui par rapport à la continuité de la domination russe dans le passé.

4. Les Russes ethniques, selon le dernier recensement, concentrés à l'Est et au Sud, constituent 17,3 % de la population totale, contre 77,8 % pour les Ukrainiens ethniques (recensement de 2001). En revanche, la plupart des régions de l'Ouest et du Centre sont quasiment ethno-monolithiques (la proportion des Ukrainiens y oscille entre 90 % et 98 %).

courant du processus de construction des États-Nations. Ce sont d'abord ces minorités ethniques, hors frontières, qui manifestent un intérêt particulier pour l'existence présupposée d'une identité slave et du mythe de la *Rous'Unie*.

Le recul du communisme et sa condamnation publique de plus en plus forte ne leur garantissent plus comme avant une auto-compréhension collective sur les anciennes bases. Face à la perte des repères que procurait l'idéologie, le retour de la religion, de ses modes de pensée et de ses pratiques, offre de nouveaux cadres pour la mémoire collective. Ainsi, pour les slavophiles, concentrés à l'Est et au Sud de l'Ukraine actuelle, l'orthodoxie relevant du patriarcat de Moscou constitue une référence essentielle, notamment par son rejet des valeurs occidentales, dans la droite ligne de la tradition soviétique.

Il est cependant difficile de mesurer la part prise par les idées et les valeurs communistes dans ce rapprochement avec la slavité car des confusions sont possibles entre le slavisme contemporain et le communisme réformé. Certains auteurs pro-slavistes peuvent être publiés sur des plateformes virtuelles communistes et de leur côté, certaines plateformes slavistes défendent une position beaucoup plus tolérante, vis-à-vis du vécu soviético-communiste, que leurs homologues nationalistes de l'Ouest et de la diaspora. Et lors de commémorations communistes, il n'est pas rare d'apercevoir, parmi les manifestants, des fidèles du patriarcat de Moscou brandissant leurs symboles religieux, comme lors du 90^e anniversaire de la Grande Révolution d'octobre⁵.

Cette « tolérance » de l'Est envers l'héritage soviétique est immanquablement taxée par leurs adversaires de soviétophilie masquée. Les opposants au panslavisme reprochent à ses partisans d'avoir conservé des restes de la mentalité soviétique ; certains parlent même d'un type anthropologique particulier, l'*homo soviéticus* [Hrabovski, 2003]. Pour bon nombre de Russes, en Russie comme en Ukraine, la fin de leur État multiethnique est perçue comme une catastrophe nationale. Pour eux, la reconstitution de cet État est légitime car basée sur l'idée d'une parenté anthropologique entre des peuples qui auraient été désunis sans raison valable.

Le pivot de l'idée slave contemporaine autorisant une recomposition imaginaire de l'empire éclaté reste toujours la russité. Conçue en termes panslavistes, elle n'est pas hiérarchiquement dominante et n'accorde pas une position supérieure à l'ethnie russe, même si la littérature russe en est toujours la référence. Elle est perçue plutôt comme une origine commune, par le sang, indépendamment des frontières politiques établies. C'est pourquoi le rassemblement en une communauté imaginaire des grand-russes, petits-russes et biélorusses est une union qui se veut égalitaire, se réclamant d'un héritage commun ; la composante *-russe* assurant à la fois ressemblance et singularité. Pour I. Sikorsky, « Les grand-russes et les petit-russes possèdent dans la même mesure les traits d'une psychologie ethnique russe. La division

5. Alors que l'Église uniaste est présente à toutes les manifestations de l'U.P.A. (Armée ukrainienne des insurgés) et que le président Youchtchenko fréquente ostensiblement l'Église autoproclamée du patriarcat de Kiev, indépendante du patriarcat de Moscou.

en grand-russes, petit-russes et biélorusses repose sur des particularismes non-significatifs et secondaires, plutôt linguistiques qu'anthropologiques »⁶. Les particularismes linguistiques sont fondus dans la grande idée slave, contribuant à sa richesse. Les particularismes culturels sont réduits au folklore local, car le fondement culturel commun est fourni par les cadres de l'orthodoxie de Moscou. Dans la pratique, l'atténuation des particularismes locaux assure de facto la conservation de son statut hégémonique à la langue russe, tout en diminuant l'intérêt de l'usage de l'ukrainien, particularisme diviseur au lieu d'être rassembleur. Quoi qu'ils s'en défendent, les adeptes du slavisme sont d'abord des russophones, souvent exclusivement, et leur revendication d'un bilinguisme officiel en Ukraine sous-entend, dans une certaine mesure, une légalisation de l'usage du russe, permettant de surmonter les contraintes d'un unilinguisme ukrainien officiel imposé par l'État.

Le mythe slave possède encore une caractéristique, celle de l'immutabilité de l'âme slave, résistant aux influences extérieures, refusant de se réformer, l'arriérisme pouvant servir de « gage » à l'avenir, selon l'expression de G. Nivat. Le passé est figé dans un sentiment nostalgique, invoquant les expériences communes face à l'altérité extérieure. Celle-ci est perçue comme une intrusion du monde non orthodoxe dans les modes de vie anciennement constitués et sacrés des Slaves. Elle représenterait une sérieuse menace pour la survie même de la slavité, risquant d'être « contaminée » par l'emprunt culturel venu d'ailleurs. Une menace politique aussi, par sa propagande des valeurs libérales, qui dans une société dérégulée par la chute du communisme favorise la montée en puissance de courants d'extrême droite, le retour des inégalités sociales, sans qu'aucune amélioration des conditions de vie ne soit apportée à la grande majorité de la population. Dans son découpage territorial symbolique, la vision d'une slavité centrée sur l'orthodoxie et l'héritage de la Rous'Kiévienne est fermée à l'Europe mais aussi à l'Asie, et dans ce sens elle devient une enclave entre le monde occidental et le monde oriental.

Au-delà de ce mythe des origines, les défenseurs de l'identité slave se tournent vers des expériences plus récentes, invoquant les épreuves collectives et les épisodes glorieux, communs aux Russes, aux Ukrainiens et aux Biélorusses. Parmi ceux-ci, le souvenir de la Grande Guerre Patriotique conduite par l'héroïque Armée soviétique soutenue à l'arrière par les partisans et les civils, et celui de la Victoire sur le fascisme sont largement mobilisés. Ils le sont particulièrement par ceux qui se réclament de l'héritage de la Révolution bolchevique. Les portraits de Staline et de Joukov sont exhibés par des manifestants, à Moscou comme à Kiev, quel que soit l'objet de la commémoration, la guerre ou la révolution. Mais contrairement à Moscou, où cette mémoire est restaurée au niveau officiel et sert de facteur intégrateur pour la conscience nationale, en Ukraine, la Victoire de 1945 est plutôt banalisée dans le discours officiel qui insiste davantage sur l'ensemble des victimes tombées au cours la guerre que sur ses héros « libérateurs ». Et comme l'expérience communiste et son souvenir ont perdu beaucoup de leur crédibilité, suite à une

6. D'après la citation publiée à l'occasion du 165^e anniversaire de I. Sikorski, ethnopsychologue du XIX^e siècle, sur le site www.edrus.org.

focalisation permanente sur les crimes du communisme, le souvenir des luttes anti-fascistes reste le dernier rempart solide susceptible d'attirer les adhésions. La slavité, le souvenir positif du communisme et la nostalgie de l'époque soviétique se rejoignent dans le même slogan, brandi par les manifestants : *À bas les ogres capitalistes ! Vive l'union des Slaves !* Les rhétoriques communistes, comme la diabolisation du capitalisme, y sont associées à la force protectrice de l'union des Slaves, face aux influences pernicieuses du monde occidental.

L'Église du patriarcat de Moscou, elle aussi, récupère cette mémoire glorieuse de la Victoire pour insister sur la fraternité des peuples slaves, protester contre l'expansion de l'Occident et de ses valeurs. Conjointement aux forces politiques de l'opposition, elle mobilise le panslavisme et le souvenir de la Grande Guerre Patriotique, pour prendre position face aux menées du Pouvoir actuel, tourné vers la construction d'une nation fondée sur la seule ethnie ukrainienne. Elle organise ainsi chaque année le 22 juin, en mémoire du début de la guerre, une marche croisée dans les rues du centre-ville de Kiev, et cela quelques jours avant la célébration par le camp adverse de la restauration de la souveraineté ukrainienne du 30 juin 1941. Elle s'élève également contre l'intégration à l'OTAN, et lors de la Révolution orange, elle a longtemps été aux côtés de Yanoukovitch contre le « occidental » Youchtchenko soutenu lui par les autres Église.

Ainsi, pourrait-on parler d'une version orientale de l'ukrainité, incluant les slavistes, les communistes, les nostalgiques de la période soviétique et les russo-philés, dans des recoupements variables selon les individus, et les groupes militants (*Russki bloc*⁷, la *Confrérie orthodoxe d'Ukraine Alexandre Nevski*, *Yedinaya Rous*⁸, l'Église du patriarcat de Moscou, le Parti des Régions, le Parti Communiste...). Ce regroupement d'organisations politiques, religieuses ou civiles, au premier regard très hétéroclite, fait fi de l'incompatibilité interne d'antan entre le conservatisme de l'Église et le réformisme, « porteur de progrès », du parti bolchevique. Quel intérêt ces forces ont-elles à s'allier dans le contexte actuel ? Le communisme et l'orthodoxie de Moscou ont changé tous deux de statut : le PC est en perte de popularité et l'Église, au contraire, attire de plus en plus de fidèles (presque 10 000 paroisses en Ukraine seulement) qui se tournent vers elle pour combler le vide identitaire laissé par la chute du premier. Malgré cette différence significative, les deux sont aujourd'hui orientés davantage vers le passé que vers le présent, à la recherche d'une intégrité ou d'un pouvoir perdus. Le culte du côté conservateur, la nostalgie du passé permettent d'occulter les persécutions du régime bolchevique et la destruction massive des lieux de culte, dont le patrimoine est désormais remis en valeur, avec parfois le soutien des communistes locaux. En retour, l'Église du patriarcat de Moscou n'hésite pas à recruter parmi les anciens combattants et à canoniser certains de leurs héros-martyrs. Par ailleurs, l'Église et

7. Regroupement de partis politiques opéré en 2002 par le mouvement russe en Ukraine. Lors des dernières élections, il a apporté son soutien à Viktor Yanoukovytch et aux candidats du Parti des Régions.

8. Le site www.edrus.org créé après l'arrivée au pouvoir de Youchtchenko est une initiative privée destinée à mettre en relation dans l'espace virtuel tous ceux qui n'adhèrent pas à l'interprétation officielle nationaliste de l'histoire ukrainienne et à partager des informations relevant d'une autre vision de l'Histoire.

les communistes ont aussi en commun le souci d'atténuer les inégalités sociales, comme le montre l'initiative de l'Église du patriarcat de Moscou en faveur des orphelins et autres laissés-pour-compte du système actuel⁹.

Après la chute du régime communiste, l'idée slave se trouve donc réaménagée pour répondre à de nouveaux besoins. Elle se sert de l'expérience commune du passé pour renforcer l'idée de la parenté anthropologique et de la proximité spirituelle entre ses membres. Elle replace en position centrale la religion orthodoxe du patriarcat de Moscou, restaurée dans toutes ses fonctions qui n'hésite pas à reprendre à son compte les acquis du communisme en matière de mémoire collective, notamment par le biais de la rassembleuse Grande Guerre Patriotique¹⁰. Cependant, à la différence de l'époque précédente, mettant l'accent sur l'internationalisme des combats de libération contre le fascisme, elle insiste désormais sur la rudesse des épreuves traversées, au nom de la défense du monde orthodoxe contre l'intrusion des valeurs occidentales. Enfin, la russité reste toujours un fondement fort de cette identité pour laquelle elle apparaît davantage comme un héritage commun par le sang plutôt qu'une exclusivité russe par la langue.

En Ukraine actuelle, plusieurs catégories de personnes peuvent s'abriter, pour différentes raisons, derrière la slavité : un nostalgique de la période soviétique, un communiste se rappelant la solidarité prolétaire des Slaves, un nationaliste russe, un russophone gardant un rapport affectif avec la langue et la culture russes, un fidèle de l'Église du patriarcat de Moscou, ou un anti-libéral qui voit dans l'ouverture vers l'Occident une tendance assimilatrice menaçant sa conception du monde. Cela ne peut constituer une identité bien dessinée et homogène, mais toutes ces tendances se recourent et offrent une alternative à la vision officielle d'un Pouvoir qui fonde l'identité nationale sur la langue et l'ethnie ukrainiennes. Ce qui finalement ne laisse que deux issues possibles : le rapprochement dans un modèle civique consensuel, ou la partition.

L'Ukraine-Ruthénie et la lutte nationale séculaire contre l'occupation russo-soviétique

En Ukraine, le mythe de la *Rous'Unie* est contraire aux aspirations nationalistes et à la politique officielle. En effet, le type de conscience collective qu'il alimente entre en conflit avec une « conscience nationale », fondée sur la recherche de la singularité. Le panslavisme, par ses valeurs archaïques dépassées, ses sympathies envers la Russie et par l'affaiblissement, voire l'effacement, de la différence ethnique apparaît donc comme un danger pour le processus légitime d'autodéfinition du nouvel État-Nation.

9. Interview du métropolite Vladimir (Sabodan), dans *Lvivska gazeta* du 18 juillet 2007, où l'accent a été mis sur les programmes sociaux de l'Église reprenant à son compte la mission exercée auparavant par l'État soviétique.

10. Qui lui avait permis de retrouver sa place par sa participation à la stratégie patriotique de Staline.

Les historiens ukrainiens contemporains estiment, à la différence des historiens russes interprétant la *Rous' de Kiev* comme la *Russie de Kiev*, et Kiev comme la mère de toutes les villes russes, que le mythe fondateur de l'État ukrainien est la *Rous'*, au sens de *Ruscia* venant du latin *Ruthenia*. Ils insistent ainsi sur l'antériorité de l'héritage ukrainien¹¹. Ces querelles historico-étymologiques à propos de l'État de Kiev aboutissent donc à deux appellations concurrentes : celle de *Russie* et celle de *Ruthénie*.

C'est à M. Hrouchevski (1886-1934) que l'on doit le composé *Ukraine-Rous'*, introduit au tout début du XX^e siècle. Cet historien ukrainien recentre la narration historico-mythologique sur Kiev et sur la primauté de l'héritage ukrainien, et non sur les Grands-Russes, séparant passé ukrainien et passé russe, et rompant ainsi avec la tradition impériale de l'époque. En distinguant trois récits : russe, ukrainien et biélorusse, il permet aux Ukrainiens d'avoir une narration indépendante et leur propre mythe des origines. Pour lui, [1913, p. 52] le terme de *Rous's* s'appliquait à la Kyïvchtchyna ou État de Kyïv, et dans sa conclusion résumant cette période, il remplace *Rous'* par *Ukraine* affirmant que la fin de cet État a été l'indépendance perdue au profit d'une domination étrangère, la Galicie devenant polonaise, la Volynie, les principautés de Kyïv et de Tchernihiv, lettones [*ibid.*, p. 131]. En s'appropriant les thèses de Hrouchevski, les nationalistes ukrainiens font de la *roussité* (dérivé de la *Rous'*) l'ancêtre de l'ukrainité, tout en délégitimant la russité, plus récente.

Les rhétoriques nationalistes contemporaines prennent pour point de départ de leur trame narrative la dépendance politique pluriséculaire de l'Ukraine vis-à-vis des États dont elle a fait successivement et parfois simultanément partie. L'histoire de l'Ukraine ne serait en fait qu'une succession d'indépendances conquises et perdues et de dominations politiques diverses. Parmi ces nombreuses dépendances, celle vis-à-vis de la Russie est la plus fortement ressentie. D'ailleurs, un Ukrainien sur cinq se déclare Russe ethnique et environ la moitié de la population parle le russe dans les échanges quotidiens. Le qualificatif d'« impérialiste » attribué aux Russes exprime la crainte que cette trop grande proximité russe puisse gêner, voire remettre en cause l'existence même du jeune État ukrainien.

Or, la cohabitation ancienne entre Russes et Ukrainiens a rapproché les deux cultures. Pourtant, les échanges interculturels ont été moins profitables à la culture dominée qu'à la culture dominante qui jouissait d'un prestige social plus élevé, ce qui a favorisé une assimilation linguistique massive des Petits-russes, puis des Ukrainiens soviétiques. Aujourd'hui, cette proximité, voire cette grande mixité culturelle et linguistique, est le principal obstacle à l'édification d'une frontière imaginaire dans la conscience collective, aussi bien chez les Russes que chez les Ukrainiens russo-phones. Cela a créé et entretient un malaise chez les élites ukrainiennes se traduisant

11. W. Kosyk considère que le nom de *Rous* (*Ruscia* ou *Ruthenia* en latin) désigne, sans la nommer, l'Ukraine médiévale. La première mention du mot *Ukraine* désignant une région aux confins sud de Kiev, date de 1187, peu après la désagrégation de l'empire de Kiev (1132-1135) en principautés vassales et sa disparition en 1349.

par un complexe d'infériorité, les conduisant à qualifier l'expérience de « coloniale » où les torts causés sont mis en exergue, alors que sont rejetés les possibles côtés bénéfiques pour les deux ethnies. Cette influence ne peut être que négative, source de survivances linguistiques inutiles et responsable de « codes mentaux génétiquement modifiés » qu'il faut restaurer dans leur état initial.

En parallèle, apparaît une forme de purisme qui, pour la défense d'un Nous national, part en chasse, dans le domaine linguistique, contre toute forme qui rapprocherait l'ukrainien du russe, et n'hésite pas à recourir à la restauration d'un vocabulaire archaïque ou à l'emprunt occidental pour compenser les insuffisances de la langue ukrainienne. Certains chercheurs locaux ne se limitent pas à la seule acculturation et n'hésitent pas à convoquer l'anthropologie historique¹² (Serhiy Sheheda), reprise contemporaine de l'anthropologie anatomique de Fedir Vovk (1847-1917)¹³, ou encore l'ethnopsychologie, apparentée aux théories sociobiologiques de l'ethnicité dont elles empruntent les métaphores vitalistes pour en faire des traits psychologiques ou culturels, voire génétiques, distinctifs [Balibar, Wallerstein, 1988, p. 54-92]. Ainsi, Russes et Ukrainiens appartiendraient à deux types anthropologiques différents du fait de la composante asiatique du type russe, tout comme des différences significatives existeraient entre la mentalité russe et la mentalité ukrainienne, et il faudrait redonner à cette dernière, déformée, son authenticité originelle. Dans une thèse récente [Stadnyk, 2003], la mentalité ukrainienne est décrite comme particulièrement sensible aux manifestations humanistes, ce qui lui confère son côté tolérant car originellement féminin (!). Son caractère pacifiste la situe à l'opposé de celui de son voisin russe, avide de conquête. Tous les moyens sont bons pour rendre les deux identités distinctes et autonomes, et pour chasser tout ce qui pourrait les rapprocher ou les mettre sur un pied d'égalité fraternelle.

L'antagonisme ancestral vis-à-vis du Russe conduit à fondre héritage impérial et soviétique en un seul, pour ne voir que la lourde responsabilité de la Russie envers les Ukrainiens, peuple opprimé, persécuté de longue date, voire partiellement exterminé. La russité est repoussée dans une altérité radicale, et le régime communiste, qui lui est associé, est décrié comme le Mal du XX^e siècle. À tel point que l'hostilité historique envers d'autres peuples, comme les Polonais, passe au second plan, la Pologne incarnant désormais d'autres perspectives d'évolution, occidentale, et des aspirations nationales plus proches de celles du Pouvoir ukrainien.

Pour les tenants du discours nationaliste, la période soviétique est considérée comme une sorte de grande parenthèse dans l'histoire de l'Ukraine. Pendant celle-ci, les Ukrainiens ont été victimes des crimes du régime bolchevique, ramené essentiellement à sa période stalinienne, à savoir les trois périodes de famines

12. Qui s'appuie largement sur l'anthropométrie et l'étude « hématologique de distribution de gènes » selon les zones géographiques, aboutissant à l'inscription singulière et à la fois « européenne » du type anthropologique ukrainien contemporain.

13. Anthropologue, ethnographe et archéologue (1847-1917) qui a voulu démontrer que les Ukrainiens constituaient un type anthropologique à part entière, différent des autres types slaves [Franko, 2000].

orchestrées par Staline, la Grande Terreur de 1937-1938, la liquidation des chefs nationalistes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la répression des acteurs du mouvement dissident, auxquelles s'ajoutent les pressions discriminatoires exercées à l'encontre du développement de la langue et de la culture ukrainiennes annulant l'espoir donné par la courte ukrainisation des années 1920.

Cet héritage russo-soviétique connoté négativement, associant les répressions de la Russie impériale à celles des Soviétiques à l'égard de l'ethnie ukrainienne, a pour contreponds l'héritage positif des luttes pour la libération nationale. Elles servent de fil conducteur au récit identitaire de ces Ukrainiens qui traitent le passé russo-soviétique de régime d'*occupation*. Les luttes nationalistes, menées par les *banderas sanguinaires*¹⁴ et longtemps occultées dans la mémoire officielle à l'époque soviétique, occupent désormais une place de plus en plus respectable dans la mémoire historique institutionnalisée. En quelques années, on passe des premières tentatives de réhabilitation des combattants de l'U.P.A. à une commémoration de plus en plus affirmée, d'abord au niveau local, puis de plus en plus au niveau national, jusqu'à la récente proposition de leur reconnaissance officielle, au même rang que l'Armée Soviétique. Plusieurs figures légendaires de la souveraineté ukrainienne sont érigées en héros nationaux, commémorées avec une légitimité de plus en plus grande. Parmi eux, se distinguent Stepan Bandera (1909-1959), le dirigeant de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens révolutionnaire (version radicale) et le commandant de l'Armée Ukrainienne des Insurgés, Roman Chouhevytch (1907-1950), dont les nationalistes ont célébré le 100^e anniversaire de la naissance en juin 2007, et fait héros de l'Ukraine, à titre posthume.

Dans cette concurrence des héros, le soldat soviétique perd de sa valeur héroïque et de son monolithisme d'autrefois, pour ne devenir que l'instrument de la machine totalitaire, du stalinisme et plus globalement du communisme. Sa représentation se banalise : il n'est plus le libérateur des victimes du nazisme, ni le défenseur des opprimés ; c'est un combattant ordinaire, au mieux une victime du pacte germano-soviétique, au pire un collaborateur du bolchevisme. De plus en plus, il est associé à un soldat -russe-, et même confondu avec un membre du NKVD, agissant sur le sol ukrainien pour, à l'occasion, supprimer les soldats ukrainiens engagés aussi bien du côté des nationalistes que des Allemands : « la division Galicie¹⁵ forte de 11 000 hommes fut taillée en pièces et détruite au bout de cinq jours de combat. 7 000 à 8 000 Ukrainiens furent tués ou faits prisonniers par les Russes » [Kosyk, 1996, p. 450]. Or d'autres Ukrainiens combattaient dans les rangs de l'Armée rouge, et deux millions et demi d'entre eux sont tombés [*ibid.*, p. 472], mais ils étaient surtout victimes, de la guerre, du stalinisme, détournés par le bolchevisme et inconscients des enjeux de la libération nationale.

En revanche, l'insurgé nationaliste apparaît comme celui qui a combattu sur trois fronts. La lutte contre les Allemands passe après la lutte contre les Bolcheviques russes, à laquelle s'ajoute la lutte contre les Polonais. Le but est de s'octroyer

14. Stéréotype forgé et entretenu par le pouvoir soviétique et encore largement répandu à l'Est.

15. Division SS formée de volontaires ukrainiens.

une place noble en dehors et contre *les deux* totalitarismes, hitlérien et stalinien, de mettre en évidence que le combat a été mené contre *toutes* les forces étrangères pour une Ukraine libre et indépendante. Il est à noter que la version édulcorée, antifasciste, démocratique, internationaliste et pacifiste de l'O.U.N.-U.P.A. actuellement défendue par les nationalistes libéraux est en retrait par rapport à celle des nationalistes radicaux (tel VO Svoboda), fidèles à une conception originelle, beaucoup plus virulente. Si la nouvelle figure de l'insurgé est plus « lisse », c'est pour répondre aux accusations de collaboration avec l'occupant allemand et aller dans le sens de sa disculpation en vue de sa sacralisation comme héros national. Il s'agit de soutenir la thèse de la non-culpabilité des Ukrainiens, attaqués, occupés, manipulés, et de faire des luttes de libération nationale un héritage positif pour la nation ukrainienne.

Il est cependant difficile de faire abstraction de l'engagement des uns et des autres, que ce soit celui de l'insurgé nationaliste contre l'occupant bolchevique, du soldat de l'Armée rouge et du partisan soviétique contre l'occupant impérialo-fasciste et ses « collaborateurs » nationalistes. Le terme même de « résistance » renvoie à deux réalités différentes prêtant à confusion : la résistance à l'occupant allemand ou la résistance à l'occupant soviétique. Dans le cas où on lui accole l'adjectif « national », ce terme peut recouvrir l'ensemble des activités de l'O.U.N.-U.P.A., et notamment justifier plusieurs accords et arrangements avec les Allemands ayant pour objectif commun l'anéantissement du système bolchevique.

Cette relecture du passé vise à modifier la représentation du héros. Les « guides des prolétaires » communistes, Lénine et Staline, passent dans la catégorie des bourreaux alors que sont réhabilités et restaurés dans la mémoire collective les bourreaux d'autrefois, à la réputation entachée par leur collaboration avec l'Allemagne nazie. Seuls les opposants à la mémoire nationaliste rappellent les épisodes plus sombres du passé nationaliste : les atrocités commises contre la population civile, leur implication dans l'épuration ethnique, leur collaboration, aux côtés des Allemands, et même leur participation à la Shoah par balles¹⁶.

Du côté nationaliste, la promotion des luttes souverainistes fait aussi passer sous silence l'Holocauste, avantageusement relayé par l'Holodomor¹⁷ génocidaire du peuple ukrainien. Du côté communiste, le souvenir des victimes des répressions menées par le régime stalinien s'efface derrière l'héroïsme des combattants de la Grande Guerre Patriotique ayant terrassé le fascisme. Bien que les travers totalitaires soient soulignés par les deux parties, les rhétoriques communistes restent minimisantes à l'égard du totalitarisme stalinien, contextualisant les réformes socialistes de l'époque, refusant de reconnaître toutes les responsabilités et soulignant souvent les bénéfiques qui servent à les justifier. En revanche, le discours nationaliste va davantage dans le sens d'une focalisation sur les crimes du communisme, ne se contentant plus du terme de totalitarisme (sinon pour le mettre en

16. Exécution de masse perpétrée contre les Juifs au moment de l'invasion allemande en Union soviétique (1941-1944), indépendamment du système concentrationnaire.

17. Terme consacré pour désigner la grande famine de 1932-1933.

parallèle avec le totalitarisme hitlérien) mais insistant sur le caractère ethnique des rapports entre Russes et Ukrainiens, notamment en stigmatisant par le terme d'occupation impérialiste bolchevique la présence russo-bolchevique en Ukraine. Il met en exergue la victimisation, dans un rapport antinomique à la russité, et rejette en bloc l'expérience communiste.

Dans cette propension au positionnement en tant que victimes de deux régimes totalitaires, la Victoire de 1945 se réduit à une victoire de Staline sur Hitler, et non pas à la victoire du peuple soviétique sur le fascisme, conformément à la tradition soviétique. Le *Jour de la Victoire* devient le *Jour de la Mémoire* à l'égard de toutes les victimes de la guerre. Cette focalisation sur la victimisation de l'ethnie ukrainienne efface les véritables enjeux de la Seconde Guerre mondiale, l'affrontement d'un monde bipolaire, communistes contre fascistes, et le génocide juif fondé sur le racisme. Elle minimise le prix de la Victoire et tente de réconcilier l'irréconciliable, les Ukrainiens ayant combattu dans les rangs des différentes armées. Les restes exhumés de tous les soldats, qu'ils soient soviétiques, allemands ou nationalistes, sont maintenant rassemblés dans des fosses communes¹⁸, témoignant de la volonté de ne plus distinguer qui combattait contre qui ni pourquoi, tel un geste d'apaisement symbolique des antagonismes mémoriels.

Alors comment définir les héros et les bourreaux, les résistants et les victimes, les vainqueurs et les vaincus ? Le titre d'une exposition *Aux victimes notre respect, aux bourreaux notre mépris !* consacrée à l'Holodomor, organisée par les promoteurs de la mémoire anti-communiste¹⁹, pourrait tout aussi bien être utilisé par le camp adverse, mais dans ce cas-là il renverrait à un autre contenu. Comme, par exemple, lors de cette manifestation des communistes qui traitent les membres de l'O.U.N.-U.P.A. de bourreaux, « qui auraient dépassé dans leur férocité les atrocités sadiques des SS »²⁰. Le même vocabulaire (« sadique », « atroce », « féroce »...) pour insister sur la face sombre de la mémoire du camp adverse, pour mieux mettre en valeur la face blanche de sa propre mémoire (« résistance »).

*

Vainqueurs ou vaincus ? Occupés mais par qui ? Conscients mais de quoi ? Ici, comme ailleurs, l'inscription idéologique du discours identitaire impose ses rhétoriques, ses catégories de pensée dominantes et sa façon de découper le monde, entre le Bien et le Mal, le Soi et l'Autre. La façon dont se construit l'identité ukrainienne actuelle révèle une fracture sociétale entre deux façons d'assumer (ou ne pas assumer) deux héritages lourds pour la mémoire nationale : d'une part celui du tota-

18. Comme le projet récemment lancé de *Mémorial Militaire de la Réconciliation* à Pidhirtsi (district de Brody, région de Lviv).

19. D'après www.memorial.kiev.ua du 23.05.04, il s'agit d'une exposition qui a eu lieu à Varsovie, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Grande Famine.

20. Un extrait du discours prononcé lors d'un meeting communiste (14.07.2007) organisé pour protester contre la demande de remplacer la statue de Lénine par celle de l'hetman Skoropadski, à l'initiative de l'Union des Hetmans et des Souverainistes.

litarisme stalinien, d'autre part celui de la collaboration avec les Allemands, contre les Soviétiques.

La consolidation de la conscience nationale par l'affirmation de l'héroïsme de l'héritage nationaliste et sa nouvelle martyrologie n'est possible que par la négation de l'héritage communiste. Blanchi et porté aux nues, la figure de l'insurgé apparaît dans toute sa dignité nationale ; sont soulignés son courage hors pair et sa volonté de fer, son sacrifice à la patrie ukrainienne pour sa liberté, dans un contexte difficile. Cette posture de martyr est digne de sacralisation et de commémoration au plus haut niveau. Dans ce processus, il ne suffit plus de se limiter au passé récent des luttes pour la libération mais de revoir toute l'histoire de l'Ukraine sous l'angle de la recherche de l'indépendance et de la consolidation du Nous (les Ukrainiens ethniques) contre Eux (les Russes). Une délimitation nette est mise en œuvre vis-à-vis de la Russie pour défendre l'originalité ukrainienne, malgré sa proximité culturelle et la partie commune du parcours russo-ukrainien.

Ainsi, nous avons d'un côté une identité repliée sur la différence ethnique et l'idée d'une Nation victime des effets de l'assimilation, de l'autre, une identité ouverte à une appartenance à la communauté slave perdue, mais fermée aux valeurs du monde occidental. Cette séparation d'avec le grand frère russe s'inscrit plus largement dans une optique de rivalités séculaires entre le monde russe et le monde occidental, entre le catholicisme et l'orthodoxie, entre l'âme slave et l'esprit a-slave, prolongé dans un combat idéologique entre le communisme et l'anti-communisme. Un conflit mémoriel à l'intérieur de la société ukrainienne, tout en étant étendu vers l'extérieur, soumis à une concurrence de récits entre deux traditions, non sans arrière-plan politique : la tradition cultivée par l'influente diaspora ukrainienne nord-américaine, porteuse de la mémoire nationaliste, rejetant l'Orient au profit de l'Occident et celle basée sur la proximité slave grand-russe/petit russe, se prononçant en faveur du caractère positif de l'héritage commun russo-soviétique et de l'association fraternelle de l'Ukraine et de la Russie. L'antagonisme identitaire se révèle ainsi à la fois interne à une société ukrainienne, partagée entre deux mémoires, cristallisé dans l'opposition Est-Ouest, mais indissociable de leur rapport externe à la Russie d'une part et par l'intermédiaire de la diaspora, à l'Occident d'autre part, où des tendances extrêmes peuvent s'abriter. Deux types d'auto-compréhension collective rivalisent où l'ukrainité est déclinée de manière radicalement différente, ce qui génère des tensions internes à l'origine de différentes formes, plus ou moins violentes ou larvées, d'opposition.

BIBLIOGRAPHIE

- BALIBAR E., WALLERSTEIN I. [1988], « Racisme et nationalisme », in *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988, p. 54-92.
- HRABOVSKI S. [2003], « "Homo soviéticus" comme type anthropologique et culturel » (Грабовський С., « Советська людина, як культурно-антропологічний тип »), publié sur le site du Laboratoire virtuel *Bricolage* : <http://www.lab.org.ua/article/103/>

- НРОУСНЕВСЬКІ М. [1990/1913], *Histoire d'Ukraine illustrée* (Грушевський М., Ілюстрована історія України. – Київ 1990/1913), Kiev, 524 p.
- FRANKO O. [2000], *Les activités scientifique, citoyenne et politique de Fedir Vovk*, thèse de doctorat, Lviv.
- KOSYK W. [1996], *L'Allemagne nationale-socialiste et l'Ukraine*, Paris, Publications de l'Est Européen, 665 p.
- NIVAT G. (coord.) [2007], *Les sites de la mémoire russe*, Paris, Fayard, 849 p.
- РІАВТШОУК М. [2003], « La confrontation de deux mythologies : défi impérialiste, réponse nationaliste », in *De la « Petite-Russie » à l'Ukraine*, Paris, L'Harmattan, p. 167-182.
- СЕНЕДА С. [2001], *Anthropologie* (Сенєда С., Антропологія), Kiev, Lybid, 336 p.
- СТАДНИК І. [2003] : *La mentalité ukrainienne dans le contexte de la renaissance nationale*, thèse de doctorat, Odessa (Стадник І., Українська ментальність у контексті відродження національної духовності) <http://www.dissertation.com.ua/contents/9042.html>

¡No es fácil! – Facing daily challenges in Havana, Cuba

*Angelica Wehrli**

Introduction and Goal

The aim of this article lies in demonstrating the variety, and hence the complexity, of ways of living, thoughts and ideological convictions in today's Cuba. For this purpose I will investigate how the tremendously difficult socioeconomic circumstances appeal to citizens and what the implications of this are. The main questions raised by *Autrepart* can also be resumed: First, I will inquire if the transition towards capitalism is leading to an increase in, or an escape from poverty; second, for which groups; and third, what effects upon equality within society are to be expected.

In order to further a general understanding of the actual situation in Cuba, relevant achievements, as well as still significant moves towards capitalism will be outlined. After this, the theoretical framework using Bourdieu's theory of "capital" and network analysis will be set out, in order to explore the importance of "capital" not only in the economic but also in the social and symbolic sense.

Research material will provide insights into the realm of *cuenta propia* (self employment) on the basis of two diametrically opposed ways of securing a livelihood. By means of these cases examples of the prevailing attitude towards the private sector and challenges faced due to an illegal or legal status will be outlined. This will exemplify, on the one hand, how policy changes on the economic level influence the everyday life of local people, and on the other hand, highlight strategies applied. Finally, the officially proclaimed goal of equality within society will be looked at in general and in the form of aspirations within a specific "microcosm".

* MA, PhD Candidate, Social Anthropologist, Institute of Social Anthropology – Ethnology, University of Berne, Switzerland – wehrli@anthro.unibe.ch. Angelica Wehrli is currently working as a scientific assistant at the Institute of Social Anthropology, University of Berne, Switzerland. She has been teaching undergraduate courses on general anthropology and on Cuba. Her main interest is in (post)-socialist societies, processes of socio-economic transformation and gender. She carried out in-depth research in Havana, Cuba between 2000 and 2006 for her M.A. and PhD thesis. Furthermore, she conducted field research in Nam Dinh City, Vietnam, between March and April 2004, between September and November 2005 and between March and August 2006. These last two were funded by the Swiss National Science Foundation (SNSF), and the Commission for Research Partnership with Developing Countries (KFPE).

The proclamation “*no es fácil*” (“it is not easy”) shall thereby serve as a guide, referring to the concrete livelihood experiences of the actors, and the structures of the Cuban society. For this reason I intend to compare positions from outside Cuba and – as a social anthropologist – from within the Cuban society, by relying on scientific literature, statistics and data collected during extensive field research conducted in Cuba’s capital, Havana¹. The research was conducted over a period of six years which enables inter- and intra-comparison. During these various stays – amounting to more than a year’s living and researching – I included different areas within the city in order to facilitate comparisons between them².

From the Early Revolutionary Days to the “Special Period in Time of Peace”

In 1961 the socialist character of the revolution was declared by the *máximo líder*, Fidel Castro. The Cuban economy was no longer capitalist, and new forms of politics emerged [Niess, 2001, p. 284]; [Pérez-Stable, 1993, p. 80]. One of the main goals consisted in improving the standard of living of the population³. In order to guarantee at least the most basic needs of everyone, a redistribution of income had to be undertaken. The first changes consisted in a land reform which went along with the ousting of major land owners, the favouring of small enterprises over large ones, and new forms of employment. An increase of the salaries for most of the population gave rise in domestic spending to 200 million pesos within the first eight months [Pérez-Stable, 1993, p. 65]. According to O’Connor’s calculations the real income increased by 30-40 per cent for about 80 per cent of the population [O’Connor, 1970, p. 245], and Brundenius estimates that at least 60 per cent of the work force profited from the reforms [Brundenius, 1981, p. 149].

A rise in salary however, does not guarantee a better living standard. The critical supply situation at that time led to the introduction of a ration card system, the *libreta*, in 1961. Since then, the *libreta* – at least in principle and assuming enough goods are available – guarantees a minimum of food to everyone⁴. Seen in this context, the goal of economically equalising the population can be considered an objective from the early revolutionary days. Credit also has to be given to the attempt to diminish pre-revolutionary differences between the rural and the urban

1. I owe special gratitude to all the interviewees and informants in Havana who shared their experiences, personal convictions and dreams. With the exception of one woman everyone wished to remain anonymous, therefore all the names mentioned throughout this article are pseudonyms.

2. The data material – providing the base for my PhD – was conducted during 2000, 2002, 2005 and 2006 in the following parts: *Arroyo Naranjo, Cerro, Centro Habana, Diez de Octubre, La Habana del Este, La Habana Vieja, Miramar, Playa, Plaza de la Revolución, and Vedado*.

3. For an analysis and comparison of living standards in the fifties and at the beginning of the revolution [see e.g. Brundenius, 1981; Herzka, 1998; Huberman, Sweezy, 1969; O’Connor, 1970; Pérez-López, Travieso-Díaz, 1998; Pérez-López, Travieso-Díaz, 1998; Whiteford, 2000].

4. The importance of the *libreta* for the Cuban population has been analyzed by [e.g. Merkle, 2000, p. 25-48].

areas. An effort clearly manifested in the alphabetisation campaign and the obligation of all recently graduated doctors to spend their first two years in a rural area⁵.

Favourable for some, these intentions implied negative consequences for others, especially for those who were working in the private sector. In 1968 the expropriation of the remaining 57,000 small scale enterprises took place: all private restaurants, greengrocers, bakers or handicraft businesses were either shut down or taken over by the revolutionary organisations [Herzka, 1998, p. 15]. As a result the private sector was inexistent for decades to come.

Along with the pursuit of the socialist path, Cuba joined the COMECON (Council of Mutual Economic Assistance) in the seventies. This allowed Cuba to buy and sell products on very advantageous terms when compared to world market prices [Pastor, 1996, p. 219]. A negative implication, however, was Cuba's resulting dependency on its socialist allies on the one hand, and its concentration on sugar monoculture on the other. Therefore, the near-collapse of the Eastern Bloc and the former Soviet Union in 1989 was devastating for Cuba, and led two years later to the proclamation of the so called "special period in time of peace" by Fidel Castro⁶. Consequences of the catastrophe were, among others, a drop of 73 per cent in imports [Fernandez, 1999, p. 81], and a reduction of daily gas and fuel deliveries [Schulze, 1993, p. 90]. Besides the embargos imposed on Cuba, a drop in the world-market price of sugar added to the severity of the situation.

The effects of the shortages were like a vicious cycle affecting sector after sector of the Cuban economy. On the one hand the state sector salaries did not allow workers to secure a livelihood, therefore the phenomenon of absenteeism increased as some searched for alternative forms of income [see e.g. Kildegaard, Orro Fernández, 1999, p. 369]. On the other hand the lack of materials, electricity, and petroleum in turn hindered an increase in production.

The Rise of the Black Market

Over this period the black market grew and although the US dollar was penalized until 1993, it circulated widely and was appreciated by speculators as well as by the local population.

The vast majority of the population was involved in one or the other way in the black market⁷. Estimates of the volume of the black market differ [Carranza

5. For differences between living standards in rural and urban areas prior to 1959 [see Farber, 2006, p. 16-22].

6. Accurate information on the "special period in time of peace", and on the socioeconomic background can be found in [e.g. Bähr, Widderich, 2000; Burchardt, 2001; Fabienke, 2001; Ferriol Muruaga, 2001a; Ferriol Muruaga, 2001b; Marques-Pereira, Thérét; Martínez Martínez, 2001, 171fp.; Pérez-López, Travieso-Díaz, 1998, Suarez, 2001a; Tablada, 2001, p. 36-43; Zeuske, 2000, p. 245-294].

7. In scientific literature "black market" is sometimes used synonymously with "hidden", "underground", "illegal" or "informal" economy as the discourse has not led to a consistent definition [see e.g. Pérez-López, 1995, p. 8-12; Widderich, Wehrhan, 2000, 133 fp.]. Throughout this paper I will follow the Cuban journal *Bohemia* and use "informal economy" or "black market" interchangeably.

Valdés, 1996 (1994); Herzka, 1998]. However, the phenomenon was well known not only by Cubanists [e.g. Burchardt, 1999] but also publicly admitted by Cuban officials. As this quotation from the Cuban journal *Bohemia* proves:

[...] según cifras oficiales el 20 % de los gastos en alimentos del cubano en los últimos años se hace en el mercado negro o informal, alimentos que provienen del robo o desvío de recursos de distintos sectores, mayoritariamente del Estado [...] [*Revista Bohemia*, 1998, p. 35]⁸.

Being aware of this situation, a policy change was imminent: the goal lay in recovering the “lost dollars” for the official domestic economy. The most radical measures consisted in the legalisation of the US dollar as a means of payment in 1993, the granting of licences in order to work as a *cuenta propista* [e.g. Eggenberger-Argote, 2002, p. 211-216], the reopening of the agricultural markets in 1994, the allowing of foreign direct investment in 1995 [Carranza Valdés, 1996 (1994), p. 35], and the establishment of “dollar stores” called *shoppings* by the locals. Contrary to the past when the *shoppings* were only accessible to foreigners and, as my data make evident, to persons with well established contacts with the nomenclature, everyone who owned “dollars” or the equivalent domestic form, the Peso Convertible, was welcome to purchase.

The US dollar ceased being a means of payment in 2004. The import ban of the US dollar is first and foremost of symbolic and political relevance. Furthermore, it allowed the state to collect revenues from the additional exchange fees, usually ten percent, which are imposed if US dollars are being converted into Pesos Convertibles. Since then, the existing national currency, the Peso Cubano (which forms the base of Cuban salaries and local products), the Euro in some tourist centres and the Peso Convertible remain as legal tender. Despite this monetary complexity, “dollar” is still being used in Havana’s local parlance for Peso Convertible. I will proceed alike and therefore use “dollar” for the US dollar and the Peso Convertible.

Unsurprisingly however, these policy changes led to a division within Cuban society between those who had access to “dollars” and those who did not. This divide is relevant because numerous indispensable daily products stocked by the *shoppings*, such as cooking oil or soap were until recently exclusively available for “dollars” or on the black market. In theory everyone had access to US dollars by exchanging Pesos Cubanos into US dollars in the official *Cadecas* (exchange offices). Nevertheless, the prices for “dollar” products remained far higher than products in Pesos Cubanos, and were as a result inaccessible for persons without extra income. At this time some of the products became available for Pesos Cubanos but at “dollar” prices. The challenge remains obvious: one bottle of cooking oil, for example, amounts to one fifth of an average monthly governmental salary, and thus motivates the search for other solutions.

8. “According to official figures, in recent years 20 per cent of food expenditure by Cubans has been on the black or informal market, food which originates from the theft or diversion of resources from various sectors, mainly owned by the state [...]” [Translation by A.W.]

The exclusion mechanism has thus shifted away from foreigners and a small “elite” to the mere question of having or not having “dollars”.

Shifts in (II)-legality

Some of my informants work in the national economy and still engage in illegal activities from time to time. It is therefore important to note that illegal activities can supplement the salary from official and legal work⁹. Others however, work exclusively in the world of the *cuenta propia* in the form of small or medium sized entrepreneurial activities ranging from the production and sale of different kinds of foods or handicrafts to the providing of services (e.g. “beauty services”, accommodation for foreigners, coaching or religious counseling). Most of these activities are organized from home and are motivated by the need for an additional income.

Whereas some activities are perfectly legal, some border on legality and others are completely illegal. Interestingly, the same activity can – depending on the circumstances and the existence or non-existence of legitimising documents – shift from legality to illegality. One example is the provision of accommodation for foreigners. In order to house foreigners, an official licence is requested. However, if only a small number of foreigners visit for a few days over the year, the house owners can declare them as “family members” or “close friends”. A practice which is not uncommon and depends mainly on ones social capital: on the one hand, in order to meet “guests”, and on the other, in order to legitimise the declaration of “family members”.

With the aim of understanding different forms of social capital, I will now shed light on Bourdieu’s theory of “capital” and the networks analysis.

Forms of “Capital”

Using Bourdieu’s theory of “capital” [Bourdieu, 2000 (1972)]; [Bourdieu, 1980] the course of individual actions can be analysed well. Bourdieu differentiates mainly between economic, social, cultural and symbolic capital¹⁰. While economic capital comprises financial and material goods, cultural capital can be circumscribed to education. The symbolic and the social sometimes merge into one capital as the borders between them are indeed fluent. Despite points of contacts a distinction remains meaningful since some forms of differentiation are evident, such as prestige or “honor”¹¹ which form part of symbolic capital. To the contrary, relationships with other people, whether professional or friendship based, correspond

9. Rosendahl for example considers that the most important part of the revenues of the household economy originates from the market driven and illegal gray/black market [Rosendahl, 2001].

10. In recent studies Bourdieu has differentiated between the analysis of economic structures and processes and financial, technical, and commercial capital [Bourdieu, Steinrücke Margareta, Bolder, 1998, 174 fp.].

11. In his ethnographic fieldwork on the Kabyl society Bourdieu differentiates between “honor” (*hurma*) and “sense of honor” (*nif*) [Bourdieu, 2000 (1972), p. 45-56].

to social capital. Nonetheless, an increase in social capital can occur with a rise in symbolic capital and vice versa.

In Cuba symbolic capital is – as a logical consequence of socialism – of particular relevance since for decades individual and collective efforts such as volunteer work have been rewarded by the state in symbolic ways; for example by means of certificates, speeches and to a smaller extent medals. Hence, symbolic capital makes reference to incorporated “socialist values” which in turn facilitate the access to other capitals (for example, cultural, social and economic capital) even today.

In numerous studies social capital is analysed in the form of social networks in which specific attention is paid to the network structure and to a specific set of social actions [Dahinden, 2005, p. 46]¹².

Bourdieu notes how important it is to maintain social networks:

[...] plus largement, de relations, qu’il s’agit de conserver intactes et d’entretenir régulièrement, héritage d’engagements et de dettes d’honneur, capital social de relations, impliquant des droits et des devoirs, qui, accumulé au cours des générations successives, est une force d’appoint susceptible d’être mobilisée lorsque des situations extra-ordinaires viennent rompre la routine quotidienne [...] [Bourdieu, 2000 (1972), p. 363-364].

Mutual rights and duties involved in social relationships can impose a power hierarchy within the relationship, or on the contrary, take on the form of a balanced “give and take”. While some relationships are cultivated intensively, others remain becalmed and yet others are only activated in case of urgent need or a “crisis”. Likewise the goals of a relationship can be similar for all participants or be one-sided [e.g. Barnard, Spencer, 1996; Granovetter, 1973; Schweizer, 1996]). Granovetter’s result, which shows that not only strong but also weak ties are of relevance, is also of importance for the understanding of successful networks in everyday [Granovetter, 1973]. Weak ties, above all in informal settings, enable a participant to gain new and diverse information through persons from various socio economic backgrounds. The following case examples from my field research will demonstrate the importance of weak and close ties as well as the support granted in situations of crisis.

Juan Carlos the Self Declared “Innovator and Founder of all Illegality”

Juan Carlos’ past was characterized by a deep belief in socialist values. After having joined the Communist Youth Union (UJC) he became a party member and began a military career which involved years of combat in Angola. The sacrifices he had to make during his wartime experiences were in his opinion a small but important step for the sake of the Cuban revolution and hence, “his nation”.

12. With respect to network theory [see e.g. Boissevain, Mitchell, 1973; Burt, 1982; 1973; Leinhardt, 1977; Mitchell, 1969].

Juan Carlos' life changed drastically due to the "special period in time of peace" because he was urged out of economic necessity to migrate together with his wife Maria from the eastern part of Cuba to the capital. In Havana he immediately applied for a licence to sell pizzas. Like others who succeeded obtaining one, in 1994, the couple started small scale production of pizzas in their house. Months later, their ability to invest their savings shrewdly and to attract numerous customers soon led to an increase in sales from the initial ten per day, to up to one hundred.

The *bisneo* (business) went well but as *orientales*¹³ they needed to rent a house which was claimed back by the former owner a year later. Owing to scant housing possibilities in Havana they felt lucky to join Marias family in another district of Havana. Due to their "inner-city migration" they lost their licence and have not managed to obtain a new one ever since. Seen in retrospect this was the turning point: weeks passed, their savings started to vanish and so they started to sell pizzas illegally. Instead of the small wooden advertising label "we sell pizzas" Maria wandered around the nearby streets and mumbled that they were selling pizzas. This strategy involved discretion and a reduction to an average 30 pizzas per day in order not to raise unnecessary attention.

In cases in which the entire income of a family depends on illegal activities, small fines from time to time form part of everyday life. Add to this the intensified controls exercised by the state over illegal activities and the question was soon no longer whether corruption was necessary, but who needed to be bribed and with how much money. During the negotiation processes both parts achieved a satisfactory result: Juan Carlos gained the protection to continue with his *bisneo*, and the inspectors received regular sums in addition to their salary. In spite of these extra expenditures the couple's net income of 5000 Pesos Cubanos per month (about 200 "dollars") is well above the average salary. According to official statistics the average salary in Havana rose from 252 Pesos Cubanos in 2001 to 387 Pesos Cubanos by the year 2006¹⁴ and is therefore more than ten times lower than the income of the couple.

Juan Carlos and Maria gained experience in living in complete illegality through the secret selling of food for more than a decade. In the course of subsequent in-depth interviews, and thanks to their increased trust and willingness to talk honestly about their strategies, I received more insights into their social ties. Juan Carlos declared with shining eyes and a proud voice:

Somos los inventores y los fundadores de la ilegalidad!
(We are the inventors and founders of all illegality!)

13. A saying of the people from Havana, whereby everyone who is living east of the capital is labeled – sometimes with a pejorative subtext – as *oriental*.

14. [Oficina Nacional de Estadísticas. República de Cuba. 2008. "Empleo y Salarios: Salario medio mensual en las entidades estatales y mixtas por clase de actividad económica". Available: <<http://www.one.cu/aec2006/anuariopdf2006/capitulo6/VI.4.pdf>>, (20 June 2008)].

The active business of selling pizzas perpetuates the network in form of weak and close ties: constant involvement in the gossip provides a fund of actual information about the district in the form of weak ties. In addition, a close relationship among the couple and the extended family members functions, among other things, as a warning system in case of sudden controls by uninformed or not yet corrupted inspectors. Also of importance are the neighbors, who – well aware of the numerous visitors – either obtain benefits in the form of material goods or are obliged to remain silent because of their own involvement in illegal activities.

Illegal work without a licence has yet another consequence. Since balance is of utmost importance in order to guarantee continuity, social desirability exerts pressure upon individual actions. The couple needs to make sure that their earnings do not obviously surpass those of their surrounding neighbors, for example. Otherwise protests would result in a rise in bribery costs, “gifts” and would eventually end with formal complaints to the authorities.

Therefore, the couple’s aim consists in surviving without pursuing a profit-maximizing, capitalist strategy, and although it is not legal it is perceived as legitimate by most of Havana’s citizens.

Rosa and her Paladar

Rosa has never worked without a licence: hence she is a legal owner of her *paladar*¹⁵ and resulting business activities.

In comparison to Juan Carlos, whose business, licensed or not, trades in the realm of the national currency, the Peso Cubano, Rosa sells her dishes at “dollar” prices. For this reason she is also obliged to pay regular taxes regardless of her income in “dollars”. As a base fee, 480 “dollars”, and for each of her employees 95 “dollars” per month: a minimum of almost 1000 “dollars” a month, and at the end of each year an additional tax which is calculated in relationship to her declared income. General restrictions imposed on *cuenta propistas* consist in the fact that the number of tables is limited – which reduces the number of customers – and that non family members cannot become employees [Tablada, 2001, p. 41]. Nevertheless, despite seasonal fluctuations Rosa manages to earn enough and as she says with a smile “to live well” with her net income of 100 to 250 “dollars” a month.

Even with high taxes and imposed limitations, Rosa manages to make a satisfactory living and considers that due to her apparently higher income she is not a representative of the population at large. All the same, she has experienced years where her monthly income was well beyond one hundred “dollars”, and the emotional burden of paying all the taxes caused her intense troubles. Due to her legal licence however, the goal of profit maximisation is not being hindered by neighbors.

15. *Paladar* refers to a privately owned restaurant which is generally located within households.

Seen in this context it is of interest to investigate the motives behind performing illegal activities.

Capital or Capitalism?

The transition which I have described in the economic sector and exemplified at the local level will now be observed at the level of society. Before providing an answer to the first question raised, of whether the transition towards capitalism is resulting in positive or negative consequences, the link between policy changes and capitalism will be scrutinised. In this way I will analyse whether the policy changes are indicators of a shift towards capitalism or if they represent an attempt to increase capital.

For this purpose, after the example of providing licences in order to work in the realm of the *cuenta propia*, a relevant part of the private sector will be looked at. In 1997 more than 400,000 Cubans were working as *cuenta propistas*, but the rise of the “bourgeoisie” was observed with displeasure [Herzka, 1998, p. 173] and measures to reduce the phenomenon were taken: stricter controls by inspectors and higher taxes among others. These measures seem to have been effective, as according to Cuban statistics the number of people who worked as *cuenta propistas* decreased to 169,400 in 2005. As a consequence of this decline, the legal private sector, which in 1995 was absorbing 5 per cent of all registered workers, shrunk at the turn of the century by more than one third [Burchardt, 2000, p. 7-11]. Seen from this perspective one can wonder if a shift towards illegality has taken place, as Padilla argues [Padilla, 1997].

My data makes evident that of those informants who work illegally as *cuenta propistas* the majority would prefer a legal job and have consequently sought to obtain a licence on more than one occasion. The motivation for working legally is mainly based on rational calculation: legality provides a safe way to invest and to optimize income, in contrast to an illegal procedure which involves the risk of enormous fines, and since a few years ago, even prison. Therefore, neither the time required to deal with bureaucratic red tape nor the money needed to obtain a licence to common Peso Cubano prices seem to be obstacles, but rather the prevailing policy or sometimes outrageous sums demanded by inspectors. Whereas in the past, according to my data up to 2002, the non-issuing of new licences could, at least in some parts of Havana, be avoided by wealthy people who guaranteed bribes which amounted to more than 1000 “dollars”, controls have now become tighter.

Hence – unlike Vietnam, where the government actively promotes a “market economy with socialist direction”, and declares the entrepreneurs to be “heroes of the nation” – here, private or family sized businesses are not promoted. Pastor, for example, believes that small businesses in Cuba are suppressed [Pastor, 1996, p. 229]. The official attitude can well be summarized by Fidel Castro’s own statement: “Capital yes, capitalism no” [Eckstein, 2003, p. 612].

Transforming “Capital” in the Bourdieu Sense

The example of the pizza selling couple demonstrates the importance of a well elaborated network in situations of crisis which transcend the common and ordinary. As shown, social capital is a necessary precondition and can be transformed into economic one. Therefore, the element of trust is of utmost importance. Apart from time, sympathy and emotions, trust seems to be won through “gifts”.

The balance of tight networks is the most delicate point. The fear of not profiting enough or of having been accused by an unknown partner can put into motion an avalanche of accusations and formal complaints which can lead to a breakdown of previously successfully operating networks. A fact I have observed twice and which ended with the imprisonment of roughly one family member of every household inside the same *cuadra* (block of flats). The case examples have made obvious that legality and illegality form a microcosm in which the stability between different actors – such as the neighbors, the delegates of the *cuadra*, CDR guards, inspectors and, in the case of profitable networks, also party members – needs to be preserved. Anecdotic proof of the feeling of mistrust towards “outsiders” of these networks is the fact that Cuban friends of mine who once passed by the street of the couple in order to ask for someone who sells pizza received no information.

In this sense I agree with Hann’s statement that activities in:

the economy variously described as “informal”, “second” or “underground” [...] are always tightly connected to the “official” economy, and that allegedly impersonal spheres of market and contractual relations are always mediated by personal contacts [Hann, 2002, p. 9].

Although a well elaborated network can facilitate illegal activities, some measures of precaution need to be taken into consideration: such as a modest, instead of a profit maximising, habitus which corresponds to the social desirability of *luchando* (fighting) to survive, rather than being ambitious and obviously capitalist.

Conclusion

Cuba contains elements – such as the possibility of foreign direct investment, the granting of legal status to some private or family based enterprises as well as the development of mass tourism – which transcend the former socialist orientation. Thus, a transition has obviously occurred. The opening-ups approved by the Cuban government towards the private sector seems to be coherent with the maxim of increasing capital for the sake of the survival of “socialism” but not (yet) with a move towards a “capitalist habitus”.

Another characteristic of the changes occurring in Cuba’s economy is that they are not evolving in a steady, linear direction “from A to B” but that the reforms are characterized instead by a “back and forth” movement. The “dollarization” of society clearly incorporated one part of the illegal parallel economy; however the consequence is a resulting division within society.

People who work in joint-stock or mixed companies receive in addition to their salary in the national currency a bonus. More and more the former *jaba* – a bag containing essential items from the *shoppings* – is being replaced by “dollars”, and provided to everyone who arrives on time and is not missing more than three days a month without a medical certificate¹⁶. This is an apparently successful attempt to combat the phenomenon of absenteeism. Drawn from my research results this practice is increasingly being introduced in some parts of the national economy as some – especially higher-ranking – employees in the legal national economy receive a bonus of an average twenty to thirty “dollars” in addition to their monthly salary.

The granting of equality among Cubans independent of race or gender has been one of the revolution’s main goals. Nevertheless, not everyone was granted the same privileges in reality. Benefits ranging from extra food portions in addition to the *libreta* or possibilities to travel abroad at public expense, to the granting of priority in bureaucratic or practical matters (such as repairs to the house or free hotel bookings) remain in forms which perpetuate inequality even today.

For those who neither have friends or relatives outside Cuba to support them financially nor manage to achieve an income in addition to their salary in the national currency it is all but easy. This group is excluded from various domains within society due to the economic division prevailing in Cuba.

With respect to equality a crucial challenge lies ahead if we take into account the emerging group of “*dirigeants-entrepreneurs*”¹⁷ who for the majority are party members or members of the armed forces in charge of directing big state enterprise or joint ventures. This group administers and is in direct contact with a considerable amount of economic, social, cultural and symbolic capital in “Bourdieu’s sense”. Due to their protected position within the official sphere they are not subjected to the tricky day to day negotiating *cuenta propistas* face. Hence, it is probably within this realm of state “gatekeepers” where one of the biggest challenges lies ahead, making it to a promising research topic.

In the case that in next decade the salaries in the national economy continue to be modest compared to tourism or joint-venture enterprises, I suspect that the quality of education and the health sector will diminish due to a lack of qualified and motivated personnel¹⁸. A further challenge which can already be perceived is the apparent disillusionment towards the effort of acquiring a higher education especially among the younger generation who take into consideration expected salaries. My results make evident that those adolescents whose family are excluded from sources of “dollars” prefer to work either in low qualified but well paid jobs

16. According to official sources 36 percent of all workers profited from this bonus in 1998 [Joshua, 2001, p. 26, quoted in Marques-Pereira, Théret, p. 89].

17. Suarez investigated in her thesis the “socialist values” of this group [Suarez, 2001b, quoted in Marques-Pereira, Théret, p. 98-99].

18. The shifts occurring in the health and educational sector (e.g. the “*municipalización de las universidades*”) and resulting implications for the Cuban population will be analysed on another occasion.

or to engage in illegal activities. This holds true regardless of the family's background and the volume of cultural capital.

Differences among the population of Havana have in my opinion become more visible during the last few years. Yet this is not necessarily accompanied by a higher percentage of poor people. Derived from my analysis it becomes clear that the standard of living of the majority of my informants has not only improved compared to the "special period in time of peace but also compared to 2000. This fact is also backed up by my observations, and seems to find confirmation in Cuban statistics¹⁹. At least one result however raises questions, as the year 2005 seems to be an exception: the greater part of my informants complained about drastic aggravations. To summarise, one can state that the transition which followed the crisis in the nineties went ahead with a general increase in living standards. Numerous problems however await a solution.

The proclamation "*no es fácil*" forms part of the idiosyncrasy of the *Habaneros* and *Habaneras* but despite the still remaining economic hardships, creativity, inventions and talent to make use of available "capitals" are easily observable. In this way, the borders between the possible and the impossible are being transformed and redefined, and it is to be hoped that this will ease the daily challenges still to be faced.

BIBLIOGRAPHY

- BÄHR J., WIDDERICH S. (eds.) [2000], *Vom Notzustand zum Normalzustand – eine Bilanz des kubanischen Transformationsprozesses*, Kiel, Selbstverlag des Geographischen Instituts der Universität Kiel.
- BARNARD A., SPENCER J. (eds.) [1996], *Encyclopaedia of Social and Cultural Anthropology*, London & New York, Routledge.
- BOISSEVAIN J., MITCHELL J.-C. [1973], *Network analysis studies in human interaction*, The Hague, Mouton.
- BOURDIEU P. [1980], *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- BOURDIEU P. [2000 (1972)], *Esquisse d'une théorie de la pratique: Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Le Seuil.
- BOURDIEU P., STEINRÜCKE MARGARETA, BOLDER J. [1998], *Der Einzige und sein Eigenheim*, Hamburg, VSA-Verlag.
- BRUNDENIUS C. [1981], *Economic Growth, Basic Needs and Income Distribution in Revolutionary Cuba*, Lund, Research Policy Institute.
- BURCHARDT H.-J. [1999], "Deberían leer en Cuba a Bourdieu? Socialismo, estructura social y capital social", *Análisis Político. Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales*, n° 34, p. 26-46.

¹⁹ Indicators are a higher income and a steady rise in the final household consumption from 17,596.7 million pesos in 2001 to 23,093.1 million pesos in 2006. The same calculation is listed with "current prices" which leads to the following increase: 19,180.1 million pesos in 2001 to 29,429.9 million pesos in 2006. These results point towards a higher living standard nonetheless: the net improvement cannot be derived because exact data of overall price indexes are not available. [Oficina Nacional de Estadísticas. República de Cuba. 2008. "Consumo final de los hogares por fuentes de oferta". Available: <<http://www.one.cu/aec2006/anuariopdf2006/capitulo4/IV-4.pdf>>, (20 June 2008)].

- BURCHARDT H.-J. [2000], “Die halbierte Transformation: Wirtschaftsreformen in Kuba”, in J. Bähr and S. Widderich (ed.), *Vom Notzustand zum Normalzustand – eine Bilanz des kubanischen Transformationsprozesses*, Kiel, Selbstverlag des Geographischen Instituts der Universität Kiel, p. 1-24.
- BURCHARDT H.-J. [2001], “Kubas langer Marsch durch die Neunziger – eine Übersicht in Etappen”, in O. Ette and M. Franzbach (ed.), *Kuba heute. Politik, Wirtschaft und Kultur*, Vervuert, Frankfurt am Main, p. 313-335.
- BURT R. S. [1982], *Toward a Structural Theory of Action: Network Models of Social Structure, Perception, and Action*, New York, Academic Press.
- CARRANZA VALDÉS J. [1996 (1994)], “Die Krise-Eine Bestandesaufnahme”, in B. Hoffmann (ed.), *Wirtschaftsreformen in Kuba – Konturen einer Debatte*, Frankfurt am Main, Vervuert, p. 16-41. (Original: “Cuba: Los retos de la economía”, in Cuadernos de Nuestra America, vol. IX, n° 19, La Habana, 1992).
- DAHINDEN J. [2005], *Pristina-Schlieren: Albanische Migrationsnetzwerke im transnationalen Raum*, Zürich, Seismo.
- ECKSTEIN S. [2003], “From Communist Solidarity to Communist Solitary”, in A. Chomsky and Barry Carr and Pamela Smorkaloff (ed.), *The Cuba Reader: History, Culture, Politics*, Durham and London, Duke University Press, p. 607-622.
- EGGENBERGER-ARGOTE N. [2002], *Die gesellschaftliche Entwicklung Kubas zwischen Anspruch und Wirklichkeit: Eine Analyse der politischen Sozialisationsinstanzen und ihrer Wirkungen*, Bern, Haupt.
- FABIENKE R. [2001], “Labour markets and income distribution during crisis and reform”, in C. Brundenius and J. Weeks (ed.), *Globalization and third world socialism*, Houndmills Basingstoke Hampshire, New York, Palgrave, p. 102-128.
- FARBER S. [2006], *The Origins of the Cuban Revolution Reconsidered*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- FERNANDEZ N. [1999], “Back to the Future? Women, Race, and Tourism in Cuba”, in K. Kempadoo (ed.), *Sun, Sex, and Gold. Tourism and Sex Work in the Caribbean*, Lanham, Rowman and Littlefield, p. 81-89.
- FERRIOL MURUAGA A. [2001a], “Cuba: External opening, labor market and inequality of labor incomes”, in L. Taylor (ed.), *External Liberalization, Economic Performance, and Social Policy*, Oxford, Oxford University Press, p. 143-179.
- FERRIOL MURUAGA A. [2001b], “La réforme économique de Cuba durant les années 1990”, *Centre Tricontinental*, p. 211-230.
- GRANOVETTER M.S. [1973], “The Strength of Weak Ties”, *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, p. 1360-1380.
- HANN C.M. [2002], *Postsocialism: Ideals, Ideologies, and Practices in Eurasia*, London, New York, Routledge.
- HERZKA A. [1998], *Abschied vom Kommandanten?*, Frankfurt am Main, Suhrkamp.
- HUBERMAN L., SWEZEY P.M. [1969], *Socialism in Cuba*, New York, Monthly Review Press.
- JOSHUA I. [2001], *Cuba, la croisée des chemins*, ronéo, 33 p.
- KILDEGAARD A.C., ORRO FERNÁNDEZ R. [1999], “Dollarization in Cuba and Implications for the Future Transition”, *Cuba in Transition*, n° 9, p. 25-35.
- LEINHARDT S. [1977], *Social networks: a developing paradigm*, New York, Academic Press.
- MARQUES-PEREIRA J., THÉRET B., [2002] “La couleur du dollar. Enquête à l’Havane”, *Critique Internationale*, n° 17, p. 81-103.
- MARTÍNEZ MARTÍNEZ O. [2001], “Cuba dans le contexte de l’économie mondiale”, in Alonso Tejada et alii (ed.), *Cuba quelle transition?*, Paris, L’Harmattan, p. 167-179.

- MERKLE C. [2000], "Die Bedeutung der Güterrationalisierung mittels Libreta für die Grundversorgung der kubanischen Bevölkerung", in J. Bähr and S. Widderich (ed.), *Vom Notzustand zum Normalzustand – eine Bilanz des kubanischen Transformationsprozesses*, Kiel, Selbstverlag des Geographischen Instituts der Universität Kiel, p. 25-48.
- MITCHELL J.-C. [1969], *Social networks in urban situations: Analyses of personal relationships in Central African towns*, Manchester, University Press.
- NIESS F. [2001], "Ist die kubanische Revolution noch ein Mythos?", in O. Ette and M. Franzbach (ed.), *Kuba heute. Politik, Wirtschaft und Kultur*, Vervuert, Frankfurt am Main, p. 217-289.
- O'CONNOR J. [1970], *The Origins of Socialism in Cuba*, Ithaca, Cornell University Press.
- PADILLA D.C. [1997], *Nuevas empresas y empresarios en Cuba*, Mexiko, Fundación Friedrich Ebert. Oficina para el Caribe (FES Caribe).
- PASTOR M. [1996], "Cuba and Cuban Studies: Crossing Boundaries During a 'Special Period'", *Latin American Review*, vol. 31, n° 3, p. 218-234.
- PÉREZ-LÓPEZ J., TRAVIESO-DÍAZ M. [1998], *Perspectives on Cuban Economic Reforms: Center for Latin American Studies*, Arizona, Arizona State University.
- PÉREZ-LÓPEZ J.-F. [1995], *Cuba's second economy: From behind the scenes to center stage*, New Brunswick (U.S.A.), Transaction Publishers.
- PÉREZ-STABLE M. [1993], *The Cuban Revolution: Origins, course, and legacy*, New York, Oxford University Press.
- REVISTA BOHEMIA [1998], 25 4. Diciembre, La Habana, Cuba.
- ROSENDAHL M. [2001], "Household economy and morality during the special period", in C. Brundenius and J. Weeks (ed.), *Globalization and third world socialism*, Houndmills Basingstoke Hampshire, New York, Palgrave, p. 86-101.
- SCHULZE D. [1993], "Can Casto Survive?", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* vol. 35, n° 1, p. 89-117.
- SCHWEIZER T. [1996], *Muster sozialer Ordnung: Netzwerkanalyse als Fundament der Sozialethnologie*, Berlin, Reimer.
- SUAREZ J. [2001a], "L'espace sociale cubain et le secteur économique mixte et privé", *Centre Tricontinental*, p. 231-250.
- SUAREZ J. [2001b], *Una nueva clase social en Cuba?*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Louvain-la-Neuve.
- TABLADA C. [2001], "Les nouveaux agents économique dans une société socialiste (Cuba)", in Alonso Tejada et alii (ed.), *Cuba quelle transition?*, Paris, L'Harmattan, p. 27-47.
- WHITEFORD L. [2000], "Local Identity, Globalization and Health in Cuba and the Dominican Republic", in L. Whiteford and Lenore Manderson (ed.), *Global Health Policy, Local Realities: The Fallacy of the Level Playing Field*, Boulder, Lynne Rienner, p. 55-78.
- WIDDERICH S., WEHRHAN R. [2000], "Informeller Sektor in Kuba: Motor des Wandels oder individuelle Überlebensstrategie?", in J. Bähr et S. Widderich (ed.), *Vom Notzustand zum Normalzustand-eine Bilanz des kubanischen Transformationsprozesses*, Kiel, Selbstverlag des Geographischen Instituts der Universität Kiel, p. 113-138.
- ZEUSKE M. [2000], *Insel der Extreme. Kuba im 21. Jahrhundert*, Zürich, Rotpunktverlag.

Internet sources

- OFICINA NACIONAL DE ESTADÍSTICAS. REPÚBLICA DE CUBA [2008], "Consumo final de los hogares por fuentes de oferta". Available: <<http://www.one.cu/aec2006/anuariopdf2006/capitulo4/IV-4.pdf>>. (20 June 2008).
- OFICINA NACIONAL DE ESTADÍSTICAS. REPÚBLICA DE CUBA [2008], "Empleo y Salarios: Salario medio mensual en las entidades estatales y mixtas por clase de actividad económica". Available: <<http://www.one.cu/aec2006/anuariopdf2006/capitulo6/VI.4.pdf>>. (20 June 2008).

Du troc au marché : le marché immobilier à Moscou

*Hélène Richard**¹

L'attention des principaux analystes de la transition économique en Russie s'est portée essentiellement sur la conduite controversée de la privatisation des entreprises qui a débouché sur une forte concentration du capital productif dans les mains d'un petit nombre d'acteurs économiques [Clarke, 1993 ; Kouznetsov, 1995, p. 21-27 ; Lapina, 1995, p. 14-20]. La privatisation du parc de logements a été moins étudiée bien qu'elle ait eu des répercussions importantes sur la vie quotidienne des Russes et sur la physionomie des trajectoires résidentielles post-soviétiques. Initiée au milieu des années 1980 par les premières réformes libérales gorbatchéviennes, elle prend un tournant en 1990 avec la loi sur la municipalisation du parc immobilier. La majorité des logements appartenant aux organes et entreprises d'État passent alors sous la tutelle des municipalités chargées de définir les modalités et le prix de rachat du mètre carré par les occupants désirant devenir propriétaires de leur logement. Le succès modéré des privatisations payantes conduit rapidement le gouvernement – qui souhaite décharger l'État de la gestion du parc immobilier – à se tourner vers la solution d'une privatisation gratuite par la loi du 23 décembre 1992. Les occupants sont simplement tenus de prouver qu'ils habitent légalement un logement pour en recevoir le titre de propriété². Notons que le principe de gratuité est bien spécifique à la Russie. En effet, la plupart des démocraties populaires d'Europe de l'Est ont mené, à des ampleurs variables, des politiques combinant la vente à bas prix du patrimoine locatif des collectivités publiques aux anciens occupants et la restitution des biens immobiliers aux familles expropriées lors de l'instauration du régime communiste après 1945. Plus de soixante-dix ans après la révolution d'Octobre, cette dernière option était évidemment exclue pour la Russie.

Après l'instauration du principe de gratuité, le processus de privatisation du parc immobilier s'accélère considérablement. Dès 1994, le taux de résidences prin-

* Triangle UMR 5206 – IEP de Lyon, Université de Lyon, 14, rue Berthelot 69007 Lyon.

1. Avec le soutien du Centre franco-russe en sciences humaines et sociales de Moscou.

2. Pour les modalités complexes de la privatisation pour les occupants mineurs, les couples divorcés et des appartements communautaires, voir la thèse d'Aurore Chaigneau [Chaigneau, 2005].

cipales sous le régime de la propriété privée atteint 47 %, très proche du même indicateur français qui s'élève à 54 % en 1996 [Struyk, 2000, p. 6 ; Omalek *et alii*, 2006]. Ce mode d'accès inédit et massif à la propriété ne manque pas d'avoir des impacts importants – quoique différenciés – sur les histoires résidentielles de nombreux Russes. Ainsi, outre l'exhibition d'indicateurs macroéconomiques sur la transformation des structures de la propriété en Russie, il convient de décrire la mise en place concrète des réformes qu'on vient d'évoquer. Nous nous intéresserons moins aux difficultés d'ordre juridique posées par les privatisations – par ailleurs considérables [Chaigneau, 2005] –, qu'à l'impact de ces réformes sur les trajectoires résidentielles et les pratiques économiques liées au logement.

Les analyses de la « transition » à l'économie de marché ont privilégié un point de vue normatif et macroéconomique.    l'inverse, notre démarche s'inscrit dans la lignée des travaux d'ethnographie économique [Humphrey, Hugh, 1992 ; Dufy, 2008] qui privilégient l'observation des pratiques économiques *in situ* abandonnant ainsi l'analyse des transitions à l'Est comme la réduction progressive d'un *  cart* par rapport au modèle supposé pur des économies occidentales. Notre travail s'appuie principalement sur un corpus d'entretiens constitué en mars et avril 2007 auprès d'habitants de Moscou et sa proche banlieue ayant acheté plus ou moins récemment un logement³. Cette enquête très qualitative n'a pas pour ambition de se substituer à l'analyse des données statistiques macrosociales, ni même à l'étude des structures institutionnelles, politiques et économiques dans lesquelles ces récits de vie se déploient. Cependant, pour le dire avec les mots de Dominique Maison, chercheur attentif aux itinéraires résidentiels [Maison, 1993] – « [*sic*] ces observations de trajectoires singulières peuvent sembler trop éloignées de toute perspective de généralisation, elles en sont pourtant les prolégomènes obligés car elles permettent d'appréhender des faits qui, autrement, auraient toutes chances de passer inaperçus dans une investigation de type extensif ».    ce niveau d'analyse, il est possible de saisir l'expérience du marché, saisir les modes d'appropriation de cette macropolitique que fut la privatisation des logements, et cela, au plus près des stratégies résidentielles. Il est également possible de dessiner la génèse d'un nouveau domaine de pratiques économiques, celle d'un marché immobilier jusqu'alors absent du paysage économique soviétique.

   travers ces récits de vie, et dans la perspective d'une comparaison avec le marché immobilier actuel, on s'intéressera aux modalités de la mobilité résidentielle durant la période soviétique et plus particulièrement à la pratique du troc d'appartements. On étudiera ensuite les usages de la privatisation des logements par leurs occupants et la manière dont les privatisations ont avalisé et renforcé les inégalités héritées de la période soviétique. Enfin, on abordera un aspect plus général de l'étude des transitions à l'Est, à savoir la qualification de certaines pratiques économiques actuelles comme des *héritages* de la période soviétique. Comment

3. Entretiens auprès de 11 couples ou personnes seules dont les achats s'échelonnent entre 1993 et 2006 complétés par 7 entretiens avec des agents immobiliers, directeurs d'agence, une juriste et un rédacteur en chef d'une revue spécialisée dans l'immobilier.

administrer la preuve d'une continuité avec le passé soviétique dans ce contexte d'intense recomposition économique et sociale ? Comment penser le poids du passé sur un autre mode que celui de l'inertie des structures ou des habitudes, refuge de l'analyse qui tarit la possibilité d'entrer dans la fabrication complexe de la société post-soviétique ?

Obtenir et échanger un logement en Union Soviétique

Dans les économies dites planifiées, le lieu de résidence était-il assigné par l'État aux administrés ? La possibilité de choisir et de changer de logement était-elle extrêmement restreinte ? C'est du moins la thèse des travaux présentant la libéralisation des transactions immobilières comme la libération d'une *mobilité résidentielle bridée* dans le système soviétique [Struyk, 2000 ; Kosareva, 2007]. Leur critique porte principalement sur l'irrationalité économique de la quasi-gratuité des loyers entraînant un rationnement d'une demande par le principe de la file d'attente. Ce système instaurerait un fort immobilisme résidentiel tout en encourageant un rapport attentiste des citoyens à leurs conditions de logement, une remise de soi aux pouvoirs publics. Outre que ces analyses ignorent l'existence de freins puissants à la mobilité résidentielle sur les marchés immobiliers libéralisés (insolvabilité, barrières d'accès au crédit, cautions locatives) ou encore l'existence de mobilités résidentielles négatives, vers les segments dévalorisés du parc immobilier, elles minorent la place que le système soviétique ménageait pour les stratégies résidentielles. La rupture des années 1990 est alors interprétée comme le passage d'une économie centralisée allouant arbitrairement le bien rare qu'était le logement à une économie libérale supposée élargir la gamme des choix individuels dans la construction des stratégies résidentielles. Or, le système des listes d'attente n'implique en rien un rapport passif des administrés à l'appareil d'État.

Certes, ces stratégies résidentielles se déployaient sous de fortes contraintes, en particulier dans le contexte d'une pénurie structurelle de logements, forte dans le parc municipal, plus atténuée dans les parcs détenus par les entreprises et administrations au profit de leurs employés⁴. Mais, alors qu'on oppose souvent la masse de la population à une nomenklatura extrêmement privilégiée, il est plus juste de présenter les inégalités face au logement comme un continuum où la taille de la ville, de l'entreprise-employeur, l'insertion dans des réseaux proches des décideurs mais aussi les politiques visant à récompenser les catégories les plus « productives » et méritantes aux yeux du régime⁵ exercent leur influence à tous les niveaux de l'échelle sociale.

4. Entreprises, corporations, administrations proposant des logements à leurs employés ou affiliés, souvent associés à d'autres services sociaux comme parfois des crèches, des magasins alimentaires, des loisirs.

5. La culture ouvriériste du régime ainsi que les besoins en main d'œuvre expliquent que les ouvriers qualifiés bénéficient en 1993 de meilleures conditions de logement que la classe ouvrière dans son ensemble [Bater, 1994]. Le constat est partagé par un récent travail sur la politique du logement en RDA [Rowell, 2006].

Les citoyens russes utilisaient les règles du jeu économique soviétique et ses marges pour construire leurs trajectoires résidentielles. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut décrire quelques types de stratégies résidentielles. L'une d'elles consistait à s'extirper de la filière municipale en s'embauchant dans une entreprise proposant un logement en échange d'un engagement durable de l'employé dans l'entreprise. Plus en marge des règles officielles mais pratique largement répandue, il était également possible de déclarer dans un logement un nombre d'occupants supérieur à la réalité. L'attribution d'un logement s'effectuant lorsque le logement était considéré comme surpeuplé au vu de normes prédéfinies, en jouant sur l'écart entre la domiciliation officielle (*propiska*) et le lieu de résidence effectif, un ménage pouvait obtenir le droit de s'inscrire sur une liste d'attente ou d'accélérer la procédure en présentant son cas comme urgent.

Concernant la circulation des logements, l'achat de logement était interdit ; en revanche, le troc d'appartements était une pratique pleinement légale. La procédure s'effectuait auprès d'un centre municipal des échanges [*gorodskoj centr obmena*] qui enregistrait l'accord des parties en modifiant le nom des occupants du logement sur le registre central des domiciliations. En l'absence de prix de marché s'imposant à tous, l'échange se produisait si les valeurs subjectives attribuées par chacune des parties aux appartements échangés s'égalisaient⁶. Un ménage pouvait accepter de perdre des mètres carrés pour obtenir un appartement familial indépendant⁷ ou pour se rapprocher de proches. Réciproquement, un occupant pouvait obtenir des mètres carrés supplémentaires si son logement intéressait fortuitement un co-échangeur pour sa localisation. Des compensations, souvent en nature (meubles, parcelle de terrain à la périphérie de Moscou,...), rarement en monnaie, pouvaient également avoir lieu. L'absence de prix de marché, paradoxalement, libérait des possibilités d'échanges qui n'auraient pas eu lieu dans le cadre d'un marché classique où le marché décide à la place des échangeurs *ce que vaut* leur appartement. Il est symptomatique, à cet égard, que des enquêtés nous aient déclaré regretter un échange effectué durant la période soviétique alors qu'au moment de son effectuation, l'échange était perçu comme avantageux.

Il était rare qu'un échange bilatéral se réalise. Le troc s'effectuait plus souvent par l'intermédiaire de chaînes d'échanges fermées semblables à un jeu de chaises musicales impliquant parfois plus d'une dizaine d'appartements. Pratique légale dans son principe, ces chaînes complexes se formaient néanmoins par l'intermédiaire d'agents immobiliers officieux (*makler*) qui se rémunéraient soit en argent, soit en positionnant avantageusement leur appartement dans la chaîne pour bénéficier largement de l'échange. Le *makler* cherchait un premier candidat à la reprise

6. On dit que les valeurs sont subjectives non pas parce qu'elles reposent sur la fantaisie des échangeurs. Ces valeurs sont bien influencées par des critères objectifs : taille de l'appartement, qualité des installations sanitaires, distance des transports en commun... Ce qui est flou dans le système soviétique est la marge d'appréciation des avantages et des inconvénients de l'appartement et la manière dont ils se compensent. En fonction de sa position dans le cycle de vie, l'échangeur peut valoriser variablement la taille de l'appartement, sa distance du centre...

7. Indépendant par opposition à un appartement communautaire partagé par plusieurs familles.

de son appartement puis cherchait un second candidat à la reprise de l'appartement du premier et ainsi de suite (grâce à des liens d'interconnaissance, grâce aux propositions déposées dans la cartothèque du centre dans échanges, par le repérage de petites annonces regroupées dans des lieux que la coutume avait dédié à cet usage). Le processus se prolongeait jusqu'au moment où le *makler* libérait un appartement qu'il désirait lui-même récupérer. Une fois la chaîne virtuellement constituée, tous les participants se rendaient au centre des échanges pour intervertir leurs noms dans le registre des domiciliations.

Les usages de l'échange étaient multiples. Il permettait de se rapprocher de son lieu de travail, de sa famille, assurait la décohabitation des générations (échange d'un grand appartement contre deux petits) ou leur rapprochement (échange de deux petits appartements contre un grand). Il était aussi mobilisé pour des raisons plus complexes où entraient en jeu les règles administratives de l'attribution de logement. Un exemple rendra les choses plus parlantes. En 1985, Tatiana organise un échange impliquant quatorze appartements. Dans cette chaîne intervient un échange singulier. Une famille accepte de quitter son deux-pièces pour s'installer dans deux pièces d'un appartement communautaire qu'elle doit partager avec un homme seul. En réalité, cet homme a la confirmation de la municipalité qu'il recevra prochainement un studio indépendant. Ainsi, la famille, anticipant son départ, accepte l'échange puisqu'elle est autorisée à récupérer la pièce libérée afin d'éviter le surpeuplement du logement. La famille qui occupait auparavant ces deux pièces n'avait pas la taille suffisante pour exercer ce droit et accepta un appartement de deux pièces lui-même intégré dans la chaîne.

La mobilisation des règles de droit – ici le droit du logement et l'ensemble des règlements régissant la distribution de ce bien – comme ressources dans l'action est aisément descriptible dans le cadre d'une sociologie weberienne du droit [Lascoumes, Serverin, 1988]. Cette perspective, aujourd'hui classique, prend une importance particulière pour le cas soviétique. En effet, l'approche totalitariste du régime stalinien a mis au centre des travaux historiques la description des moyens de répression de l'État et l'arbitraire de son pouvoir. Oppresseur, l'État modelait la société qui, perdant toute autonomie, perdait également tout intérêt à être étudiée en soi. Le droit était décrit pour son caractère formel et factice, faisant écran au régime réel de non droit. La nouvelle histoire sociale sur les régimes nazis, soviétiques et socialistes a contesté le premier pan de cette perspective en décrivant les formes de résistances sociales à l'appareil d'État, en particulier pour la période stalinienne [Lewin, 1965 ; 1966]. Le regain de l'intérêt pour la société « vue d'en bas » a gagné les études sur l'économie soviétique. Pour la période post-stalinienne, des travaux ont mis en avant les formes de subversion sociale permises par des pratiques économiques officieuses (corruption, marché noir, troc de marchandises interentreprises) [Humphrey, Hugh, 1992 ; Dufy, 2008]. Dans ces travaux, on souligne que l'introduction de souplesse et d'horizontalité dans un système économique rigide et centralisé est permise par des pratiques illégales, dans les interstices de l'appareil d'État. Or, la pratique de l'échange d'appartements fait figure d'exception. Elle met en évidence l'existence au cœur même de la légalité soviétique d'un mode d'allocation

des ressources ni centralisée, ni marchande, ni officielle, ni officieuse. Ainsi, l'exemple du troc d'appartements invite à ramener le cas russe au cas général d'une société industrielle et complexe traversée de part en part par du droit, des normes. Les interprétations et les mobilisations de la règle de droit, la combinaison de pratiques légales et illégales dans un même mouvement montrent que l'autonomie du social sous la période soviétique ne se réalise pas toujours en dehors du droit mais aussi *avec*.

La privatisation : les réappropriations d'une macropolitique

Ce système de distribution et de circulation des logements fut remis en cause à partir de 1993 avec l'accélération des privatisations. Deux questions se posent alors : d'une part, cette politique a-t-elle concerné uniformément toutes les catégories sociales et selon quel rythme ? D'autre part, comment se sont transformées les pratiques économiques soviétiques qu'on vient d'évoquer ainsi que les structures de la propriété immobilière ?

Le droit de privatisation portant sur le logement déjà occupé avalise et renforce les inégalités formées durant la période soviétique. Dès décembre 1994, les appartements des immeubles de qualité et centraux sont massivement privatisés alors que les appartements du parc moins prestigieux et excentré sont laissés plus souvent par leurs occupants aux mains de la municipalité [Guzanova, 1998] (tab. 1). Plusieurs raisons expliquent la frilosité des russes les moins bien dotés à privatiser. La première est qu'elle oblige le nouveau propriétaire à prendre à sa charge la maintenance des parties et installations privatives de leur logement, pouvant être très coûteux dans le parc dégradé (papier peint, radiateurs, sanitaires). La seconde tient au fait que de nombreux russes sont inscrits sur liste d'attente municipale pour l'obtention d'un logement et désirent exercer leur droit unique⁸ à la privatisation sur ce logement neuf qu'il anticipe de recevoir. Cela explique que le droit à la privatisation s'exerce pour certains stratégiquement au moment où ils ont besoin de vendre pour acheter ou dans le but de constituer un capital à transmettre à la génération suivante. Ainsi, encore aujourd'hui, il reste une minorité importante d'appartements non privatisés dans le parc immobilier. Selon le directeur du département de la politique du logement et du fond municipal de logements, en 2006, 900 000 appartements ne sont pas privatisés, soit 25 % des appartements de la capitale⁹. Notons cependant que ce chiffre a sans doute diminué en raison de la nouvelle loi du 30 juin 2006 qui prévoit l'abolition du droit à la privatisation gratuite au 1^{er} mars 2010, incitant ainsi les locataires du parc public à choisir rapidement entre l'accès à la propriété ou le maintien dans le parc public.

8. Le droit à la privatisation ne peut s'exercer qu'une seule fois dans la vie d'un individu. Les listes d'attente n'ont pas été supprimées, les personnes inscrites durant la période soviétique gardent le droit, sous conditions, de maintenir leur demande de logement.

9. Rapporté par l'agence Rway, centre d'information sur le marché immobilier à Moscou dans l'article en ligne « A Moscou, restent 25 % d'appartements non privatisés », 31 août 2006. Voir <http://www.rway.ru/nwsinf.asp?nws=1301&rbr=25> (site consulté en mai 2007).

Tab. 1 – Corrélation entre la qualité, la localisation des logements et leur taux de privatisation à Moscou en décembre 1994 (en % de logements privatisés dans la catégorie concernée)

| Type d'appartement | Localisation par rapport au centre* | | | | | Moyenne |
|---|-------------------------------------|----|----|----|----|---------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| Appartements communautaires | 13 | 10 | – | – | – | 5 |
| Appartements séparés dont | 65 | 56 | 40 | 33 | 34 | 40 |
| Immeubles de l'époque khrouchtchévienne (années 1960) | – | 37 | 32 | 27 | – | 29 |
| Immeubles en matériaux préfabriqués (années 1970) | – | 49 | 39 | 32 | 30 | 36 |
| Immeubles en briques (années 1970) | 50 | 53 | 40 | 46 | – | 45 |
| Immeubles récents en matériaux préfabriqués | – | 51 | 44 | 36 | 34 | 38 |
| Immeubles anciens et bas | 47 | 25 | 36 | 29 | – | 36 |
| Immeubles récents en briques | 73 | 74 | 30 | 43 | – | 63 |
| Immeubles de l'époque stalinienne | 77 | 70 | 50 | – | – | 65 |
| Moyenne | 49 | 49 | 36 | 32 | 36 | 37 |

Source : The Moscow Longitudinal Household Survey, décembre 1994 [Guzanova, 1998].

* Localisation : 1 - Centre-ville ; 2 - Limitrophe à l'arrondissement central, 3 - loin du centre mais pas aux limites de la ville [outskirts], 4 - Confins de la ville [outskirts] ; 5 - à l'extérieur du périphérique. Notons que les immeubles de la période khrouchtchévienne et plus généralement, les immeubles en matériaux préfabriqués sont d'une qualité moindre que les immeubles de la période stalinienne et plus généralement, que les bâtiments construits en briques.

Par ailleurs, la libéralisation des transactions immobilières qui accompagne la privatisation inaugure une rapide transformation de la géographie sociale de Moscou. Les appartements communautaires (partagés par plusieurs familles) du parc bourgeois pré-révolutionnaire ont suscité en premier l'intérêt des investisseurs, à Moscou comme à Saint-Petersbourg. Selon le principe d'universalité, le droit à la privatisation a été ouvert même aux occupants d'appartements communautaires. Chacun était autorisé à privatiser sa pièce, indépendamment des autres corésidents. Les agences immobilières négociaient donc individuellement le départ de chaque occupant, soit en leur offrant un autre logement en contrepartie (généralement situés dans les grands ensembles¹⁰ aux marges de Moscou), soit une somme d'argent.

10. Ces appartements neufs étaient achetés à la municipalité qui, dans les années 1990, avait encore le monopole de la construction immobilière. La municipalité les vendait aux enchères soit directement aux agences, soit à des investisseurs qui les achetaient « en gros » et les revendaient au détail aux agences immobilières [Morozov, 1993].

Outre le phénomène du retour des populations aisées dans le centre, le cas des appartements communautaires éclaire les voies complexes du passage de la propriété d'État à une propriété immobilière privée destinée à devenir dominante. Prenons là encore un exemple. En 1997, Tania et Kolia sont un couple d'artisans en tricotage, parents de deux enfants. Ils vivent à Moscou dans un appartement municipal qu'ils ont obtenu par un échange. Ils ont, par ailleurs, acheté dès 1993 un appartement à Lioubertsy, ville à la périphérie-est de Moscou, pour protéger leurs économies de l'inflation sans l'habiter, ni le louer. En 1997, Tania repère une petite annonce dans un journal spécialisé, proposant un grand appartement communautaire occupé par deux familles voisines qui désirent habiter indépendamment. Tania et Kolia sont les clients idéaux car la situation est compliquée. En effet, la première famille vend deux chambres privatisées. La deuxième famille, elle, refuse de privatiser et de vendre ses pièces. Les affaires criminelles et les escroqueries sur le marché de l'immobilier sont trop alarmantes, il n'est pas question pour eux de prendre des risques. Cette famille cherche à échanger les deux autres chambres non privatisées contre un appartement non privatisé aussi (conformément à la pratique soviétique). Tania et Kolia décident alors de vendre leur appartement à Lioubertsy afin d'acheter les chambres privatisées. Ils offrent à la deuxième famille leur appartement municipal contre les deux autres chambres. L'appartement est donc *pour moitié* leur propriété privée, *pour moitié* la propriété de la ville. Tania et Kolia préfèrent attendre le dernier moment fixé par la loi pour privatiser les pièces restantes, afin de bénéficier le plus longtemps possible de l'intervention des services de maintenance de la ville en cas de sinistre.

Ce n'est qu'en se penchant à ce niveau microsociologique qu'on peut saisir les modalités concrètes de cet accès massif à la propriété. Contrairement à la privatisation du secteur productif, elle a reposé sur l'initiative des occupants, dont une partie avait de bonnes raisons d'en retarder le moment. De même, l'imbrication des propriétés dans les mêmes ensembles immobiliers (appartement ou immeuble) ne peut s'expliquer qu'en se rapportant aux réappropriations concrètes de cette privatisation et aux anciens découpages des appartements communautaires. La persistance des structures soviétiques a une force variable : alors que l'imbrication de deux types de propriété dans les anciens appartements communautaires est transitoire, la présence d'appartements publics et privés dans un même immeuble prend un caractère plus structurel¹¹.

Ce n'est donc pas une inertie mécanique des structures économiques qui explique la persistance d'une propriété publique importante dans le parc mais bien la manière dont cette macropolitique a été réappropriée par les citoyens. Son rythme et ses formes ont été modelés par les stratégies résidentielles, elles-mêmes fortement déterminées par le capital de départ, à savoir la qualité et l'emplacement

11. La coexistence dans un même immeuble d'appartements privatisés et non privatisés a posé des problèmes considérables dans la gestion de ce parc qui a souffert du désengagement partiel des municipalités sans être relayé par la gestion par syndicats de copropriétaires. Depuis l'application du nouveau code du logement en 2005, le cadre des copropriétés s'est stabilisé, du moins à Moscou qui mène une politique active dans ce domaine.

du dernier appartement obtenu dans la période soviétique. La pratique de l'échange n'a pas disparu immédiatement avec la libéralisation des transactions. Institution économique soviétique par excellence, il a, un temps, permis de suppléer au vide institutionnel transitoire et, au début des années 1990, il est resté un mode de circulation à part entière à côté des nouveaux achats-ventes. Sa part est aujourd'hui minime dans le volume des transactions même si le nouveau code du logement de 2005 a reconduit la possibilité d'échange entre deux appartements privés¹². Bien que le troc ait aujourd'hui quasiment disparu, le principe de la chaîne est encore mobilisé sur le marché immobilier actuel.

Du troc aux chaînes d'achats-ventes d'appartements : un héritage soviétique ?

En 2005, 80 % des transactions immobilières sur le marché de seconde main relèvent de schémas complexes appelés eux aussi « chaînes » [*cepo č ki*]¹³ ou encore « transactions alternatives » [*alternativy*] par opposition aux ventes nettes [*čistye prodaži*] (l'appartement vendu est vide et directement disponible) et aux achats nets [*čistye pokupki*] (l'acheteur a en main des liquidités disponibles immédiatement). Une transaction alternative est une transaction dont la réalisation dépend d'une série d'autres transactions. Le vendeur V1 et l'acheteur A1 s'engagent à opérer la transaction lorsque le premier trouve lui-même un appartement à acheter (V2) et le second parvient à trouver un acheteur pour reprendre son propre appartement et (A2) obtenir ainsi des liquidités. Si A2 et V2 sont dans la même situation que A1 et V1, la chaîne continue. Elle s'arrête lorsqu'à une extrémité, une personne dispose d'argent liquide immédiatement disponible, et qu'à l'autre, un logement vide est en vente. Si le mot « chaîne » est resté dans le vocabulaire immobilier, doit-on voir derrière la persistance du mot la continuité d'une pratique, en d'autres termes un héritage de la période soviétique ?

L'usage peu contrôlé de la notion d'héritage dans les travaux sur la démocratisation à l'Est et se réclamant de la théorie de la « dépendance au chemin » [*path dependency*] a déjà été critiqué par Michel Dobry [Dobry, 2000]. Il met en garde contre l'appauvrissement des applications de cette théorie se résumant souvent à affirmer que le « passé compte ». Cette critique est parfaitement transposable aux travaux sur le développement économique des pays ex-socialistes [Eyal, Szelényi, Townsley, 1998 ; King, Szelényi, 2006 ; Liping, 2007]. Bien qu'on convienne que le passé de ces économies influe sur leurs formes actuelles, reste à prouver qu'une pratique économique prenant place dans l'économie actuelle est un « héritage » du système communiste. En vertu de quoi et comment se serait-elle maintenue alors que d'autres disparaissaient ?

Les deux systèmes, celui du troc et celui du marché immobilier de seconde main actuel ont des traits communs. Dans les deux cas, les participants de la chaîne sont

12. Cependant, sa logique en est profondément reconfigurée. Il est aujourd'hui assimilé à un double achat-vente et doit exprimer le prix du marché par une compensation monétaire en faveur du propriétaire cédant l'appartement le plus cher.

13. Agence Interfaks, « Rost cen na žil'e vytesnâet s moskovskogo rynka al'ternativnye sdelki » [La hausse des prix évincent les transactions « alternatives » du marché moscovite], 30 juin 2006.

tous interdépendants. Contrairement à un marché immobilier classique où le vendeur et l'acheteur se rencontrent ponctuellement et ne dépendent pas des autres transactions sur le marché immobilier, le principe des chaînes fait dépendre chaque participant de la réussite de l'ensemble des transactions. Ainsi, si un vendeur renonce à vendre son bien ou un acheteur à acheter l'appartement pour lequel il s'est engagé, l'ensemble de la chaîne s'écroule. Par ailleurs, dans les deux systèmes, la chaîne consiste à organiser une série de déménagements, chacun déménageant dans un logement libéré par le participant adjacent. Ainsi pour disposer concrètement du logement acheté, l'acheteur doit attendre que la série de déménagements qui le précède soit effectuée. La condition pour participer à ce type de chaînes est donc, dans les deux systèmes, d'avoir en main un logement : soit d'être titulaire d'un bail (système soviétique), soit d'être propriétaire d'un appartement (marché immobilier actuel).

Mais les différences entre les deux systèmes sont aussi très importantes. Tout d'abord, l'appartement ne joue pas le même rôle dans les deux systèmes. Sur le marché du troc, il n'a pas à être liquidé, il est directement la monnaie d'échange. Des compensations sont possibles mais elles sont occasionnelles et, le plus souvent, en nature¹⁴. À l'inverse, le marché immobilier actuel impose la conversion du logement en monnaie et la chaîne se résume à une cascade d'achats-ventes. Cette différence se répercute sur la forme des chaînes. Dans le système soviétique, les déménagements se font en vase clos, dans l'ensemble des appartements participant à la chaîne. La chaîne se conclut au moment où a été trouvée la combinaison permettant la coïncidence des exigences de chacun des participants, sans que s'impose à tous un prix de marché. Sur le marché immobilier actuel, au contraire, les chaînes sont ouvertes. Elles sont conclues lorsque la chaîne atteint un appartement libre et un acheteur disposant de liquidités disponibles.

En réalité, le point commun fondamental entre les deux systèmes concerne le mode de circulation des biens dans un contexte de faible liquidité du marché ou, en d'autres termes, en contexte de pénurie de monnaie. Sur le marché du troc, cette contrainte est stricte puisqu'il est interdit de monétiser les transactions (vendre ou acheter), le logement occupé appartenant à l'État. Sur le marché actuel, la contrainte est issue des caractéristiques de la demande et du système bancaire, en particulier la diffusion rapide encore limitée du crédit immobilier¹⁵ et la quasi-absence d'instruments bancaires comme les prêts-relais. Ainsi, si le taux d'accessibilité au logement¹⁶ à Moscou approche le taux moyen dans l'UE (3 années théoriques pour Moscou,

14. Sous l'Union soviétique, les compensations sont réalisées souvent en nature (meubles, électroménager, parcelles de terrain pour la construction d'une datcha à la périphérie de Moscou), aujourd'hui.

15. Selon les données de la Banque Centrale, en 2001-2002, seulement 10 000 prêts immobiliers ont été distribués dans toute la Russie pour la somme totale de 5 milliards de roubles mais le volume des prêts distribués a pratiquement doublé durant ces deux années. En 2003 et 2004, cette croissance s'est encore accélérée avec 9,5 milliards prêts en 2003 et 25 à 30 milliards en 2004 [Kosareva, 2007, p. 42].

16. Ce coefficient correspond au rapport entre le prix moyen d'un appartement standard et le revenu annuel moyen d'une famille de trois personnes. Il s'interprète comme le nombre d'années théoriques qui seraient nécessaires pour un ménage afin d'acheter un logement s'il épargnait 100 % de ses revenus. Selon la méthodologie de l'Institut d'économie urbaine de Moscou, l'appartement standard est un appartement d'une surface de 18 m² (norme sociale par personne) multipliée par 3, soit 54m².

3,5 pour l'UE, respectivement en 2005 et 2002 [Kosareva, 2005, p. 42]), cet indicateur laisse dans l'ombre les instruments bancaires qui permettent de convertir un revenu futur en financement pour l'achat d'un logement. Or, bien que le crédit immobilier soit en très forte progression en Russie, il n'est pas encore suffisamment diffusé pour impulser un mouvement massif de primo-accession à la propriété comme ce fut le cas dans les années 1960 en France [Topalov, 1987]. Ainsi, les sources de la contrainte de liquidité sont très différentes pour les échangeurs et les acheteurs : dans un cas, elle est constitutive d'un mode de circulation des biens sans monnaie, dans l'autre, elle est issue des caractéristiques du système de crédit.

On peut ainsi interpréter la formation de ces chaînes d'achats-ventes comme la transformation de l'échange soviétique en une pratique adaptée au nouveau système marchand. Alors que le marché du troc permettait d'assouplir le principe d'attribution centralisée du logement sans le recours à un mécanisme marchand, celui des chaînes d'achats-ventes permet, quant à lui, de contourner le problème de l'accès restreint au crédit. Il permet d'éviter, en d'autres termes, le blocage du marché immobilier. Ainsi, les éléments du passé ne sont pas, dans cette perspective, des résidus entravant le fonctionnement optimal du marché mais bien une ressource collective pour faire face à un contexte en partie nouveau. Si notre exemple concerne une portion minime des multiples transactions marchandes qui tissent l'économie russe, son analyse rejoint celles de Jacques Sapir sur le troc de marchandises inter-entreprises [Sapir, 1996, p. 61-69], étayées par le travail ethnographique de Caroline Dufy [Dufy, 2008]. Cette pratique consiste à substituer au système de paiement monétaire un échange généralisé de marchandises à l'intérieur d'un réseau d'industries interdépendantes. Répandue dans le système industriel soviétique, elle a été réinvestie dans les années 1990 au moment où le secteur bancaire, déstabilisé par la politique extrêmement restrictive de la Banque Centrale, ne jouait pas son rôle de prêteur pour la constitution des fonds de roulement des entreprises. Les réseaux de directeurs d'entreprises, dépendants étroitement les uns des autres, en raison de la non substituabilité de leurs produits, continuaient de s'échanger des produits ou des titres de créances, les *veksels*¹⁷ conformément aux pratiques économiques soviétiques. Ainsi, la continuité la persistance des chaînes n'est pas la reproduction par habitude¹⁸ des mêmes schémas d'action ; ce serait davantage la mobilisation collective de pratiques anciennes répondant à des contraintes, quant à elle, inédites. Corrélativement, la continuité des pratiques économiques, si on est capable de montrer comment elles

17. Les *veksels* sont les titres de dette émis par les banques, les administrations publiques ou les entreprises. Ils peuvent être de simples (billets d'ordre) ou transférables et prennent alors la forme de lettre de change.

18. Sur la question du financement de l'achat, certains analystes mettent en avant la réticence psychologique des Russes à contracter un crédit immobilier en raison de l'*habitude* héritée de la période soviétique de bénéficier gratuitement d'un logement à vie. Ainsi R. Struyk avance « *Certainly families who are private renters and homeowners with mortgages are less secure than they would have been as renters of a state unit with the standard lifetime "social" rental contract. This fact is presumably one element explaining the reluctance of home purchasers in the region to borrow for home purchase or trading up or, when they borrow, to take loans up to the limit of their ability to pay* » [Struyk, 2000, p. 6-7].

s'adaptent, n'est pas contradictoire avec l'existence de transformations radicales des structures économiques.

Du troc d'appartements à l'émergence du crédit immobilier, l'étude des pratiques immobilières constitue un bon observatoire des transformations économiques profondes en Russie depuis la chute du régime communiste. L'économie socialiste présentée comme l'envers négatif de l'économie de marché a été peu étudiée dans son fonctionnement concret. Ainsi, les études sur les « transitions économiques » ont pâti d'une vision tronquée du point de départ de cette transition, voyant des ruptures où se dessinaient en réalité des transformations, voyant des inerties, là où c'est la nouvelle donne économique qui incitait à mobiliser activement les anciennes pratiques. Corriger cette vision ne consiste pas à minorer les transformations profondes depuis la chute du communiste ou au contraire, à repérer dans l'économie soviétique des espaces souterrains et informels où, déjà, se développaient des formes marchandes de l'échange. Il est intéressant d'étudier le cœur même du système soviétique où se sont instituées – légalement dans leur principe, à la limite de l'informel et de l'institutionnel dans leur pratique – des modes de circulation des biens qui échappent tant au modèle du marché en raison de l'absence de prix qui s'impose à tous) qu'au modèle du centralisme économique (en raison d'une large autonomie de certains acteurs dans leurs comportements économiques). Par ailleurs, le *poids* du passé mis en avant dans la nouvelle génération des travaux sur les transformations post-soviétiques est intéressant à étudier si on parvient à montrer comment il *pèse*. Ainsi les *chaînes* de transactions immobilières se sont maintenues parce qu'elles répondaient au problème de la faible liquidité du marché. Il est fort probable qu'à moyen terme le crédit immobilier se substitue aux chaînes et ouvre le marché de seconde main aux primo-accédants et pas uniquement aux bénéficiaires des privatisations des années 1990. Ainsi, le passé *pèse* non par l'inertie mécanique des structures économiques ou par attachement des agents à leurs habitudes mais dans la mesure où des pratiques trouvent, sous des formes modifiées, leur utilité dans la nouvelle donne économique.

BIBLIOGRAPHIE

- BATER J.H. [1994], « Housing Developments in Moscow in the 1990's », *Post-Soviet Geography*, n° 35, p. 309-319.
- CHAIGNEAU A. [2005], *Le droit de propriété à la lumière de l'expérience russe*, thèse de droit sous la dir. d'Antoine Lyon-Caen, Paris X-Nanterre, 761 p.
- DOBRY M. [2000] « Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue Française de Science Politique*, vol 50, n° 4-5, 585-614.
- CLARKE S. [1993], *What about the workers? Workers and the transition to capitalism in Russia*, Londres, Verso.
- DUFY C. [2008], *Le troc dans le marché. Pour une sociologie des échanges dans la Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan.

- EYAL G., SZELÉNYI I., TOWNSLEY E. [1998], *Making Capitalism without Capitalists : The New Ruling Elites in Eastern Europe*, Londres, Verso, 280 p.
- GUZANOVA A.K. [1998], « The housing market in Russian Federation. Privatization and its implications for Market Development in Russia », *Policy Research Working Paper [The World Bank]*, n° 1891, 50 p.
- HUMPHREY C., HUGH-JONES S. (dir.) [1992], *Barter, Exchange and value: an Anthropological Approach*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KING P., SZELÉNYI I. [2006], « Max Weber's Theory of Capitalism and Varieties of Post-Communist Capitalism », *Angewandte Sozialforschung*, vol. 24, n° 3-4.
- KOSAREVA N.G. (dir.) [2007], *Osnovy ipote č novo kreditovanâ* [Les fondements du crédit hypothécaire], Moscou, INFRA-M, 575 p.
- KUZNETSOV V. [1995], « La privatisation en Russie 1992-1995 », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 400, p. 21-27.
- LAPINA N. [1995], « Le secteur privé en URSS de 1986 à 1991 : structures et acteurs du marché », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 400, p. 14-20.
- LASCOUMES P., SERVERIN E. [1988], « Le droit comme activité sociale : pour une approche webérienne des activités juridiques », *Droit et Société*, n° 9, p. 165-186.
- LEWIN, M. [1965], *La paysannerie et le pouvoir soviétique : 1928-1930*, Paris, Mouton, 480 p.
- LEWIN M. [1966], *The making of the Soviet system : essays in the social history of interwar Russia*, Londres, Methuen, 354 p.
- LIPING S. [2007], « La transition sociale, un nouvel enjeu pour la sociologie du développement », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 122, n° 1, p. 53-72.
- MAISON D. [1993], « Effet d'alliance et transmission différée dans le rapport à la propriété et à l'habitat », in *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, 167 p.
- MOROZOV M. [1993], « Poltora milliarda rublej budut broseny na skupku kvartir » [1,5 milliard de roubles seront investis dans l'achat d'appartements], *Kommersant*, n° 34 du 25/02.
- OMALEK L. et alii, *Les conditions de logement des ménages. Exploitation de l'enquête Logement 1906-1997*, Paris, INSEE, 293 p.
- ROWELL J. [2006], *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Économica, coll. Études politiques, 339 p.
- SAPIR J. [1996], *Le chaos russe*, Paris, La Découverte, 329 p.
- STRUYK R. J. [2000], *Homeownership and housing finance policy in the former Soviet bloc. Costly populism*, Washington, The Urban Institute, 235 p.
- TOPALOV C. [1987], *Le logement en France, histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 437 p.
- WEBER, F., DUFY C. [2007], *L'ethnographie économique*, Paris, La découverte coll. Repères, 128 p.

L'« économie de survie » ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie

*Évelyne Barthou**

La Roumanie a intégré l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, 18 ans après la chute de la dictature communiste. La majorité au pouvoir, dans la lignée des précédentes, a mis en place une politique économique d'inspiration libérale, visant à réduire le nombre des entreprises d'état, attirer plus d'investissements étrangers et réduire la fiscalité et le chômage (relativement bas, autour de 5 % en 2007 mais avec un taux de chômage pour les jeunes nettement plus élevé, à plus de 20 %). L'objectif étant de faire face à la concurrence à l'intérieur de l'Union européenne et sur le plan mondial. Le journal *Le Monde* remarque qu'en 2005 et 2006, « la Roumanie a attiré 15 milliards d'euros d'investissement (étranger), plus que les 14 milliards d'euros que le pays avait attirés de 1990 à 2004 » [Bran, 2007, p. 20]. La Roumanie est bel et bien entrée dans l'ère du capitalisme mondial. L'essor du capitalisme ne s'accompagne pourtant pas encore d'une amélioration des conditions de vie de la population. Capitalisme rime souvent avec appauvrissement et creusement du fossé entre riches et pauvres.

Un point sur le capitalisme en Roumanie

La pénétration du capitalisme en Roumanie s'est accompagnée d'une nouvelle stratification sociale. Il est désormais possible de caractériser la Roumanie de société non pas à deux, mais bien à trois vitesses. Il est possible en effet de catégoriser la société roumaine en trois éléments : les pauvres, qui représentent une grande partie de la population (selon divers degrés), les riches, une petite partie de la population qui s'est fortement enrichie en profitant de l'essor du capitalisme, et les Roms, une minorité qui vit quasiment en parallèle du reste de la société et du processus capitaliste, mis à part quelques cas exceptionnels comme certains artistes.

* Docteur en sociologie, ATER à l'Université Victor Segalen Bordeaux II, 3 place de la Victoire, 33076 Bordeaux Cedex – ebarthou@aliceadsl.fr.

Il faut tout d'abord stipuler que cette typologie rassemble des indicateurs ne relevant pas des mêmes problématiques puisqu'elle allie des indicateurs économiques dans les deux premiers cas et des indicateurs économiques et ethniques dans le troisième cas. Si un tel choix a été opéré c'est parce qu'il donne du sens au cas roumain. En effet, un Rom, même riche, reste avant tout un Rom et la stratification sociale roumaine est fortement marquée par cet état de fait. En outre il serait pertinent d'utiliser le concept de pauvreté dans son aspect multidimensionnel, car cette approche permettrait de prendre en compte plusieurs facteurs, qu'ils soient économiques, socio-culturels, géographiques ou encore ethniques. Ces derniers pouvant être la cause, et parfois la conséquence de la pauvreté. En effet, comme le souligne Francine Mestrum la ligne de partage qui sépare les riches des pauvres ne concerne plus seulement les revenus mais également des éléments aussi divers que la santé, l'éducation, le logement, les droits économiques et sociaux, la participation économique et politique, les libertés politiques, etc. [Mestrum, 2002, p. 37]. Néanmoins, une telle approche peut également générer des difficultés et des confusions dans l'analyse.

Aussi pertinente qu'une telle approche puisse être, elle présente cependant plusieurs difficultés. D'abord le problème de l'évaluation quantitative se complique singulièrement, les différentes dimensions de la pauvreté ne peuvent être agrégées dans un seul indicateur, ne fût-ce qu'à cause de la question insoluble du poids à donner à chacune d'entre elles. Ensuite cette approche risque de confondre les différentes dimensions avec la pauvreté elle-même et de reléguer à l'arrière-plan la question du revenu [...] Une troisième difficulté est d'ordre normatif. Comment définir un taux satisfaisant en matière de santé, d'éducation, de droits, de liberté et de participation ? [Mestrum, 2002, p. 37].

Cette typologie ternaire : riches, pauvres et Roms, bien qu'arbitraire, sera celle retenue ici car elle se révèle plus pertinente pour appréhender, ne serait-ce que schématiquement, la stratification roumaine actuelle. Il semble impossible de parler d'une véritable classe moyenne en Roumanie car la polarisation est nette entre une majorité de pauvres d'un côté et une minorité de riches de l'autre. La classe « moyenne » roumaine se polariserait plus autour du capital culturel et social que du capital économique.

En ce qui concerne la richesse en Roumanie, le montant des avoirs du « Top 300 » des plus riches Roumains est de 33 milliards de dollars, c'est-à-dire 27 % du Produit intérieur brut du pays [Agence de presse Rompres, 2007]. Peu de Roumains savent d'où proviennent ces richesses et il y a autour de ces questionnements une part importante de fantasme. La partie visible de la richesse : les voitures, hôtels ou restaurants de luxe, ou encore les boutiques de grandes marques aux standards et prix européens rendent évident un enrichissement net et très important d'une partie de la population. Néanmoins les raisons de cet enrichissement sont floues, la récurrence étant l'accusation selon laquelle ces grandes fortunes se seraient créées dans des conditions douteuses telles que l'économie souterraine, des trafics divers, des activités mafieuses, le système du bakchich ou tout simplement la corruption. Une autre frange de ces « nouveaux riches » serait directement issue de l'essor des nouvelles technologies, de la finance, des télécommunications... Cependant, ces

« nouveaux riches » sont pour la plupart des personnes qui occupaient des postes clés dans les structures de l'économie ou de l'information de l'ancien régime et qui ont su se convertir rapidement au capitalisme. Cette catégorie rassemble des membres de la Securitate, des représentants commerciaux de l'époque ou des activistes du parti. La survie de cette classe de « nouveaux riches », toujours plus riches, ne peut se faire sans le maintien d'une partie de la population dans la pauvreté. Le fossé qui se creuse entre ces deux couches de la population est par conséquent de plus en plus profond.

Selon l'agence de presse Rompres, en 2007, le PIB par habitant était d'environ 3 900 euros par an et le salaire net moyen de 300 euros par mois [Rompres, 2008]. La plupart des études démontrent que 35 à 45 % de la population se situerait en dessous du seuil de pauvreté. L'accès au confort le plus élémentaire est souvent impossible. Aux difficultés matérielles s'ajoutent des problèmes de santé et d'exclusion sociale. La Commission anti-pauvreté et de promotion de l'intégration sociale (CAPSIS) a rendu ses conclusions, après deux ans de recherche, début 2005 [Ivan-Ungureanu, 2004]. Elle nous permet de saisir les différents degrés de pauvreté et décrit un pays où la population vit au jour le jour. La CAPSIS a estimé à 6,5 millions le nombre de Roumains qui végètent dans la pauvreté, 2,4 millions relevant même de l'extrême pauvreté, et 1,2 million ne mangeant pas à leur faim. D'après le rapport, cette pauvreté peut prendre des formes graves, l'absence de ressources ne permettant pas de satisfaire les besoins élémentaires de survie que ce soit la nourriture (régime pommes de terre et pain), le logement (appartements délabrés dans des blocs abandonnés, cabanes en carton) ou l'habillement (vêtements d'occasion). Ainsi un tiers des pauvres vivent agglutinés à quatre ou cinq dans une pièce, n'ont pas le gaz, 42 % n'ont pas de réfrigérateur, les trois quarts n'ont pas le chauffage, l'eau courante ou une salle de bain. C'est parmi ces familles que l'on trouve le plus fort taux d'absentéisme scolaire, pouvant monter jusqu'à 40 %, mais aussi la plus faible proportion de personnes cherchant du travail (21 % des 16-59 ans). Il faut ajouter à ce tableau qu'une grande part de la population se trouve à la limite de cette pauvreté et peut la franchir à certains moments dans l'année, notamment l'hiver avec la nécessité de payer le chauffage ou en cas de maladie. Cette dernière catégorie peut rassembler des enseignants, notamment universitaires, des employés, des personnels de santé... Certains économistes rencontrés lors de la phase de terrain considèrent que le nombre de pauvres a été multiplié par 7 depuis la chute de Ceausescu. Il est vrai que le niveau de vie a fortement baissé après la Révolution, même si le pays connaît une croissance économique très forte. « La Roumanie a les plus rapides hausses de salaires d'Europe », titre le journal *Adevarul* en mars 2007, tout en précisant que le salaire moyen brut a été, en 2006, de 320 euros environ, deux fois plus que le salaire moyen enregistré en 2000 [Dobrea, 2007]. Pourtant, comme le relève le journal, « tenant compte de l'évolution du taux d'inflation et des hausses de salaires après 1990, il ressort que le salaire moyen au mois de janvier 2007 en Roumanie représentait 97,2 % seulement du salaire réalisé au mois d'octobre 1990 » [Dobrea, 2007]. La pauvreté en Roumanie est effectivement omniprésente. Elle est visible en ville comme à la campagne, même si elle n'y revêt pas les mêmes formes, comme c'est le cas entre les diffé-

rentes régions. Elle est présente à tous les niveaux, quels que soient les lieux de vie et quelles que soient les générations. Il faut néanmoins souligner le fait que la pauvreté économique n'est pas synonyme en Roumanie de pauvreté culturelle ou sociale. Il existe un nombre important de salariés considérés comme pauvres qui ont des réseaux de solidarité, ou encore des qualifications et diplômes élevés. Claudiu Degeratu, sociologue roumain, pense qu'il y a en Roumanie aujourd'hui un problème de stratification sociale important qui tend vers une polarisation autour de la pauvreté et non pas l'inverse. Un autre élément important est l'absence d'une véritable classe moyenne. Il persiste en Roumanie une polarisation très nette autour des bas salaires, qu'il s'agisse de ce qu'il est possible de qualifier de classe moyenne ou des salariés les moins favorisés. La Roumanie a donc une structure particulière, avec une grande distorsion entre riches et pauvres mais aussi avec une classe moyenne quasi inexistante, puisque les salaires moyens ou médians sont très proches du salaire minimum. Tous les sociologues roumains rencontrés s'accordent à dire qu'il est impossible de parler en Roumanie de classe moyenne et si elle était définie comme telle elle ne représenterait que 6 à 7 % de la population. Une autre partie de la population a son importance dans ce tableau, même si elle est bien souvent tue ou dénigrée, la population rome.

Les Roms sont la deuxième minorité ethnique de Roumanie, après la minorité hongroise, qui représente 2,5 % de la population totale. Le recensement de 2007 estime que le nombre de Roms était de 537 000 en Roumanie. Cependant, les sociologues rencontrés, ainsi que les organisations romes, pensent que ce chiffre est sous-estimé. Les ONG estiment leur nombre à 1,8 million de personnes, soit 7,5 % de la population totale. Les Roms sont eux aussi fortement touchés par la question de la pauvreté, et dans des proportions encore plus importantes. Selon le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé « Visages de pauvreté, visages d'espoir », 69 % des Roms, en Roumanie, en 2006, vivent en dessous du seuil de pauvreté [PNUD, 2006]. Du fait de cette même pauvreté et de leur démographie, les Roms rencontrent des problèmes d'insalubrité de leurs habitations (en moyenne 3,03 personnes par pièce, alors que le taux est de 1,28 personne par pièce pour la population totale). Dans plus de 10 % des familles romes, 5 personnes ou plus vivent dans une seule pièce. Le niveau d'éducation est également très bas au sein de cette population. Bien que sous le régime communiste les Roms aient été forcés d'envoyer leurs enfants à l'école, après la révolution de 1989, de plus en plus d'enfants roms se déscolarisent, et nombre d'entre eux ne savent ni lire ni écrire. Par conséquent, le taux d'analphabétisme est très élevé : 19 % des hommes adultes et 27 % des femmes adultes ne savent ni lire ni écrire. Ils ont toujours de grandes difficultés à s'insérer dans la vie sociale [PNUD, 2006]. Le poids de la dictature communiste ne les a d'ailleurs pas aidés. La dure période de transition économique et sociale qui s'ensuivit les a également beaucoup affectés. Le taux général de chômage élevé, dû aux profonds changements du système économique, affecte fortement la population rome, qui est faiblement qualifiée. La plupart des Roms qui travaillait dans des fermes coopératives a perdu son emploi lorsque les terres ont été rendues aux paysans. Il est alors devenu difficile de trouver un travail pour les Roms à cause de leur manque de qualification mais

également à cause de stéréotypes affirmant que les Roms ne seraient pas « un peuple fiable », se caractérisant au contraire par sa paresse et son indiscipline. Pour essayer de survivre à la pauvreté dans laquelle une grande partie a toujours vécu, et qui s'est aggravée ces derniers temps, certains Roms de Roumanie ont dû trouver des moyens illégaux pour survivre : commerce illégal, marché noir, vol de possessions de paysans, dans les champs ou les basses-cours, ou cambriolages et vol de portefeuilles en ville. La mendicité est également une importante source de revenus pour de nombreux Roms. Cependant, ce type d'attitude amplifie également les comportements négatifs du reste de la population envers eux, forgeant des stéréotypes négatifs qui se retournent finalement contre eux. La tension s'accumule depuis des années entre les Roms et le reste de la population, et les cas de violences sont courants. Les Roms ne semblent donc pas faire partie intégrante de la société roumaine. Ils vivent en parallèle, avec une culture, une situation socio-économique et un mode de vie particuliers. Leur dénomination de « population Rom » ou de minorité est intéressante à cet égard car les Roms relèvent de problématiques différentes. La plupart vit dans une précarité extrême mais certains ont gagné beaucoup d'argent à l'étranger ou dans le pays et ont la possibilité de rivaliser sur le plan économique avec les autres Roumains très riches. De plus, une partie a un mode de vie urbain alors que l'autre partie travaille toute la journée dans les champs avec des moyens dérisoires. Il n'y a donc pas une « figure » du Rom mais bien des « figures ». Une majeure partie des Roms a donc subi de plein fouet les effets négatifs du développement de la propriété privée et du capitalisme en Roumanie, car elle n'a pas été associée à ce dernier et qu'elle se retrouve par conséquent marginalisée du processus productif. Les facteurs explicatifs sont nombreux : ségrégation, manque d'éducation et de qualification, poids de la culture... mais il semble que la pénétration du capitalisme et de la liberté d'entreprendre aient accentué cet état de fait et contribué à une marginalisation plus accrue encore de la population rom.

Les stratégies mises en place

La Roumanie est donc une société dans laquelle les différences socio-économiques sont nombreuses, que ce soit entre le milieu urbain et le milieu rural ou entre les classes sociales elles-mêmes. Les effets structurels de la pauvreté se font ressentir et il est possible de qualifier une partie de la société roumaine de « société de survivance ». Dans le contexte qui est le sien, une partie du pays « survit » à cause d'une conjoncture économique qui n'est que depuis peu favorable au pays et car les autorités politiques semblent avoir des difficultés à la réguler. Il faut bien spécifier que les Roumains ne sont pas figés pour autant dans le passé, image d'Épinal qui colle au stéréotype du Roumain, mais qu'ils sont bel et bien dans le présent, l'action, même si celle-ci ne correspond pas aux standards occidentaux ou ouest-européen. Ils s'adaptent véritablement au système capitaliste en essayant de négocier une marge de manœuvre, de le réinventer à leur niveau. Pour cela, et face à la nécessité de « survivre » dans un contexte socio-économique difficile, les acteurs roumains mettent en œuvre des stratégies plus ou moins élaborées et différenciées. Face à cette nécessité de gérer le présent dans l'urgence, les stratégies sont

nombreuses bien que l'« économie de survie », ou de la « débrouille », l'économie parallèle et la migration, surtout temporaire, soient les plus importantes. Il est également possible de regrouper ces stratégies sous le qualificatif « d'économie populaire ».

« Artisans ou agriculteurs non déclarés, vendeurs de biens et de services improvisés sur le trottoir, laveurs de voitures près du fleuve, restauration populaire, marchands de produits de contrebande ou de contrefaçon, ateliers clandestins... Qualifier ces activités d'informelles serait les définir en négatif par rapport au modèle dominant ou à l'économie formelle générée par la synergie État-marché. En Amérique latine, afin de rendre une positivité à ces pratiques, on utilise le concept « d'économie populaire ». Il a l'avantage de mettre en avant les protagonistes de ces activités » [Llena, 2002, p. 131].

L'économie de la « débrouille » est, par rapport à l'économie souterraine ou parallèle, beaucoup plus facile à repérer et à identifier. La part la plus importante de cette économie relève des activités de subsistance. En Roumanie les activités de subsistance se résument surtout à l'agriculture (souvent de petits lopins de terre ou jardinets) et à l'élevage de quelques animaux afin de se nourrir en évitant de recourir au marché. Ces deux activités, loin d'être des activités rentables et pécuniaires, permettent à de très nombreuses familles roumaines de résister aux difficultés et surtout de manger à leur faim. En milieu urbain, il n'est pas rare de voir des élevages improvisés d'animaux sur une terrasse ou un balcon. Là où l'État se désengage, dans la logique du processus capitaliste, la population comble les vides et survit comme elle le peut avec ses propres stratégies. La liste de ces stratégies est longue, même si elles relèvent, pour leur grande majorité, de la problématique de gestion de la pauvreté et de la satisfaction des besoins primaires. Il peut s'agir du troc entre voisins ou sur les marchés, des covoiturages entre villes et campagnes, de la vente de quelques services (peser des gens dans la rue, cirer des chaussures...) ou d'une multitude de produits (fabriqués, récupérés ou récoltés) dans la rue ainsi que tout un tas de petits services payants, comme par exemple la mise en poche dans les magasins, les guides improvisés... D'autres stratégies sont élaborées pour dépasser les difficultés quotidiennes et le manque de ressources. À ce titre, un cas intéressant est celui du rôle de la solidarité familiale qui vient souvent se substituer à l'État social. La garde des enfants par les grands-parents en est un bon exemple. Ce type de garde se retrouve un peu partout dans le pays et il est fréquent de voir des grands-parents accompagnés de leurs petits-enfants pendant que les parents sont au travail. Ce type de solidarité familiale semble toucher les villes comme les campagnes, et les différents milieux sociaux. Elle représente encore une stratégie alternative là où l'État est peu engagé. En effet, elle permet aux parents de voir leurs enfants gardés alors qu'ils n'ont pas les moyens de se payer une baby-sitter pour une grande part d'entre eux. De même les crèches et centres de loisirs font cruellement défaut en Roumanie.

À côté des stratégies de « débrouille », persiste l'économie parallèle ou le secteur informel. Ce secteur est beaucoup plus difficile à appréhender. Le « secteur informel » représente toute la partie de l'économie qui n'est pas, ou peu, régle-

mentée par des normes légales ou contractuelles. Typiquement, il s'agit de travailleurs à domicile (habillement, alimentation et tabacs, artisanat, saisie et traitement de données informatiques, etc.), vendeurs ambulants ou dans des marchés non réglementés et micro-prestataires de services (nettoyage, transports, etc.), employés de maison, paysans sans terre ou obligés de travailler ailleurs que sur la leur pour survivre. L'absence d'estimations fiables dans beaucoup de pays rend l'analyse de ce secteur difficile. Dans les pays de l'Est et en Roumanie particulièrement, le secteur informel serait en croissance rapide au fur et à mesure que les entreprises d'État ferment ou sont privatisées et que le chômage augmente. Dans l'ouvrage collectif *Géopolitique de la Roumanie* les auteurs établissent que le niveau de vie véritable des Roumains est pratiquement impossible à cerner pour trois raisons essentielles :

Entre les villes et les campagnes, les relations de « maison à maison » sont encore fortes et beaucoup de citoyens profitent pleinement de productions agricoles familiales (légumes, fruits, vins, viande de porc...); l'économie souterraine, certains trafics, les activités mafieuses, le système du bakchich en même temps que la corruption qui s'était peu à peu introduite dans la fonction publique pendant la période phanariote puis à nouveau sous le régime communiste (et elle est loin d'être complètement éradiquée) faussent toutes les données fournies par les autorités officielles. La richesse des campagnes roumaines est également difficile à appréhender, en particulier lorsque la consommation se fait pour l'essentiel dans le cadre d'une production d'autosubsistance. Cette dernière n'est pas prise en compte dans les statistiques des organismes officiels qui ne peuvent, eux, que travailler avec les indicateurs utilisés dans les économies modernes [Barrat, 2003, p. 111].

La corruption, normalisée en Roumanie (verser un bakchich au médecin pour obtenir tel ou tel médicament ou encore pour être assuré d'être bien soigné, payer un agent de police pour éviter des amendes impossibles à payer, régler des sommes exorbitantes pour obtenir un diplôme ou une place dans une école sont monnaie courante en Roumanie) n'en est pas moins perçue comme douloureuse par la population qui vit mal ce piège inévitable dans lequel elle est prise. Les stratégies de la « débrouille » sont-elles au contraire perçues comme un pied de nez aux institutions de l'État qui ne sont pas capables d'assurer les besoins vitaux de l'ensemble de la population. Enfin, la dernière stratégie que nous aborderons est celle de la migration. Elle occupe une place très importante dans la société roumaine et elle s'inscrit au cœur même du capitalisme car elle joue sur l'ouverture des frontières, la mondialisation des échanges tout en permettant de faire vivre les familles restées au pays et de contribuer au PIB. Le rôle de la migration en Roumanie est néanmoins dual. Effectivement, il est possible de considérer la migration roumaine à l'étranger comme un handicap important pour le pays puisqu'elle le priverait d'une main-d'œuvre indispensable à l'heure actuelle, et de ses élites. Cependant, elle représente une « soupape de sécurité » dans le sens où elle permettrait à une partie de la population, du moins de façon temporaire, de vivre et de rapporter de l'argent en Roumanie. Dumitru Sandu, sociologue spécialisé dans la migration roumaine a analysé l'importance de la migration provisoire à l'étranger [Sandru, 2003, p. 46]. C'est de loin la forme la plus importante de la migration roumaine, en comparaison avec la migration externe permanente et aux flux internes de migration. Une partie

des Roumains émigre toutefois de façon plus durable. Il est vrai que les salaires en Roumanie sont très bas pour une personne qui connaît le taux des salaires à l'étranger et notamment en Europe. En outre, le manque d'opportunités est une autre des raisons qui poussent les jeunes Roumains à quitter le pays, un phénomène en augmentation car les diplômés voient de plus en plus d'opportunités à l'étranger. Plus de 15 000 diplômés quittent donc le pays annuellement, un chiffre qui est demeuré stable au cours des cinq ou six dernières années, selon une étude publiée en juin 2005 par l'Open Society Fondation, une ONG qui s'intéresse au développement économique et social en Roumanie [IPRW, 2005]. Depuis la fin de l'ère communiste, en 1989, des centaines de milliers de Roumains sont partis à l'étranger, espérant trouver de meilleurs salaires et des opportunités plus intéressantes. Néanmoins, la plupart de ces émigrants sont des travailleurs manuels. C'est également cette même migration qui joue un véritable rôle de soupape de sécurité, nous le disions au départ, pour une raison simple, de nombreux Roumains vivent grâce à l'argent venu de l'étranger. Environ 400 000 familles, soit plus d'un million de Roumains, vivent grâce à l'argent en provenance de proches installés définitivement à l'étranger ou y travaillant. Pour 30 % d'entre eux, il s'agirait de leur seule source de revenus, 10 % travaillant occasionnellement, selon une étude de la Western Union Bank, la banque internationale qui assure l'essentiel de ces transferts d'argent. La moyenne des transactions est de 300 à 500 euros, soit l'équivalent de 2 à 3 salaires moyens nets, celles-ci étant principalement effectuées de France, d'Italie, d'Espagne, de Grande Bretagne et d'Israël [IWPR, 2005]. La migration est donc une des composantes de ces stratégies alternatives et elle a en outre un impact très net sur l'économie du pays, entre 3 et 6 % du PIB selon les différentes estimations.

Ces stratégies alternatives sont des ressources utilisées par les Roumains pour pallier aux carences de l'État et à la sélectivité d'un capitalisme, souvent qualifié de sauvage dans les pays de l'Est. Elles sont une réponse de l'accès à l'idéal de la modernité occidentale et au capitalisme, mais sans les moyens d'y accéder concrètement. Ces stratégies, que Claude Llena qualifie d'« innovation économique et sociale », se mettraient, selon l'auteur, au service de la survie du groupe, qui va assurer sa reproduction dans des activités informelles à l'écart de l'efficience rationnelle et des déclarations administratives et fiscales imposées par le modèle dominant. Le secteur informel serait alors un laboratoire de la postmodernité qui permettrait de trouver des ressources de complément en marge d'un système qui distribue des salaires trop faibles et génère de l'exclusion. Toujours selon Claude Llena, cette « extraordinaire adaptation à la réalité économique et sociale » dessine le contexte de l'économie populaire dans laquelle les stratégies des acteurs sont purement rationnelles. Cependant, mis à part quelques exemples isolés, il n'y a guère de conscience collective. La gestion du quotidien l'emporte, le plus souvent sur un véritable choix de société. [Llena, 2002, p. 131].

Face à la gestion du quotidien, il semble toutefois que le véritable problème soit l'action politique et le partage des ressources créées par une croissance économique bien réelle. Le capitalisme est alors perçu comme le responsable de tous les maux, et sa pénétration en Roumanie s'accompagne d'une vague de nostalgie de l'époque communiste.

Montée de nostalgie du communisme corollaire de la pénétration du capitalisme

Dans la plupart des pays communistes, la transition vers un nouveau modèle d'organisation politico-économique s'est accompagnée par une croissance, plus ou moins significative, du taux de pauvreté, ce qui peut conduire une part de la société à être nostalgique du système communiste. La pauvreté constitue une véritable priorité dans la société roumaine, même si les difficultés pour l'endiguer paraissent plus fortes que les avancées sociales. Les groupes statistiquement considérés comme les plus vulnérables aujourd'hui sont tout d'abord la minorité rome, mais aussi les familles avec plusieurs enfants, les familles monoparentales et les familles de chômeurs. Une autre catégorie de la population durement touchée est celle des retraités. Cependant, même si les familles de salariés ne sont pas considérées comme les plus vulnérables, elles semblent regrouper de nombreux cas de précarité extrême. Le fait d'avoir un emploi ne semble pas prévenir de la pauvreté dans la société roumaine. Le taux extrêmement bas des salaires face à des prix élevés peut expliquer en partie cet état de fait. Mihnea Preotesi, un sociologue roumain, parle lui de « pauvreté salariale » car de nombreux salariés, même hautement qualifiés et diplômés, connaissent des difficultés économiques conséquentes.

Il est intéressant à cet égard de se pencher un instant sur une distinction fondamentale apparue pendant la phase de terrain (réalisé pendant la thèse). Cette typologie de la pauvreté roumaine est basée sur deux types distincts : la pauvreté « visible » et la pauvreté « dissimulée ». Il est vrai qu'en Roumanie la distinction entre les deux est essentielle. La pauvreté « visible » est celle que l'on voit de prime abord, que l'on utilise parfois et qui est l'objet de toute l'attention médiatique, de toutes les dérives. Il s'agit d'une pauvreté très visible en arrivant en Roumanie, celle des sans-abri, des enfants des rues, des tsiganes... Elle est terrible, souvent insoutenable, mais il est important de passer au-delà pour pouvoir appréhender la seconde : la pauvreté « dissimulée ». Cette dernière est elle cachée, dissimulée à l'intérieur de la sphère privée et par conséquent beaucoup plus difficile à saisir. Il s'agit d'une pauvreté quotidienne, très répandue, beaucoup plus importante en quantité que la première et surtout banalisée. Elle est silencieuse et de ce fait elle n'est pas vraiment traitée par les pouvoirs publics. Moins choquante que la pauvreté « visible », elle n'en est pas moins ancrée dans la réalité sociale roumaine. Dans ces conditions, la comparaison est souvent faite avec l'époque communiste, difficile elle aussi mais qui assurait une forme de sécurité économique et sociale aux Roumains. Il ne s'agit pas de promouvoir la société communiste roumaine comme représentante de l'égalité, mais ce qui est clair, c'est la préférence affichée de cette dictature pour la notion d'égalité et même si le Conducator et ses proches déniaient totalement celle de liberté. Or, au lendemain de la révolution roumaine le système de valeurs s'est radicalement inversé et la promotion de la liberté a pris le pas sur le maintien d'une certaine égalité. Il va de soi que la population rêvait de cette liberté, s'est battue pour elle. Néanmoins, à leurs yeux, cela ne devait pas se faire au détriment de la notion d'égalité qui pouvait alors leur sembler acquise. L'association de ces deux notions ne s'est pas faite en Roumanie, et il pourrait

s'agir ici d'une des raisons de la montée d'une certaine forme de nostalgie qui se résume à cette phrase entendue à des dizaines de reprises « Au moins avant on avait de quoi manger et on se sentait beaucoup plus en sécurité ». Il apparaît néanmoins plus probable de considérer cette forme de nostalgie comme une perte de sens plutôt que comme une préférence pour l'égalité en dépit même de la liberté. Les Roumains ne regrettent pas Ceausescu mais un des aspects, ou du moins une reconstruction mystifiée de l'aspect social de sa politique. Ils ne souhaitent pas revenir à une dictature mais signifient que ce système capitaliste et libéral, qui s'est imposé en quelques années de façon radicale, ne leur convient pas. Il faut spécifier cela car la tendance de certains analystes pourrait laisser apercevoir une forme de masochisme ou une propension plus grande à accepter la dictature chez les pays de l'Est ou ex-communistes. C'est avec ces éléments en tête qu'il est possible d'évoquer un concept très utilisé actuellement : l'ostalgie. Le quotidien « Le Monde » consacra le jeudi 14 août 2003 un dossier spécial sur cette nostalgie qui frappe les pays de l'Est. Georges Marion explique que ce « néologisme désormais consacré » est comparable à la nostalgie de l'enfance et qu'elle exprime la nécessité d'un passé que l'on peut se raconter et dans lequel on peut se situer [Le Monde, 2003 : 18 p]. La ligne de scission se trouve en Roumanie entre ceux qui prônent le retour à un passé « angélique » et ceux qui ne voient rien de bon dans ce passé communiste dictatorial. Radu Baltasiu, sociologue, s'emporte lors d'un entretien :

Le communisme avait de gros avantages : école gratuite, système de santé pour tous, électricité très peu chère, aide à l'enfance... Ce système est tombé pour des raisons économiques et aujourd'hui c'est le capitalisme sauvage qui assomme la population. Il manque de la justice sociale, ce système devrait être réformé. Si l'on augmente les salaires à l'Est cela pourrait aller mieux mais pour le moment c'est vous qui avez la justice sociale, pas nous !

Ce sociologue, dont le discours peut parfois apparaître tendancieux (entendez proche du parti social démocrate, composé en partie d'anciens membres du parti communiste roumain), a tout de même le mérite de résumer ce que la plupart des entretiens exprime, un mélange de nostalgie et de prise de conscience des différences entre Est et Ouest malgré les volontés politiques de toute part. En revanche, Varujan Vosganian, ancien sénateur et économiste, pense, lui, que les inégalités sociales de la Roumanie actuelle ne sont pas le fruit d'un capitalisme sauvage, mais la conséquence de l'application d'une idéologie de gauche après 1989 [Vosganian, 2003]. Il liste toutes les erreurs véhiculées sur les avantages du système communiste, qui a eu selon l'économiste des limites qu'il n'a pas su dépasser. Enfin, il explique que « L'idéologie est restée la même, seulement l'hypocrisie égalitariste a été remplacée par l'hypocrisie libérale ». Ces deux exemples sont représentatifs de ce que nous évoquions tout à l'heure, c'est-à-dire l'opposition nette entre ceux qui peuvent regretter un système passé et ceux qui tiennent absolument à ce que ce même passé soit démystifié. Le problème étant que cette scission détourne et étouffe les questionnements et les positions qui sous-tendent cette nostalgie. Les réponses formulées ne répondent pas à la vraie question que pose cette « ostalgie », c'est-à-dire celle de la distorsion entre ce qui était promis ou rêvé par la population

et ce qui a été mis en place concrètement. La nostalgie est bien réelle, qu'elle soit le fruit d'un mécontentement social et économique ou non. Ne pas considérer cet élément serait dans un certain sens nier l'existence de l'opinion d'une grande partie des Roumains. Il est utile de spécifier que cette forme de nostalgie, sélective rappelons le, paraît grandir au fur et à mesure de la libéralisation des échanges et de l'intégration dans l'Union européenne. Le problème, dans ces cas-là, est indubitablement la possible montée des extrémistes populistes et démagogiques, qui font leur pain bénit de cette nostalgie et du sentiment de flou que peuvent ressentir les populations. Cela est de plus facilité par un discours politique séduisant pour des personnes dans le besoin et par des têtes de liste charismatiques. En Roumanie les élections présidentielles de 2000 n'ont pas dérogé à cet état de fait. Effectivement ces élections ont vu la présence du parti nationaliste extrémiste PRM au second tour. Cela a provoqué un certain effroi mais une fois de plus la réalité était là. La tentation nationaliste, réactionnaire a gagné un combat. Il semblerait que, dans la même logique que la nostalgie communiste et que les élections de 2000, le sentiment d'abandon et le mécontentement économique, social et politique soient une des raisons principales de ces tentations extrémistes. Alain Minc évoque le retour à un « Nouveau Moyen Âge » et pense que c'est l'incapacité à découvrir le principe fondateur du monde post-communiste qui en est la raison. Il le définit comme suit : « Nouveau Moyen Âge, en effet : l'absence de systèmes organisés, la disparition de tout centre, l'apparition de solidarités fluides et évanescents, l'indétermination, l'aléa, le flou. Nouveau Moyen Âge : le développement de « zones grises » qui se multiplient hors de toute autorité, du désordre russe au grignotage des sociétés riches par les mafias et la corruption. Nouveau Moyen Âge : l'affaissement de la raison, comme principe fondateur, au profit d'idéologies primaires et de superstitions si longtemps disparues. Nouveau Moyen Âge : le retour des crises, des secousses et des spasmes, comme décor de notre quotidien. » [Minc, 1993, p. 10-11].

Ce tableau, particulièrement noir, est intéressant car il pointe des éléments très concrets de la réalité de nombreux pays ex-communistes, mais il ne doit pas nous faire oublier que la société roumaine a su s'adapter et s'adapte encore aujourd'hui aux difficultés apportées par ce nouveau système économique et politique. Le secteur informel ou « économie populaire » peut être considéré comme un mode d'entrée dans la modernité et comme une réponse, une adaptation au capitalisme. Le capitalisme, dit sauvage, est en partie responsable des difficultés que connaît la Roumanie actuellement mais comme facteur aggravant et non pas comme facteur explicatif à part entière. La volonté politique nationale, et aujourd'hui européenne, ont elles aussi leur rôle à jouer dans la régulation de ce même capitalisme.

BIBLIOGRAPHIE

- BARRAT J., BERINDEI D., BLED J.-P., MOISEI C. [2003], *Géopolitique de la Roumanie, regards croisés*, Alvik, 111 p.
- BOBBIO N. [1996], *Libéralisme et démocratie*, Paris, Le Cerf, 46 p.

- BRAN M. [2007], « Les Roumains partent à l'Ouest, la main-d'œuvre chinoise arrive », *Le Monde*, 20 p.
- DOBREA C. [2007], « La Roumanie a les plus rapides hausses de salaires d'Europe », *Adevarul*.
- GILLET H. [2004], *Les nouvelles de Roumanie*, n° 21, 14 p.
- GOTTESMAN K [2004], « Quinze ans de démocratie, ça use ! », *Courrier International*, 28 p.
- IWPR [2005], « Roumanie : la fuite des cerveaux vide le pays de ses futures élites », *IPRW*.
- ISARESCU [2003], *Les Nouvelles de Roumanie*, n° 19, 23 p.
- IVAN-UNGUREANU C. [2004], *Indicateurs d'exclusion/inclusion sociale*, CAPSIS.
- LLENA C. [2002], *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris, Le Pré aux Clercs, 131 p.
- MARION G. [2003], « Une vague d'"ostalgie" frappe l'Allemagne », *Le Monde*, 18 p.
- MESTRUM F. [2002], *Mondialisation et pauvreté, de l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial*, Paris, L'Harmattan, 37-38 p.
- MINC A. [1993], *Le nouveau Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 10-11 p.
- PNUD [2006], *Roma and the Displaced in Southeast Europe*, undp. ro.
- ROMPRES [2007], « Top 300 des plus riches Roumains : 27 % du PIB de la Roumanie », *Roumanie.com*.
- SANDRU D. [2003], *Sociabilitatea in spatiul dezvoltarii. Incredere, toleranta si retele sociale*, Iasi, Polirom, 46 p.
- VOSGANIAN V. [2003], « Roumanie : pour en finir avec la nostalgie de l'ancien régime », *Ziua*.
- WALLERSTEIN I. [2006], *Comprendre le monde*, Paris, La Découverte, 57 p.

Grandes réformes et petits arrangements dans les campagnes vietnamiennes

*Christophe Gironde**

Introduction

Le Vietnam est engagé depuis la fin des années 1970 dans un processus dit de transition vers l'économie de marché, une orientation nouvelle à laquelle le régime socialiste a dû se résoudre face aux dysfonctionnements accrus du système d'économie administrée dans les années qui suivirent la réunification (1975) du pays, qui se traduisirent notamment par une grave crise des disponibilités alimentaires [Beresford, 1988 ; Vo Nhan Tri, 1990 ; Nguyễn Duc Nhuận, 1992]. Pour l'agriculture, on se réfère d'ordinaire à quelques textes-cadres pour désigner ce processus : la Directive 100 du Parti Communiste Vietnamien (PCV) de 1981 qui autorisa les coopératives à allouer des terres aux paysans ; la Résolution 10 du PCV de 1988 qui réhabilita l'exploitation familiale comme unité de base de la production agricole en remplacement des coopératives ; et la Loi Foncière de 1993 qui octroie aux foyers des droits d'usage des terres agricoles de longue durée. On se réfère de même, pour désigner le système précédant, socialiste, aux textes par lesquels avaient été établis les coopératives à la fin des années 1950 puis le projet de l'agriculture de grande production socialiste (AGPS). Or, on sait aujourd'hui que les modèles collectivistes ont comporté bien des failles [Selden, 1994]. L'expérience vietnamienne n'échappe pas à la règle : lancée sur des bases fragiles [Kerkvliert, 1998], la collectivisation dans le Nord buta sur maintes résistances [Yvon, 1994] ; bon nombre de coopératives n'existaient que « sur le papier » [Fforde, 1989].

La question se pose alors de savoir dans quelle mesure la transition dans les campagnes relève des principes et de la mise en œuvre des réformes institutionnelles promulguées à Hanoi ; et s'il est approprié de parler d'économie de marché à propos de la réorganisation des activités productives. Cet article se propose d'apporter des éléments de réponse à partir d'une étude menée entre 1996 et 1999 dans le delta du Fleuve Rouge auprès d'un échantillon de 250 foyers dans trois communes des actuels districts de Khoai Châu et Van Giang (province de Hung

* Économiste, chargé de cours, Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, Genève, Case Postale 136 – 1211 Genève 21 – Suisse – christophe.gironde@graduateinstitute.ch.

Yên) [Gironde, 2001]. À une quarantaine de kilomètres au sud-est de Hanoi, cette zone de la plaine inter-fluviale se caractérise par la prépondérance des activités agricoles, qui procuraient les deux tiers du revenu des foyers en 1996, une diversification particulièrement prononcée des cultures [Fontenelle et al., 2001], et le développement des activités de service et de commerce, sur place et en dehors des villages.

L'analyse des transformations des systèmes d'activités productives au cours des années 1980 et 1990 montre que les grandes réformes ne s'appliquent pas à tous les foyers de Minh Châu, Tân Dân et Binh Minh au même moment, ni dans la même mesure. Ces différences renvoient, essentiellement, à l'état des relations que chacun – individu, foyer, famille, lignage – entretient avec les décideurs, relations dont I. Thireau et Hua Linshan [2002] ont montré l'importance dans le développement des petits commerces en Chine. La transition débute dans les villages, à l'initiative des populations et des pouvoirs locaux qui s'arrangent pour l'accès aux ressources et leur mise en valeur. La prise en compte de ces arrangements permet alors d'apporter un autre éclairage sur la différenciation sociale qui accompagne la transition, et notamment la redistribution des terres qui ne fut pas aussi égalitaire que l'indiquent les principes de la Loi Foncière de 1993.

Des arrangements systémiques

Dans la seconde moitié des années 1970, les dysfonctionnements de l'organisation collective et planifiée de la production agricole s'accroissent. Alors même que le régime proclame le renforcement de la collectivisation avec le projet d'édification des districts en complexe agro-industriels (1976), l'activité économique s'organise autrement.

Les arrangements avant les réformes

De la planification à la livraison des récoltes, les arrangements concernent toutes les composantes du système : les brigades de production agricole, les coopératives de service, les compagnies étatiques. Différentes modalités d'organisation du travail agricole se développent en alternative aux brigades de production *doi san xuat* : à Tân Dân, des superficies sont cultivées par les familles en 1^{re} saison, puis « rendues » à la coopérative pour la riziculture en saison des pluies ; d'autres superficies sont cultivées toute l'année par les familles. L'extension de la taille des coopératives ne permet donc pas le renforcement de l'organisation et le contrôle du travail ; elle aboutit plutôt par une répartition des activités. La coopérative de Tân Dân cherche à maintenir un contrôle sur les productions stratégiques : le riz, et le jute en raison des engagements d'exportation vers l'ex-Union Soviétique. Les autres cultures (maïs, arachide, légumes, manioc) sont laissées aux foyers. Il en est de même pour l'élevage : l'engraissement des porcs est transféré aux familles tandis que la coopérative conserve la gestion du cheptel de truies. Les arrangements s'étendent aux brigades spécialisées et aux coopératives de service. La garde des buffles de la brigade des labours est confiée à des familles. Des coopératives louent

ou octroient des licences d'utilisation de leurs équipements à des particuliers qui effectuent, à leur compte, le décorticage ou le transport fluvial.

La planification, officiellement levée avec la Résolution 10 de 1988, est également l'objet de subtils arrangements, qui impliquent parfois plusieurs coopératives. Il en est ainsi, dès 1982, à Binh Minh : le jute est remplacé par des plantes médicinales, qui sont d'un meilleur rapport monétaire, vendues à des ateliers privés de transformation et à des compagnies étatiques. Le développement de ces cultures n'est pas marginal puisque les producteurs de Binh Minh se rendaient dans les montagnes du Nord pour s'approvisionner en semences. Les autorités communales tolèrent ces cultures à condition que le plan de production de jute établi par le district soit réalisé. À cette fin, les paysans de Binh Minh allaient acheter du jute dans les communes voisines, aux producteurs de Tân Dân entre autres. Pour ces derniers, encore astreints à la culture du jute (quota à livrer à la coopérative), il était plus intéressant de vendre leur surplus aux acheteurs de Binh Minh plutôt qu'à leur coopérative.

S'ils ne sont pas conformes au modèle, ces arrangements de l'organisation du travail, pour l'utilisation du capital et la planification, doivent être distingués des activités illégales souvent évoquées à propos des failles de l'AGPS. Ils constituent, au côté des deux secteurs, coopératif et privé [Beresford, 1985], un troisième secteur, que l'on peut qualifier de secteur contractuel, puisqu'il implique les directions des coopératives. S'il n'est pas possible de chiffrer les parts respectives des trois secteurs, ce dernier est essentiel dans la mesure où, en raison de ses meilleurs résultats économiques, il suscite les réformes institutionnelles. Ces arrangements, qui consistent en des transferts contrôlés de responsabilités des coopératives aux paysans, sont l'essence même des grandes réformes à venir.

L'application inégale des réformes

Les réformes ne s'appliquent pas uniformément aux foyers. À Minh Châu, ils doivent faire valoir leur « capacité », en l'occurrence leur capacité à payer l'impôt pour bénéficier des contrats de production qui se multiplient après la promulgation de la Directive n° 100 de 1981. Aussi, certains foyers ne reçoivent qu'avec décalage des terres en contrat, après s'être acquittés de divers dus à la coopérative. Pour les mêmes raisons, des foyers reçoivent une superficie inférieure à celle qui correspond au nombre de personnes que compte le foyer. Des restrictions de même nature prévalent à Tân Dân, et ce jusqu'aux distributions de terre de 1989 qui sont censées se faire en application de la Résolution 10. À l'inverse, des foyers reçoivent des superficies supérieures à ce qui correspond à leur composition¹. Les témoignages recueillis à Tân Dân indiquent que les plus « capables » des travailleurs ont pu recevoir jusqu'à 3,5 sao, la capacité traduisant surtout le capital de relations auprès des autorités. Il en va de même pour la re-classification des membres des brigades

1. Soit, à Tân Dân, 2 sao par adulte ou « travailleur principal » et 1 sao par « travailleur secondaire », âgé de moins de 18 ans ou de plus de 55 ans. 1 sao = 360 m².

de production qui s'opère avec le système des contrats. Les membres des brigades de production sont désormais rémunérés en point-travail équivalant paddy pour l'exécution du contrat, plus, en cas de dépassement du quota de production fixé, en gardant pour eux le surplus de produit. Jusqu'alors, à chaque tâche correspondait un certain nombre de points-travail ; désormais, pour un même travail, la rémunération varie, selon des critères d'état de santé et de niveau de connaissances établis par les responsables de la coopérative, dans un rapport de 1 à 1,4 (pour les « travailleurs de 1^{re} catégorie »).

Par ailleurs, si les textes établissent le système du contrat de production, ils n'en fixent pas pour autant les termes, qui sont fixés par les coopératives. Il en est ainsi du contrat expérimenté en 1981 par la coopérative de Minh Châu, par lequel les foyers peuvent se voir allouer 4 sao de rizière, contre la livraison de 2 porcs par an. Seule une minorité de foyers, suffisamment nantis en termes de capacité de financement et de connaissance des fournisseurs d'intrants pouvait réaliser ce contrat. Les foyers ordinaires manquaient d'engrais pour les rizières, et n'avaient pas non plus la capacité de financer les avances nécessaires à l'entretien et l'engraissement des porcs. Ce contrat fut d'ailleurs rapidement abandonné.

Réformes et récupération

La marge de manœuvre des pouvoirs locaux dans l'application des réformes est connue [Lê Cao Doan, 1995], et notamment en matière foncière [Grossheim, 1998]. Elle est d'autant plus grande lorsque les textes ne stipulent pas les modalités d'allocation des ressources comme c'est le cas pour la liquidation (de ce qui reste) des coopératives.

Conséquences des mesures de transfert de responsabilité des activités productives aux foyers, les activités des coopératives diminuent. Des personnes récupèrent ce qui reste du capital productif, une machine, parfois un moteur seulement, des outils, une truie, et jusqu'aux matériaux de construction de bâtiments qui sont démontés. Les bénéficiaires expliquent avoir simplement « pris ce qui n'était plus utilisé », des biens parfois achetés, avec paiements échelonnés et sans intérêt, des conditions relativement favorables eu égard à l'état de pénurie de biens de production de l'époque. Point de texte en la matière, les modalités de cette liquidation sont du seul ressort des autorités.

Au-delà de la récupération de ce matériel, qui n'est certes pas d'une grande valeur au regard des investissements qui suivront, c'est la reprise des activités auparavant assurées par les brigades et coopératives spécialisées qui se joue. Dans la continuité des pratiques de location du matériel et d'octroi de licence d'exploitation, des foyers ouvrent des boutiques, des ateliers de réparation et de fabrications artisanales, et proposent des services agricoles : labour, battage, décorticage, transport. Le développement de ces activités en compte propre précède la levée des interdictions, ce qui confère aux comités populaires une autorité considérable pour faciliter, ou compliquer, ces initiatives. Des commerçants privés ont ainsi utilisé au début les circuits coopératifs et étatiques pour s'approvisionner ; certains se sont

installés dans des locaux de la coopérative. À l'inverse, d'autres se voient interdire l'exercice d'activités non-agricoles, parce qu'ils sont installés sur des terres dites à vocation agricole, ou bien l'accès des camions jusqu'à leur atelier, au motif que tel type de véhicule n'a pas le droit de circuler sur tel type de voie... C'est à ces conditions que les activités privées se développent, et qu'elles sont profitables : avec l'approbation par le comité populaire des demandes de crédit à la banque agricole, en s'acquittant d'une licence moins onéreuse que celle correspondante aux biens et services vendus, d'impôt sur des chiffres d'affaires sous estimés, ou encore en sachant pouvoir compter sur l'intervention des autorités (qui sauront enjoindre les débiteurs de payer) pour développer la vente à crédit. Le concours des autorités est donc essentiel pour les lucratives activités non-agricoles, et la gamme des arrangements sans fin.

La distribution des rizières, et le reste

Dernier acte de la réhabilitation de l'économie familiale, les distributions de terres en application de la Loi Foncière de 1993 ont reçu une grande attention, justifiée dans la mesure où la quasi-totalité de la population a reçu des *rizières de 1^{re} distribution*, et sur une base égalitaire puisque les superficies furent calculées en fonction du nombre de personnes ayant droit que comptait chaque foyer au 1^{er} avril 1994. Cependant, ce n'est pas la totalité des surfaces agricoles utiles qui fut distribuée de la sorte : pour le village de Quang Uyên dans la commune de Minh Châu, les rizières de 1^{re} distribution ne représentent que les deux tiers (67 %) de la surface agricole utile du village (tab. 1). Surtout, à Quang Uyên, les rizières procurent aux paysans, avec deux cycles de riz par an, un revenu cinq fois moindre à superficie égale, que les jardins ou les étangs situés dans le village². Les rizières distribuées ne représentent ainsi qu'un tiers (32 %) du total du revenu des cultures.

Tab. 1 – Répartition de la superficie agricole et des revenus à Quang Uyên

| Surfaces agricoles utiles | Superficie en ha. | Répartition des superficies | Part du revenu annuel des cultures |
|---------------------------------------|-------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| Rizières 1 ^{re} distribution | 78 | 67 % | 32 % |
| Rizières en adjudication | 8 | 7 % | 3 % |
| Terres et étangs propriété des foyers | 21 | 18 % | 44 % |
| Terres et étangs de la coopérative | 10 | 8 % | 21 % |
| Total | 117 | 100 % | 100 % |

Source : Commune de Minh Châu, registre et cartes du cadastre, 1994 ; et mes enquêtes.

2. Les jardins aménagés en verger (agrumes) peuvent en effet procurer jusqu'à cinq fois le revenu annuel d'une superficie équivalente de terre de rizière à deux cycles annuels de riz ; le rapport de revenu est du même ordre entre les terres de rizière et les étangs les mieux exploités, bordés de bananiers, où l'on pratique pisciculture et culture de plantes aromatiques.

Il faut donc s'intéresser aux autres superficies qui, à Quang Uyên, procurent les deux tiers des revenus des cultures. Les parcelles en propriété des foyers, jardins et étangs attenants aux habitations, n'ont pas été redistribués. Pour les *terres et étangs de la coopérative*, il n'y a pas d'autre procédure que solliciter les autorités. Les foyers qui exploitent ces espaces expliquent avoir, dans un premier temps, simplement demandé le droit d'utiliser telle parcelle, tel étang. Dans la majorité des cas, l'autorisation initiale a été donnée sans contrepartie financière ; puis ces autorisations ont été reconduites, avec paiement pour location, mais à des conditions (paiement échelonné) et surtout des prix sans mesure avec, par exemple, les transactions entre foyers. La reconduction de ces droits d'usage a abouti à l'acquisition en propriété, formalisée par la délivrance d'un certificat identique à celui des parcelles d'habitation. Au jeu des faveurs et concessions pour l'accès aux terres et étangs de la coopérative, les pouvoirs locaux ont ajouté celui de la modification du statut des terres. Les reclassements, d'anciennes rizières *dat gia dân* et terres agricoles *dat nông nghiệp* en terres d'habitation *dat tho cu*, et de ces dernières en terres de services *dat dich vu*, se traduisent par autant de modes d'occupation et de mise en valeur des espaces qui sont soumis à un système d'interdictions, tolérances, autorisations et passe-droits des chefs de village et des membres du comité populaire.

Tous ces arrangements s'inscrivent dans la continuité de ceux qui ont marqué l'expérience collectiviste ; ils se systématisent en réponse à l'ultime tentative de renforcer la collectivisation après la réunification du pays, puis se recomposent [Bergeret, 2002] avec la promulgation de textes qu'ils ont inspirés et précédés. Les décisions et résolutions du pouvoir central n'y mettent pas fin. En outre, elles ne couvrent pas l'ensemble des activités économiques. Ces arrangements sont ainsi constitutifs, systémiques, et non pas à la marge, de la réorganisation des conditions d'allocation des ressources. Les opérations foncières après 1994, qui ne se limitent pas à la distribution des terres de rizière, en fournissent la meilleure illustration ; si les rizières sont distribuées en application de la loi, nationale, l'accès aux autres superficies est régi par les autorités locales. L'environnement institutionnel et juridique favorable au secteur privé et aux mécanismes de marché doit composer avec l'ordre social des villages.

Une superposition de systèmes économiques

La réorganisation des activités productives depuis les années 1980 révèle une superposition de systèmes économiques³ : l'allocation des ressources et l'organisation des productions et des échanges relèvent de l'économie familiale, de l'organisation sociale villageoise, de mécanismes de marché, et des réseaux de connaissances personnelles en dehors de la sphère villageoise.

En plus du capital propre (terres de 1^{re} distribution, force de travail, outillage), l'ensemble des ressources qui peuvent être mobilisées au sein de la famille cons-

3. Expression empruntée à Pierre Brocheux à propos de l'introduction de mécanismes de marché à l'époque coloniale.

titue l'assise économique des foyers, avec tout d'abord le legs des parents lors de la constitution du foyer : terrain, argent, matériaux de construction. Les différences de conditions de départ attestent de cette économie, familiale, qui permet à certains de s'établir sur leur propre parcelle d'habitation, comprenant un jardin voire un étang, tandis que d'autres devront partager l'habitation et la parcelle de leurs parents. Le legs parental est d'autant plus important que les nouveaux foyers ne se voient plus attribuer de parcelle par la commune, mais doivent l'acheter, et que les terres à l'intérieur des quartiers d'habitation ont connu des hausses de prix rédhitoires pour bon nombre d'entre eux.

Hormis le capital de départ, la famille est déterminante pour le financement des activités productives. Les conditions d'emprunt – taux d'intérêt et échéancier – à des membres de la famille, ou par des membres de la famille en prête-nom, sont globalement plus favorables que lorsqu'il s'agit d'emprunts à d'autres familles. En outre, les montants les plus élevés recensés lors des enquêtes concernent des prêts entre foyers ayant un lien de parenté⁴. L'importance de la famille réside encore dans la possibilité d'utiliser son capital : des outils et équipements pour les cultures et les élevages et la transformation des productions, parfois juste quelques mètres carrés d'emplacement pour une activité commerciale ou de service. Les membres de la famille demeurent par ailleurs des partenaires privilégiés pour les investissements en commun, et pour la recherche de travail en dehors du lieu de résidence. L'essentiel des embauches en dehors de la commune de résidence se fait en effet par présentation recommandation par des employés, qui privilégient les membres de la famille. Les foyers mobilisent ainsi dans la famille un premier pool de ressources, héritées, prêtées, ou investies conjointement. La famille demeure le cadre premier de l'organisation des activités productives.

L'économie familiale s'insère dans un système villageois fait de décisions du comité populaire des communes, qui déterminent les conditions d'accès à d'autres ressources : les terres en adjudication, les superficies « de la coopérative », les prêts bancaires, les bourses d'étude, les emplois et postes au sein des instances dirigeantes. Outre l'accès aux ressources, le jeu des décisions, autorisations, approbations, et leur corollaire d'interdictions et taxations, déterminent l'environnement pratique des affaires de chacun. Cette économie villageoise ne présente pas de règles homogènes ; son mécanisme essentiel est l'ajustement des décisions à l'état des relations que les foyers entretiennent avec les décideurs. Ce système a régi la réhabilitation de l'exploitation familiale, opérée à des moments différents et dans des mesures inégales selon les foyers, les initiés privatisant à leur compte les activités de service et de commerce les plus profitables. Il prévaut aujourd'hui dans le développement des fermes *trang trai* et des caisses populaires de crédit *quy tin dung*⁵.

4. Cette situation est en train de changer avec l'augmentation des montants prêtés par les banques et les caisses populaires de crédit (*quy tin dung*).

5. Modèle promu par le gouvernement pour dépasser les limites de la (« petite ») exploitation familiale, les fermes sont des unités de production qui se distinguent par une superficie cultivée supérieure, davantage de capital productif et financier engagé dans un système de productions plus spécialisées et destinées aux marchés extérieurs à la sphère villageoise (nationaux, internationaux).

Pour la constitution des fermes, les autorités locales ont progressivement modifié le système des adjudications de terres, en remplaçant les tirages au sort entre les candidats par des enchères, puis en augmentant la taille des lots (de 2 sao au milieu des années 1990 à 10 sao, aujourd'hui), la durée de l'adjudication (de 2 ans en 1993, jusqu'à 10 ans aujourd'hui), et en exigeant le paiement comptant de l'adjudication en début de période. La paysannerie ordinaire ne peut pas participer à ce jeu-là ; un nombre restreint de foyers acquiert ces espaces pris sur la réserve foncière. Le système villageois instaure la propriété, en remplacement des droits d'usage le temps de l'adjudication ; il est en effet improbable que les terres et étangs soient « rendus » à la réserve foncière après une dizaine d'années au regard des aménagements (construction de bâtiments d'élevage) et des investissements (plantation d'arbres fruitiers) effectués par les acquéreurs. Le système villageois s'est doté d'une institution financière pour les fermes : la caisse populaire de la commune. Ces caisses ont été constituées à l'initiative des foyers les mieux établis socialement, et parmi eux, ceux-là même qui ont créé les premières fermes. Membres fondateurs et actionnaires de la caisse de crédit, ils peuvent emprunter à hauteur de leurs besoins. Les caisses sont d'ailleurs gérées par « leurs » enfants qui, une dizaine d'années auparavant, ont bénéficié des bourses d'études attribuées par le comité populaire pour continuer leur formation à la fin du premier cycle du secondaire. Le système villageois assure ainsi également la reproduction de ses élites.

L'articulation des systèmes d'activités productives à des échanges et espaces marchands qui dépassent les frontières des villages s'est renforcée. Les producteurs peuvent aujourd'hui vendre chaque jour à domicile à des commerçants ambulants et au marché de leur village, mais également sur les marchés ruraux du district, à Hanoi, et, pour les mieux organisés, jusqu'au Sud du pays et à l'étranger. De même, des acheteurs plus nombreux viennent dans les villages, eux aussi de communes voisines, de Hanoi, d'autres provinces, de Chine... En plus des foyers qui se sont spécialisés dans le commerce, des acteurs nouveaux s'insèrent dans les économies villageoises : les entreprises commerciales et industrielles notamment, ou encore, plus récemment, les compagnies de recrutement de travailleurs pour les programmes d'exportation de la main-d'œuvre [Lê Thu Huong, 2007]. Ces acteurs contribuent au développement d'interactions nouvelles, par le jeu des commandes et du crédit (avances en produits, paiements différés), ou encore des contrats de travail. À travers la multiplication des lieux de vente et des acheteurs s'exprime une demande solvable ; le système des prix, quand bien même les ajustements ne reflètent qu'imparfaitement les offres et les demandes, influence les choix des producteurs. L'échange marchand des productions et de la force de travail se développe, se substituant pour partie à la production pour l'autoconsommation et l'entraide. Les terres agricoles sont concernées, avec des locations de parcelles entre foyers, transactions qui s'étendent elles aussi au-delà des terroirs des villages ; des habitants de Binh Minh sont ainsi allés louer des terres à une vingtaine de kilomètres dans le district de Gia Lam et dans la province de Ha Tay dans les années 1990 ; puis, à la recherche de terres supplémentaires pour les lucratives cultures de plantes médicinales destinées à la pharmacopée chinoise, certains se rendent aujourd'hui jusque dans des provinces du Centre du Vietnam. Ces transactions foncières indi-

quent un mode d'accès aux ressources différent des distributions et legs caractéristiques de l'économie familiale, et des décisions du système villageois.

L'insertion dans les échanges et espaces marchands est toutefois très inégale selon les foyers et les villages. Face aux risques de volatilité des prix et de ne pas trouver acheteur, sauf à devoir brader les produits, la grande majorité des foyers opte pour la vente à domicile ou dans la commune à des collecteurs de produits. Ils n'ont d'ailleurs parfois pas d'autre choix en raison de l'organisation des filières [Le Goulven, 2000]. Les connaissances personnelles de chacun et l'appartenance aux réseaux qui gouvernent les échanges et les espaces du marché s'avèrent essentielles pour l'intégration aux marchés : en amont de la production, pour localiser les demandes, lier connaissance avec les acheteurs, pour la spécification des produits, le conseil technique, le financement ; et en aval, pour garantir la conformité et la qualité des produits, le transport, la ponctualité des livraisons, les paiements. L'allocation des ressources, les spécialisations des uns et les métiers des autres sont certes influencés par les prix, mais ils sont surtout liés à leur réseau, ou traduisent le cas échéant l'absence de réseau ; le rapprochement peut être fait pour les foyers comme pour les villages [Gironde, 2001, p. 359]. Les entreprises familiales non-agricoles ont pu démarrer leur activité en se procurant des produits et des matériaux pour l'artisanat grâce à d'ex-collègues de travail, des commerçants des villes où ils avaient vécu, ou encore des parents établis dans d'autres provinces. Ces connaissances furent cruciales pour le démarrage des activités, dans un contexte de pénurie généralisée, de restrictions et interdits sur la circulation des personnes et des richesses. Les réseaux sont tout aussi importants pour les moins nantis : connaître un grossiste à Hanoi diminue le risque d'acheter une caisse contenant des fruits abîmés, bien le connaître permet de payer la marchandise le soir, après avoir revendu les produits durant la journée. De même, faute de pouvoir être présenté et recommandé à un chef de chantier, il faut se poster aux carrefours des routes ou sur les trottoirs, ou encore parcourir les rues en quête d'une embauche pour la journée. Comme pour les foyers, les systèmes d'activités productives des villages de Châu Giang présentent bon nombre de singularités qui ne renvoient pas aux dotations de facteurs, mais portent la marque des réseaux d'approvisionnement, de financement, de transformation, de commercialisation, d'embauche, de sous-traitance, etc. Les spécialisations productives et la géographie des migrations en attestent. Il est alors plus approprié de parler d'économie des réseaux que d'économie de marché pour rendre compte de l'insertion pratique des économies familiales et villageoises dans les échanges et espaces marchands. Les réseaux demeurent à ce jour le mode prédominant d'organisation des échanges ; c'est faute de réseau que l'on recourt au marché.

De la pauvreté de masse aux inégalités de richesse

La population des campagnes est sortie de la pauvreté de masse qui a marqué la fin des années 1970. Les disponibilités alimentaires des foyers augmentent à compter des années 1980, puis l'amélioration des conditions matérielles est rapide et significative dans les années 1990 : la diversification de l'alimentation, l'habitat

et son équipement, la part croissante des biens durables dans les budgets, et les achats de motos en sont les signes les plus manifestes. Parallèlement, les besoins et les dépenses des foyers augmentent eux aussi : pour les activités productives, la scolarité, la santé, pour satisfaire des aspirations matérielles nouvelles et s'aligner sur les normes sociales nécessaires à la reconnaissance au sein de la communauté ou pour fonder un foyer, ce dont attestent par exemple l'inflation et la nature des dépenses lors des mariages.

Néanmoins, après les années de pénurie, disette, famines, l'attention portée au redressement de la production occulte un temps la question des revenus agricoles, qui ne suivent pas toujours les spectaculaires expansions agricoles et percées sur le marché mondial (riz, café, poivre, produits piscicoles), ainsi que l'augmentation des inégalités, qui est aujourd'hui l'un des traits essentiels de la société vietnamienne⁶. Le phénomène n'épargne pas les campagnes où, aux extrêmes de l'ordre social, l'accumulation des uns contraste avec la prolétarianisation et les migrations des autres.

L'accumulation de la paysannerie favorisée

Un premier groupe de foyers de l'échantillon, que l'on peut qualifier de paysannerie performante et privilégiée, se distingue par la spécialisation de son système de productions agricoles dans les cultures et élevages les plus rémunérateurs, l'accumulation foncière, et la valorisation des productions par une première transformation des produits. La riziculture n'est plus que résiduelle, pratiquée dans les parcelles trop basses pour supporter d'autres plantes, des parcelles que les foyers préfèrent d'ailleurs sous-louer à d'autres foyers. Les cultures de plantes médicinales et fruitières représentaient 70 % de la superficie cultivée des foyers de ce groupe en 1997, la totalité dans certains villages jouissant de terres hautes. Les élevages de porc, de volaille, de poissons, associent reproduction et engraissement, pour des cheptels « industriels » de plusieurs centaines de têtes de volaille ou jusqu'à 6 truies et plusieurs centaines de porcs vendus par an. Les résultats techniques (rendements, poids, qualité des productions) traduisent une utilisation accrue d'intrants achetés dont des semences et animaux de la meilleure qualité, des investissements conséquents (bâtiments d'élevage, aménagements de parcelles en vergers) et un progrès des techniques de culture, d'élevage, de conservation (marcottage, croisement d'espèces, séchage de récoltes). Hormis la spécialisation dans les productions les plus rémunératrices, les résultats économiques de ces foyers proviennent des activités situées en amont et en aval de la production. Les savoir-faire de ces paysans sont reconnus, ce qui leur a permis de devenir fournisseurs pour d'autres foyers qui leur achètent des boutures d'arbres fruitiers et des animaux reproducteurs. D'autres font le commerce des intrants agricoles. Des

6. À la fin des années 1990, les résultats de la deuxième enquête sur les niveaux de vie (Vietnam Living Standard Survey 1997-1998) firent dire que l'augmentation des inégalités de revenus, appréciées à partir du coefficient de Gini, était « négligeables » [GSO, 2000, p. 265] ou « modestes » [Glewwe, 2004, p. 9]. La même enquête montrait cependant qu'entre 1992 et 1997, le rapport entre le revenu par tête des foyers ruraux du 1^{er} quintile et celui du 5^e quintile était passé de 1 à 3,8 à 1 à 8,7.

innovations telles l'introduction de nouvelles espèces et variétés, le décalage des récoltes, ou la vente différée des productions transformés procurent d'importants différentiels de revenu. Ces foyers ont entrepris la transformation de leurs récoltes et des récoltes d'autres foyers ; la fabrication d'huile de menthe, le séchage des plantes médicinales ou encore confire les fruits peuvent ajouter 50 % de valeur aux produits frais.

Cette paysannerie est privilégiée eu égard à son capital foncier de départ et aux conditions de l'accumulation réalisée depuis la réhabilitation de l'économie familiale. Les superficies de jardins et d'étangs attenants à l'habitation, et les superficies léguées aux enfants, traduisent une condition sociale confortable. Dans le village de Quang Uyên, les parcelles des foyers de ce groupe (598 m²) sont près de trois fois plus grandes que celles des foyers ordinaires (212 m²) ; le rapport est identique (864 m² contre 252 m²) dans le village de Duong Trach à Tân Dân. Les transformations des systèmes de culture et d'élevage ont été initiées dans ces parcelles, avant d'être étendues aux terres de rizières. Le système villageois a permis une accumulation foncière remarquable, eu égard à la densité de population particulièrement élevée de la région, et à bon compte lorsqu'on considère les coûts d'acquisition des terres. À Quang Uyên, les superficies de jardins et étangs des foyers de ce groupe ont doublé en l'espace de dix ans, entre le milieu des années 1980 et 1996. Ces foyers exploitaient en 1996 une superficie de rizière supérieure de 40 à 100 % à celle qui leur avait été distribuée en 1993, un accroissement permis par le jeu d'adjudications par tirage au sort mais dont ils ont bénéficié systématiquement. À Tân Dân, tous les foyers de ce groupe avaient des terres en adjudication en 1997, 3 sao en moyenne, soit une augmentation de 45 % de la superficie cultivée. À Binh Minh en 1997, les adjudications (3,4 sao) représentaient plus de la moitié du total (6,6 sao) de la superficie cultivée.

Ces foyers, s'ils ne comptent pas parmi les décideurs, sont les grands bénéficiaires du système villageois qui a régi le démantèlement du secteur coopératif et favorise ces dernières années la mise en application du nouveau modèle des fermes. À Quang Uyên, parmi les foyers de ce groupe dont le chef avait plus de 45 ans (en 1997), la moitié avait exercé ou exerçait des responsabilités au niveau de la commune⁷ ; ce groupe comptait également d'anciens cadres au niveau du district ou de la province, et des militaires gradés à la retraite. Les dirigeants du système ont été les premiers à en sortir, et il ne fait pas de doute que leurs positions et relations ont permis un accès privilégié aux ressources. Ils ont bénéficié des arrangements avant les réformes : ils se sont vus confier la garde des animaux de labour, qu'ils pouvaient utiliser à leur compte et qui leur a procuré de la matière organique ô combien précieuse à une époque de pénurie d'intrants ; ils louaient les équipements des coopératives, prélude à leur récupération ; leur connaissance des réseaux étatiques d'approvisionnement en intrants et d'écoulement des productions leur a conféré un avantage comparatif décisif pour se lancer dans le commerce : ils

7. Au comité populaire, dans les organisations de masse, à la coopérative, au centre de santé, à l'école, dans la cellule du Parti.

savaient où se rendre, avec qui traiter, et obtenir des avances en produits. Pour ces foyers, l'économie familiale fut rétablie avant même les réformes. Puis ils ont bénéficié d'un régime de faveur dans l'application des réformes. L'accumulation connaît ces dernières années un aboutissement avec la constitution des premières fermes : 1 mâu (10 sao) de verger, 2 mâu d'étangs, des élevages industriels. Cette économie des fermes *kinh tê trang trai* constitue un dépassement de l'économie familiale *kinh tê hô gia dinh* rétablie il y a maintenant deux décennies.

Blocages et prolétarianisation de la paysannerie (trop) ordinaire

En contraste avec le groupe précédent, près de la moitié des foyers (48 % de l'échantillon) ont été rapidement confrontés à une stagnation de leurs productions agricoles. Ils ont dû se tourner vers les activités non-agricoles, mais le plus souvent pour le compte d'autres foyers, dans les villages et surtout en ville pour des durées cumulées sur l'année de plus en plus longues.

Anciens membres des brigades de production, la masse des paysans s'est trouvée « réhabilitée » avec comme ressource leur force de travail et les terres de rizières distribuées. L'apport des parents au capital des foyers est faible ; ces parents-là n'ont pas grand-chose à prêter ou investir en commun ; au mieux, ils partagent leur parcelle d'habitation. L'augmentation des productions de base, permise pour l'essentiel par une intensification en travail, a atteint un palier. Ces producteurs sont par ailleurs demeurés des riziculteurs ; la diversification concerne les cultures secondaires : maïs, arachide, haricot, soja, légumes ; les cultures de plantes médicinales se limitent à « quelques morceaux » *mot vai mieng*⁸, et les seuls arbres fruitiers sont ceux plantés dans le jardin autour de la maison. L'élevage porcin atteint au mieux 3-4 porcs engraisés par an. Les résultats techniques des cultures et des élevages sont médiocres en raison, notamment, de dépenses d'intrants insuffisantes. Faute de pouvoir alimenter correctement les animaux, les cycles d'engraissement peuvent être écourtés, on supprime un des deux cycles annuels, on engraisse un porc plutôt que deux, du bétail dont le principal bénéfice est le fumier qu'il procure. La marge de croissance des productions agricoles est tenue : une parcelle supplémentaire en adjudication, un prêt de la Banque Agricole investi dans l'élevage. Mais, l'accès à de telles ressources est demeuré aléatoire pour cette catégorie de foyers : à Tân Dân en 1997, seul un tiers cultivaient des parcelles en adjudication, contre la totalité précédent. Cette différence s'explique par le système d'adjudication qui ne privilégie pas ce groupe, mais également par les revenus trop faibles de la mise en valeur des parcelles si on y cultive du riz, du maïs, du soja. Ces foyers se sont désintéressés des adjudications, puis l'instauration des nouvelles modalités (enchères, paiement comptant pour toute la durée de l'adjudication) leur en a de toute façon fermé l'accès. Pour les mêmes raisons, ces foyers, quand bien même ils le pourraient, ne veulent pas consentir l'effort financier nécessaire à l'intensification en capital ; les différentiels de revenu sont insuffisants pour la riziculture ou l'élevage porcin, surtout s'il faut recourir à des

8. Le *mieng* est aussi une unité de mesur (36 m²).

emprunts privés qui les maintiennent alors dans un endettement de fonctionnement où on contracte un nouvel emprunt pour finir de rembourser le précédent.

Les activités de commerce et de service les plus modestes, et la location de la force de travail sont d'un meilleur rapport monétaire. Ces activités, pratiquées en milieu urbain essentiellement en raison d'opportunités plus nombreuses, sont devenues la condition de la reproduction de ces exploitations familiales, entendons qu'elles conservent une habitation et le droit d'usage des terres de rizières dans leur commune d'origine. Un des deux parents, parfois accompagné d'un enfant adolescent, travaille en ville, l'autre reste au village. La diversification des activités traduit ici une sortie de l'agriculture « par le bas » et un processus de prolétarianisation. Des cas de décapitalisation (vente d'une partie de la parcelle d'habitation) et de départ de l'ensemble de la famille existent, mais ils sont demeurés rares à ce jour grâce aux réseaux d'embauche dans la région et aussi à la proximité géographique de Ha Nôi qui permet de partir ou revenir d'un jour à l'autre. Les adolescents dans ce groupe n'iront pas faire d'études supérieures à Ha Nôi, ni même poursuivre leurs études secondaires au district ; il y a dix ans, ils parcouraient les terroirs en conduisant une vache ; ils se rendent désormais chaque matin, en quête d'une journée de travail, dans l'une des nombreuses usines qui se sont installées ces dernières années le long de la route 39 qui traverse Minh Châu et Tân Dân.

Conclusion

Le paradigme du marché s'est imposé dans l'analyse des transformations de l'économie vietnamienne depuis le début des années 1980. Or c'est la superposition de différents systèmes – familial, villageois, du marché, des réseaux – qui caractérisent l'allocation des ressources et la réorganisation des activités productives des foyers de Minh Châu, Tân Dân et Binh Minh. Si les choix des producteurs sont indéniablement influencés, et de façon croissante, par la demande et les prix, les réseaux de connaissances personnelles demeurent déterminants pour l'intégration de l'économie familiale aux échanges et espaces marchands extérieurs à la sphère villageoise. Parler de marché pour rendre compte du développement économique actuel n'a ainsi pas plus de sens que réduire l'ancien système aux coopératives et à la planification. De même, les grandes réformes institutionnelles par lesquelles on désigne le rétablissement de l'économie familiale ne nous en apprennent pas davantage que les organigrammes des coopératives et les plans de production sur l'époque collectiviste.

La réorganisation de l'activité économique fut d'abord, et demeure, affaire de village, d'arrangements et de rapports de pouvoir entre les populations et les décideurs. Ces arrangements mettent en lumière l'ordre social, déterminant pour l'accès aux ressources et la diversification des systèmes d'activités : tandis que les mieux nantis privatisent et reprennent à leur compte les activités de commerce et de services des compagnies étatiques et des coopératives spécialisées, la paysannerie ordinaire ne reçoit que des terres de rizières. Les inégalités sont significatives dès le début de la transition ; leur augmentation n'est pas « marginale ». La loi foncière

de 1993 ne change pas fondamentalement la donne : à Quang Uyên, les terres distribuées de façon égalitaire ne représentent que les deux tiers de la superficie agricole ; et un tiers seulement du revenu des cultures. Pour le reste, le poids de la hiérarchie sociale pour l'accès et l'utilisation des parcelles et des étangs à Khoai Châu et Van Giang est similaire à ce qu'ont mis en lumière d'autres études [Du Van Châu, 1998 ; Mellac, 1998 ; Tessier, 2003 ; Fages, 2004 ; Nguyen Van Suu, 2004]. Le système des arrangements perdure.

Enfin, si la loi foncière a consolidé l'exploitation familiale, elle ne garantit pas sa viabilité économique. Dès le milieu des années 1990, les revenus agricoles ne permettent plus de satisfaire les besoins économiques et sociaux qui ont fortement augmenté, à l'exception des foyers privilégiés qui ont su opérer la conversion de leurs cultures et élevages vers des systèmes à forte valeur ajoutée. Pour les autres, une fraction croissante de la population rurale, la prolétarianisation partielle est devenue la condition du maintien de l'exploitation familiale. Il n'est alors d'autre marché que celui du travail, en l'occurrence des réseaux de recrutement et de migration.

BIBLIOGRAPHIE

- BERESFORD M. [1985], « Household and Collective in Vietnamese Agriculture », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 15, n° 1, p. 5-36.
- BERESFORD M. [1988], *Vietnam : Politics, Economics and Society*, London and New York, Pinter Publishers, 241 p.
- BERGERET P. [2002], *Paysans, État et marchés au Vietnam*, Paris, Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques, Karthala, 291 p.
- DU VAN CHAU [1998], « Redistribution foncière et différenciation sociale au Vietnam – Une étude de cas dans le delta du Fleuve Rouge », *Revue Tiers Monde*, t. XXXIX, n° 153, p. 161-174.
- FAGES L. [2004], *De stratégies en tragédies : confrontations territoriales et évolutions des systèmes ruraux – Exemples de groupes ethniques du Nord-Vietnam*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux III – Michel de Montaigne, 378 p.
- FFORDE A. [1989], *The Agrarian Question in North Vietnam, 1974-1979 – A Study of Cooperator Resistance to State Policy*, New York, London, M. E. Sharpe, 265 p.
- FONTENELLE J.-P. et alii (éd.) [2001], *Atlas of the Bac Hung Hai Polder (Vietnam)*, Paris, Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET), 58 p.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE [2000], *Vietnam Living Standards Survey 1997-1998*, Hanoi, Statistical Publishing House, 448 p.
- GIRONDE C. [2001], *Réhabilitation et transformations de l'économie familiale au Nord-Vietnam – Systèmes d'activités villageois et réseaux de relations dans le delta du Fleuve Rouge*, thèse de Doctorat, Institut Universitaire d'Études du Développement/Université de Genève, Thèse n° 3, 406 p. + Annexes.
- GLEWWE P. [2004], « An overview of economic growth and household welfare in Vietnam in the 1990s », in P. Glewwe, N. Agrawal and D. Dollar (éd.), *Economic Growth, Poverty, and Household Welfare in Vietnam's*, World Bank Regional and Sectoral Studies, Washington D.C., The World Bank, p. 1-26.

- GROSSHEIM M. [1998], *The Impact of Reforms on the Agricultural Sector : The Land Issue*, Paper prepared for the Workshop on Rural transformation in Vietnam, Passau University, Germany, 6-8 March, 20 p.
- KERKVLIERT B.J. [1998], *Wobbly Foundations : Building Cooperatives in Rural Vietnam, 1955-1961*, communication prepared for the Workshop on Rural transformation in Vietnam, 6-8 March, Passau University, Germany, 62 p.
- LE CAO DOAN [1995], « Agricultural Reforms in Vietnam in the 1980s », in I. Nørlund, C.L. Gates et Vu Cao Dam (éd.), *Vietnam in a Changing World*, Nordic Institute of Asian Studies, Studies in Asian Topics, n° 17, Curzon Press, p. 109-124.
- LE GOULVEN K. [2000], *Dispositifs institutionnels et intégration des marchés – La commercialisation du porc au Vietnam*, thèse de Doctorat, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 403 p.
- LE THU HUONG [2007], *Indebted Migration for Work : Vietnamese Labourers in Malaysia*, mémoire préliminaire de thèse, Institut Universitaire d'Études du Développement, Université de Genève, 73 p.
- MELLAC M. [1998], « La Gestion des espaces forestiers au Nord Vietnam – Un modèle et son application », *Cahiers d'outre-mer*, vol. 51, 204, octobre-décembre, p. 367-384.
- NGUYEN DUC NHUAN [1992], « Le district rural vietnamien ou l'État en campagne », in J. Matras-Guin et C. Taillard (éd.), *Habitations et Habitat d'Asie du Sud-Est Continentale – Pratiques et représentations de l'espace*, Paris, L'Harmattan, p. 343-376.
- NGUYEN VAN SUU [2004], « The Politics of Land : Inequality in Land Access and Local Conflicts in the Red River Delta since Decollectivization », in Philip Taylor (ed.), *Social Inequality in Vietnam and the Challenges to Reform*, Vietnam Update Series, Singapore, Institute of South East Asian Studies (ISEAS), p. 270-296.
- SELDEN M. [1994], « Pathways from collectivization – Socialist and Post-Socialist Agrarian Alternatives in Russia and China », *Review*, XVII, 4, p. 423-49.
- TESSIER O. [2003], *Le pays natal est un carambole sucré [Quê hương là chum khê ngọt] – Ancrage social et mobilité spatiale : essai de définition d'un espace social local au nord du Viêt Nam*, thèse de doctorat en Anthropologie, Université de Provence (Aix-Marseille I), 746 p.
- THIREAU I., HUA L. [2002], « À l'ombre des commerces en bordure de route », *Études Rurales*, 161-162, janvier-juin, p. 109-128.
- VO NHAN TRI [1990], *Vietnam's Economic Policy since 1975*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 253 p.
- YVON F. [1994], *Une résistible collectivisation : l'agriculture au Nord-Vietnam 1959-1989*, thèse de Doctorat, Université Paris VII, 186 p.

Stratégies de reconversions professionnelles et modalités d'adaptation aux changements socio-économiques.

Le cas de la Bulgarie

*Roumiana Michonova**

Introduction

L'objet de cet article est de rendre compte des logiques spécifiques à l'œuvre dans les stratégies de reconversions professionnelles en Bulgarie, dans un contexte de transformations économiques et sociales profondes. Afin de mieux saisir l'ampleur et la nature des changements, nous nous sommes attachés à décrire, dans les grands traits, la situation socio-économique en Bulgarie. Ensuite, c'est à travers la reconstitution des itinéraires, des trajectoires et des parcours personnels et professionnels, fort différents mais représentatifs des personnes que nous avons rencontrées et interrogées, que nous allons analyser les façons de parler et de vivre le nouvel environnement socio-économique.

Enfin, dans la deuxième partie de notre article, nous abordons la question de la reconversion des représentants des anciennes élites politico-économiques et, mettant l'accent sur les mécanismes et les processus qui ont rendu possible, ou du moins ont largement facilité, la conversion d'un nombre d'hommes politiques avant 1989 en hommes d'affaires.

Le contexte socio-économique

Pour la majorité de la population bulgare les conséquences immédiates de la redéfinition des règles de fonctionnement de l'espace économique – l'abandon de l'économie planifiée et le passage vers une économie de marché – et les restructurations du monde du travail s'avèrent être globalement négatives. Le bilan basé sur des paramètres socio-économiques, depuis le début des années 1990, montre une dégradation des conditions matérielles de vie et de travail de la grande majorité de la population bulgare qui a connu un déclassement social. Avec 92 euros de salaire

* Doctorante en sociologie, Centre nantais de sociologie (CENS), Université de Nantes, Adresse postale : 23, Bld Georges Pompidou/44200 Nantes – michonovaroumi@gmail.com.

minimum, (soit 180 léva (BGN)), la Bulgarie occupe la dernière place du classement des pays membres de l'Union européenne¹. La part des salariés percevant le salaire minimum est la plus élevée de tous les pays européens : 16 %.

Cependant, nous constatons une forte polarisation de la société en termes de revenus. Les chiffres mettent en évidence l'écart considérable entre la majorité de la population – 68 % de la population vit avec 433 lévas (environ 221 euros) par mois et 29 % avec 170 lévas (environ 87 euros)² – et une couche minoritaire, entre 1 % et 4 %, qui perçoit des revenus mensuels supérieurs à 6 000 euros [NSI, 2007].

À l'instar de l'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale, en Bulgarie, le marché du travail a connu des bouleversements qui se sont traduits par une augmentation spectaculaire du chômage, qui a atteint un taux de 19,4 % en 2001, et des changements importants dans la structure de l'emploi.

La baisse du taux de chômage enregistrée depuis 2002 s'explique en grande partie par une modification du dispositif législatif qui redéfinit les critères d'éligibilité aux allocations chômage de façon à exclure un nombre important de personnes qui en bénéficiaient. Depuis le 1^{er} janvier 2002, toute personne ayant travaillé au moins un semestre au cours des douze derniers mois ne perçoit pas d'indemnités.

Tab. 1 – Évolution du taux de chômage en Bulgarie

| 1990 | 1993 | 1995 | 1998 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-------|--------|------|------|--------|--------|--------|------|------|------|------|
| 1,8 % | 16,4 % | 13 % | 16 % | 19,4 % | 16,3 % | 13,7 % | 12 % | 13 % | 11 % | 11 % |

Source : UN, FMI, Banque Mondiale, Commission économique pour l'Europe.

Depuis 1990, le chômage de longue durée (plus d'un an) demeure un trait caractéristique majeur du marché du travail bulgare. Jusqu'en 2004, c'était le cas de plus d'un chômeur sur deux (57,4 %), 55,3 % chez les hommes et 59,9 % chez les femmes. En 2007, 8,4 % des chômeurs détiennent un diplôme d'études supérieures, tandis que la part des jeunes chômeurs, âgés de 15 à 24 ans, s'élevait à 17,2 % et la part des chômeurs dans la tranche d'âge 55-64 ans à 13,8 % [NSI, 2007].

L'apparition du secteur privé, qui emploie 71 % de la population active en 2007 n'a pas suffi à compenser la baisse d'effectifs dans le secteur public. La prise en compte de la distribution de la population active selon les secteurs d'activités fait apparaître une importante tertiarisation et une forte croissance des activités non-productives. En 2007, 57,7 % de la population active travaillaient dans le secteur des services contre 35,2 % dans l'industrie et 7,1 % dans le secteur agricole [NSI, 2007].

1. En Bulgarie, le Conseil des Ministres détermine le montant des rémunérations minimum mensuelles et horaires. Le salaire minimum pour l'année 2007 s'élevait à 92 euros. À titre comparatif, le salaire minimum en Bulgarie est 17 fois inférieur au salaire minimum européen le plus élevé, celui de Luxembourg.

2. Le lev bulgare dont le taux de change officiel était fixé à 1 Deutsch mark est aujourd'hui lié à l'euro dans le cadre du currency board (depuis le 1^{er} janvier 1999) au taux fixe unilatéral de 1,95583 euros.

La croissante précarisation des emplois

La diminution du taux de chômage ne doit pas cacher le développement d'emplois précaires. Une précarité qui prend la forme de mauvaises conditions de travail, d'une croissance du nombre des travailleurs pauvres et de contrats de travail qui ne garantissent aucune stabilité de l'emploi. L'embauche sans contrat est une pratique courante dans les secteurs privés et public. Selon les rapports réguliers produits par le Centre d'études sur la démocratie, entre 10 % et 20 % de la population active sont employés illégalement [CSD, 2007]. La situation des travailleurs est d'autant plus fragilisée qu'en plus de la pratique des « conventions verbales »³, les licenciements ont été facilités à travers la possibilité accordée aux employeurs de mettre fin à un contrat de travail, sans préavis et souvent sans indemnités, pour n'importe quel motif selon des clauses spécifiques aux différentes catégories professionnelles.

L'absence de mécanismes de contrôle et de défense efficaces, doublée d'une faible connaissance des travailleurs de leurs droits – constat que nos recherches ont révélé – font que les poursuites judiciaires pour licenciement abusif ou d'autres formes de transgression du code du travail sont rares⁴.

Les différents programmes et mesures en faveur de l'emploi, mis en place par les gouvernements successifs depuis le milieu des années 1990, n'ont pas suffi pour redynamiser le marché de l'emploi. [Fondeville-Gaoui, 2003, p. 54-64] Imposés principalement par la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (FMI), les plans d'ajustements structurels adoptés par les gouvernements bulgares, basés sur une politique économique néo-libérale voire ultra-libérale, ont eu comme conséquence la réduction drastique des coûts sociaux. Les principaux acquis sociaux en vigueur jusqu'en 1989 ont été supprimés et/ou ont tous fait objet de modifications législatives dans un sens nettement moins avantageux pour les bénéficiaires potentiels. Les services sociaux ont été réduits à leur plus simple expression. Le système de protection sociale et les garanties de l'État relatives à l'emploi, à la sécurité sociale, au respect de la législation sociale et de travail, défense du travail des enfants, des femmes enceintes, des invalides et des handicapés et le droit d'accès des différents groupes ethniques au marché du travail ont été systématiquement revus à la baisse.

Les effets cumulés de l'incapacité à absorber la main-d'œuvre disponible, des systèmes de protection de travail, d'aide et d'assistance peu développés – le durcissement des critères, les redéfinitions des priorités des mesures d'aide et l'abaissement

3. Parmi les raisons évoquées par les employeurs qui commettent des infractions aux normes fondamentales du travail : les charges sociales patronales élevées, à la hauteur de 24,3 %.

4. Les syndicats bulgares étant faibles dans le secteur public et quasi inexistant dans le secteur privé – le taux d'adhésion se situe entre 10 % et 15 % – ils protègent essentiellement leurs membres et ont une tendance marquée à la conciliation. Les syndicats les plus importants sont la Confédération indépendante du Travail « Podkrepa », la Confédération des Syndicats indépendants bulgares, héritière de l'Union des syndicats bulgares de l'époque communiste, l'Association des syndicats démocratiques et l'Union nationale des Syndicats. Il existe nombre d'autres organisations plus petites telles que l'union des étudiants, l'union des professeurs, l'union des fonctionnaires etc., qui se constituent souvent en fonction de leur implantation géographique et leur branche d'activité.

du taux de couverture et d'indemnisation – contribuent fortement à exclure du monde du travail officiel une part importante de la population en âge de travailler et, par conséquent, ne font qu'entretenir et alimenter l'économie souterraine et les phénomènes du travail au noir, des « petits boulots » et les trafics en tout genre. Le phénomène de cumul de plusieurs emplois se constate chez toutes les catégories sociales. Le deuxième et/ou le troisième emploi, sont pour la grande majorité du travail au noir. La précarité de l'emploi et les contraintes économiques poussent les personnes à chercher d'autres sources de revenus, dans l'économie parallèle où elles sont amenées à accepter l'arbitraire, souvent à la frontière de la servitude, dans des espaces hors de tout contrôle où les rapports quotidiens entre les employeurs et les employés se caractérisent par une extrême violence. Le départ à l'étranger, où les conditions de travail sont les mêmes mais le salaire est parfois cinq fois supérieur⁵, s'impose de plus en plus en tant que dernière solution pour faire face à une situation de misère économique qui est inmanquablement une misère sociale. Selon les dernières publications de l'Agence nationale des Bulgares à l'étranger, plus de 2 800 000 bulgares vivent à l'étranger. Si au début des années 1990 l'émigration touchait surtout les jeunes qui partaient faire des études, depuis quelques années il s'agit principalement d'une émigration économique vers la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal où les Bulgares travaillent en tant que saisonniers ou aides domestiques⁶.

Des disparités économiques régionales accentuées

La répartition géographique des chômeurs met en lumière des disparités économiques importantes entre régions et un clivage ville/campagne particulièrement prononcé. Au début de l'année 2005, dans plus de 30 communes sur 264 au total, le taux de chômage frôlait les 30 %, tandis que, selon les données de l'Institut national des statistiques (NSI), dans la capitale 3 % de la population active était sans emploi. Les disparités économiques les plus significatives s'observent cependant au sein même des régions, entre les zones urbaines et rurales. Dans ces dernières, le taux de chômage est parfois deux fois supérieur à celui enregistré dans les centres urbains, respectivement, 10,8 % et 5,2 %. Ce déséquilibre est à l'origine d'une forte migration interne vers les grands centres urbains et, par conséquent, d'une désertification croissante des campagnes.

Un autre niveau de lecture de la réalité bulgare s'offre à nous à travers la prise en compte d'un ensemble d'indicateurs objectifs et sociologiquement significatifs. Des indices incontestables d'une importante misère sociale : traite des êtres humains (particulièrement de femmes et d'enfants) trafics d'organes, de drogues et

5. Les entretiens réalisés auprès de personnes qui travaillent en Grèce, en Italie et en Espagne, indiquent que les rémunérations perçues à l'étranger sont cinq voire dix fois supérieures à celles qu'elles percevaient en Bulgarie en travaillant au noir.

6. Selon les informations et les données disponibles le volume et l'importance des remittances (sommes monétaires envoyées par les immigrants au pays d'origine) atteignent 987.2 millions d'euros pour l'année 2006. Somme qui ne cesse de croître depuis le début des années 2000. En réalité, une part importante des envois est destinée à l'usage immédiat de la famille, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'épargne mais de contributions à l'amélioration des conditions de vie.

d'armes, affaires de corruption et blanchiment d'argent, marchés illégaux, racket et assassinats, font partie intégrante du paysage bulgare⁷. Pour l'ensemble de ces phénomènes, il ne s'agit pas de cas isolés ou de pratiques marginales⁸. Les statistiques, les rapports des organismes internationaux et des centres d'études bulgares sont éloquentes⁹.

La relation nette établie entre la dégradation des conditions de vie matérielle et économique et le déclin démographique, ininterrompu en Bulgarie depuis 1990, apporte des éclairages essentiels sur la réalité sociale du pays. Selon les données publiées par l'Institut national des statistiques, la Bulgarie comptait en 2006, 7 679 290 millions d'habitants contre 8 669 269 en 1989. Depuis dix-sept ans, le nombre de naissances annuel ne cesse de diminuer. Dans le cas bulgare, la régression enregistrée de l'indice de natalité est parmi les plus forte comparée aux autres pays de l'Europe centrale et orientale, (- 5 % en 2000) et avec un écart significatif entre les villes (- 2,1 % en 2000) et les campagnes (- 12,4 % en 2000). Selon le dernier rapport du Conseil économique et social, la mortalité en Bulgarie est la plus élevée de tous les pays européens et l'espérance de vie, qui est respectivement de 75 ans pour les femmes et 67 ans pour les hommes, est nettement moins élevée que les autres pays de l'Union européenne.

Une importante économie souterraine

La criminalité dans la sphère économique-financière en Bulgarie a atteint des niveaux spectaculaires depuis 1990. Les conditions de désintégration institutionnelle, la perte du monopole de la violence de l'État et le maintien d'un flou juridico-législatif ont rendu possibles l'apparition de groupements criminels aux activités fort variées (vols, commerce d'armes, trafic de drogue, réseaux de prostitution, de blanchiment d'argent, racket, etc.). Le nombre annuel d'homicides constitue un indicateur révélateur de l'impuissance de l'État à contrôler les pouvoirs parallèles. On compte plus de cent cinquante meurtres et de multiples tentatives d'assassinats de personnalités du monde économique, criminel et politique¹⁰. Ces groupements

7. D'après le Service National de lutte contre la criminalité, en 2003, 356 groupements criminels étaient officiellement identifiés.

8. D'après une étude de l'Université du Michigan depuis le début des années 1990, les homicides et les suicides dans les pays de l'ancien bloc soviétique ont augmenté respectivement de 14 % et 30 %.

9. Essayer de dresser une liste exhaustive des multiples exemples à la fois en ce qui concerne « les grandes affaires criminelles » en Bulgarie ou tout simplement des « faits divers » relayés quotidiennement dans la presse nationale nécessiterait la mobilisation de toute une équipe de chercheurs. Nous avons choisi de n'en citer que quelques-uns soulignant toutefois que ce type d'informations demande des réactualisations hebdomadaires. Pour l'année 2004, l'Agence bulgare des renseignements financiers a enregistré 423 cas de blanchiment d'argent ; plus de trente imprimeries de faux billets ont été découvertes et détruites ces quelques dernières années ; plusieurs cas de ventes d'organes sur Internet ont révélé l'existence de réseaux et d'organisation structurées gérant la commercialisation d'organes humains. Dans certains cas, les témoignages rapportés précisaient qu'il s'agit de vente « consentante », en tant que seul moyen pour certaines personnes à faire face, même momentanée à la misère économique personnelle et/ou familiale.

10. Pour n'en citer que quelques exemples : le Procureur Nikolai Kolev a été assassiné le 28 décembre 2002 ; le président du plus puissant holding Multigroup, Iliia Pavlov a été abattu le 7 mars 2003 ; la directrice des douanes, Chinka Manova a été assassinée le 10 octobre 2005 ; le magnat bancaire Emile Kulev, a été tué le 26 octobre 2006 ; le maire de la ville d'Elin Pélin, Ianko Iankov a été assassiné le 8 janvier 2007 ; le président du Conseil régional de la ville de Nessebar, Dimitar Iankov, a été abattu le 9 mai 2007.

contrôlent des flux financiers particulièrement importants au point qu'aujourd'hui, les organisations criminelles font partie intégrante du système économique bulgare. Reconnus comme agents économiques à part entière, « les mains invisibles » participent fortement à dynamiser l'économie nationale. Les rapports réguliers produits par le Centre d'études sur la démocratie estiment que le chiffre d'affaire dégagé par les activités économiques (financières et productives) criminelles représente 20 à 30 % du PIB du pays. La croissance de l'économie nationale est ainsi en grande partie stimulée par le réinvestissement des profits illégaux.

En effet, l'état inachevé de structuration et l'instabilité de l'espace économique font que les marchés officiels se révèlent particulièrement perméables à l'insertion de la criminalité organisée. La facilité de créer une entreprise, le faible contrôle et la législation laxiste ont permis l'apparition d'un grand nombre d'entreprises-fantômes qui facilitent les réinvestissements et le blanchiment d'argent gagné à travers des activités illégales. La capacité financière et la disponibilité immédiate en ressources financières obtenues sur les marchés illégaux permettent à ces acteurs économiques de se greffer sur le développement et les placent en position privilégiée pour investir et participer aux marchés publics. Leurs entreprises ont également une grande aptitude à s'étendre à de nouveaux domaines d'activités d'autant plus rémunérateurs qu'ils ne sont encore qu'aux prémices de leur exploitation comme le tourisme et l'éco-business. Leur position sur le marché est d'autant plus privilégiée qu'ils ont une importante capacité à décourager toute concurrence par la violence et l'intimidation.

Précarisation salariale et souffrance sociale : la reconversion par nécessité

Migléna (58 ans), mariée, mère de deux enfants et grand-mère de trois petits-enfants, a perdu son emploi en 1995 suite à la fermeture définitive de l'entreprise où elle travaillait en tant que comptable depuis 1977. Originaire d'une petite ville dans la région nord-ouest du pays, en quatre ans Migléna change quatre fois d'emploi, avec des périodes durant lesquelles elle en cumule deux voire trois, tous en dessous de sa qualification et qui ne lui offrent aucune réelle perspective professionnelle. En 1999, son mari, employé dans le secteur du bâtiment, est hospitalisé pendant trois mois après un accident de travail et licencié l'année suivante. Après six mois de recherche d'emploi, sans résultat, travailler le potager familial est devenu sa principale occupation. Le couple voit ses revenus divisés par trois et ne parvient plus à subvenir à ses besoins simplement alimentaires.

L'expérience de la précarité, du déclassement professionnel et social et le fort sentiment d'angoisse face à l'incertitude, poussent Migléna à chercher du travail à l'étranger, en Italie. Plusieurs personnes de son entourage proche y travaillent et à la fin de l'année 2003, après avoir reçu l'accord verbal d'embauche par téléphone, elle prend la décision de partir en tant qu'employée domestique.

Au début de l'année 2003 notre situation est devenue critique. L'argent ne suffisait pas même en se serrant la ceinture. On n'avait plus de quoi acheter à manger, payer

les factures, encore moins aider nos enfants ou acheter un petit cadeau à nos petits-enfants. Ni moi, ni mon mari n'avons réussi à trouver du travail qui nous aurait permis de vivre décemment. À notre âge c'est de plus en plus difficile. Alors j'ai décidé de partir en Italie. Ma cousine y travaillait depuis trois ans. Elle connaissait des gens qui voulaient prendre une femme de ménage bulgare et c'est elle qui a tout organisé. À l'époque je ne parlais pas un mot d'italien. Donc depuis trois ans maintenant, je vis et je travaille trois mois en Italie et après, je reviens en Bulgarie pour trois mois. C'est pour les papiers en fait. On doit rentrer tous les trois mois pour ne pas dépasser la durée de séjour autorisé¹¹. Financièrement on s'en sort un peu mieux. Je ramène tout ce que je gagne, je ne dépense rien en Italie. Je laisse de l'argent à mon mari et j'en donne un peu à mes enfants. Par contre c'est dur d'être loin et de ne pas voir mes proches pendant plusieurs mois mais je n'ai pas le choix. [...] Au début c'était difficile d'accepter d'être femme de ménage. C'était un peu humiliant et je ne disais pas ce que je faisais en Italie, ou je mentais. Certes, tout le monde fait le ménage chez soi mais être femme de ménage c'est quand même différent. Puis petit à petit je m'y suis faite, j'ai pas le choix¹².

La trajectoire et les propos de Migléna rendent compte du caractère forcé de cette reconversion professionnelle commandée avant tout par une nécessité existentielle. L'exclusion du marché du travail en Bulgarie et les effets des contraintes économiques font apparaître le départ à l'étranger comme l'unique stratégie de survie personnelle et surtout familiale.

En effet, de manière générale, les femmes ressentent de façon beaucoup plus accentuée les effets négatifs des changements socio-économiques. Elles sont plus fortement touchées par le chômage que les hommes, y compris le chômage de longue durée, indépendamment de leur niveau d'étude. Les licenciements massifs dans les branches où elles étaient surreprésentées, l'industrie du textile et de l'électronique, expliquent en partie la forte baisse du taux d'activité féminin dès 1990, passant de 93 % en 1989 à 81 % en 1990. Premières à être licenciées, elles sont les dernières à trouver un emploi.

L'inégalité des chances d'adaptation apparaît d'autant plus accentuée que les personnes sont démunies scolairement et ne disposent pas d'un réseau de relations (capital social) pour trouver du travail.

Le sentiment de se trouver dans une impasse et de n'avoir aucune marge de liberté d'action contribue à faire accepter – ou à refouler – la déception et l'insatisfaction produite par le changement du domaine d'activité et surtout l'exercice d'un travail sans reconnaissance sociale. Les propos de Migléna révèlent que même si le départ à l'étranger a permis à la famille de retrouver un relatif équilibre économique, le sentiment de relégation est source d'une souffrance psychologique qui affecte son identité.

11. À l'instar de Migléna, la plupart des femmes immigrées que nous avons rencontrées travaillaient sans contrat et en situation irrégulière. Au-delà du fait que de par cette situation elles ne bénéficient d'aucune protection sociale et garantie de l'emploi, elles sont obligées de retourner tous les trois mois en Bulgarie pour ne pas dépasser la durée de séjour légale dans le cadre d'un séjour touristique. Afin de diminuer les risques de contrôle, pendant la durée de leur séjour, elles ne quittent qu'occasionnellement le domicile de leurs employeurs.

12. Entretien réalisé en juin 2005.

La reconversion professionnelle et la mobilité forcée sont ressenties comme une mise à l'épreuve quotidienne. À son âge, l'éloignement de la famille pèse lourd et « ne pas voir grandir ses petits-enfants » redouble le sentiment d'échec et d'injustice.

La reconversion volontaire

Âgé de 41 ans, Kaloïan est à la tête d'une entreprise d'import-export¹³. Né à Sofia, après des études en architecture et urbanisme, il travaille pendant dix ans dans différentes agences d'architectures, toujours à des postes subalternes. En 1998, Kaloïan quitte de son propre gré l'entreprise qui l'emploie et décide de se lancer dans le commerce.

J'ai commencé de rien. J'ai construit tout tout seul. Quand j'ai décidé de faire ce business je savais que cela allait être dur et je ne comptais pas les heures de travail. Mais au fond, je crois que j'aime cela. J'aime la vitesse, j'aime quand tout va vite et le travail que j'ai choisi de faire c'est cela. Il faut agir vite. Je ne regrette pas ma décision et le fait d'avoir abandonné le métier pour lequel j'ai été formé. De toute manière, mes études et mon expérience professionnelle me servent directement ou indirectement dans mon métier d'aujourd'hui et en plus, j'ai acquis de nouvelles compétences, en finances ou en économie. J'ai appris sur le tas. Je me suis formé tout seul, en travaillant. C'était pareil pour tout le monde. C'était nouveau. Avant c'était l'État qui gérait tout, les emplois, les entreprises, tout. Aujourd'hui je peux sincèrement dire que ce que je fais me plaît et que j'y trouve mon compte. Je gagne bien ma vie. Je ne sais pas si je ferais du commerce toute ma vie. Si de nouvelles opportunités se présentent, je les saisis. Le changement ne me fait pas peur. Au contraire, j'aime les défis et je crois que toute personne qui travaille dur peut arriver à quelque chose.

À l'inverse de Migléna, la reconversion professionnelle de Kaloïan relève d'une décision volontaire personnelle. Le choix de changer de domaine d'activité est vécu comme un épanouissement professionnel et individuel. Les difficultés éventuelles, les risques, les imprévus constituent non pas des sources d'angoisse et de méfiance mais au contraire, des motivations et des forces d'action. Les propos de Kaloïan témoignent que la mise à l'épreuve de sa capacité d'adaptation et de ses compétences est ressentie positivement et leur donne même une sorte de valeur ajoutée. Toutefois, si les paroles de Kaloïan laissent transparaître une adhésion aux valeurs méritocratiques, nous pouvons supposer que les capitaux scolaire et relationnel comme l'expérience acquise et l'effet de génération ont largement facilité sa reconversion professionnelle. La facilité et l'aisance à vivre le changement de l'univers professionnel et la spontanéité de l'initiative entrepreneuriale résultent d'un système de dispositions intériorisées à l'origine d'un « sens pratique » [Bourdieu, 1980] qui constitue une ressource fort rentable. Le changement du contexte et de l'ordre socio-économique de manière globale et la reconversion professionnelle en particulier sont pensés et vécus, dans le cas de Kaloïan, essentiellement en tant qu'un élargissement bénéfique du champ des possibles et des opportunités à saisir.

13. Entretien réalisé en juin 2005.

Si, dans le cas de Migléna, les transformations économiques et sociales soulignent une forte « discordance entre les dispositions économiques façonnées dans une économie précapitaliste » [Bourdieu, 2003] et le nouveau cosmos économique, les propos enchantés de Kaloïan, sa commodité de compréhension et d'intégration des réseaux de relations économiques, témoignent de l'acquisition d'un habitus économique qui lui permet de s'orienter aisément dans le nouvel environnement.

« La grande reconversion »¹⁴ : des hommes d'appareil aux entrepreneurs privés

Depuis 1990, on assiste à un transfert de l'ancienne nomenklatura vers le secteur privé. Un nombre important de personnes qui, avant 1989, occupaient des postes de responsabilité au sein de l'appareil partisano-étatique sont devenus des managers et des entrepreneurs privés. Sur ce point, la tendance bulgare confirme les constats faits au début des années 1990 par Georges Mink et Jean-Charles Szurek pour les cas de la Pologne et de la Hongrie [Mink, Szurek, 1992, p. 67-85]. Comprendre et objectiver les mécanismes qui ont rendu possible la reconversion économique des anciennes élites politico-économiques bulgares implique de tenir compte de deux processus intimement liés. Le processus de redéfinition des règles régissant les activités économiques et la progressive constitution d'un espace économique qui n'est pas contrôlé par l'État et celui de la circulation et de la différenciation des élites politico-économiques en Bulgarie¹⁵.

Le processus de privatisation, les banques et leur gestion apparaissent comme les deux circuits privilégiés de constitution du capital primitif en Bulgarie qui ont largement profité aux personnes membres ou proches des anciens hauts lieux de pouvoir politique.

La privatisation des entreprises nationales et municipales se déroula en deux vagues successives, en 1996-1997 et 1998-2001. De tous les pays de l'Europe centrale et orientale, la Bulgarie a été le pays le plus lent dans le lancement de la privatisation. En 1999, 90 % de la propriété industrielle est toujours détenue par l'État. Les réglementations législatives prévoyaient quatre modes de privatisation : la vente directe, la privatisation de masse, la cession aux associations de managers et d'employés et la participation d'investisseurs étrangers dans des joint-ventures¹⁶. Aux termes de la loi de la privatisation, une palette de méthodes de vente et d'acquisition fut prévue allant du rachat d'une entreprise par les employés à la vente aux enchères. Le système de vente de coupons aux citoyens majeurs pour un prix bas (environ 5 dollars) fut adopté en raison de l'insuffisance de l'épargne domestique. Des fonds de privatisation étaient chargés de la gestion des coupons et

14. Nous empruntons le titre du livre de Georges Mink et Jean-Charles Szurek [1999].

15. Dans le cadre de cet article nous n'évoquerons pas la question de la familiarité et/ou de la familiarisation avec la logique de fonctionnement de l'économie du marché des anciennes élites politico-économiques bulgares. Nous nous limiterons à décrire, dans les grandes lignes, les processus et les mécanismes à l'origine de leur reconversion professionnelle et d'accumulation primitive de capital économique.

16. Pour plus de détails sur les modes de privatisation voir Kirov [2001].

l'examen des dossiers de candidatures pour l'achat des entreprises publiques est confié à l'Agence de privatisation, une institution créée *ad hoc*, administrée par le monde politique.

Les mécanismes, les procédures et les modalités de participation à la privatisation complexes et peu transparents ont joué un rôle de facteurs d'exclusion et/ou d'auto-exclusion pour la grande majorité de la population bulgare. L'incapacité à comprendre, à évaluer les enjeux du processus de privatisation, à choisir les bons placements, le manque d'une culture de fonctionnement d'une économie de marché, d'une logique de concurrence économique et d'un savoir qui permet de se positionner de manière à augmenter ses chances de réussite, ont fortement conditionné la participation à la privatisation qui a été de 46 %, soit à peine 3 millions de Bulgares sur les 6,5 millions. À l'inverse, dans le processus de transfert de la propriété étatique comme de manière plus générale, de mutation du système économique, les représentants de l'ancienne nomenklatura politico-économique étaient en position privilégiée et bénéficiaient d'avantages concurrentiels considérables. Intégrés dans des réseaux de relations préexistants, ils avaient un accès direct aux ressources informationnelles déterminantes : une connaissance des entités industrielles mises en vente, leur état, les éventuelles possibilités de développement et les chances de réussite. Bref, tout un ensemble de paramètres indispensables pour rentabiliser l'investissement et dégager des profits. À cela, on peut également ajouter les effets dans l'accumulation du capital initial via une privatisation « spontanée » ou « cachée » qui commence dès la fin de l'année 1990. La première mesure de libération de la sphère économique, le Décret (Ukaz) N° 56¹⁷ qui servira de base pour les futures lois sur la propriété privée, fut adoptée en janvier 1989. À l'instar des mécanismes décrits par Georges Mink et Jean-Charles Szurek, pour le cas de la Pologne, en Bulgarie, ledit décret introduisait également le principe selon lequel des sociétés de droit privé peuvent être créées en s'associant aux entreprises d'État afin de les dynamiser. Le nouveau dispositif autorisa les entreprises publiques « à vendre, louer, mettre en gérance les actifs de l'entreprise à des sociétés privées » [Mink, Szurek, 1992, p. 70 -75]. Avec la création de ces « sociétés à capitaux mixtes », des entreprises privées furent constituées au sein des entreprises publiques. Avant l'adoption de la loi de privatisation, en 1991 et 1992, dans un contexte de flou législatif et sur fond de restructuration politique, des dirigeants d'entreprises publiques s'emparent des actifs d'État à des prix symboliques. Jusqu'à la fin de l'année 1995, date à laquelle est adopté le programme de privatisation de masse en Bulgarie, les managers des entreprises publiques se trouvent en situation privilégiée pour acquérir des actifs des entreprises publiques.

À cela s'ajoutent les possibilités d'accumulation primitive de capital via les banques. Inexistant en dehors de la Banque nationale, au début des années 1990, le secteur bancaire en Bulgarie connaît une croissance spectaculaire comme en témoignent les chiffres présentés dans le tableau ci-dessous.

17. Le décret est publié dans le journal officiel du Parti, *Rabotnitchesko delo*, le 11 janvier 1989.

Tab. 2 – Nombre de banques dont, entre parenthèses, banques sous contrôle étranger (fin d'année)

| 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|
| 75 (0) | 79 (0) | 41 (0) | 40 (0) | 41 (3) | 42 (3) | 28 (7) | 34 (17) | 34 (22) | 35 (25) |

Source : Barisitz [2002].

En effet, c'est avant tout le contrôle du marché du crédit à cette époque qui joue un rôle fondamental dans la naissance et l'émergence d'une couche sociale disposant d'un fort capital économique. En 1990, quasiment aucune disposition législative ne réglemente le fonctionnement du secteur bancaire. La plupart des textes législatifs qui codifient ce secteur sont adoptés en 1994 et 1995. Cette situation permet une distribution de crédits sans aucune vérification ou exigence de solvabilité des personnes qui demandent des crédits auprès des banques. [Tambouev, 1999] et [Manolova, 2002]. Dans le courant des années 1990-1991, le marché du crédit est quasi exclusivement contrôlé le Parti socialiste bulgare (ancien Parti communiste bulgare). Tous les principaux responsables, les directeurs des banques et des institutions du secteur bancaire sont directement nommés par les dirigeants du parti.

En d'autres termes, la grande majorité des élites économiques bulgares est directement issue des élites politico-économiques d'avant 1989¹⁸. Les capitaux politiques avaient acquis une valeur économique forte en raison des réseaux de relations tissés dans le monde politique qui constituaient des raccourcis pour le monde économique. La reconversion réussie des ressources politiques en capitaux économiques a renversé la dichotomie d'hier dirigeants/possédants en possédants/dirigeants.

Conclusion

Les mutations économiques ont très inégalement affecté la population bulgare et ont creusé des inégalités économiques, sociales, culturelles et spatiales. Dans le nouvel environnement économique et social, les personnes faiblement dotées en capitaux scolaire et culturel apparaissent comme les plus fortement touchées. À l'exclusion économique (emploi, logement, finances), la précarité et l'insécurité s'ajoutent la disqualification et la marginalisation sociale. À l'inverse, la capacité d'anticipation, d'innovation et d'adaptation au changement croît avec le niveau d'étude et le lieu de résidence, surtout quand il s'agit de la capitale et des grands centres urbains.

18. Pour le cas bulgare les ressources chiffrées font défaut mais à titre d'exemple, l'étude des trajectoires individuelles d'une quinzaine d'hommes d'affaires bulgares identifiés comme « ayant réussi » démontre que, dans l'ensemble des cas, avant 1989, ces personnes faisaient soit elles-mêmes partie de l'ancienne élite politique, soit avaient des liens de parenté avec l'ex-nomenklatura.

La redéfinition des règles du jeu économique en Bulgarie, à l'origine d'une recomposition des hiérarchies sociales, a surtout profité aux représentants de l'ancienne nomenklatura politique et économique. Les personnes qui enregistrent une forte mobilité sociale dans le sens d'une ascension sociale sont celles qui combinent le statut de cadre supérieur avant 1989 avec l'appartenance au Parti communiste bulgare. Nos recherches ont mis en évidence le fait qu'il existe une forte relation entre la position occupée au sein de l'appareil politique avant 1989 et la position sociale après 1989. Des personnes qui occupaient des positions de force à l'intérieur de l'appareil politico-étatique avant 1989 étaient stratégiquement les mieux placées pour accéder et accumuler un capital et/ou réaliser des profits importants.

BIBLIOGRAPHIE

- BARISITZ S. [2002/1], « Le système bancaire bulgare et roumain », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1021, p. 42-58.
- BOURDIEU P. [1980], *Le sens pratique*, Paris, Minuit, coll. Le sens commun, 475 p.
- BOURDIEU P. [2003/150], « La fabrique de l'habitus économique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, p. 79-90.
- FONDEVILLE-GAOUI N. [2003/8], « L'échec des politiques de l'emploi en Bulgarie », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1038, p. 54-64.
- KIROV V. [2001], « La privatisation des entreprises bulgares : de la contrainte exogène à l'adaptation locale », *Communisme*, n° 64, p. 143-166.
- LAFONT C.-H. [2004], *Les processus de privatisation en Roumanie et en Bulgarie. Une transition confisquée ?*, Paris, L'Harmattan, 184 p.
- MINK G., SZUREK J.-C. [1999], *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Le Seuil, 311 p.
- MINK G., SZUREK J.-C. [1992], « Adaptation et stratégies de conversion des anciennes élites communistes », in *Cet étrange post-communisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Pesses du CNRS/La Découverte, p. 67-85.
- MANOLOVA L. [2002], *Vanhniat dalg i 10 noemvri v dokladi i taini*, Sofia, Iztok/Zapad, 389 p.
- TAMBOUEV G. [1999], *Vlast obletchana v kopupzia*, Sofia, TRUD, 499 p.
- Izsledvania : Rabotna sila (Études sur le marché de l'emploi), Bulletin NSI (Institut national des statistiques) [2000/2007].
- Antikorupzionnitate reformi v Balgaria : osnovni rezultati i riskove [2007], Zentar zaizsledvane na demokraziata, Center for studies of démocratie, (CSD), <http://www.csd.bg/bg/artShow.php?id=8565>.

***Shining Ethiopia* : l'Éthiopie post-communiste du nouveau millénaire**

*Alain Gascon**

Depuis septembre 2007, l'Éthiopie fête l'an 2000¹ : ce millénaire célèbre, à la fois, son prestigieux passé et sa renaissance « lumineuse. », en quelque sorte une *Shining Ethiopia* dans la lignée du slogan électoral *Shining India* du BJP (parti nationaliste hindouiste). Ce courant, qui représente les hommes d'affaires des métropoles, entend substituer à l'image d'une Inde rurale et misérable la figure d'Indiens tournés vers la technique et la consommation. Comme en Inde, à Addis Abäba et dans les régions, émerge une frange d'entrepreneurs décidés à effacer les images qui associent misère et Éthiopie. La coalition au pouvoir depuis 1991, a pris la tête du changement, mais contrairement au BJP, elle a gagné les élections législatives de mai 2005, sauf dans la capitale². En effet, le programme *Cleaning the City*, une rénovation urbaine à la hache comme en Chine, y a entraîné la destruction des quartiers pauvres du centre. À l'annonce de la victoire électorale nationale du pouvoir, les manifestations ont dégénéré en émeutes, brutalement réprimées, à Addis Abäba et dans les grandes villes. Toutefois, ni cette violence, ni l'intervention en Somalie, ni les souvenirs de la dictature marxiste de Mängestu Haylä Maryam (1977-1991) ou du conflit éthio-érythréen (1998-2000), rien ne gêne la liesse populaire autour du nouveau millénaire. La télévision d'État retransmet, tous les jours et dans tout le pays, les célébrations de l'an 2000. En janvier 2008, les habitants d'Addis Abäba, encore nombreux, fréquentaient l'exposition en plein air du millénaire inaugurée quatre mois plus tôt. Depuis le début de l'année 2000 éthiopienne, les Éthiopiens de la diaspora, généralement très réservés vis-à-vis du Premier ministre, Mälläs Zénawi, affluent dans les hôtels de la capitale. Souvent, membres des communautés d'exilés aux États-Unis, ils ont, en 2005, largement financé les opposants au régime et appelé au soulèvement dès l'annonce de la victoire du pouvoir aux législatives ; devant la brutalité de la répression gouvernementale, les bailleurs internationaux et les ONG ont suspendu leurs dons. Avec

* Géographe, Professeur, Université Paris 8, Institut français de géopolitique, 2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis Cedex – adgascon@noos.fr.

1. 2000 AM [Année de la Miséricorde] : en « retard » de 7 ans sur le calendrier grégorien.

2. En Inde, le parti du Congrès, vainqueur, s'est appuyé sur la paysannerie.

l'intervention éthiopienne en Somalie (décembre 2006-janvier 2007) l'aide et les investissements ont repris [Tsedeye, 2007].

Les chantiers, confiés en 2006 à des entreprises chinoises, ont été achevés et d'autres, plus considérables, sont en cours : la capitale se hérissé de tours de verre et d'acier, tandis que son sous-sol est éventré pour poser les égouts. Des universités, publiques et privées, s'édifient dans les capitales régionales et les villes moyennes. Le téléphone mobile, limité à Addis Abäba jusqu'en 2006, est maintenant utilisable sur tout le territoire au même titre que l'accès à *Internet*³. Il y a deux ans, des centaines de serres, produisant des fleurs coupées pour l'Europe, ont poussé autour de la capitale. Aujourd'hui, elles sont des milliers dans un rayon de plus de 100 km autour de l'aéroport. Cette fièvre du béton, du goudron et du téléphone n'a pas saisi l'Éthiopie dès la chute de Mängestu en 1991. On a prudemment attendu : le fédéralisme et la sécession érythréenne n'annonçaient-ils pas le démantèlement du vieil empire, comme avait éclaté l'URSS [Gascon, 1991] ? Le gouvernement a lancé les chantiers après avoir remporté la victoire sur l'Érythrée en 2000. Dès 2004, ils ont changé le paysage de la capitale, puis, à partir de 2006, atteignent les régions et aujourd'hui, déferlent sur tout le territoire. La fièvre immobilière a donné naissance à une bulle spéculative foncière qui tire la croissance économique à un rythme asiatique. Ni l'augmentation des prix des produits agricoles et pétroliers ni la vive inflation monétaire n'altèrent la confiance des autorités.

Pour qui a connu les tristes célébrations patriotiques réglées par les Nord-Coréens de dictature militaro-marxiste de Mängestu, le contraste est violent. Une nouvelle Éthiopie est en train de naître avec le troisième millénaire. Elle rompt avec le temps long du monde paysan, soumis à l'Église qui prône l'ascèse et se méfie de l'étranger et de la nouveauté [Gascon, 2006 ; Ancel, 2006]. Elle escamote quinze ans de « socialisme des casernes » [Markakis, 1987], disparus et refoulés dans la mémoire collective, comme un mauvais rêve ou une parenthèse de l'histoire. La greffe marxiste, qualifiée d'étrangère, n'a pas pris, mais de cette épreuve a accouché une nouvelle Éthiopie : *Shining Ethiopia* surgit d'une période sombre et obscure de guerre civile. L'État et l'Église, affaiblis par la révolution, ont perdu le monopole des techniques d'encadrement avec l'irruption de l'éducation et des médias. La société éthiopienne encore rurale à plus de 80 %, vit un brutal et soudain déracinement avec un exode rural renforcé, l'arrivée de la télévision, d'*Internet* et du portable et le désenclavement routier. Comme en Chine et en Inde⁴, souvent prises comme modèles, dans les médias éthiopiens, les lumières de la mondialisation ne brillent que pour un petit nombre, des *happy few*. Or, les masses « restées dans les ténèbres » ne sont plus cantonnées au-delà des routes asphaltées dans la campagne des provinces lointaines, mais entassées, à Addis Abäba, dans les quartiers spontanés et illégaux qui s'insinuent en contrebas de l'hôtel *Sheraton*, dans le cloaque des vallées encaissées [Bezunesh, 2007].

3. Le haut débit hertzien est annoncé pour bientôt.

4. Les Indiens ont représenté, dans les années 1970, la moitié des professeurs de l'enseignement secondaire éthiopien : ce sont eux qui ont appris l'anglais aux Éthiopiens (témoignage personnel).

Un premier point rappellera combien la révolution, qui s'est revendiquée marxiste et internationaliste, appartient à l'histoire éthiopienne et l'a marquée profondément ainsi qu'on l'a écrit : « Or la révolution de l'Éthiopie ne doit presque rien à personne d'autres qu'aux Éthiopiens » [Lefort, 1981, p. 11]. Dans un deuxième temps, nous verrons que l'État ethnofédéral, bien que prétendant rompre avec le passé centralisateur et interventionniste, n'en demeure pas moins l'instigateur, l'ordonnateur et le régulateur de l'ouverture sur le monde à l'instar de ses prédécesseurs Menilek II, Haylä Sellasé ou Mängestu.

Le socialisme des casernes, une parenthèse ?

Märét lä arrashu (la terre à celui qui la cultive)

La révolution de 1974, déclenchée par les militaires, a recueilli l'adhésion de la population urbaine éduquée, lassée par l'incurie de l'Ancien Régime face au retour de la famine en 1973-1974. Le *Därg* [la junte militaire] s'est rallié au socialisme dur et nationalisé les biens des commerçants et des hommes d'affaires étrangers provoquant leur départ. Il gagna une extraordinaire popularité en décrétant, en 1975, une réforme agraire radicale qui abolissait toutes les formes antérieures de tenure. Cette mesure n'a pas entraîné le déchaînement des forces productives, espéré, mais a effacé la distinction entre les descendants des peuples vaincus par Menilek et leurs vainqueurs [Gascon, 1995]. En effet, dans les régions situées au sud d'Addis Abäba et annexées par les armées de Menilek entre 1889 et 1913, soixante-quinze ans après leur soumission, les paysans demeuraient encore réduits à l'état de tenanciers précaires à part de fruit. Ils accueillirent donc la réforme avec enthousiasme. En revanche, les agriculteurs chrétiens du cœur historique du Nord entrèrent en rébellion, avec la bénédiction de l'Église, désireux de conserver la règle traditionnelle d'accès à la terre par l'appartenance aux lignages [Gebru, 1991]. Ainsi, au cours de la guerre civile qui déchira par la suite l'Éthiopie, le Sud ne s'est-il jamais soulevé contre les militaires. En 1991, ce furent des armées venues du Nord qui chassèrent Mängestu : les indépendantistes d'Érythrée, alliés pour la circonstance, au front populaire de libération du Tegray (FPLT). C'est son *leader*, Mälläs Zénawi, Premier ministre depuis treize ans, qui dirige toujours aujourd'hui l'Éthiopie.

Staline en Éthiopie ?

Mängestu imposa sa dictature en 1977 après la réforme agraire et quand la situation intérieure et extérieure se dégrada. Militaires et militants des partis politiques devenus clandestins s'affrontèrent alors à Addis Abäba et dans les autres grandes villes pendant la Terreur dite « rouge et blanche ». Les exécutions sommaires provoquèrent la fuite massive des jeunes opposants éduqués vers les États-Unis. Alliés privilégiés de l'Éthiopie depuis 1945, ceux-ci rompirent alors avec Mängestu. Ce dernier se retourna vers l'URSS, Cuba et les « pays frères » qui l'aidèrent à repousser l'agression somalienne de Siyaad Barre (1977-1978). Devenu populaire à la suite de

la victoire sur la Somalie et de la reconquête de l'Érythrée « utile », Mängestu lança, en 1979, la « Révolution verte ». Elle devait entraîner « l'extinction du mode de production paysan » dans un pays où plus de 90 % des 42 millions d'habitants vivaient de l'agriculture et de l'élevage. Ayant nationalisé le commerce, de gros comme de détail, le gouvernement escomptait que les agriculteurs livreraient leur production aux organismes d'État. Mais nombre d'entre eux dissimulèrent leurs récoltes, les vendirent en contrebande et même les détruisirent. Les autorités répliquèrent par des contrôles incessants et l'obligation d'un passeport intérieur. Jugeant que les paysans étaient affaiblis par la famine de 1984-1985, Mängestu décida d'accélérer la collectivisation de leurs terres les accusant d'être des *koulaks* (*sic*)⁵. Il réinstalla de force les agriculteurs sinistrés du Nord dans le Sud et regroupa les paysans dans des « nouveaux villages » égrenés le long des routes. Outre leur brutalité et leur improvisation, ces transferts autoritaires consommèrent la rupture entre la paysannerie et le régime et scandalisèrent les étrangers. Cela montrait, avec éclat, que le régime révolutionnaire, quoi qu'éclairé par les « lumières de la science » et l'expérience des pays frères, n'était pas plus capable que l'Ancien Régime de lutter contre la famine [Gallais, 1989 ; Gascon, 2007]. La collectivisation de Mängestu s'inspirait de celle de Staline, mais elle visait moins à éliminer une classe qu'à assurer la mainmise d'une révolution, née en ville, sur les campagnes. Au Nord comme au Sud du pays, elle souleva, contrairement à la réforme de 1975, l'opposition unanime des paysans achevant ainsi l'unification du monde paysan mais, contre le régime.

En 1975 également, le *Därg* avait proclamé l'égalité des cultures, des langues et des peuples d'Éthiopie tout en reconnaissant à l'amharique, la langue du roi, le statut de langue nationale. Son programme d'alphabétisation, dans les idiomes locaux et en amharique, reçut une récompense de l'UNESCO. Mängestu créa un Institut des nationalités qui dénombra 75 nationalités en reprenant les critères linguistiques définis par le rapport commandé par Lénine à Staline qui fut d'ailleurs traduit en amharique. En 1987, le *Därg* annonça sa dissolution et l'avènement de la république populaire et démocratique d'Éthiopie. Le Parlement, élu au suffrage universel, choisit Mängestu, déjà chef des armées et secrétaire général du parti (unique) des travailleurs éthiopiens, comme chef de l'État. Fondé sur les travaux de l'Institut des nationalités, le découpage territorial de 1987 octroyait à cinq des vingt-cinq nouvelles régions, l'autonomie politique et culturelle. Ces concessions, d'ailleurs limitées par l'omnipotence de l'administration, de l'armée et du parti, vinrent trop tard. En effet, en 1988 et 1989, les fronts de libération d'Érythrée et du Tegray chassèrent l'armée éthiopienne du Nord, préparant les offensives victorieuses de 1991. Lorsque le conflit s'intensifia, tous les programmes d'équipement et de construction s'arrêtèrent et l'entretien des infrastructures cessa. L'Éthiopie, en 1991, ressemblait à une Corée du Nord africaine où tout était rationné et tous les étals vides. Seuls les Coréens, ordonnateurs des fêtes révolutionnaires et chargés de la Garde présidentielle, soutinrent Mängestu jusqu'au bout.

5. Staline utilisa *koulak* afin de stigmatiser les paysans « riches », en réalité ceux qui refusèrent la collectivisation forcée de 1929.

Une grande caserne

La révolution, captée par les militaires, a conçu les rapports sociaux sur le modèle de la hiérarchie militaire. Or, en Éthiopie, l'armée nationale est une institution neuve qui date de 1942 alors que la royauté et l'Église ont une existence millénaire. Jusqu'en 1936, les chefs régionaux [*ras*] rejoignaient le souverain à la tête de leurs contingents à l'appel des tambours de guerre [*nägarit*]. Leur fidélité avait un prix et, en cas de refus, ils n'hésitaient pas à abandonner le champ de bataille. Malgré tout, Menilek réussit à battre les Italiens à Adwa (1896). L'organisation sociale reflète, jusqu'à aujourd'hui, l'ordre voulu par Dieu, dans sa hiérarchie et jusque dans le système foncier et fiscal. L'inférieur obéit et se soumet à son supérieur, car son autorité vient de Dieu, à la condition que ce dernier transmette au souverain les doléances du peuple. Mängestu a éliminé les corps intermédiaires (administration, noblesse locale, clergé, lettrés) qui faisaient écran entre son pouvoir absolu et le paysan éthiopien. Rien ne remontait plus de la base au chef suprême qui, de toute façon, ignorait la loi divine. Mängestu a fait de l'Éthiopie une immense caserne où des militaires inexpérimentés se trouvèrent pris (et broyés) dans un engrenage de décisions qu'ils ne pouvaient maîtriser. La nationalisation des biens étrangers ayant privé l'Éthiopie de compétences et de capitaux, l'État a dû s'improviser commerçant et chef d'entreprise. Les lendemains de la réforme agraire avaient surpris le *Därg* qui ne s'attendait ni au soulèvement de la paysannerie du Nord ni à la stagnation de la production, méconnaissant qu'entre 1970 et 1984, la population était passée de 25 millions à 42 millions d'habitants. Il cria au sabotage des paysans dissimulateurs et *koulaks*, ennemis de classe. Face à l'opposition du clergé des régions chrétiennes du Nord à la réforme agraire, le *Därg*, qui avait dénoncé la puissance foncière de l'Église et l'alliance du haut clergé avec le *negus*, déclencha une violente campagne anticléricale [Eide, 2000]. Il répudia le mythe fondateur salomonien éthiopien⁶ au nom du matérialisme historique, notion tout à fait étrangère aux Éthiopiens. Il se priva, ainsi, d'une explication admise par tous en cas de catastrophes : la colère de Dieu à l'encontre de son Peuple infidèle. Si Dieu n'existe plus, qui est responsable ? Le gouvernement athée.

L'État ethnofédéral, metteur en scène du capitalisme national

Ethnofédéralisme ou éthiofédéralisme ?

En 1991, la coalition de fronts « ethniques », emmenée par le FPLT, qui a pris le pouvoir à Addis Abäba a prétendu rompre totalement avec la dictature de Mängestu et au delà avec la centralisation instaurée par Menilek et Haylä Sellasé au profit du seul groupe des Amhara. Mälläs Zénawi, président du gouvernement provisoire puis Premier ministre en 1995, a procédé au partage « ethnique » du territoire de l'Éthiopie. La constitution de 1995 reconnaît à chaque peuple, nation

6. Menilek I^{er}, fils de Salomon et de la reine de Saba, serait le fondateur de la dynastie éthiopienne et les Éthiopiens, des Israélites qui ont accepté l'Évangile.

et nationalité, sur son territoire, une autonomie allant jusqu'au droit à la sécession [Merera, 2003]. L'Éthiopie est divisée en onze régions-États [*kellel*] : trois d'entre elles et les villes d'Addis Abäba, de Harär et de Dirré Dawa, au statut particulier, regroupent des populations hétérogènes. Le partage ethnofédéral épouse, en partie, les limites de la carte linguistique tracée, sous Mängestu, par l'Institut des nationalités. Le découpage de l'Éthiopie fédérale est, en quelque sorte, un avatar du rapport de Staline. Chaque région a le droit d'imposer l'usage de sa propre langue dans la vie administrative et de l'enseigner au primaire. Elle peut la transcrire en caractères latins alors que la langue nationale, l'amharique, utilise les caractères du guèze, la langue liturgique de l'Église. La télévision émet dans les trois langues les plus parlées : l'amharique, l'oromo et le tigrinia, mais la rapide croissance de l'urbanisation favorise les progrès de l'amharique en tant que langue nationale.

La république fédérale et démocratique reconnaît le pluralisme politique : aux élections municipales et législatives, se présentent régulièrement plus de 20 partis « ethniques », regroupés en coalitions instables. Aucune organisation n'a osé revendiquer l'héritage « communiste » du Parti des travailleurs éthiopiens. Jusqu'à présent, la coalition dirigée par le FPLT a conservé la majorité au Parlement tout en confiant des postes ministériels importants, comme l'Agriculture ou les Finances, à ses partis alliés. Les deux présidents fédéraux, élus successivement en 1995 et 2001, étaient des parlementaires indépendants d'origine oromo, comme 35 % de la population, mais ils n'ont qu'un pouvoir de représentation. Choisi dans la majorité parlementaire, le Premier ministre, Mälläs Zénawi, un Tegréen, a dirigé la lutte du FPLT dans les maquis (1975-1991). Dans le *kellel* du Tegray, sa base électorale où son mouvement rafle tous les sièges, vit moins de 6 % des Éthiopiens [CSA, 2006]. Or, à Addis Abäba (4 % de la population), les deux coalitions de l'opposition ont gagné les élections en 2005. Maniant la répression et jouant des désaccords entre opposants dans les *kellel*, la coalition gouvernementale a conservé la majorité [Bezunesh, 2005 ; Gilkes, 2006]. Toutefois, la croissance rapide de la capitale paraît menacer, à terme, la pérennité du *leadership* tegréen. Sentant venir le danger, le FPLT a créé dans chaque village, bourg ou ville du Tegray des *mängestawi buden* : des « équipes gouvernementales » qui encadrent étroitement la population⁷. Est-ce un nouveau parti unique ? On a remarqué que dans beaucoup de domaines, le *kellel* du Tegray, celui de Mälläs, a été un précurseur. Le gouvernement, appuyé sur l'administration fédérale, joue les arbitres entre les intérêts divergents des régions. L'ethnofédéralisme devient ainsi un « éthiofédéralisme » qui fait de l'Éthiopie, jadis gouverné par le roi des rois, une nation de nations.

Le miracle éthiopien au service de l'État

Mälläs Zénawi se sert des instruments de la modernité pour renforcer le pouvoir central. À l'intérieur et à l'extérieur, il se fait le voyageur de commerce de l'Éthiopie entreprenante. Entre 2006 et 2008, le rythme des constructions s'est encore accéléré par rapport à la période 2004-2006. Finies les rustines de goudron

7. Je remercie Alula Pankhurst de cette information.

sur les routes italiennes : les Chinois retracent, élargissent et prolongent les axes partant de la capitale, désormais évitée par un boulevard périphérique et desservie par une nouvelle aérogare. Des quartiers verticaux entourent le *Hilton*, l'Union africaine, le *Sheraton* et se poursuivent vers l'aéroport. Des *malls* (centres commerciaux) et des *condominiums* (immeubles d'appartements loués ou vendus) attendent les classes moyennes tandis qu'à l'est, des lotissements de villas, parfois fermés, accueillent les Éthiopiens de la diaspora venus prendre leur retraite au pays. Le long des avenues, la municipalité a favorisé l'ouverture de centaines de modestes échoppes. Sur 100 à 150 kilomètres le long de l'étoile routière centrée sur Addis Abäba, des milliers de serres, gérées par des *joint-ventures* avec des Néerlandais ou des Israéliens, exportent leur production vers l'Europe par avion. En 2004 et encore en 2006, on se demandait si ces chantiers pharaoniens ne deviendraient pas des éléphants blancs. Or en janvier 2008, le téléphone portable couvre tout le territoire où le moindre bourg a ouvert son *télé-center*. L'interconnexion des grands centres est achevée alors que de nouvelles centrales électriques entrent en production. Les routes sont revêtues, les constructions sorties de terre, les universités ouvertes et les lotissements d'habitations et d'activités déjà occupés. Bien mieux, la fièvre a gagné Nazrét, au sud d'Addis Abäba, où poussent les entreprises, les garages et les ateliers, entre autres, du groupe éthio-chinois *Sunshine*. L'épidémie du bâtiment touche les capitales régionales (Awasa, Gondär, Bahar Dar, Mäqälé, Dirré Dawa ou Jimma) et même les villes moyennes (Ambo, Wäliso, Däbrä Berhan). Signe des temps : les enfants appellent désormais les étrangers non plus *färänj* (Européen blanc) mais *china*.

Un magnat éthio-saoudien tout-puissant

Pareille expansion surprend notamment parce qu'elle semble s'installer dans la durée. L'Éthiopie comprend plus de 77 millions de consommateurs mais leur revenu *per capita* atteint tout juste 1 000 \$ ppa. En plein essor, les exportations de café, de fleurs coupées et de produits agricoles bénéficient de la montée des prix agricoles internationaux. À l'inverse, fin janvier, le prix des carburants a augmenté de 28 % sans cependant provoquer de protestations violentes. Mais d'où vient exactement l'argent qui, depuis 2000, fait briller *Shining Ethiopia* ?

Quand on pose la question, le nom d'un ami de Mälläs, cheikh Al-Amoudi, revient toujours. Musulman né en Éthiopie d'une mère éthiopienne et d'un père saoudien, il dirige le conglomérat MIDROC⁸ qui a largement profité des privatisations des entreprises d'État. Il a maintenu, à la demande du gouvernement, dans le giron éthiopien des entreprises jugées stratégiques. Il est présent dans l'agro-industrie, l'informatique, les services, les transports routiers et aériens et dans les investissements de prestige comme l'hôtel *Sheraton*. Nommé docteur *honoris causa* de l'Université d'Addis Abäba, il a également droit à une place d'honneur à l'exposition du millénaire. Loué par les uns comme le sauveur, vilipendé par d'autres qui l'accusent de vendre l'Éthiopie aux Arabes : il n'est pas facile de se faire une idée. Il joue de ses amitiés dans la péninsule Arabique pour attirer les investisseurs du

8. Mohammed International Development Research Organization.

Golfe en promouvant l'image de l'Éthiopie comme un pays stable, ami des États-Unis et de l'Union européenne et où les salaires sont très bas. Il reprend en cela la tradition des hommes d'affaires musulmans qui ont gravité autrefois dans l'entourage des *negus* avec les Arméniens et les Grecs. En effet, les Éthiopiens chrétiens dédaignaient l'artisanat et le commerce et préféraient l'agriculture ou le service du souverain. Sous Haylä Sellasé, la Cour avait commencé à prendre des intérêts dans les *joint-ventures* sans en assumer directement la gestion [Gilkes, 1975]. La révolution de 1975 a fait fuir les Grecs, les Arméniens, les Libanais ou les Italiens qui dirigeaient des entreprises industrielles et commerciales. Pour les remplacer, le *Därg* a fait appel à des fonctionnaires ou à des militaires, souvent inexpérimentés. Avec la libéralisation de l'économie, les Éthiopiens formés à l'étranger ou exilés revenus les ont pris en charge et y ont introduit l'informatique et *Internet*.

À la merci de l'aide internationale et de la diaspora ?

L'aide internationale publique est devenue l'un des premiers postes des recettes du budget de l'Éthiopie. L'Europe, la première donatrice, finance en priorité les travaux d'infrastructure effectués par les Chinois qui, eux-mêmes, sous-traitent les finitions à des micro-entreprises locales. Les innombrables ONG étrangères, installées à Addis Abäba et dans les capitales régionales, ont massivement recruté des jeunes éduqués locaux parlants anglais. En effet, les organisations humanitaires et les bailleurs internationaux doivent passer par les ministères fédéraux éthiopiens, leurs interlocuteurs obligés. Leurs employés éthiopiens ont, à leur tour, fondé des ONG Sud-Sud, sous-traitantes des organisations humanitaires. Tout étranger qui veut ouvrir une entreprise ou obtenir une concession foncière doit s'associer à un Éthiopien. La douane, comme par le passé, taxe lourdement les biens et services importés. Toutefois, les autorités ont, récemment, assoupli leurs exigences vis-à-vis des exilés éthiopiens, devenus citoyens américains, qui veulent revenir en Éthiopie. Le pouvoir central qui empêche les *kellel* d'établir des relations directes avec les bailleurs étrangers dispose ainsi d'un moyen de pression efficace sur les autorités régionales. Lui-même, n'est pas à l'abri des pressions : en 2000 à l'annonce de l'offensive éthiopienne en Érythrée et en 2005 à la suite de la répression des émeutes, les Européens et les États-Unis ont suspendu leur aide. Mälläs, son fidèle Seyum Mäsfen, ministre des Affaires étrangères, et les diplomates éthiopiens, ont su déployer des trésors de persuasion afin de rétablir les flux de capitaux. L'État éthiopien fédéral impulse, encadre, contrôle et utilise le miracle économique éthiopien pour se renforcer. Dans les rencontres avec les instances financières internationales, les fonctionnaires éthiopiens sont réputés être des négociateurs opiniâtres. La tradition de l'intervention du pouvoir politique est ancienne : les souverains modernisateurs et unificateurs (Téwodros 1855-1868, Menilek 1889-1913, Haylä Sellasé 1916-1974), insoupçonnables de marxisme, ont toujours tenu en bride les entrepreneurs d'origine étrangère. Un livre récent qui, documents à l'appui, épingle les relations entre le pouvoir et les entreprises a été épuisé en quelques semaines [Bogalä, 1996]. Sa lecture n'explique cependant rien sur l'origine des sommes considérables mobilisées pour que brille *Shining Ethiopia*. On se

tourne alors vers la diaspora des États-Unis et d'Europe qui a assuré le succès du millénaire et vers les migrants qui travaillent au Yémen, à Dubaï et à Beyrouth. Les banques proposent toutes des transferts d'argent et les agences *Western Union* s'ouvrent dans toutes les grandes villes.

Plus domestiques que salariés

L'État fédéral a choisi d'attirer les entreprises et les emplois sans se préoccuper du droit du travail. Avant et pendant la révolution, la confédération syndicale officielle était la courroie de transmission du pouvoir politique. Or en 1991, la courroie a été coupée. Les relations de travail s'inscrivent, sauf dans la fonction publique [Haile Kiros, 1978] et dans les emplois de service, dans un rapport de maître à domestique. Ce fut longtemps la seule forme d'emploi rémunéré car les travaux manuels étaient effectués jusqu'en 1936, par des paysans réquisitionnés ou des esclaves. En 2008 toujours, la domesticité, le louage à la journée d'homme ou de femme de peine ou la revente à la pièce représentent une part prédominante du travail : aucun contrat écrit, aucune protection sociale, sinon l'aumône ou la mendicité. De plus, l'exode rural fournit un contingent toujours renouvelé de travailleurs prêts à accepter n'importe quel emploi. On peine dans l'atmosphère confinée et chargée de pesticide des serres, pour 1 \$ ou 1 € par jour. Les ONG embauchent des employés de bureau pour un salaire de 60 € par mois.

Traditionnellement, les hommes travaillent à l'extérieur et les femmes tiennent la maison et préparent les repas. Dans le cas où leur mari ne subvient pas aux besoins du ménage, elles peuvent prendre l'initiative de la séparation. Beaucoup d'hommes étant morts à la guerre, des femmes ont hérité de l'exploitation agricole alors qu'auparavant elles en étaient exclues. Grâce à la révolution, les femmes ont bénéficié de programmes d'alphabétisation, mais elle les a embrigadées dans des organisations de masse qui ont survécu à la chute de Mängestu. Toutefois, elle n'a, pas plus que l'Ancien Régime, réussi à enrayer la prostitution. Les femmes continuent d'occuper la grande majorité des emplois pénibles (portage de l'eau ou du bois) ou domestiques peu qualifiés. Avant la révolution, quelques-unes avaient occupé des postes dans la fonction publique (enseignement, bureaucratie, police), voire des fonctions clés et de prestige. De 1916 à 1930, Zäwditu, reine des rois, régna sur l'Éthiopie et une femme fut maire d'Addis Abäba. La révolution a aussi promu des femmes au gouvernement et à des rangs élevés dans les administrations, plus rarement dans les entreprises. Si la société n'en fait pas d'éternelles mineures, les femmes subissent, plus que les hommes, des relations de travail où le salarié demeure un domestique « bon à tout faire. » Remarquons qu'à Beyrouth ou à Dubaï, les migrantes et migrants éthiopiens, derniers arrivés, y occupent le bas de l'échelle sociale !

Shining Ethiopia ou éternelle Éthiopie ?

L'Éthiopie éternelle, hors du temps, où tout changeait pour que rien ne bouge⁹, était celle du dernier *negus*. Sous Mängestu, la tendance à la fermeture, au repli sur

9. Comme le déclare le prince Salina dans *le Guépard*.

soi, permanente dans l'histoire éthiopienne, s'est exacerbée si bien qu'on ne pouvait, sans permission, sortir ni du pays ni de son village. Jamais, aucun *negus*, n'avait réussi à encaserner son peuple à ce point. Alors que Menilek et Haylä Sellasé avaient prudemment équilibré les influences étrangères, Mängestu rejoignit l'URSS avec l'enthousiasme et l'application des novices. Cet alignement faillit coûter à Addis Abäba son rang de capitale de l'Afrique et le siège de l'OUA. Au contraire, l'Éthiopie fédérale post-communiste s'est, elle, largement ouverte sur le monde, accueillant toujours plus d'ambassades, d'ONG et d'entreprises de toute provenance. Elle cherche à équilibrer l'influence des grands bailleurs (États-Unis, Union européenne) en se tournant vers le Golfe, l'Inde, la Chine et le Japon. L'attirance pour le Japon est ancienne : on appelait les intellectuels éduqués à l'étranger qui entouraient Haylä Sellasé, alors souverain francophone modernisateur, *japonisants*. En effet, l'empereur *Meiji* qui avait su prendre aux Occidentaux les instruments techniques de leur puissance pour préserver identité et indépendance japonaises était le modèle. Entre les deux guerres, on envisagea même d'unir les deux familles régnantes. À l'instar des deux derniers *negus*, le gouvernement fédéral met en concurrence les puissances ou les entreprises. L'ethnofédéralisme, qui heurte tant l'opinion éclairée, est accepté par la population car il restaure les corps intermédiaires qui font écran entre le pouvoir central et l'Éthiopien ordinaire. Présenter l'innovation comme un « retour à l'état ancien » est plus qu'une astuce politique, c'est l'utilisation pertinente de la dimension historique de la culture éthiopienne [Fontrier, 1999].

Toutefois, depuis 2004, le miracle éthiopien a plutôt tendance à s'évader de l'état ancien que d'y retourner. Les villes ont servi de banc d'essai à la modernisation, ouverture prudente au marché et précédant celle des campagnes. On se souvient que les paysans ont abandonné Mängestu lorsqu'il a tenté par la collectivisation de reprendre la terre distribuée lors de la réforme agraire. Aujourd'hui, le gouvernement fédéral délègue aux autorités régionales, au nom de la décentralisation, le droit de concéder la terre et de planifier les déplacements de population. Il n'est donc plus le seul à prendre le risque de l'impopularité. Les millions de migrants qui ont quitté les campagnes n'y retourneront pas car la terre y manque cruellement. Les officiels évoquent même l'impensable : sortir du retour cyclique des disettes et des famines en achetant, grâce aux exportations agroalimentaires, la nourriture qui fait défaut. Les Éthiopiens, qui ont acquis à l'étranger les savoirs, les techniques et les capitaux, n'ont cure des préventions de leurs pères à l'encontre du négoce et de la manipulation de l'argent, occupations qu'ils laissaient aux musulmans, aux Levantins ou aux *färänj* [étrangers]. Partie prenante de la bulle foncière, ils se pressent au *Hilton* ou au *Sheraton*, roulent en 4 × 4 et habitent des villas protégées. Cette consommation somptuaire privée ne scandalise pas encore, mais elle choque car elle signifie aussi la fin de l'ancien système de reconnaissance mais aussi de redistribution : celui des banquets où les chefs régalaient tout un quartier en y étalant leur puissance. Ces entrepreneurs, nouveaux riches, adhèrent plutôt aux prêches des Églises pentecôtistes pour qui la réussite matérielle personnelle est une bénédiction de Dieu [Gascon, 2005]. Cependant, ces biens et ces services n'atteignent pas encore les territoires montagnards et arides les plus reculés, pas plus que

les migrants précaires qui vivent sous les tôles au voisinage immédiat des tours, des hôtels et des bureaux en plein centre d'Addis Abāba. Toutefois, les infrastructures, les transports, les écoles, les cliniques et les télécommunications sont utilisés par une partie de plus en plus large de la population. Mais les salaires stagnent à un très bas niveau. Si cela rend la main-d'œuvre attractive, d'un autre côté, la spéculation foncière, l'augmentation du prix des produits agricoles, des carburants et des services rognent les revenus des citoyens les plus modestes. L'Éthiopie ne brille pas pour tout le monde.

Le régime actuel est lui-même issu d'un mouvement tout autant marqué par le marxisme et la lutte armée que les militaires qu'il renversa en 1991. Il n'en proclame pas moins, aujourd'hui, son ralliement à la démocratie et à libre entreprise et jamais l'État éthiopien n'a été aussi fort et aussi impliqué dans les activités économiques. Tous les grands chantiers dépendent de capitaux publics alimentés par l'épargne publique et par l'aide internationale. Des firmes étrangères privées, souvent alliées à des groupes éthiopiens, commencent à investir dans la capitale et ses alentours. L'administration peine à suivre la vague de création de petites entreprises qui bourgeonnent autour d'un téléphone, d'un ordinateur, dans un souk, une cour, en dehors de tout contrôle. Ces boutiques gagnent les rues importantes faisant sortir le commerce des quartiers où il était habituellement cantonné. Le miracle économique, tel que le célèbre le millénaire éthiopien, est sensible aux aléas de la conjoncture nationale, régionale et mondiale. Qu'advient-il si des désordres intérieurs éclatent ou si les rapports avec l'Érythrée et la situation en Somalie se tendent ? La nuit tombera-t-elle sur *Shining Ethiopia* si le prix du pétrole continue son ascension ?

BIBLIOGRAPHIE

- BEZUNESH TAMRU [2005], « Le rôle du vote urbain dans les élections éthiopiennes de 2005 », *Afrique contemporaine*, n° 216, p. 183-202.
- BOGALĀ ASĀFFA [1996 AM], *Tallaqu séra. Yä hezbawi Wäyyané harennät Tegray, yä negd impayr* [Le grand complot. L'empire commercial du Front populaire de libération du Tegray], Addis Abāba, 85 p.
- CENTRAL STATISTICAL AUTHORITY [2006], *Statistical Abstract 2006*, Addis Ababa, p. 18-65.
- EIDE Ø. M. [2000], *Revolution and Religion in Ethiopia. The Growth and Persecution of the Mekane Yesus Church 1974-85*, Oxford-Athens-Addis Ababa, James Currey-Ohio University Press-AA University Press, Eastern African Studies, 300 p.
- FONTRIER M. [1999], « L'ethno-fédéralisme. Retour à un état ancien », in A. Rouaud (dir.), *Les orientalistes sont des aventuriers*, Saint-Maur, Sépia, Bibliothèque Peiresec, 12, p. 215-222.
- GALLAIS J. [1989], *Une géographie politique de l'Éthiopie. Le poids de l'État*, Paris, Economica, Liberté Sans Frontières, 213 p.
- GASCON A. [1991], « L'Éthiopie autres Balkans. L'Éthiopie fantôme », *Hérodote*, n° 62, 3^e trimestre, p. 161-173.
- GASCON A. [1995], *La Grande Éthiopie, une utopie africaine. Éthiopie ou Oromie, l'intégration des hautes terres du Sud*, Paris, CNRS Éditions, 246 p.

- GASCON A. [2005], « Éthiopie : la croix contre la croix. Fédéralisme et prosélytisme des Églises penté », *Les Évangéliques à l'assaut du monde, Hérodote*, n° 119, 4^e trimestre, p. 95-109.
- GASCON A. [2006], *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 335 p.
- GASCON A. [2007], « Les modifications coercitives du peuplement en Éthiopie : Staline et Pol Pot en Afrique ? », *L'Information géographique, Modifications coercitives du peuplement*, mars, p. 27-45.
- GILKES P. [1975], *The Dying Lion, Feudalism and Modernization in Ethiopia*, Londres, J. Friedman Publishers, 307 p.
- GILKES P. [2006], « Les élections de 2005 », in G. Prunier (dir.), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris-Addis Abeba, Karthala-CFEE, p. 407-415.
- HAILE KIROS ASMERON [1978], *Emergence Expansion and Decline of Patrimonial Bureaucracy in Ethiopia 1907-1974. An Attempt at Historical Interpretation*, Amsterdam, Vrije Universiteit te Amsterdam, 306 p.
- LEFORT R. [1981], *Éthiopie, la révolution hérétique*, Paris, F. Maspéro, Cahiers libres 362, 414 p.
- MARKAKIS [1987], *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, African Studies Series n° 55, 315 p.
- MERERA GUDINA [2003], *Ethiopia : Competing Ethnic Nationalisms and the Quest for Democracy, 1960-2000*, Addis Ababa, Shaker Publishing, 247 p.

Travaux non-publiés

- ANCEL S. [2006], *Épiscopat et encadrement des pratiques religieuses en Éthiopie chrétienne contemporaine. Caractéristiques et évolutions*, thèse de l'INALCO (Études africaines), Paris.
- BEZUNESH TAMRU [2007], *Villes et territoires en Éthiopie*, HDR (Géographie), Université Paris 1.
- TSEDEYE GIRMA [2007], *La diaspora éthiopienne et son implication dans les élections législatives de mai 2005 en Éthiopie*, Master 1, Institut français de géopolitique, Université Paris 8.

La société civile roumaine post-communiste

Gautier Pirotte*

À la chute du Mur de Berlin, la notion de société civile, outil conceptuel de nombreux dissidents communistes (notamment polonais et tchécoslovaques) des années 1970 et 1980 fut propulsée dans le champ académique via notamment les « *civil society talks* » [Laurent, 2002] au sein de quelques centres nord américains¹ particulièrement attentifs à l'évolution politique du bloc soviétique. La société civile y était alors envisagée sur la base d'un héritage philosophico-politique hétéroclite mobilisant pêle-mêle les philosophes anglais du XVII^e et du XVIII^e siècles (de Locke à Smith en passant par Fergusson ou Hobbes), les travaux de Jürgen Habermas sur l'espace public et les écrits d'Alexis de Tocqueville soulignant les vertus du phénomène associatif comme modalité d'exercice de la démocratie locale et formes protectrices du citoyen face aux abus potentiels d'un pouvoir centralisé [Pirotte, 2007]. Dans le contexte politique de l'Europe centrale et orientale comme dans le champ académique nord-américain où discours analytiques et normatifs se confondaient le plus souvent, le « réveil » d'une société civile libérée du joug d'un tyran oppressif semblait un processus des plus naturels. Il y eut bien quelques esprits grincheux pour signaler que le renforcement d'une véritable société civile à la sortie de l'ère communiste prendrait bien du temps (une génération selon la formule bien connue de R. Dahrendorf, 1991) mais l'existence à terme d'une véritable société civile dans cette partie du monde n'en était pas pour autant hypothéquée².

À cette époque, Ernest Gellner, observateur attentif de l'émergence des sociétés civiles en Europe Centrale et Orientale formula dans ses derniers travaux le concept d'homme modulaire, soit un individu capable de s'intégrer à diverses associations

* Sociologue, chargé de cours. Socio-anthropologie du développement, Pôle SUD, Institut des Sc. Humaines et Sociales, Boîte 8, Boulevard du Rectorat 7, B31, B-4000 Liège Belgique – Gautier.Pirotte@ulg.ac.be.

1. On soulignera ici la longue résistance du champ académique francophone à cette notion.

2. Des éléments d'ordre culturel, social ou politique pouvaient être énoncés pour tempérer cet enthousiasme. Sans remonter trop loin dans le temps, la « parenthèse » communiste [Baechler, 1993] a selon les pays de l'ancien glaciaire soviétique, profondément et durablement transformé les dynamiques sociales nécessaires au renforcement des nouvelles sociétés civiles ne serait-ce par exemple qu'au niveau du lien social et des pratiques de solidarité.

ou institutions sans en être lié *ad vitam aeternam* par un serment ou un pacte de sang. La modularité de l'homme moderne se fonde sur un principe de libre adhésion associative et représente la condition d'existence d'une véritable société civile moderne s'opposant d'un côté à une *Umma* idéologique et rigoureuse (Gellner met côte à côte le Marxisme et l'Islam) et d'un autre côté à la Cité Antique décrite par Fustel de Coulanges basée quant à elle sur le rituel et la communauté. Il soulignait ainsi « C'est là l'essence de la société civile : l'élaboration de liens qui restent opérants tout en étant flexibles, spécifiques, instrumentaux. Elle suppose le passage du statut au contrat : elle signifie que les hommes honorent des contrats sans être liés pour autant à une position rituelle ou contraints d'appartenir à un groupe » [Gellner, 1994, p. 100].

L'expérience de deux décennies postcommunistes en Europe de l'Est peut nous laisser perplexe. Le recouvrement du droit d'association et la prolifération des structures associatives des années 1990 – phénomène planétaire à en croire Lester Salamon qui, à la suite d'une vaste enquête internationale qu'il dirigea, en vint à parler de « révolution associative globale » [Salamon *et alii*, 1999] – apparaissent comme autant d'indicateurs attestant de l'apparition de cet homme modulaire dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). En Roumanie, par exemple, le Ministère de la Justice dénombrait 45 000 associations (y compris des fondations) en 2006 et plus de 1 000 fédérations et syndicats. L'USAID quant à elle rapporte l'activité de 20 000 organisations non gouvernementales dans ce pays. En soi, ce changement est significatif et, pour nombre de *democracy builders*, des plus positifs. On constatera cependant que passé l'émerveillement et l'optimisme béat de la fin de la Guerre froide et des premières années de la période de transition, c'est une lecture plus désenchantée de la société civile qui s'est peu à peu répandue [notamment Howard, 2003 ; Colas, 2002]. Ainsi Dominique Colas souligne qu'en ce qui concerne l'expérience est-européenne, la lecture des sociétés civiles émergentes par les « transitologues » fut biaisée par l'importance accordée à l'expérience très particulière de *Solidarnosc* en Pologne. Il faut d'ailleurs selon lui considérer les sociétés est-européennes comme dénuées d'acteurs ou du moins dépourvues de véritables sociétés civiles. Il écrit : « Qu'il existe une vie sociale non étatique est certain (et c'était déjà le cas sous le communisme), qu'une sphère autonome de l'auto-organisation politique, syndicale, associative de la société y soit constituée est plus douteux » [Colas, 2002, p. 49]. Ainsi, l'homme modulaire y serait bien apparu mais sans la société civile dont il représentait pourtant la promesse.

Si le recul dont nous disposons aujourd'hui nous permet de relativiser la lecture angélique de l'apparition spontanée des sociétés civiles postcommunistes dans les PECO, faut-il pour autant partager cette lecture pessimiste qui n'est peut-être pas non plus exempte d'une généralisation abusive ? Pour notre part, nous considérons plutôt l'émergence des sociétés civiles dans le cadre de régimes politiques postdictatoriaux comme le fruit d'un processus permanent répondant tout à la fois à des dynamiques propres à chaque société comme à des dynamiques extérieures dominées par des forces culturelles et des enjeux politiques et économiques internationaux. Dans ce contexte, le « réveil » des sociétés civiles à l'Est doit se lire comme

un projet en perpétuelle évolution (tant dans ses objectifs que par les pratiques sociales qui le soutiennent) car situé à la jonction de logiques du dedans (stratégies d'acteurs individuels ou collectifs répondant à la nouvelle donne économique, politique ou sociale postcommuniste et influencées par les contextes socio-historiques locaux) et de logiques du dehors (politiques de soutien aux réformes par les partenaires occidentaux, en ce compris le soutien à certaines organisations de la société civile). À notre sens, la posture scientifique la plus prolifique à l'étude des sociétés civiles contemporaines consiste à les aborder en partant des acteurs sociaux locaux, du ou des sens qu'ils attribuent à cette notion, des acteurs qui selon eux la composent, tout en tenant compte des contraintes extérieures (agenda international, stratégies de soutiens internationaux, etc.) qui pèsent sur l'orientation de ces conceptions locales.

De l'association civique aux ONG « watchdog »

Contrairement à la situation observée chez la plupart de ses voisins, la fin de règne du régime communiste en Roumanie n'a pas été marquée par la structuration et le renforcement d'un réseau d'organisations contestataires – regroupées sous la bannière d'associations civiques – capables de défier l'État dans les failles d'un espace public cadencé par l'appareil d'État³. La plupart des organisations civiques (comme le Groupe pour le Dialogue Social ou l'Association Pro Démocratie) sont nées le plus souvent de l'initiative d'une fraction de l'*intelligentsia* locale (universitaires, écrivains, artistes, etc.) lancée tardivement dans une dissidence relativement discrète et isolée au cours principalement des dernières années du régime de Nicolae Ceausescu. Ces associations civiques semblent participer, avec un léger décalage temporel, au mouvement antibureaucratique partagé par les PECO et sont associées aux vastes mobilisations collectives postrévolutionnaires du premier semestre 1990. Des manifestations de rues ont émaillé cette période, comme l'occupation du 22 avril au 14 juin 1990 de la place de l'Université par des intellectuels et des étudiants qui dénonçaient les dérives cryptocommunistes du nouveau régime du Front de Salut National. Les grévistes seront délogés de la place par les mineurs de la vallée du Jiu appelés en renfort par l'appareil d'État [Berindei, Combes, Planche, 1990]. Ce n'était pas la première fois que des heurts violents opposaient des manifestants à des ouvriers ou des mineurs pro-gouvernementaux dans les rues de Bucarest. Déjà le 29 janvier 1990, les ouvriers de plusieurs entreprises de Bucarest, soutenus par des groupes de mineurs, saccagèrent les sièges des partis historiques en brutalisant leurs occupants pour riposter à une manifestation

3. Il y eut bien quelques organisations actives pendant l'époque « libérale » du régime communiste entre 1968 (année de l'opposition roumaine à l'intervention soviétique pendant le printemps de Prague) et la fin des années 1970. Il s'agissait surtout d'associations avec des intérêts très particuliers (philatélistes, numismates) ou des activités artisanales et folkloriques. Quelques associations s'occupaient aussi de personnes handicapées. Comme l'écrivent Daniel Saulean et Carmen Épure : « Ces organisations ne constituaient pas un secteur *non profit* réellement indépendant. La plupart d'entre elles ont joui d'une autonomie formelle même si elles n'étaient pas littéralement subordonnées aux institutions de l'État. Dans la pratique, elles faisaient l'objet de sévères limitations dans leur liberté d'initier et de mettre sur pied des projets, la droiture idéologique de leurs activités était contrôlée de manière stricte » [Saulean, Épure, 1998, p. 9].

de l'opposition qui avait réuni plus de 100 000 Roumains dans les rues de Bucarest. Ces pratiques dignes du régime communiste d'hier associées au manque de clarté quant aux événements de décembre⁴ avaient tôt fait de cliver l'espace public roumain postcommuniste en deux entre forces sociales pro et anti-gouvernementales.

De nos jours, beaucoup de ces associations citoyennes ou de « révolutionnaires » ont disparu. Parfois, certaines d'entre elles (en tout ou en partie) se sont muées en partis politiques et/ou ont adhéré à des structures politiques plus vastes (cf. le cas de l'Alliance civique et de la Convention Démocratique de l'ancien Président de la République Émile Constantinescu) et/ou ont notamment joué un rôle de tremplin politique pour leurs dirigeants. D'autres sont demeurées des associations actives au sein de la société civile locale, mais ont subi une évolution intéressante. Ces associations animées à l'origine par quelques intellectuels dissidents étaient le plus souvent orientées vers les valeurs démocratiques et libérales de l'Occident. Elles sont très actives dans le domaine du monitoring sociopolitique : respect et promotion des droits de l'Homme, réflexions sur les nouvelles politiques sociales, contrôle du respect des lois électorales, etc. Depuis leur création, elles se sont professionnalisées et sont parfois qualifiées de *Watchdog organizations* (associations « chien de garde »). Elles conservent aux yeux des intellectuels surtout, une très bonne réputation. Assez rapidement, les activités initiales de contrôle du processus démocratique mises en place par ces organisations vont être supplantées par l'intervention de bailleurs occidentaux au nom d'une certaine professionnalisation de ces activités, des bailleurs pour qui l'essor des valeurs démocratiques, dans une société longtemps soumise à l'ère moderne à des régimes dictatoriaux (la courte période de démocratie parlementaire entre 1923 et 1930 mise à part) semblait essentiel. Par la suite, le bon fonctionnement des institutions publiques devenant un pré-requis à l'adhésion européenne, le rôle de surveillance du processus de transition démocratique (auto) octroyée à ses organisations non gouvernementales en fut renforcé. En 2004, à l'occasion des élections parlementaires d'octobre, une coalition d'importantes ONG⁵ lança la campagne « Pour un parlement propre » qui rendit publique la situation de près d'une centaine de candidats ne rencontrant pas « les critères d'intégrité morale de la société civile » [Romanian Coalition for a Clean Parliament, 2005, p. 77]. Cette coalition entendait dénoncer l'opportunisme politique de certains candidats (migration d'un parti à un autre afin de conserver le pouvoir), souligner d'anciennes collaborations de ceux-

4. Le scandale du faux charnier de Timisoara date de la fin du mois de janvier. En décembre 1989, l'opinion publique internationale fut scandalisée par ce qui fut présentée comme une preuve supplémentaire de la cruauté du régime de Nicolae Ceausescu. Il apparut quelques semaines plus tard que les 19 cadavres exposés (dont ceux gardés en mémoire d'une femme et de « son » bébé sur son ventre) ne provenaient pas d'un soi-disant charnier mais bien de la morgue toute proche.

5. Le Groupe pour le Dialogue Social (GDS), l'Alliance Civique, l'Association Pro-Démocratie (APD), l'Association pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie-Comité Helsinki (APADOR-CH), la Société Académique Roumaine, le Centre pour le Journalisme Indépendant, la Media Monitoring Agency ou encore l'Association des Étudiants en Sciences Politiques de Roumanie ainsi que des associations-succursales roumaines d'organisations non gouvernementales internationales comme la Fondation George Soros ou encore Freedom House Romania

ci avec la *Securitate* et le régime de Ceausescu en général et avertir de certaines pratiques de corruption ou de conflits d'intérêts. La campagne aboutit au retrait d'une dizaine de candidats des listes électorales [USAID 2006].

L'insertion de cette fraction des associations citoyennes dans l'espace public actuel s'est accompagnée d'une démarcation pas toujours très nette avec les activités partisans⁶ et, globalement, un affaiblissement de leur capacité de mobilisation collective. Ces organisations⁷ peuvent toutefois peser ponctuellement sur le processus de formation de l'opinion publique comme le montre la campagne « Pour un parlement propre » et placent régulièrement sur l'agenda les thèmes récurrents du champ politique comme la bonne gouvernance, la transparence ou la lutte contre la corruption.

De l'humanitaire à la gestion du social postcommuniste

Cette évolution rencontrée par les associations civiques des premières heures postcommunistes doit s'appréhender en tenant compte du développement d'une seconde conception de la société civile qui vient consolider, au sein du projet de société civile, une figure associative particulière importée du monde occidentale : l'ONG (organisation non gouvernementale). Cette figure est propulsée par les vagues humanitaires qui touchent la Roumanie au début de la décennie quatre-vingt-dix. Une première intervention humanitaire déferla au crépuscule du régime de Nicolae Ceausescu. La Roumanie fut le seul pays de l'ancien Pacte de Varsovie à connaître un changement de régime aussi violent que médiatique. La réponse humanitaire à cette violence apparente fut rapide et massive. En quelques semaines, des milliers de tonnes de vêtements, de nourriture, de médicaments, de jouets furent acheminés créant de véritables bouchons et des embarras dans la distribution sur place⁸. Cette aide massive semblait répondre aux chiffres les plus alarmistes énoncés par les nouvelles autorités et relayés par les médias occidentaux. Ces chiffres paraissaient d'autant plus réalistes que l'image d'une population roumaine victime de la misère matérielle et de l'oppression d'un régime ubuesque était déjà largement répandue à l'Ouest depuis au moins le milieu des années quatre-vingt. Mais

6. Avec des « transferts » du monde des ONG vers des postes politiques ou des soutiens affirmés de la part de responsables de ces associations à certains hommes politiques en campagne, cf. la position du Groupe pour le Dialogue Social dans la campagne référendaire pour la destitution du Président Basescu en 2007.

7. Les associations « ethniques » peuvent être envisagées comme une sorte d'excroissance de ce premier pôle associatif roumain en raison de leurs activités (lobbying, monitoring, éducation à la citoyenneté, etc.). Les ONG « ethniques » sont le plus souvent fortement connectées à l'arène politique par un parti politique qui défend, dans le champ politique, les intérêts de la communauté qu'il représente (outre *Uniunea Democratică Maghiară din România*, *Forumul Democratic al Germanilor din România* *Uniunea Democratică a Mulțimanilor Turci din România*, *Uninea Democratică a Sîrbilor...*). On notera par ailleurs une floraison associative très large au sein de la communauté magyare de Transylvanie [FDSC, 2005].

8. Les nouvelles autorités du Front du Salut National ont donné, on le sait aujourd'hui, des chiffres pour le moins fantaisistes : il y aurait eu 4 360 morts pour les événements initiaux à Timisoara (18 décembre 1989), plus de 5 000 à Bucarest durant les jours chauds de la Révolution, et même près de 80 000 victimes sur tout le pays ! En réalité, les victimes seront bien moins nombreuses (un peu plus de 1 100 décès et plus de 3 000 blessés) au point que, très rapidement, les médecins et chirurgiens dépêchés à toute hâte sur les lieux furent réduits au chômage technique [Lebas, 1993].

bien vite ces chiffres apparemment fallacieux et le caractère spontané et populaire de cette révolution bien artificielle [Bocancea, 1998]. Au cours des premières semaines qui suivirent la révolution, les équipes de médecins et de logisticiens dépêchés en Roumanie s'interrogèrent sur la pertinence de leur mission. La découverte de cas de sida pédiatriques à Constanza en février 1990 puis, plus globalement, la découverte des « orphelinats » redonnèrent un sens à l'action humanitaire au moment où l'urgence alimentaire et sanitaire liée à la « révolution » s'épuisait. Les ONG et fondations humanitaires occidentales (comme Médecins Sans Frontières, Handicap International ou Médecins du Monde...) ont donc suscité durant leur mission de terrain la création de consœurs locales qui prendront bien souvent le relais de leur projet le moment du départ venu. La dénonciation des orphelinats ouvrit la voie à l'ingérence occidentale dans la gestion du social postcommuniste en Roumanie [Pirotte, 2006]. Aujourd'hui encore, l'aide sociale représente l'activité la plus importante du secteur ONG roumain (près de 25 % des activités citées selon USAID [2003] et FSDC [2005]) dans un secteur ONG dont on dénonce par ailleurs la forte dépendance financière aux bailleurs de fonds occidentaux.

À cet héritage humanitaire vient se superposer le contexte des réformes institutionnelles en cours dans la période de transition. Catalin Zamfir conclut un article consacré à la politique sociale dans la Roumanie en transition par cette réflexion : « (...) en Roumanie, écrit-il, l'État a tendu à se retirer plus rapidement de ses fonctions sociales que de celles dans l'économie. Le résultat des premières années de transition a été paradoxalement, un État social minimal et un État économique maximal » [Zamfir, 1994, p. 192]. Ce repli a ouvert la voie finalement à toute une série d'initiatives privées plus ou moins formalisées en même temps qu'une bonne partie des coûts sociaux des stratégies de cet « État économique maximal » ont été pris en charge par les solidarités traditionnelles (familles) et nouvelles (les ONG). Face aux problèmes sociaux (surtout) apparaissent donc des acteurs (ou institutions sociales) qui sont investis ou réinvestis de (nouvelles) missions : les associations et les familles.

Cet épisode humanitaire roumain a certes influencé négativement pendant des années la représentation occidentale de la Roumanie, il a aussi donné une toute autre impulsion au projet de société civile désormais davantage orienté vers la gestion des conséquences sociales du délitement du régime communiste puis de la transition postcommuniste. Une liaison forte s'est établie entre la représentation locale de la société civile et certaines ONG développant des activités dans le secteur social éducatif culturel sans réelle capacité de mobilisation collective, sans adhérent d'ailleurs ou sans militantisme. Ces associations se présentent plutôt comme des petites cellules développant un rapport de services vis-à-vis de groupes bénéficiaires ciblés (des enfants de rue aux amateurs d'arts moderne).

Le soutien à la société civile roumaine

Les nouveaux besoins nés de la régulation du processus transitionnel en Roumanie soutiennent au sein de la floraison associative liée au recouvrement de la liberté

d'association, l'émergence d'une formule ONG relativement bien implantée dans le domaine de l'aide sociale et du renforcement des principes et pratiques démocratiques. Ces besoins locaux ne suffisent pas à impulser ces deux tendances au projet de société civile. Encore faut-il qu'ils soient reconnus par les diagnostics posés par les partenaires du développement pour que ces ONG s'insèrent dans des réseaux de soutien internationaux. Comme souligné plus haut, ce diagnostic a pu être posé très rapidement et plonge ses racines au cœur des années quatre-vingt quand la stratégie de développement autarcique du pays, mise sur pied par le régime de Ceausescu, est perçue à l'Ouest mais aussi au sein de pays frères du bloc socialiste comme un opaque repli sur soi, voire un immobilisme à l'heure où *glasnost* (transparence) et *perestroïka* (restructuration) se répandent en U.R.S.S comme au sein de ses pays satellites.

La floraison associative des premiers mois de la transition va aussi obliger les partenaires occidentaux à mettre sur pied des politiques de renforcement des nouveaux acteurs de la société civile. Ainsi le budget du programme d'aide communautaire au PECO (PHARE) en vue de leur adhésion prévoyait une ligne accordée au soutien à la société civile. Si cette ligne ne représentait qu'un pour cent de l'aide de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale dans les années quatre-vingt dix [Pirotte, 2004]⁹, les ONG locales pouvaient également bénéficier de subsides par d'autres lignes budgétaires du programme (aide à la démocratie, renforcement des minorités, etc.).

Le soutien aux organisations non gouvernementales au nom du renforcement de la société civile va bien au-delà de flux financiers. Pour les partenaires occidentaux, il ne s'agit pas simplement d'alimenter financièrement les projets de développement dont les ONG locales seraient exécutrices. L'on mène également une politique de modernisation, dite d'*empowerment* qui prend les traits d'une stratégie de formatage et de mise en clientèle sélective de ces nouveaux « courtiers locaux du développement » (pour reprendre l'expression de Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, 2001). Cette politique s'incarne dans la multiplication des séminaires, des formations auxquels les « partenaires » occidentaux convient les leaders d'ONG locales. Ces séances traitent à la fois la manière dont l'association doit être organisée structurellement, la façon dont elle doit être gérée au quotidien, les projets rédigés et appliqués, les relations à développer avec le personnel, etc.¹⁰

9. Entre 1991 et 1997, la Roumanie a reçu 824,4 millions d'Écus (ce qui représente l'aide globale la plus importante de l'Union Européenne à un PECO, après la Pologne). 5 des 7 millions d'Écus alloués au développement de la société civile roumaine ont été distribués en 1994 principalement pour soutenir la création de la Fondation pour le Développement de la Société Civile [Commission Européenne, 1999].

10. Si ces stratégies sont aujourd'hui bien connues (et certainement pas particulières à la situation observée en Roumanie, cf. Poncelet et al., 2005 ou Hamilton, 2000) il serait temps de sonder leur efficacité réelle. Le rapport annuel de l'USAID sur la vitalité du secteur ONG roumain de 2006 souligne qu'au sein des ONG locales « la direction reste incapable de mettre sur pied un plan stratégique, à l'exception des organisations de services sociaux qui s'engagent régulièrement dans une réflexion stratégique. Les ONG continuent à compter sur les volontaires pour développer leurs activités et externalisent souvent des activités comme la comptabilité ou les relations publiques » [USAID, 2006, p. 181].

Pour le nouveau secteur ONG roumain, les effets de cette modernisation sont multiples. Tout d'abord, ces politiques favorisent une tendance à l'uniformisation des associations locales participantes les forçant à adopter des structures organisationnelles ou un mode de gestion interne identique (qu'illustrent notamment les règlements d'ordre intérieur) ou à formuler des projets selon un canevas standardisé et dans des termes compréhensibles au sein des réseaux d'aides transnationaux. Ensuite, s'il s'agit de professionnaliser les pratiques de ces nouveaux acteurs associatifs afin de les rendre plus efficaces, cette professionnalisation doit permettre de mettre à jour des partenaires locaux fiables capables d'assurer l'application sérieuse de projets. Ce processus se veut donc par définition sélectif et contribue à ce qu'on pourrait appeler une voie élitiste de constitution d'une société civile où seule une petite fraction des nouvelles ONG a accès à la modernisation de ses pratiques, aux capitaux financiers, mais aussi au savoir-faire et à l'ethos adéquat au sein des réseaux transnationaux. Cette sélectivité est particulièrement visible par exemple en auscultant les revenus en circulation dans ce secteur. À la fin des années quatre-vingt dix, seulement une ONG sur cinq accédait à ce soutien étranger. La distribution des revenus en circulation dans ce secteur est très inégalitaire. Un peu plus de 8 % des ONG roumaines contrôlaient à cette époque plus de 80 % des revenus en circulation [FDSC, 1999].

Cette distribution inégalitaire a certainement contribué à alimenter un sentiment de compétition (dénoncée souvent comme déloyale par les perdants) au sein du nouveau secteur ONG qui est aujourd'hui marqué par un manque de confiance, de collaboration entre acteurs. L'enquête conduite en 2005 par la Fondation pour le Développement de la Société Civile dans le cadre de l'étude internationale « Civil Society Index » de la plateforme internationale CIVICUS relate la perception généralisée au sein du secteur ONG d'une forte concurrence entre paires, concurrence qui expliquerait le faible partage d'informations au sein du secteur ONG. Le rapport insiste également sur le nombre réduit de projets collectifs en raison principalement de cette compétition pour des ressources financières rares [FDSC, 2005, p. 28]. Dans ce contexte, il n'est pas non plus étonnant de constater le petit nombre de structures faïtières d'ONG ni la difficulté de ce secteur à réguler ses pratiques derrière un code commun de bonne conduite.

La dépendance aux fonds étrangers est désormais perçue comme la menace la plus importante qui pèse sur la vitalité de ces ONG. La récolte de fonds locaux en Roumanie est un exercice délicat. Le soutien de l'État aux ONG se développe petit à petit, principalement dans le secteur de l'aide sociale où 600 ONG roumaines sont accréditées par le Ministère du Travail, de la Solidarité Sociale et de la Famille et reçoivent à ce titre ponctuellement une aide financière limitée¹¹. Si l'idée de responsabilité sociale des entreprises fait son chemin en Roumanie, cela ne se traduit pas encore par un essor de la philanthropie d'entre-

11. En 2006, 1,3 million d'euros furent attribués par ce Ministère à différentes ONG pour la fourniture de services sociaux ce qui permis de couvrir 25 % des coûts des activités aux bénéficiaires des activités d'aide sociale mise sur pied par les ONG subventionnées cette année-là [FDSC, 2005].

prise, notamment à destination des organisations non gouvernementales. Pour favoriser le don aux associations, le code fiscal roumain permet à présent au contribuable de verser jusqu'à 2 % de son imposition aux ONG locales. Ce mécanisme a permis de récolter environ 3 millions d'Euros en 2006 (pour la moitié un an plus tôt)¹².

Le problème de l'autonomie financière des ONG locales se pose également parce que bien peu d'entre elles parviennent à développer des activités génératrices de revenus¹³. Les leaders d'ONG rencontrés [Pirotte, 2003] considèrent que l'atomisation de la société par la tentative d'instauration d'un régime totalitaire des œuvres du PCR (sans parler de dynamiques plus anciennes) aurait rendu difficile l'application de projets de développement à orientation communautaire comme on en rencontre ailleurs. Partant d'une situation de *welfare state* hypertrophié bien que déclinant, les ONG pour s'implanter auprès des populations-bénéficiaires, ont dû fournir des services individuels qui devaient rester compétitifs par rapport aux anciens services fournis par le PCR. Faute de récoltes suffisantes de fonds locaux, cette compétitivité était principalement assurée jusqu'ici par de généreux donateurs occidentaux. De plus, les quelques organisations qui tentent aujourd'hui de développer des projets « communautaires » font souvent face à des obstacles importants au sein des populations bénéficiaires. Leurs « projets modernisateurs » se heurtent souvent « aux vieilles mentalités » de la population (et notamment la paysannerie), mais cet alibi cacherait plutôt un manque réel d'assise populaire, une réelle acceptation du projet des ONG par les groupements villageois constitués sur une base artificielle¹⁴.

Le rapport « NGO sustainability Index 2006 » de l'USAID conclut ainsi : « (...) Les donateurs étrangers, particulièrement l'Union Européenne, demeurent la principale source de financement des activités des ONG. La viabilité financière reste la plus grande inquiétude pour la plupart des ONG qui, en général, ne sont pas prêtes face au retrait de ce soutien international (...) » [USAID, 2006, p. 182]. Les dynamiques de soutien à la société civile roumaine évoluent. L'agenda international, par l'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne au 1^{er} janvier 2007, n'est bien entendu plus le même aujourd'hui. Nombre d'ONG qui ont œuvré par leurs activités à l'intégration de la Roumanie au sein de l'Union Européenne voient

12. Des campagnes de récoltes de fonds sont mises sur pied (comme le gala annuel de l'arbre de Noël de l'ONG « Save the Children-Romania ») mais ces initiatives sont assez récentes et dépendent de qualités et de moyens importants dans la gestion de la communication externe dont ne bénéficient pas toutes les ONG roumaines loin s'en faut. Ces campagnes menées sans stratégie de redistribution vers des organisations locales de plus faible dimension ou visibilité auraient tendance à renforcer la position dominante d'une poignée d'ONG.

13. À la fin des années quatre-vingt dix, 82 % des ONG roumaines ne développaient aucune activité génératrice de revenus [FDSC, 1999].

14. Des études de terrains conduites en 1999 et 2000 auprès d'ONG du département de Iasi (Moldavie roumaine) nous ont permis d'observer que certains chargés de programme responsables de l'application de projets communautaires brandissaient la menace d'un recours à une loi de... 1977 portant sur la réquisition de la main-d'œuvre paysanne à des travaux d'intérêts collectifs [Pirotte, 2004].

aujourd'hui la manne financière par laquelle elles s'étaient déployées peu à peu se vider¹⁵.

Les dimensions oubliées de la société civile : confiance et engagement

Cette situation, menaçante pour un projet de société civile financièrement (on dira aussi culturellement) dépendant de fonds occidentaux, fait apparaître une lacune importante de celui-ci. L'analyse de son évolution laisse voir la création d'une société civile comme un projet certes répondant à certains besoins de la société roumaine postcommuniste mais s'exprimant en dehors de bases populaires élargies en dépit des services que certaines ONG emblématiques du projet rendent à quelques groupes sociaux particuliers. Tout se passe un peu comme si la société civile avait poussé dans son coin en bénéficiant de dynamiques locales alimentées par l'engagement d'une partie très réduite de la population roumaine (en claire : les intellectuels, les jeunes diplômés universitaires¹⁶, les classes moyennes en situation de redéfinition de carrière professionnelle¹⁷) et répondant à un soutien occidental soucieux d'impulser un secteur associatif capable de soutenir l'essor de la démocratie et de répondre aux défaillances du marché et de l'État dans l'approvisionnement de services sociaux et l'accès à un minimum de bien-être pour tous.

Dans un sens « toquevillien » (promu par les partenaires internationaux dans les années 1990), la société civile roumaine est aujourd'hui bien vivante si l'on s'en tient à la multitude d'associations qui l'animent. Mais l'expérience postcommuniste roumaine montre qu'il ne suffit pas de disposer d'un tissu associatif dense et rendre ainsi possible l'avènement d'un homme modulaire pour disposer d'une véritable société civile. Car ce projet se heurte aujourd'hui à un problème de fond important : le manque de confiance¹⁸ et d'engagement du citoyen roumain pour l'action collective. Si certains envisagent ce problème comme un trait culturel propre à la société roumaine, il est de bon ton de rejeter la faute sur l'altération perverse du sens des termes « solidarité » ou « collectivité » par le régime communiste d'hier pour expliquer ce manque de sens collectif. Les données compilées par l'enquête de la FDSC¹⁹ de 2005 sont révélatrices. Un sondage d'octobre 2003 du Baromètre d'Opinion Publique révèle que 9 % des Roumains interrogés s'affir-

15. Cette situation est observée dans d'autres PECO membres aujourd'hui de l'Union Européenne. David Stulik souligne : « La réalité qui émergea après l'accession à l'Union Européenne constitua un réveil rude pour beaucoup d'ONG. Elles découvrirent que les nouveaux fonds européens n'étaient pas aussi « conviviaux » que les programmes de pré-accession (Phare UE), que l'aide bilatérale ou que le financement des fondations privées ne l'avaient été. Les financements européens (principalement les fonds structurels) ne cherchent pas à financer les ONG ou leur développement institutionnel ou de leur capacité » [Stulik, 2006, p. 39].

16. On constatera que l'assistantat social est une discipline enseignée à l'Université et les diplômés de cette filière, comme dans une moindre mesure les jeunes sociologues, psychologues, juristes ou journalistes, trouvent dans ce nouveau secteur ONG une possibilité solide d'insertion professionnelle.

17. Ici apparaissent sous cette catégorie les enseignants, les ingénieurs, les cadres des anciennes entreprises d'État victimes des restructurations de la période de transition vers l'économie de marché (on pense ici aux femmes).

18. Un sondage du Baromètre de l'Opinion Publique de 2005 (de la Fondation Soros) montre que 90 % des Roumains interrogés considèrent « qu'il est recommandé d'agir avec prudence dans ses relations avec autrui » [cité par FDSC, 2005, p. 38].

maient membres d'une organisation de la société civile (qu'il s'agisse d'une ONG²⁰, d'une association sportive, d'un syndicat, d'un groupe religieux ou d'un parti politique). Ce sondage annonce également que seulement 6 % des citoyens roumains interrogés ont pris part au cours de l'année écoulée à une activité d'une organisation de la société civile (et le spectre est large entre l'action caritative et la partie de football). Ainsi pour survivre, le projet de société civile qui s'accompagnait dans les premières heures de l'ère postcommuniste de mobilisations collectives importantes doit à présent gagner en popularité, favoriser l'engagement d'une large partie de la population en son sein et ainsi s'émanciper davantage de sa tutelle occidentale. Il faudrait déjà pour cela que les ONG se « vendent » davantage auprès des médias et communiquent mieux sur leurs activités, ce qui ne semble pas être leur qualité première. La conclusion du rapport 2005 de la Fondation pour le Développement de la Société Civile résume bien le problème contemporain du projet de construction d'une société civile en Roumanie : « Dans l'ensemble, la société civile (...) a une image publique plutôt négative. Cela se reflète dans le fait que les activités des organisations de la société civile (OSC) continuent à rester invisibles pour la majorité de la population et que les OSC ont connu plus de succès en informant et éduquant les citoyens que dans la construction de leur capacité d'action collective » [FDSC, 2005, p. 71].

Les propos de Dominique Colas cités plus haut semblent trouver ici un écho. Si nos propres observations corroborent ces constats négatifs et confirment la fragilité du projet de société civile en Roumanie, on peut également suggérer que les deux décennies d'expériences postcommunistes ont autorisé l'apparition d'acteurs et organisations, d'enjeux et de dynamiques nouvelles et que, sauf à tomber dans le piège fataliste ou culturaliste d'une irrémédiable incapacité du citoyen roumain à développer des formes de solidarité extracommunautaires, il n'est pas interdit de penser que ces nouveaux éléments ne finissent pas, tôt ou tard, par être appropriés par la société locale pour autant que l'équilibre entre agendas internationaux et dynamiques locales soit davantage respecté.

BIBLIOGRAPHIE

- BAECHLER J. [1993], *La grande parenthèse. Essai sur un accident de l'histoire*, Paris, Calman-Lévy, 218 p.
- BERINDEI M., COMBES A., PLANCHE A. [1990], *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*, Paris, La découverte, 259 p.

19. FDSC : *Fondation pour le Développement de la Société Civile*, établie au milieu des années 1990 par l'Union Européenne en Roumanie pour soutenir le déploiement des activités des organisations non gouvernementales en Roumanie.

20. Par ailleurs, à la même époque un rapport de l'USAID prétend que 7 % des Roumains seraient membres d'une ONG [USAID, 2003]. Les Baromètres d'Opinion Public établis par la Fondation Soros avec l'aide de l'institut de sondage Gallup montrent l'expression régulière d'un degré de confiance élevé des Roumains vis-à-vis de l'armée et de l'Église orthodoxe (autour des 70 à 80 %). Les ONG sont loin de disposer d'un même soutien de la part de la population locale, se classant régulièrement en bas de l'échelle de confiance des Roumains vis-à-vis de leurs institutions (juste devant le Parlement, les syndicats et les partis politiques). Voir, notamment, Open Society Foundation, 2004.

- BIERSCHENK T., CHAUVEAU J.-P., OLIVIER DE SARDAN J.-P. [2001] *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala/Mayence, APAD, 318 p.
- BOCANCEA C. [1998], *La Roumanie du communisme au postcommunisme*, Paris, L'Harmattan, 200 p.
- COLAS D. [2002] « L'absence de société civile sous le communisme, sa faiblesse sous le postcommunisme », in D. Colas (dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris, PUF, p. 29-55p.
- COMMISSION EUROPÉENNE [1999], *Programme Phare 1998. Bilan*, Bruxelles, Commission Européenne DG1A.
- DAHRENDORF R. [1991], *Réflexions sur la révolution en Europe : 1989-1990*, Paris, Le Seuil, 184 p.
- FDSC [1999], *Changes and Trends in the Non Profit Sector – 1998. Introduction*, Bucarest, Fundatia pentru Dezvoltarea Societatii Civile.
- FDSC [2005], *Dialogue for Civil Society. Report on the State of Civil Society in Romania 2005 – Civicus Civil Society Index*, Bucharest, Fundatia pentru Dezvoltarea Societatii Civile.
- GELLNER E. [1994], *Conditions of Liberty. Civil Society and its Rivals*, London, Penguin Press, 225 p.
- HAMILTON K. [2000], « Constructing an NGO sector in Transitional Contexts. The Reach of NGO-Donor « Partnerships » in Post-Soviet Georgia », *IDS Bulletin*, vol. 31, n° 3, p. 48-56.
- HOWARD M.M. [2003], *The Weakness of Civil Society in Post-communist Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 206 p.
- LAURENT P. [2002], « L'émergence d'une société civile internationale », *Associations Transnationales*, n° 1, p. 9-17.
- LEBAS J. [1993], *À la vie, à la mort. Médecins par temps d'épidémies*, Paris, Le Seuil.
- OPEN SOCIETY FOUNDATION [2004], *Public Opinion Barometer 2004*, Bucharest, Open Society Foundation/Metro Media Transylvania/The Gallup Organization Romania.
- PIROTTE G. [2004], *Une société civile postrévolutionnaire. Étude du nouveau secteur ONG. Le cas de Iasi*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 224 p.
- PIROTTE G. [2006], *L'épisode humanitaire roumain. Construction d'une crise, état des lieux et modalité de sortie*, Paris, L'Harmattan, 265 p.
- PIROTTE G. [2007], *La notion de société civile*, Paris, La Découverte, coll. Repères, n° 482, 122 p.
- PONCELET M., PIROTTE G., STANGHERLIN G., SINDAYIHEBURA E. [2005], *Les ONG en villes africaines*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 192 p.
- ROMANIAN COALITION FOR A CLEAN PARLIAMENT [2005], *A Quest for Political Integrity*, Iasi, Polirom Press, 120 p.
- SALAMON L.M. et alii [1999], *Global Civil Society. Dimensions of the Non Profit Sector*, Baltimore, Johns Hopkins Institute – Center for Civil Societies Studies.
- SAULEAN D., ÉPURE C. [1998], « Defining the Nonprofit Sector : Romania », *Working Papers of the John Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project*, n° 32, edited by Lester M. Salamon and Helmut K. Anheier, Baltimore, The John Hopkins Institute for Policy Studies.
- STULIK D. [2006], « Civil Society in Central Europe : An Ever-Changing Landscape. How NGOs have adopted to shifting donor strategies », in USAID, *The 2006 NGO Sustainability Index Report*, Washington, p. 34-43.
- USAID [2006], *The 2006 NGO Sustainability Index Report*, Washington, USAID.
- USAID [2003], *The 2003 NGO Sustainability Index Report*, Washington, USAID.
- ZAMFIR C. [1996], « La politique sociale dans la Roumanie en transition : hypothèses concernant l'explication d'un paradoxe », in N. Pelissier, N. Marrié et F. Despres, [1996], *La Roumanie contemporaine. Approches de la « transition »*, Paris, L'Harmattan, p. 179-194.

L'industrie roumaine de l'habillement à l'épreuve du temps : entre l'héritage communiste et l'apprentissage capitaliste

Alina Surubaru*

Introduction

Une des questions qui se pose au sujet des transformations postcommunistes est celle des « continuités » et « ruptures » par rapport au passé : comment réagissent les acteurs sociaux dans un contexte institutionnel qui change rapidement ? Que se passe-t-il lorsque de nouvelles institutions et règles apparaissent ? Qu'adviennent les réseaux d'interconnaissance, les savoir-faire et les apprentissages faits avant 1989 ? Quel compromis s'impose finalement entre « l'héritage » communiste et l'apprentissage capitaliste ?

Pour répondre à ce type d'interrogations, les travaux de David Stark et Laszlo Bruszt fournissent quelques pistes de réflexion intéressantes. Ces chercheurs sont les premiers sociologues à avoir systématisé une approche théorique de la dépendance à l'égard du passé des sociétés postcommunistes (*path dependancy*). En critiquant les auteurs qui envisagent la « transition » d'un point de vue téléologique, David Stark suggère très tôt d'accorder plus d'importance aux processus concrets de transformation : « le nouveau ne vient pas du nouveau – ou de rien – mais d'une reconfiguration ou remodelage des ressources existantes » [Stark, 1992]. Dans cette perspective, les formes et routines organisationnelles de l'économie planifiée ne disparaissent pas du jour au lendemain, mais au contraire, elles façonnent le visage du capitalisme à l'Est. Loin de représenter une invention *ex nihilo*, l'économie de marché se construit donc sur les bases de l'économie planifiée.

Malgré l'intérêt de ces observations, la théorie de la *path dependancy* peut poser problème [Dobry, 2000]. En fait, lorsque ces sociologues cherchent à préciser de quelle manière le passé compte, ils affirment que les modes de désagrégation de l'ancien régime (*pathways of extrication*) pèsent directement sur le développement économique postcommuniste [Stark et Bruszt, 1998]. Pour cette raison, ils pensent

* Doctorante à l'ENS Cachan, 61, Avenue du Président Wilson, Bât. Laplace, bureau 207, 94235 Cachan Cedex – surubaru@idhe.ens-cachan.fr.

que ce sont les résultats des premières élections libres et les choix de méthodes de privatisation qui créent des irréversibilités, c'est-à-dire des situations qui enferment un pays dans une trajectoire déterminée.

Cette focalisation sur les déterminations macro sociales des activités économiques laisse peu de place aux choix et stratégies individuelles. Même si les recherches qui relèvent de cette approche changent parfois d'échelle et s'intéressent aux réagencements multiples des acteurs économiques [Kock, Thomas, 1997 ; McDermott, 1997 ; Stark, 1997], l'accent est surtout mis sur la cohérence des stratégies individuelles avec les arrangements institutionnels propres à chaque pays.

Or, si on insiste à juste titre sur la singularité des trajectoires nationales de développement, il n'en reste pas moins important de souligner l'existence d'une pluralité de médiations organisant les activités économiques, même dans un contexte de forte incertitude. Autrement dit, la mise en place de compromis institutionnels macro-économiques (au niveau *national*) ne suffit pas nécessairement à cadrer les anticipations des acteurs et à imposer *une* définition commune de leur activité, des formes d'organisation productive ou de concurrence pertinentes [Bernard de Raymond, 2007 ; Salais, Storper, 1993 ; Weber, 2003 ; Zalio, 2004]. C'est pourquoi, je propose ici de déplacer la problématique de David Stark et Laszlo Bruszt afin d'envisager *la reconfiguration des ressources du passé sous l'angle des trajectoires des acteurs économiques*. En fait, ce type de matériau empirique paraît plus adéquat pour mettre en exergue la complexité des transformations postcommunistes ainsi que les contradictions qui ponctuent la vie économique.

Adoptant cette perspective de recherche, cet article s'intéresse aux expériences multiples des acteurs économiques d'un secteur d'activité : l'industrie roumaine de l'habillement. Le cas particulier des acteurs de l'habillement présente un double intérêt : d'un côté, il permet de saisir au concret « la continuité » entre les formes d'organisation productive de l'économie planifiée et celles qui émergent après 1989 ; de l'autre côté, il introduit des éléments d'analyse pour comprendre pourquoi les stratégies et trajectoires des acteurs divergent, alors qu'elles sont supposées relever d'une même logique économique¹.

Planification et habillement

Dans les années 1960, un important conflit d'intérêts a opposé Bucarest et Moscou. Pour les dirigeants soviétiques, la Roumanie était un pays agricole et sa vocation était d'exporter des céréales dans les autres pays membres du Conseil d'Aide Économique Mutuelle (CAEM)². Le gouvernement roumain considérait en

1. Pour expliquer ces dynamiques, je m'appuie sur les résultats de plusieurs enquêtes de terrain conduites en Roumanie entre mars 2005 et octobre 2007. Il s'agit de 43 entretiens réalisés auprès de managers de l'habillement ainsi qu'une série d'observations effectuées au sein de trois entreprises.

2. Le CAEM (1949-1991) était une organisation qui favorisait les échanges entre différents pays du bloc socialiste. Les membres fondateurs ont été : l'Union soviétique, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la République démocratique allemande et l'Albanie (de 1949 à 1961). La Yougoslavie a eu le statut de membre associé. D'autres pays l'ont rejoint au cours des années 1960 et 1970 : la Mongolie (1962), Cuba (1972), et le Viêtnam (1978).

revanche que la seule chance de développement de son pays était l'industrie et pour cette raison, que le commerce avec les pays capitalistes était indispensable. Malgré une relative ouverture des frontières, la circulation des citoyens roumains à l'étranger était interdite et uniquement un nombre limité de cadres avait accès aux informations concernant les échanges internationaux.

C'est dans ce contexte politique particulier que la plupart des usines d'habillement ont commencé à travailler pour des donneurs d'ordres occidentaux. Même si le volume des exportations vers l'Union soviétique restait important, les commandes des marques européennes ont beaucoup progressé, notamment à la suite de l'adoption d'un régime douanier spécial par la Communauté européenne³.

Lorsqu'une entreprise occidentale voulait sous-traiter en Roumanie avant 1989, le ministère du commerce extérieur négociait les termes du contrat (les prix, les quantités et les délais de livraison). Ensuite, les employés d'une *centrala*⁴ distribuaient les commandes aux unités de production de leur choix. Au fil du temps, quelques unités de production, notamment les plus grandes, ont été avantagées par cette redistribution. Puisque la *centrala* choisissait toujours les mêmes unités de production pour les mêmes donneurs d'ordres, il est devenu plus facile pour elles d'établir des liens serrés avec l'Europe de l'Ouest.

Ces entreprises ont constitué des lieux privilégiés de l'apprentissage capitaliste, car les salariés de ces usines étaient confrontés quotidiennement à la question de la compatibilité des deux modes d'organisation de l'économie : « Contrairement à la propagande [du Parti communiste roumain], les capitalistes étaient des « gens fréquentables ». On apprenait à la fac les tares du capitalisme, mais une fois arrivé en usine, on nous expliquait que les exportations vers l'Allemagne de l'Ouest étaient prioritaires : le pays avait besoin de marks. L'industrie légère apportait les devises nécessaires à l'achat des nouvelles technologies [développées à l'Ouest]. Et puis au passage, ça servait aussi au remboursement de la dette nationale ! » (entretien, manager, septembre 2006).

Le manque d'informations sur le fonctionnement général de l'économie de marché a été donc compensé par une expérience directe de quelques pratiques marchandes capitalistes. Certes, la plupart des dirigeants d'usine ne connaissaient pas les arcanes de la négociation des prix et ignoraient les moyens nécessaires à la

3. Le trafic de perfectionnement passif instauré en 1982 par le Conseil consiste en la réimportation de produits finis après exportation temporaire de semi-produits devant subir des traitements à l'étranger. Les entreprises ayant recours à ce procédé sont soumises à une taxation différentielle. Cette taxation consiste à déduire du montant des droits applicables aux produits résultant d'opérations de perfectionnement passif le montant des droits de douane appliqués aux composants préalablement exportés.

4. À la fin des années 1960, le Parti communiste roumain affirme sa volonté de décentraliser le processus de planification afin de stimuler la participation des unités économiques à la réalisation des objectifs du Plan. Pour simplifier les procédures, des organisations intermédiaires entre le ministère et l'entreprise sont créées par catégorie de produits : les *centrale*. Initialement, 207 organisations de ce type sont mises en place, mais assez rapidement, leur nombre est réduit à 102. La plupart des observateurs extérieurs considèrent que l'objectif initial de décentralisation n'est pas atteint, bien au contraire. Ainsi, dans les années 1970, le Parti communiste roumain semble surtout préoccupé par le renforcement du contrôle des ministères, les *centrale* ne faisant que rendre plus complexe la planification.

recherche de clients étrangers. Pourtant, la maîtrise des enjeux de production (calcul des matières premières, qualité des produits, délais de livraison) a permis la stabilisation d'un savoir collectif local sur les donneurs d'ordres de l'Ouest et sur leurs manières de travailler.

Par exemple, un chef d'atelier raconte que dans les années 1980, la *centrala* leur reprochait souvent de ne pas utiliser de manière optimale les matières premières fournies par le donneur d'ordres français (entretien, mars 2005). Plus précisément, les ingénieurs roumains étaient accusés de ne pas respecter les consignes du ministère de l'industrie qui suggéraient de coudre les restes des élastiques et de ne rien jeter. Chaque fois, les cadres de l'usine se défendaient en invoquant le cahier de charges du donneur d'ordres qui concevait différemment le processus de production et la qualité des produits.

La question de la qualité des produits socialistes reste pourtant complexe. Une usine pouvait produire simultanément pour trois types de marchés (roumain, soviétique et occidental) et de ce fait, les standards de la qualité variaient au sein d'une même organisation : « C'est clair, tout ce qu'on produisait pour l'export était d'une qualité supérieure ! Mais attention ! Une ouvrière qui assemblait le manteau Hugo Boss, pouvait tout aussi bien assembler ce manteau noir immonde, sans finitions, qu'on trouvait partout dans le commerce » (entretien, contrôleur de qualité, août 2007).

Pour expliquer ce paradoxe, l'interviewé évoque « le désintéret » général pour le marché roumain : « Bon, si on devait produire pour les Roumains, alors on s'en fichait, tout le monde s'en fichait, du directeur jusqu'à la dernière ouvrière... ».

En réalité, cette différence de qualité s'explique surtout par l'existence de deux cas de figure de gestion des matières premières. Dans le premier cas, l'entreprise est un simple vendeur de main-d'œuvre (façonnier) tandis que dans le deuxième, elle prend en charge la totalité du processus de production (création, achat de matières premières, etc.).

Ainsi, les donneurs d'ordres occidentaux envoyaient toujours en Roumanie un cahier des charges ainsi que les matières premières nécessaires à la fabrication des produits. En suivant les étapes indiquées par le cahier des charges, les produits correspondaient dans une large mesure aux normes occidentales. En revanche, lorsqu'un client roumain commandait un article de vêtement, la couleur et les finitions demandées n'étaient pas toujours respectées. Pourquoi ?

Pour vendre sur le marché interne, l'unité socialiste de production devait acheter ses matières premières en Roumanie. Puisque les fournisseurs autochtones connaissaient la pénurie, l'usine ne réussissait pas toujours à livrer à temps les quantités et la qualité pour lesquelles elle avait signé un contrat avec les unités socialistes de commerce. Dans ce cas, le directeur de l'usine était obligé de trouver un accord à l'amiable avec son client, le recours en justice étant très rare. Souvent, cet accord était le résultat d'une entente mutuelle de longue durée : « Tout le monde savait que les matières premières étaient rares. Les usines textiles produisaient une gamme limitée de tissus... d'une qualité moyenne... pour ne pas dire

mauvaise. Toujours du noir, du gris, du marron et du bleu foncé. Les accessoires étaient également en quantité limitée, on ne pouvait pas importer n'importe quel bouton ou fermeture-éclair. Si en plus l'usine textile avait du mal à livrer à temps le tissu, comment voulez-vous tenir l'engagement pris ? En fait, tout le monde avait du retard et on s'arrangeait entre nous. Mais si jamais il y avait un contrôle du ministère, et ça arrivait de temps en temps, il n'y avait plus d'entente, chacun pour soi... » (entretien, ancien directeur d'usine, mars 2005).

Pour éviter ces arrangements défavorables au consommateur, l'État avait instauré son propre système de contrôle de la qualité : l'Inspection commerciale d'État. Mais, faute d'archives et de témoignages d'acteurs, il est difficile d'évaluer aujourd'hui le rôle précis de cette institution dans la régulation des activités de l'économie planifiée. Les rares documents qui existent exposent surtout les principales modalités pour contourner les problèmes.

Par exemple, un procès-verbal du 19 juin 1962 signale au Ministère du commerce intérieur plusieurs problèmes notés lors du contrôle effectué à l'entrepôt central du département Braşov⁵. La livraison de lingerie en coton de l'usine « Adezgo Bucuresti » et la livraison de pyjamas de l'usine « Drapelul Roşu Sibiu » n'étaient pas accompagnées par les cahiers de charges et cette absence rendait impossible le contrôle de la qualité. De plus, 400 chemises en lin de l'usine « Fabrica de confecţii Brăila » présentaient des nombreux défauts : coutures défectives, points arrière interrompus ou déformés, boutonniers non renforcés par le point de feston, boutons mal attachés. Ce procès-verbal précise que le gestionnaire de l'entrepôt avait remarqué ces problèmes, mais qu'il les avait ignorés. L'inspection commerciale d'État proposait donc de le sanctionner pour manquement à ses devoirs, de retourner les chemises à l'usine et de condamner en justice le contrôleur de qualité et le directeur de la « Fabrica de confecţii Brăila ». Quelques mois plus tard, un autre document montre que ses recommandations n'ont pas été suivies, le ministère ayant uniquement donné un avertissement au directeur de l'usine.

Un autre procès-verbal du 10 décembre 1962 présente les conclusions de l'Inspection commerciale d'État lors du contrôle annuel effectué à l'entrepôt des produits finis de l'usine « Drapelul Roşu Sibiu » : les tricotages n'avaient pas d'étiquette indiquant la taille et les cahiers des charges étaient introuvables⁶.

L'absence répétée du cahier des charges dévoile les ententes implicites entre producteurs et distributeurs (puisque le respect du standard n'est pas possible, mieux vaut faire comme si le standard n'existait pas). Mais ces archives témoignent aussi de la faible importance accordée au consommateur. Même si le produit capte l'attention dans les rayons des magasins, les étiquettes manquantes rendent la décision d'achat plus difficile (le consommateur est obligé de se fier aux conseils du vendeur ou bien d'essayer plusieurs produits avant de trouver le bon). Loin de

5. Centre départemental d'Archives de Braşov, série « Sfatul popular al Regiunii Stalin », dossier n° 211/1962, p. 38-40.

6. Centre départemental d'Archives de Braşov..., p. 42.

représenter un fait isolé, le problème des étiquettes expose la réalité du commerce socialiste. Pour citer les mots d'un interviewé : « Si le capitaliste produit pour vendre, le socialiste, lui, il produit pour remplir les statistiques du Comité central du Plan » (entretien, comptable, août 2007).

La coexistence à partir des années 1970 de deux types différents de gestion des matières premières au sein d'une même entreprise a eu plusieurs effets sur les stratégies des entrepreneurs après la chute du communisme. Premièrement, en termes cognitifs, ces expériences ont structuré la perception des cadres dirigeants des choix à faire. Dans le contexte économique des années 1990 dominé par une inflation extrême, la sous-traitance est apparue comme la meilleure solution : « Après 1989, la sous-traitance a été la chance de survie de notre industrie. Les devises qui rentraient dans nos caisses pendant que le *Leu* [la monnaie nationale] se dévalorisait... Et puis les usines textiles qui n'arrivaient plus à joindre les deux bouts et qui manquaient de tout... Franchement, on n'avait pas le choix entre le marché interne et l'Ouest. On connaissait bien les difficultés d'approvisionnement et conquérir le marché roumain n'était pas à l'ordre du jour. Comme je le disais, à l'époque il fallait tout d'abord survivre » (entretien, manager, mars 2006).

Deuxièmement, en termes stratégiques, les contacts établis avec l'Ouest avant 1989 ont permis aux grandes entreprises roumaines de « gagner du temps » avant la confrontation directe avec le marché des donneurs d'ordres. La plupart des entreprises occidentales ayant sous-traité en Roumanie pendant le régime de Ceaușescu ont continué de le faire après 1990. Certains d'entre eux ont même augmenté le volume de leurs commandes. Pour les managers qui ont gardé leurs clients, ceci a représenté l'occasion de gérer lentement le passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Face aux multiples transformations de l'économie (disparition des *centrale*, privatisation, libéralisation des prix, apparition des banques, etc.), ces acteurs ont conservé leurs repères d'action et la production a pu continuer comme si rien n'avait changé. En revanche, les entreprises qui produisaient pour le marché soviétique et les entreprises qui n'ont pas gardé de contacts avec les donneurs d'ordres occidentaux après la chute du régime communiste ont connu de longues périodes d'incertitudes. Pour celles-ci, la recherche de nouveaux clients est rapidement devenue une priorité.

À la recherche du « bon » client : quels prix à payer ?

Pendant la première moitié des années 1990, l'identification d'une offre et une demande « crédibles » s'est avérée déterminante pour le développement des relations de sous-traitance en Roumanie. D'un côté, les donneurs d'ordres occidentaux étaient confrontés à un pays en pleine transformation. Malgré la législation européenne et les quelques études réalisées par les missions diplomatiques, les moyens d'informations habituels (annuaires professionnels, classements ou recommandations de la chambre de commerce et des organisations patronales, comptes rendus journalistiques) n'étaient pas disponibles. De l'autre côté, les entrepreneurs roumains, débarrassés du contrôle centralisé mais privés de contacts à l'étranger, manquaient aussi d'informations pertinentes sur les entreprises occidentales. Pour

rappeler les conditions de cette « rencontre » après 1989, les interviewés roumains expliquent que « c'était une affaire de confiance » ou bien « il fallait être *the right man at the right place* ». Ces témoignages indiquent qu'en cas d'absence de repères collectifs stabilisés, les contacts personnels sont des appuis importants pour l'activité économique [Granovetter, 1974, 1985 ; Uzzi, 1996 ; Karpik, 1996].

Cela étant, après quelques années de tâtonnements, le marché devient moins opaque. Les donneurs d'ordres occidentaux réussissent à identifier et différencier plus facilement les sous-traitants, tandis que les sous-traitants, notamment les plus grands, comprennent dorénavant que « les clients ne sont pas tous pareils ». Or, en fonction de leurs expériences précédentes, les acteurs économiques déploient maintenant des stratégies spécifiques de recherche du « bon » client. À partir du milieu des années 1990, les prix deviennent des repères importants et les entrepreneurs leur accordent beaucoup d'attention. Néanmoins, loin de représenter l'adéquation abstraite entre l'offre et la demande, la négociation des prix reflète surtout la manière dont les ressources du passé structurent la perception du marché et imposent des « choix » aux acteurs économiques.

Pour illustrer ces dynamiques générales du marché de la sous-traitance, j'ai choisi de présenter ci-dessous trois exemples de trajectoire entrepreneuriale. La première d'entre elle présente le cas de ce que l'on pourrait appeler un « héritier postcommuniste » : il s'agit d'un ancien cadre d'une unité de production socialiste qui reprend l'entreprise dans laquelle il a effectué toute sa carrière. Sa stratégie est de maintenir les relations nouées sous l'ancien régime et de fabriquer à bas coût de grandes séries de produits de qualité médiocre, en misant sur la faiblesse des coûts de main-d'œuvre et de l'investissement en capital. Ce faisant, cet entrepreneur performe littéralement les pesanteurs du passé communiste de la Roumanie. En revanche, les deux autres cas de trajectoire entrepreneuriale introduisent un rapport plus complexe à « l'héritage » de l'ancien régime puisque les savoir-faire acquis sous l'économie planifiée sont redéfinis selon des logiques nouvelles : d'une part, la valorisation de la qualité des produits et d'autre part, l'arbitrage marchand.

« Les vieux partenaires font les bonnes affaires »⁷

M. Ionescu est l'exemple type du manager roumain qui joue sur les ambiguïtés du processus de privatisation et sur la fidélité d'un donneur d'ordres occidental pour construire sa carrière d'entrepreneur après 1989⁸. Après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur en 1976, il est embauché chez *Confectia*, grande usine de confections du nord-ouest de la Roumanie, où il occupe successivement les fonctions d'ingénieur, responsable technique, directeur économique et manager.

7. Pour préserver l'anonymat, les noms des personnes et des entreprises ont été changés.

8. Les entreprises roumaines de l'habillement ont été privatisées par la méthode « *Management Buy Out Employees* », une méthode qui facilite le rachat de l'usine par une association constituée par les employés et les managers. Grâce à cette formule, une sorte d'actionnariat très dispersé émerge. Puisque la loi ne distingue pas vraiment entre les fonctions d'exécution et de contrôle, les managers réussissent à les cumuler et de ce fait, à peser davantage sur les politiques de l'entreprise. Ainsi, même si M. Ionescu n'a acquis que 8 % des actions, il est considéré par ses employés comme « le vrai patron ».

Avant 1989, son usine produisait pour trois marchés différents : le marché français des sous-vêtements, le marché soviétique des pyjamas et le marché américain des T-shirts. La perte des clients soviétiques et américains en 1990 n'a pas été suivie par une suppression massive d'emplois parce que *Style*, le client français, a considérablement augmenté ses commandes. Aujourd'hui, ce donneur d'ordres travaille avec six autres sous-traitants roumains, mais continue à considérer *Confectia* comme le pilier de sa production.

Vu ces liens étroits avec le client français, M. Ionescu estime que « la fidélisation » des clients est plus importante que leur diversification : « Moi, ça ne m'intéresse pas d'avoir dix clients. Deux ou trois clients suffisent. Un bon client est celui qui reste fidèle malgré l'évolution de la concurrence et sur qui je peux compter dans les années à venir. *Style* produit chez nous depuis 1972, ce n'est pas maintenant qu'il va s'en aller en Chine »⁹ (entretien, septembre 2005).

Cette conception des relations de sous-traitance a des effets directs sur la négociation des prix. Même si M. Ionescu n'a pas souhaité divulguer ses coûts de production, un autre employé de *Confectia* m'a expliqué : « *Style* nous paie 4 centimes d'euro la minute. Les autres paient un peu plus cher, mais on n'arrive jamais à obtenir plus de 5 centimes » (entretien, septembre 2005).

Si l'information est correcte, ce sous-traitant roumain pratique les mêmes prix que ses concurrents chinois, alors qu'en 2005, les analystes estimaient à 8 centimes le prix de la minute de travail en Roumanie. La « fidélité » a donc un prix : le plus bas du marché. Mais le choix de la direction a aussi des effets sur les conditions de travail des ouvriers, car M. Ionescu n'hésite pas à améliorer ses marges en baissant les revenus déjà minces des salariés et en investissant très peu dans la modernisation de l'usine [Surubaru, 2007].

« *Il faut faire le tri, on ne peut pas garder tout le monde* »

Le deuxième exemple de trajectoire entrepreneuriale diffère de nombreux égards du premier. Contrairement à M. Ionescu qui a beaucoup misé sur la fidélité d'un seul donneur d'ordres, M. Verde a utilisé toutes ses ressources pour élargir sa clientèle : « Comment j'ai fait pour trouver des clients après la Révolution ? J'ai pris ma femme et nous sommes partis faire le tour de l'Europe. Les ouvrières me critiquaient parce qu'elles pensaient que j'étais en vacances. Mais non, pour trouver des clients il faut bouger. J'ai frappé à toutes les portes. Je n'ai pas été toujours reçu, mais j'ai fini par établir quelques contacts » (entretien, août 2007).

9. En fait, la marque *Style* est présente en Asie depuis longtemps. Lors d'un entretien réalisé en mars 2005, le directeur de l'approvisionnement de *Style* m'a expliqué qu'en fonction des caractéristiques du produit, soit il achète sur le marché asiatique, soit il produit en Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie, Turquie, Ukraine). Cette stratégie est fréquente aujourd'hui sur le marché occidental de l'habillement. L'Asie est un choix intéressant pour l'achat des produits basiques, standardisés et réalisables en séries longues, tandis qu'en Europe de l'Est reste un fournisseur privilégié des séries courtes, de moyenne et haut de gamme [Parat, 1998].

Après une courte période de tâtonnement, M. Verde décide de changer de stratégie : « Depuis une dizaine d'années j'ai été obligé de faire un tri parmi nos clients. Nous sommes désormais connus en Europe et trouver un donneur d'ordres n'est plus un souci, bien au contraire. Il y a quelques années, je recevais des dizaines d'offres par mois. Au début j'acceptais facilement de bosser pour plusieurs marques à la fois, aujourd'hui je suis devenu plus exigeant » (entretien, août 2007).

Star Company, l'entreprise dirigée par M. Verde, a été créée en 1990 à la suite de l'éclatement d'une grande unité de production socialiste. Avant 1989, celle-ci employait plus de 2500 ouvriers et produisait régulièrement des costumes pour le marché soviétique et occasionnellement, pour deux marques allemandes. Lors de la division de l'usine, *Star Company* (915 salariés) a continué de travailler pour une de ces marques, mais au bout de deux ans, la collaboration s'est arrêtée. C'est à ce moment-là que M. Verde est parti chercher des contacts à l'étranger.

Ingénieur mécanique de formation, cet homme est un des rares managers roumains qui reconnaissent avoir voulu prendre le contrôle de l'entreprise lors de la privatisation. Il explique que son principal but était d'acheter les actions des ouvriers, même si la loi ne prévoyait pas ce type de transactions : « J'aime que les choses soient claires. Beaucoup de managers [roumains] n'assument pas leur rôle de patron. Ils agissent en tant que patron, mais ils ne considèrent pas l'usine comme étant leur propriété. Moi, j'ai investi toute mon énergie dans cette usine et je n'ai pas honte d'avoir acheté mes actions au marché noir. Pourquoi les autres ne l'ont pas fait ? ! » (entretien, août 2007).

Après la privatisation, M. Verde devient donc l'actionnaire majoritaire et n'hésite pas à s'endetter pour moderniser l'usine. Puisque les autres entreprises roumaines tardent à investir dans le renouvellement des outillages, *Star Company* fait figure de pionnier et les donneurs d'ordres sont nombreux à passer des commandes. Dans ce contexte d'affluence des clients, M. Verde comprend que l'avenir de son entreprise dépend de sa capacité à se positionner sur le segment haut de gamme du marché de la sous-traitance : « J'ai fait plusieurs essais, avec plusieurs marques de moyenne et haut de gamme. J'ai bien vu la différence. Les produits de haut de gamme sont plus complexes... on n'est pas toujours gagnant dans l'affaire parce qu'on passe beaucoup de temps au contrôle de la qualité et il faut avoir des bonnes ouvrières qui comprennent la spécificité de chaque produit... Mais nous avons réussi à développer ce *know-how* et aujourd'hui ça marche plutôt bien. Du coup, je n'accepte plus des marques comme Benetton. Ils payaient bien, on s'entendait bien, mais je ne pouvais pas produire du Benetton et du Hugo Boss dans le même atelier. Donc je les ai virés » (entretien, août 2007).

Le témoignage de cet entrepreneur illustre l'évolution des relations de sous-traitance durant ces trente dernières années. Avant 1989, la coexistence de plusieurs standards de qualité au sein d'une même entreprise ne semblait pas poser problème. Aujourd'hui, cela embarrasse en premier lieu les sous-traitants qui cherchent à se positionner sur un segment du marché en particulier. Pour ce type d'entrepreneur, « le bon » client n'est pas celui qui paie le meilleur prix du marché, mais celui qui correspond le mieux à ses propres choix stratégiques.

« S'ils sont corrects avec moi, je suis correcte avec eux »

Il existe cependant un troisième cas de figure où les meilleurs prix du marché sont explicitement valorisés. À l'instar de M. Verde, ces entrepreneurs cherchent à sélectionner leurs donneurs d'ordres, mais cette fois-ci, le critère financier joue un rôle très important.

L'exemple de Mme Negru est à cet égard pertinent. Ouvrière dans un atelier de confection, cette femme de trente ans décide en 1990 d'abandonner son travail salarié pour ouvrir une boutique de vêtements en franchise d'un distributeur italien. Un an plus tard, elle souhaite déjà diversifier ses activités et prend un crédit fournisseur pour acheter des machines à coudre.

Mme Negru obtient ses premières commandes par l'intermédiaire de son ancien employeur et se spécialise aussitôt dans les confections légères pour femmes. Pendant quatre ans, *Negru Company* travaille exclusivement pour un donneur d'ordres allemand et cette collaboration semble avoir été très satisfaisante pour elle : « Démarrer la production avec eux c'était une chance, ils payaient bien et à temps. Cette firme n'avait que deux sous-traitants en Roumanie et c'était pas mal... Quand ils ont fait faillite, j'ai franchement été désolée. Heureusement pour moi, j'avais un peu anticipé cette situation parce que leurs prix baissaient depuis quelque temps. J'avais déjà commencé à travailler pour une autre marque allemande » (entretien, mars 2006).

Mme Negru signe plusieurs contrats successifs avec le deuxième donneur d'ordres allemand, mais assez rapidement, préfère multiplier le nombre des clients au lieu de rester fidèle à un seul. Pour cette raison, elle embauche plus de 400 ouvrières et achète l'ancienne entreprise socialiste où elle avait travaillé avant 1989. Sa stratégie de croissance est payante et dix ans plus tard, lui assure une position confortable sur le marché de la sous-traitance.

En s'appuyant sur son expérience, Mme Negru classe les donneurs d'ordres en deux catégories : « Il y a deux sortes de clients : les plus nombreux sont les clients qui viennent et partent. Généralement, ils paient un prix de misère, 5-6 euros pour une jaquette ou 2-3 euros pour une jupe. En fonction de mes capacités de production, j'accepte ou pas de prendre leurs commandes... Ensuite il y a les bons clients. Avec un bon client, on n'a pas besoin de négocier et de signer un contrat... la confiance règne. On est tous les deux convaincus du sérieux de l'autre : lui, il me paie un bon prix, souvent meilleur que celui du marché, et moi, je respecte son cahier des charges et je lui envoie à temps un produit de qualité » (entretien, mars 2006).

L'interviewée laisse entendre que les contrats ne sont pas respectés de la même manière. Quand le client paie « un prix de misère », ses commandes ne passent pas en priorité et les retards de livraison sont fréquents. En revanche, « le bon » client est assuré d'avoir « à temps un produit de qualité ». Ici la sélection s'opère implicitement, le client mécontent ayant peu de chances de revenir.

Conclusion

Le cas de l'habillement permet de saisir empiriquement la manière dont « le passé compte » dans l'émergence d'une économie de marché en Roumanie post-

communiste. Malgré la rigidité du régime de Nicolae Ceaușescu, les échanges avec les pays occidentaux étaient particulièrement encouragés car ils constituaient une source non négligeable de revenus pour l'État socialiste. Par conséquent, même si l'organisation marchande du capitalisme était publiquement désavouée par le Parti communiste, l'économie roumaine était en réalité connectée aux réseaux de production internationaux et cela dès les années 1970.

L'effondrement du régime communiste n'a pas fait *tabula rasa* de ce passé. Au début des années 1990, les relations commerciales déjà existantes ont tracé l'espace possible des futurs échanges et les acteurs économiques ont surtout mobilisé des « ressources » acquises sous l'économie planifiée. Dans certains cas, le maintien des relations nouées avant 1989 a même assuré la survie des anciennes unités de production socialiste qui, confrontées à un fort bouleversement institutionnel, risquaient de disparaître.

Cela étant, la reconversion de ces acteurs a lieu dans un contexte où la concurrence sur le marché de la sous-traitance devient de plus en plus dure. L'expérience communiste s'avère alors insuffisante pour la consolidation des relations de sous-traitance et c'est pourquoi on assiste tout au long des années 1990 à une diversification des stratégies et choix individuels.

Aujourd'hui, après plus de trente ans de réajustements, l'industrie roumaine de l'habillement connaît de nouveaux bouleversements. La fin des quotas imposés par les Accords multifibres ainsi que l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne semblent perturber une fois de plus les formes d'organisation productive et les routines des acteurs. Mais ceci est une histoire qui reste à écrire, comme la mise à l'épreuve de différentes stratégies dont il a été question dans cet article.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD DE RAYMOND A. [2007], *Maximes empiriques de l'activité économique. Le marché des fruits et légumes en France (1936-2006)*, thèse de doctorat en sociologie, ENS Cachan.
- DOBRY M. [2000], « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4, p. 585-614.
- GRANOVETTER M. [1974], *Getting a Job : A Study of Contacts and Careers*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- GRANOVETTER M. [1985], « Economic Action and Social Structure : the Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, vol. 91, n° 3, p. 481-510.
- KARPIK L. [1996], « Dispositifs de confiance et engagements crédibles », *Sociologie du travail*, vol. 38, n° 4, p. 527-550.
- KOCK T., THOMAS M. [1997], « The Social and Cultural Embeddedness in Eastern Germany », in G. Grabher et D. Stark (éd.), *Restructuring Networks in Post-Socialism. Legacies, Linkages and Localities*, Oxford University Press, p. 242-361.
- McDERMOTT G. [1997], « Renegotiating the Ties that Bind : The Limits of Privatization in the Czech Republic », in G. Grabher et D. Stark (éd.), *Restructuring Networks in Post-Socialism. Legacies, Linkages and Localities*, Oxford University Press, p. 70-106.

- PARAT E. [1998], *La filière textile-habillement-distribution*, Paris, Centre d'études de l'emploi, dossier n° 15.
- SALAI R., STORPER M. [1993], *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1993.
- STARK D. [1992], « From System Identity to Organizational Diversity : Analyzing Social Change in Eastern Europe », *Contemporary Sociology*, n° 21, p. 299-304.
- STARK D. [1997], « Recombinant Property in East European Capitalism », in G. Grabher et D. Stark (éd.), *Restructuring Networks in Post-Socialism. Legacies, Linkages and Localities*, Oxford University Press, p. 35-69.
- STARK D., BRUSZT L. [1998], *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press.
- SURUBARU A. [2007], « Romania : Labour Market under External Pressure », in F. Eyraud et D. Vaughan-Whitehead (éd.), *The Evolving World of Work in the Enlarged EU. Progress and Vulnerability*, Geneva, International Labour Office, p. 418-422.
- UZZI B. [1996], « The Sources and Consequences of Embeddedness for the Economic Performance of Organizations : The Network Effect », *American Sociological Review*, vol. 61, n° 4, p. 674-698.
- WEBER M. [2003], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- ZALIO P.-P. [2005], « Territoires et activités économiques. Une approche par la sociologie des entrepreneurs », *Genèses*, n° 56, p. 4-27.

Notes de lecture

E. BAUMANN, L. BAZIN, P. OULD-AHMED,
P. PHÉLINAS, M. SÉLIM, R. SOBEL (dir.)

*Anthropologues et économistes
face à la globalisation*

Paris, L'Harmattan, coll. « Questions
contemporaines », Série « Globalisation
et sciences sociales », 2008, 276 p.

« *Anthropologues et économistes face à la globalisation* » regroupe douze articles, et constitue la reprise d'une réflexion sur les apports réciproques des deux disciplines, dans le prolongement d'un colloque qui s'est tenu en 2006. La lecture terminée, l'interdisciplinarité ressort toutefois en mineur : seuls trois chapitres procèdent d'économistes, et si l'ouvrage porte sur l'analyse de situations générées par le mode d'accumulation en place, il en est peu de conjointes. La collaboration entre ces deux disciplines pouvant faire état de riches acquis, les analyses en soulignent volontiers l'aspect décisif pour la compréhension des situations issues de la globalisation ; l'interrogation sur les conditions d'un renouvellement semble cependant devoir demeurer : renforcements croisés de connaissances disciplinaires, instauration de relations disciplinaires asymétriques, de pratiques utilitaristes d'État... ?

L'ouvrage trouve sa place dans une collection qui porte sur les questions contemporaines, et dans une série sur la globalisation.

La lecture du recueil ne manque pas d'intérêt : intellectuel et politique, mais aussi disciplinaire, quant à l'anthropologie. Plusieurs des champs d'action du nouveau mode d'accumulation – issu d'une reprise généralisée du projet libéral de constitution de marchés mondialisés et de mise en place d'un univers du « tout marché » – y sont abordés, alors que ceux-ci ont été largement étendus, et que les termes de la redistribution des fruits du travail et des rapports entre capital et force de travail ont été globalement durcis.

L'un des points clef de la situation est la déperdition des possibilités d'action de l'État, notamment par la réduction ou par la suppression de secteurs publics ou para publics qui étaient, en totalité ou en partie, extérieurs aux rapports marchands, ou dont les rentrées monétaires échappaient au secteur privé : certaines populations parmi les plus pauvres doivent ainsi faire face à des charges supplémentaires. D'où ce projet d'analyses qui appellent de manière conjointe économistes et anthropologues (ou sociologues), afin d'aborder les effets d'un système capitaliste d'asymétrie et de recomposition des corps sociaux – tendanciellement permanentes et plus ou moins rapides et profondes –, dans un contexte libéral où les inégalités de répartition sont devenues extrêmes ; des analyses qui portent sur des situations qui ont été renouvelées par l'ouverture des activités marchandes à de nouveaux secteurs ou par l'approfondissement de tendances en place :

– Certaines des contributions portent sur l'extension de la marchandisation aux accès à l'eau (à des fins domestiques ou agricoles) ou à l'enseignement supérieur : des situations du Maroc, de la Bolivie et de la France (par Communauté économique européenne interposée) sont ainsi présentées.

– D'autres mettent l'accent sur la généralisation des recompositions et des bouleversements des corps sociaux – voire sur leurs déstructurations. (Avec des extractions plus poussées des produits du travail par l'État, par les employeurs ou par les entrepreneurs, que traduisent les polarisations dualistes des revenus et des patrimoines, et leur concentration au pôle supérieur des populations.)

Ces aspects sont présents dans les deux articles sur l'eau, qui viennent d'être indiqués, ainsi que dans un autre, qui traite des communautés indiennes au Mexique.

– Plusieurs contributions traitent de la poussée de l'amoralité des pratiques économiques

et politiques ordinaires (ou de « col blanc ») : captations illégales d'argent, marchandisation du domaine moral et déversements d'argent sur des organisations non gouvernementales (ONG), chargées de la sous-traitance des conséquences du système ou de subversion politique (dans un ancien pays de l'Est). Plus largement, amoralité de nature, du système économique, et des conséquences sur les corps sociaux, de la poursuite d'une maximalisation à court terme des revenus : crises financières, réduction des investissements productifs, chômage, pauvreté de masse. (Et, pourrait-il être ajouté, sous-alimentation et mortalité induite, majoritairement infantile.) Avec les ponctions sur les filières cotonnières d'Afrique sahélienne – par subventions de pays riches interposées –, ces questions sont centrales dans des articles qui portent sur les pratiques d'entreprise, sur le tourisme solidaire et pour les deux derniers, sur les marchandises morales globalisées et sur les utilisations politiques des ONG en Géorgie.

Les trois derniers articles à présenter entremêlent les questions centrales de l'ouvrage : acceptabilité de la globalisation et des conséquences de celle-ci sur les corps sociaux ; acceptabilité de l'utilisation, par l'État, des disciplines anthropologiques et économiques, et réflexions sur l'adhésion active à des rapports sociaux qui portent l'asymétrie économique et la domination plus avant. Réflexions sur les alternatives de la pensée théorique et de l'action – saisies comme des options entre adhésion (même passive) aux situations en place et refus de celles-ci – ou sur les alternatives axiologiques d'une saisie de la globalisation par l'évacuation ou non, des mouvements protestataires ; réflexions sur la promotion neutralisée des aspects techniques « de gestion » (ou alternativement, « de contrôle ») des populations, et sur la mise en avant de « l'académisme » (au sens anglo-saxon) et d'une interdisciplinarité qui serait alors moins de recherche que de label... Réflexions sur la persistance d'objets institutionnalisés comme « la pauvreté » ou comme « le développement », saisis dans l'évacuation de leur construction sociale et dans celle des conséquences du système en place.

En prolongement à la lecture, il sera toujours possible de s'interroger sur le sens des régimes démocratiques, pour des populations qui, qu'elles soient des périphéries ou du

centre, n'auront jamais voix au chapitre lors de prises de décision sur des questions aussi cruciales que la généralisation des cadres libéraux.

Mais comme certaines contributions¹ nous explicitent qu'il est des ancrages contrastés aux pratiques des anthropologues et des économistes, ne conviendrait-il pas plus prosaïquement, d'énoncer que l'interdisciplinarité appelle, avant tout, la communauté de principes ?

Patrick Pillon

E. BAUMANN, I. BAZIN, P. OULD-AHMED, P. PHÉLINAS, M. SÉLIM, R., SOBEL (dir.)
La mondialisation au risque des travailleurs
 Paris, L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, série Globalisation et sciences sociales, 2007, 292 p.

La mondialisation au risque des travailleurs comporte douze chapitres, précédés d'une présentation sur l'emploi dans la globalisation, qui situe les spécificités de la période et qui introduit aux textes. Les contributions composent deux ensembles informels : l'un qui « analyse la globalisation et ses effets sur le champ du travail », et l'autre qui « [tente] d'affronter directement et de questionner (déconstruire selon le terme consacré) les catégories classiques d'analyse du monde social et économique » (Pascale PHELINAS, dans la présentation).

Les six premiers chapitres analysent les recompositions du champ du travail dans le

1. Quelques orientations bibliographiques
 S. Berger, *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie globale*, Paris, Le Seuil, 2006, 362 p. ; S. Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Le Seuil, coll. La république des idées, 2003, 96 p. ; R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salaire*, Paris, Gallimard, coll. Essais, 1995, 813 p. ; M. Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, coll. Poche, 2006, 480 p. ; J. Freund, « De l'interprétation dans les sciences sociales », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXV, 1978, p. : 213-236 ; Les Éconoclastes, *Petit bréviaire des idées reçues en économie*, Paris, Éditions La Découverte/Poche, coll. Essais, 2004, 279 p. ; G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. Références inédites, 1996, 427 p.

cadre de la libéralisation, et les situations qui s'ensuivent pour ceux qui, ne contrôlant pas leurs moyens de production, n'ont à proposer que leur offre de travail, ou pour ceux qui, les contrôlant, les perdent ou sont en passe de les perdre. La globalisation étant marquée par la financiarisation – avec maximisation des profits, élargissement des champs d'action marchands et réduction des rémunérations du travail, directes et indirectes –, deux dimensions sont plus particulièrement abordées :

a) Celle de mécanismes d'accroissement des profits de l'entreprise (à destination de l'actionnariat), au travers de la généralisation d'une réduction tendancielle du nombre d'employés et d'une augmentation de la productivité.

b) Ensuite, celle de licenciements qui touchent désormais, des catégories d'emploi qui étaient le support de couches sociales moyennes qui s'en pensaient à l'abri.

Au regard du salariat, l'ancrage le plus puissant du mode d'accumulation en place, est l'inversion du rapport de force entre l'offre de travail et sa demande, au travers de l'organisation déléguée du sous-emploi et dans l'association de celle-ci à la gestion de l'entreprise où l'emploi devient *le* volant de manœuvre. Sur ces bases asymétriques favorables aux employeurs, la tendance dominante est de demandeurs d'emploi qui auraient intégré, et accepté, la nécessité de périodes récurrentes de chômage dans leur parcours professionnel, et qui auraient aussi accepté la tendance d'un travail permanent sur eux-mêmes (par la poursuite de formations), afin de se garder en état « de désirabilité » vis-à-vis des employeurs potentiels : les nécessités de la reproduction élargie du capital peuvent impliquer celle d'un élargissement de la domination.

Ce premier ensemble de textes touche à des situations qui sont relatives à l'Amérique latine (à l'Argentine, surtout, mais aussi à la Bolivie, au Pérou et au Mexique), à la France et à l'Inde, au Sénégal et au Vietnam, ainsi qu'à l'Ouzbékistan. Les objets appréhendés sont ceux :

- des conséquences de la financiarisation sur le salaire et sur l'emploi ;
- des inégalités sexuelles, au regard de l'accès au travail et aux ressources ;
- de la croissance sans emploi et de la paupérisation, ainsi que des redistributions des

conditions de travail – notamment en secteur agricole ;

- des situations de reprise des entreprises par le personnel, en contexte de crise financière, de débauches et de fermetures généralisées ;
- et pour finir, ceux de l'ordinaire des licenciements, en tant que gestion normalisée de l'entreprise, et ceux des redéfinitions du travail et de l'insertion des cadres.

Dans la seconde partie informelle du recueil, les mises en forme de la globalisation ne concernent plus tant les « travailleurs » (entendus au sens classique), que « les actifs salariés », et les approches portent sur l'analyse de normes, de plans d'action de gouvernement et de processus ou de représentations du marché. Six chapitres, dont les trois premiers touchent à la multiplication des normes et des réglementations qui régissent les produits de marché – en contrepoint des dérèglementations des conditions de travail –, et touchent aux politiques de pêche de la Communauté européenne – avec les notions participatives de « bien commun » et avec les dispositions suscitées par les instances internationales –, ainsi qu'à celles qui sont pratiquées à Madagascar, dans le cadre des programmes de développement. Dans ce dernier contexte, des hiatus permanents entre objectifs et réalité sociale sont soulignés, la nouveauté étant que ceux-ci sont attribués à des réutilisations « de sens commun », d'analyses « de sens savant », lesquelles sont alors situées hors contexte. (Mais ce phénomène de décalage est sans doute significatif du modèle économique et social en place, tant dans ses versions « douces » (capitalistes), que « dures » (ou libérales).)

Les trois derniers chapitres se rapportent au marché financier, aux pratiques et aux représentations de la bourse, ainsi qu'aux représentations du marché que se font les agriculteurs céréaliers du Saskatchewan (Canada). Y sont déclinés l'analyse de marchés financiers qui sont imprévisibles, parce qu'irrationnels – alors que les représentations qui en sont données sont de rationalité, de valorisation à long terme, des investissements conservateurs et de désaveu des pratiques spéculatives –, et de céréaliers canadiens, de culture anglo-saxonne, pour lesquels le libéralisme et l'élection par le marché font office de credo. Dans ces deux cas, le hiatus est permanent, s'agissant des marchés financiers, entre des pratiques spéculatives qui sont désapprouvées et dont la généralisation

serait fatale – mais qui sont devenues dominantes –, et s’agissant des agriculteurs céréaliers, entre une idéologie euphorisante et les réalités d’une compétition et d’une course à l’innovation – qui sont permanentes –, d’enfermement dans des cycles de remboursement d’emprunts, de campagnes qui se dépeuplent, de revenus au seuil de pauvreté (avec 700 ha de cultures) et d’une concentration du marché entre les mains d’entreprises agroalimentaires qui tiennent les producteurs et écrèment les profits (mais avec des agriculteurs qui n’ont pas les moyens d’une autre perception que celle de l’élection).

Plusieurs notations laissent à penser que *La mondialisation au risque des travailleurs* (2007) partage une origine commune avec *Anthropologues et économistes face à la globalisation* (2008), dont elle serait alors, en quelque sorte, un premier volume. Avérée ou non, les deux ouvrages sont complémentaires. Une attitude réflexive amènerait toutefois à s’interroger sur la pratique d’une rentabilisation du travail, à partir de contributions ne se voulant pas disparates, mais courant le risque de l’être, ne serait-ce que parce qu’elles ont été sollicitées dans un cadre (généralement, celui d’un colloque), qui n’est pas celui de leur valorisation finale (celui d’un ou de plusieurs recueils de textes). À côté des difficultés d’homogénéisation *a priori*, comme *a posteriori*, se voit sans doute là l’une des conséquences possibles sur un champ de la recherche – déjà malmené par des mises en compétition non contrôlées – qui est restructuré plus avant par une globalisation libérale et par les normes communes que celle-ci impose : « rationalisation » (au sens formel, des administrations) et productivité et productions accrues..., ceci, vraisemblablement, aux mêmes risques de désagrégation potentielle que pour les autres salariés et que pour les corps sociaux.

Patrick Pillon

Sylvie BREDELOUP

La Diams'pora du fleuve Sénégal. Sociologie des migrations africaines

Toulouse, Presses universitaires du Mirail et IRD Éditions, 2007, 301 p.

Dans cet ouvrage de 300 pages, la socio-anthropologue Sylvie Bredeloup, directrice de recherche à l’Institut de Recherche pour

le Développement, nous entraîne dans une passionnante histoire à travers le continent noir et quelques fois aussi du côté d’Anvers, à la recherche du diamant qui mobilise des aventuriers atteints d’une étrange maladie de la pierre.

Mais pas plus qu’on ne se trouve gagnant sans avoir parcouru un voyage initiatique périlleux, tortueux, avec tentatives avortées et retours épisodiques à la maison, pas plus on ne peut comprendre les règles, les tricheries ou entorses à ces règles et parfois la victoire, fréquemment fragile pour ceux qui l’ont acquise, sans en avoir auparavant bien saisi les règles imposées, leur contournement et les enjeux.

Sylvie Bredeloup en est bien consciente et s’y évertue. Sans paraphraser son propos qui mérite d’être lu avec attention et en sympathie, plutôt que de se réduire à des intitulés secs et tout juste indicatifs comme ces poteaux des bords de route qui vous donnent des directions mais ne vous introduisent jamais dans les histoires et la profonde harmonie des pays traversés, il faut s’engloutir dans son récit et naviguer en compagnie de tous ces gens qui usent des contrées où ils sont nés, et dont ils vivent, comme en ont usé leurs ancêtres. Amadou Hampâté Bâ a parlé autrefois de sa mère marchande et colporteuse et de tous ces Peuls et ces Dioulas qui parcouraient l’Afrique précoloniale, puis amplifièrent leur commerce aux temps coloniaux. Mais les temps ont changé et Sylvie Bredeloup s’attache à un produit particulier, à son exploitation, aux commerces et trafics qu’il génère, aux guerres économiques et réglementations que les puissants dressent autour de leurs profits et à l’étonnante maintenance adaptée à la modernité des déplacements. La permanence des comportements demeure flagrante cependant. Ils se perpétuent des temps coloniaux à ceux d’aujourd’hui, avec d’autres moyens il est vrai. Ce qui n’exclut pour autant ni les pirogues ni la marche, pour ceux qui, baignant dans leurs traditions marchandes, leurs solidarités et leur économie clanique ou familiale, partent à travers ce « continent mystérieux », dont parlait Stanley, qui le demeure pour bien des étrangers venus d’un autre monde, en réservant ses capacités d’accueil et de convivialité pour ceux qui savent prendre leur temps pour atteindre à une réussite sociale désirable. Comme il s’agit là de longs voyages internationaux –

mais que veut vraiment dire ce concept occidental-européen, puis onusien de l'internationalité ! – il lui a paru naturel d'employer un mot-valise pour le qualifier : la Diams'pora que, d'ailleurs, elle localise par un fleuve, le Sénégal, plutôt que par des frontières, tant il lui paraît, comme à ces exilés de la geste *pulaar*, que le fleuve est d'abord un axe nourricier et un chemin qui marche. Car que signifie dans la brousse ou la forêt, le long des fleuves ou dans le désert, un poste frontalier surveillé par des policiers et des douaniers ! J'ai moi-même, bien des fois, passé par voie de terre des postes frontières, notamment du Zaïre en Angola ou au Congo Brazza, de là au Gabon, puis au Cameroun et ainsi jusqu'en Algérie. Quasiment à chaque passage, j'ai dû expliquer aux policiers et aux douaniers comment remplir les documents administratifs qu'ils pensaient nécessaires d'établir... Certes mes périples transafricains n'avaient pas les mêmes objets, mais leur mise en œuvre vagabonde relevait de la même nature.

C'est pourquoi, ici, je vous livre volontiers le contenu global des panneaux indicateurs érigés par Sylvie Bredeloup. Ce n'est pas que je tiens à satisfaire une curiosité comptable, que certains apprécieront peut-être, avant de reprendre l'exposé de ce que j'ai tiré de ces 300 pages de pur plaisir en retrouvant, au-delà de ce que notre socio-anthropologue présente, explique et décortique, une Afrique dont j'ai imaginé l'essence avant de la parcourir et d'y vivre une partie de mon âge. Des géographes et des ethnologues m'en parlaient en Sorbonne dans les années 1950 encore coloniales. J'ai découvert ces existences, à petits pas parfois et à grands pas d'autre fois, durant tant d'années passées entre les tropiques, aux rivages des océans, dans les forêts pluvieuses et les savanes arborées, sur les rives des grands fleuves et d'humbles marigots. (Sylvie Bredeloup, avec son bouquin, mine de rien me rend lyrique !)

Alors voici... D'abord le diamant et les diamantaires qui orchestrent leur exploitation minière, aussi les négociants, surtout d'Afrique de l'Ouest, qui s'y intéressent : trafiquants, contrebandiers disent les *réglementeurs*, entrepreneurs et intermédiaires rétorquent les *diasporés*.

Viennent ensuite l'évolution historique et technique des fondateurs de l'empire minier De Beers, de la haute époque jusqu'au

déclin, à la diversification des approvisionnements et de leur transformation, à leur commercialisation enfin, mais je devrais plutôt dire « en commencement » puisque ça ne va pas sans bouleversements qui qualifient les temps nouveaux : « Les ruées enflèvent l'Afrique de l'Ouest au grand désarroi des États ».

Alors nous y voilà, après une certaine de pages d'introduction au jeu de la diams'pora. Je me contente de retranscrire les « gros » titres : « les migrants du fleuve Sénégal dans le dispositif de contrebande », qu'il faudrait aussi entendre de contre bande, la bande étant initialement celle de l'« établissement » colonial (que désormais il nous faut traduire en l'anglicisant en attendant que les Français redécouvrent qu'ils ont une langue fort riche et parfaitement explicite, alors je dirai pour les snobs : de l'*establishment*) ; « circulation migratoire et territoires du diamant » ; « réinvestissement au pays ou la difficile accumulation » où l'on constate combien notre vocabulaire décrit des comportements bien différents selon qu'il s'agit de « commerçants » africains, ou de négociants européens et autres. C'est dans cette partie surtout qu'on retrouve les permanences d'une autre compréhension de l'économie pour les populations du fleuve et plus largement de l'Afrique des savanes... ; « familles éclatées, descendance perturbée ou la guerre de succession », ne faudrait-il pas plutôt dire *ou les méfaits d'une législation transplantée mais très insuffisamment ingurgitée et digérée*, dont j'ai constaté ailleurs et sur d'autres sujets, l'usage réutilisé, fréquemment dévoyé et le plus souvent ignoré finalement.

Dans sa conclusion, Sylvie Bredeloup récapitule et fait un point ultime.

Mais je tiens ici à mieux dire pourquoi ce travail en raconte beaucoup plus sur l'Afrique et ses ayants droit que ce qui est précisément exposé. D'abord s'exprime tout au long de cette étude la certitude, pour les natifs de l'Afrique intertropicale, que les frontières sont à leurs yeux des limites inacceptables, inscrites arbitrairement sur des documents que personne n'a jamais vus, alors qu'en zone sahélienne notamment, langue, us et coutumes ne diffèrent guère après quelques pas de part et d'autre d'une perche de bois levée ou abaissée par l'un d'entre eux, sous les yeux d'une poignée de militaires... Ensuite la solidarité religieuse transcende absolument l'appartenance nationale post-

coloniale malgré tous les slogans proclamés par les bénéficiaires installés des nouveaux États dont les représentants siègent à l'ONU... Cette solidarité est même plus large que l'appartenance religieuse, ne serait que parce que les Puissances dites « Occidentales », ou des pays économiquement dominants, continuent à réglementer fortement, ou à le contrôler tout au moins, le commerce du diamant. Pourtant l'Afrique, par le truchement des milliers de creuseurs, de premiers acheteurs, de revendeurs occultes et des intermédiaires suscités par l'informalité des transactions, compte désormais. Elle suscite une multitude fragile, instable, fréquemment déstabilisée et sans cesse reconstituée dont les acteurs individualisés et changeants ont atteint une masse critique qui en fait une réalité économique désormais incontournable.

Certes, on peut globalement faire le même constat en analysant toutes les migrations clandestines de par le monde. Les frontières sont poreuses et les trafiquants mafieux extrêmement présents et puissants partout sur la Planète... mais, et c'est précisément là que l'africanité des comportements est autant unique que spécifique, les migrants trafiquants dont Sylvie Bredeloup nous dit l'origine, les motivations, les péripéties

existentielles, les réussites, les échecs, les espoirs et désespoirs, et aussi le devenir de leur descendance, ne sont pas mafieux, ne nourrissent pas des trafics qui enrichissent scandaleusement certains et entretiennent des guerres épouvantablement meurtrières, cataloguées de « basse intensité » par un langage hypocrite, mais cherchent à assurer par une pratique aventureuse et commerciale pluriséculaire, proche d'une certaine façon du colportage et de la pratique lente des voyages lointains, la vie économique de ceux restés au pays et la survie de leur communauté d'origine. Cette façon d'agir a été pendant des millénaires le principal acte conquérant qui a permis aux hommes de coloniser la Terre en confirmant, il est vrai, l'adage que tous les anthropologues connaissent : « Quand deux ethnies se rencontrent, elles se battent parfois, elles s'accouplent toujours ». Mais c'est apparemment en la seule Afrique intertropicale que ces pratiques se perpétuent dans un certain respect des plus humbles et de leur culture du voyage initiatique et nécessaire. C'est aussi l'exposé de cela que la socio-anthropologue nous livre sans en rien dire jamais mais en en parlant à chaque page.

René de Maximy

Résumés

Marlène LARUELLE, Sébastien PEYROUSE,
**Impact et enjeux sociaux des évolutions
économiques en Asie centrale**

Cet article analyse l'impact de l'économie de marché en Asie centrale postsoviétique et les enjeux sociaux qui en découlent. En moins de deux décennies d'indépendance, les cinq États de la région sont devenus des économies de rente dépendantes des prix mondiaux des hydrocarbures, des métaux précieux et du coton. Corollaire de cette spécialisation en exportation de matériaux bruts, la fonction redistributrice de l'État a quasiment disparu, conduisant à un brutal effondrement du système de santé et d'éducation publique. Le tissu social s'est alors restructuré autour de quatre catégories de ressources, l'accaparement de la rente étatique, le « business », dû en particulier à l'explosion des échanges avec la Chine, les financements occidentaux et les migrations des milieux ruraux.

• Mots-clés : Asie centrale – Kazakhstan – Kirghizstan – Ouzbékistan – Tadjikistan – Turkménistan – socialisme – post-communisme – économie de marché – groupes sociaux – migrations.

Cédric DURAND, Maxime PETROVSKI,
**Un développementalisme russe ?
Les limites du retour de l'État producteur**

Au cours des années 2000, on assiste en Russie à un retour de l'État à travers une extension de la propriété publique et la mise en place de nouveaux instruments de politique industrielle. Cette évolution suggère l'apparition d'une forme russe de développementalisme, invitant à certains parallèles avec les trajectoires des capitalismes asiatiques. Cependant, les premiers éléments d'évaluation disponibles ne sont pas très probants. En dépit de taux de croissance économique élevés, la Russie n'a pas réussi à opérer une

réelle diversification de son économie alors que, dans le même temps, de fortes contradictions sociales et environnementales persistent.

• Mots-clés : Russie – économie – État – politique industrielle – développementalisme.

Monica HEINTZ, **L'évolution de l'éthique
du travail en Europe de l'Est :
le cas de la Roumanie**

En Roumanie depuis 1989, « l'éthique du travail » – discréditée par l'association faite avec l'ancien régime – est l'un des premiers concepts à avoir été abandonné après la chute du régime. Pour la grande majorité de la population, ce concept porte la marque du socialisme qu'elle connaît trop bien, ainsi en rejetant les pratiques du système précédent, elle a également rejeté cette éthique. Il en résulte un manque de conceptualisation de ce que l'on appelle dans les pays capitalistes l'« éthique du travail » et une absence de cadre pour débattre des pratiques, des mentalités et des attentes concernant le milieu du travail. Cette lacune fut alors superficiellement remplie par une idéologie inspirée de l'éthique du travail du monde Protestant. Cet article révèle l'interaction en Europe de l'Est entre l'héritage socialiste et les diverses idéologies capitalistes du travail, par le biais d'exemples concrets des pratiques et discours le concernant au sein de plusieurs entreprises de service à Bucarest. Il s'interroge sur la pertinence d'une définition de valeurs associées au travail en Roumanie basée sur la notion d'ethnocentricité de l'éthique du travail et propose comme référence à sa place une éthique de relations humaines au travail.

• Mots-clés : travail – éthique – socialisme – entreprises de service – post-socialisme.

Olha ZAZULYA OSTRITCHOUK, Le conflit identitaire à travers les rhétoriques concurrentes en Ukraine post-soviétique

Les mythes historiques sont au cœur des instrumentalisation politiques du passé et des débats vifs sur les contenus et les modalités de la construction de l'identité collective « nationale » de l'Ukraine indépendante. Pour mener à bien son projet d'État-nation, le Pouvoir actuel mise sur la recherche d'une singularité ukrainienne, en rupture totale avec la russité, et sur la condamnation ultime des crimes du communisme. *A contrario*, un discours alternatif est fondé sur la proximité culturelle avec les Russes, par le biais de la slavité et de l'orthodoxie ainsi que sur l'héritage, commun à tous les Soviétiques, de la Victoire sur le fascisme. Cet article s'appuie sur une recherche en cours procédant par recouplement d'échantillons de discours publics, relevant de domaines politique, religieux, médiatique, idéologique, tenus actuellement dans un espace réel ou virtuel. Le croisement de leurs logiques permet de faire ressortir les représentations collectives les plus communément partagées sur lesquelles se fondent aujourd'hui les deux récits concurrents.

• Mots-clés : identité – mémoire – idéologies – mythe des origines – concurrence des héros.

Angelica WEHRLI, ¡No es fácil ! – Confronter les défis quotidiens à La Havane, Cuba

Le quasi-effondrement de l'ex Union soviétique et du Bloc de l'Est en 1989 fut dévastatrice pour Cuba et a conduit à la proclamation en 1991 de la « période spéciale en temps de paix » de Fidel Castro. Pour conséquences : des pénuries généralisées et un marché noir prenant de l'ampleur. Le caractère essentiel de ce dernier fait que l'on observe des écarts importants dans les estimations du volume de ce secteur, ce qui ne permet pas de tirer des conclusions définitives. Du point de vue de l'anthropologie sociale, les observations des différents acteurs peuvent donner un aperçu des besoins de base de la population, des prix appropriés, et des stratégies suivies afin de contourner la lourdeur de la législation. L'article porte aussi une attention particulière aux divisions au sein de la société et aux mécanismes de l'exclusion, par exemple ceux issus de « l'économie du dollar ». Cela permet de dégager des informations intéressantes pour l'éva-

luation de l'évolution du niveau de vie de la société et de mettre en lumière les stratégies adoptées par les *Habaneras* et les *Habaneros* pour faire face aux défis de la vie quotidienne.

• Mots-clés : transformations socio-économiques – stratégie de survie – genre – légalité et illégalité – Cuba.

Hélène RICHARD, Du troc au marché : le marché immobilier à Moscou

La privatisation du parc de logements municipaux et étatiques au début des années 1990 en Russie constitue un moment charnière dans la transformation des pratiques économiques ordinaires prenant pour objet le logement. Ouvrant gratuitement aux Russes l'accès au statut de propriétaire, cette privatisation a aussi libéralisé les transactions immobilières et a renouvelé les moyens de la mobilité résidentielle. À partir du cas de Moscou, on observe que les pratiques économiques ayant cours sur le marché immobilier actuel restent marquées par la période antérieure. Entre autres, la pratique du troc d'appartements, mode original de circulation des logements durant la période soviétique, a été mobilisée sous une forme renouvelée dans le nouveau contexte d'économie de marché. Ni poids des habitudes, ni frein au changement, la réminiscence collective des savoir-faire soviétiques est, ici, une ressource pour s'adapter à un changement brutal de régime économique.

• Mots-clés : logement – Moscou – privatisations – sociologie économique – troc – transition économique.

Évelyne BARTHO, L'« économie de survie » ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie

Après la chute du régime communiste en 1989, la Roumanie est entrée de plein fouet dans le système économique capitaliste. Ces dernières années ont vu une accélération du processus de privatisation et une augmentation des échanges extérieurs ainsi qu'une croissance économique sans précédent pour le pays. Or, il semble que cette croissance ne bénéficie pas à tous les Roumains de la même façon. Il s'agira dans un premier temps de considérer la société roumaine, à l'heure de tous ces changements économiques, comme une société à trois vitesses, ce qui implique une stratification sociale parti-

culière. La seconde partie sera réservée à l'étude des stratégies mises en place pour pallier aux aspects négatifs du capitalisme, essentiellement l'« économie de survie », l'économie parallèle et la migration, qui s'inscrivent au cœur même du capitalisme mais qui permettent aussi de faire vivre des familles restées au pays et de contribuer au PIB. Enfin, la dernière partie mettra en lien la montée de la nostalgie de l'époque communiste en Roumanie et la pénétration du capitalisme.

• Mots-clés : Roumanie – post-communisme – capitalisme – société et stratification sociale – stratégies de survie – migration et nostalgie.

Christophe GIRONDE, Grandes réformes et petits arrangements dans les campagnes vietnamiennes

Avec les réformes institutionnelles et macro-économiques entreprises depuis les années 1980, le paradigme du marché s'est imposé dans l'analyse du renouveau économique du Vietnam. Or l'économie des campagnes au cours des années 1980 et 1990 se caractérise plutôt par une superposition de systèmes : l'allocation des ressources et la réorganisation des productions et des échanges relèvent de l'économie familiale, de l'ordre social villageois, de mécanismes de marché, et des réseaux de connaissances personnelles en dehors de la sphère villageoise. La transition fut d'abord, et demeure, affaire de village, d'initiatives des populations et d'arrangements entre celles-ci et les pouvoirs locaux pour l'accès aux ressources et leur mise en valeur. La prise en compte de ces arrangements permet de reconsidérer les grandes réformes auxquelles on se réfère d'ordinaire pour désigner la transition vers l'économie dite de marché ainsi que le processus de différenciation sociale qui accompagne la transition, et notamment la Loi Foncière de 1993 qui ne fut pas aussi égalitaire que ne l'indiquent ses principes.

• Mots-clés : réformes – transition – système économique – économie de marché – économie familiale – différenciation sociale.

Roumiana MICHONOVA, Stratégies de reconversions professionnelles et modalités d'adaptation aux changements socio-économiques. Le cas de la Bulgarie

Cet article traite des reconversions professionnelles et des logiques d'adaptation face

aux changements socio-économiques survenus en Bulgarie depuis 1990. Le passage de l'économie centralisée planifiée à l'économie de marché a eu comme effets : la précarisation de l'emploi ; l'augmentation de la pauvreté ; la marginalisation de certaines couches sociales ; la diminution des services sociaux et le renforcement de la criminalité et de la corruption. Deux exemples de parcours personnels et de trajectoires professionnelles illustrent les stratégies différentielles d'adaptation en œuvre : l'une imposée par les impératifs existentiels, l'autre, résultant d'un choix volontaire. La question de la reconversion d'un nombre de représentants des anciennes élites politico-économique en entrepreneurs privés est abordée ici, à travers une explication des processus et des mécanismes l'ayant rendue possible.

• Mots-clés : reconversion professionnelle – stratégie d'adaptation – marché de l'emploi – mutations économiques – Bulgarie

Alain GASCON, *Shining Ethiopia* : l'Éthiopie post-communiste du nouveau millénaire

Shining Ethiopia, en référence au slogan électoral hindouiste *Shining India*, traduit l'importance des changements qui ont suivi la chute de la dictature militaro-marxiste (1991). La capitale se hérissé de tours de bureaux et d'hôtels de luxe, détruit ses quartiers précaires et se dote d'un réseau d'égouts. Cette fièvre de la construction a gagné les autres villes facilement accessibles grâce au bitumage des routes. L'exode rural, que le gouvernement ne cherche plus à enrayer, gonfle les effectifs de la population urbaine. Ce « miracle économique » est financé par l'aide internationale, les ONG, les capitaux du Golfe et de la diaspora qui revient au pays. Administré par le haut, ce vigoureux essor, quoique soumis aux aléas de la conjoncture mondiale, paraît s'inscrire dans la durée, mais creuse les inégalités sociales et spatiales. Le pouvoir, qui prône un État fédéral, s'en sert afin de compenser les effets de la décentralisation poussée, en renforçant son emprise territoriale.

• Mots-clés : Éthiopie – socialisme – post-communisme – réforme agraire – éthnofédéralisme – décentralisation – urbanisation – pentecôtisme – aide – ONG.

Gautier PIROTTE, La société civile roumaine post-communiste

Cet article propose une lecture de l'évolution du projet de constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste. Ce projet, après l'apparition de quelques associations « civiques » au cours des premiers mois de la transition fut rapidement réorienté par les vagues humanitaires de 1990 et 1991. L'auteur montre comment le nouveau secteur associatif s'est rapidement polarisé autour de la figure de l'organisation non gouvernementale active dans la gestion du social postcommuniste et soutenue, pour certaines fortement, par des partenaires occidentaux divers (ONG et institutions financières internationales ou mouvements de charité). Il envisage ensuite les raisons qui ont favorisé cette polarisation (dynamiques locales et contraintes internationales) mais aussi les conséquences de cette évolution et les menaces qui pèsent aujourd'hui sur ce projet très dépendant sur un plan économique et culturel de ses partenaires occidentaux.

• Mots-clés : société civile – Roumanie – transition – changement social et politique.

Alina SURUBARU, L'industrie roumaine de l'habillement à l'épreuve du temps : entre l'héritage communiste et l'apprentissage capitaliste

Cet article s'intéresse aux transformations connues par l'industrie roumaine de l'habillement durant ces trente dernières années. En mobilisant plusieurs types de données (archives, entretiens, observations, etc.), mon principal objectif est de saisir au concret les multiples formes de « continuité » et « rupture » qui s'instaurent lors de l'effondrement de l'économie planifiée. Si la théorie sociologique de la *path dependency* fournit quelques pistes intéressantes pour aborder cette problématique, sa focalisation sur les déterminations macro sociales des activités économiques fait l'impasse sur la complexité des choix et stratégies individuelles qui émergent pendant les années 1990. Or, il n'en reste pas moins important de souligner la diversité des trajectoires individuelles et cela à l'intérieur même d'un secteur supposé dominé par une seule logique économique.

• Mots-clés : héritage communiste – trajectoires entrepreneuriales – industrie – Roumanie.

Abstracts

Marlène LARUELLE, Sébastien PEYROUSE, Impact and social implications of economic changes in Central Asia

This article examines the impact of the market economy in post-Soviet Central Asia and the resulting social implications. In less than two decades of independence the five States of the region have become rent-based economies dependent on world hydrocarbon prices, precious metals and cotton. The consequence of this specialization in raw material exports has been the practical disappearance of the State's redistributive role, inducing a brutal collapse of both the public health service and the education system. The structure of the social fabric has changed, and now hinges on four categories of resource: the appropriation of state resources, wheeler-dealing (stemming in particular to the boom in trade with China), Western funding and migration from rural areas.

• Key-words : Central Asia – Kazakhstan – Kirghizstan – Uzbekistan – Tajikistan – Turkmenistan – socialism – post-communism – market economy – social groups – migration.

Cédric DURAND, Maxime PETROVSKI, Is a Russian form of developmentalism emerging? The limits of a return to the producer State

As the years 2000 advance, a return of the State is observed to be occurring in Russia. This is progressing by a process of extension of public property and the setting-up of new industrial-policy instruments. This change in situation suggests the emergence of a Russian form of developmentalism, inviting parallels with the paths taken by Asian types of capitalism. However, the first available elements for assessment are inconclusive. In spite of a high rate of economic growth, Russia has not succeeded in carrying through real diversification of its economy, at the same time when severe social and environmental contradictions persist.

• Key-words : Russia – economy – State – industrial policy – developmentalism.

Monica HEINTZ, Changes in work ethic in eastern Europe: the case of Romania

After 1989 in Romania, the concept of a "work ethic" was one of the first to be discarded, "compromised" by its association with the old regime. For most people the concept contained the socialist meaning they were used to thus as they rejected socialist practices, they rejected the concept as well. As a result, there was a lack of conceptualisation of what one would call a "work ethic" in capitalist countries and a lack of framework for debating practices, attitudes and expectations about work. This gap was superficially filled by an imported ideology of work inspired by the Protestant work ethic. This article reveals the play between socialist legacy and different ideologies of capitalist work ethic in eastern Europe, on the basis of concrete examples of work practices and discourses from service enterprises in Bucharest, Romania. It questions the adequacy of defining values pertaining to work in Romania on the basis of the ethnocentric concept of work ethic and proposes to refer instead to an ethic of human relations at workplaces.

• Key-words : work – ethic – socialism – service enterprises – postsocialism.

Olha ZAZULYA OSTRITCHOUK, Identity-related conflict viewed through rival ideological rhetoric in post-Soviet Ukraine

In the now-independent Ukraine, historical myths are at the core of political instrumentalization of the past and of vigorous debate on the content and modes of construction of a "national" collective identity. The present Government powers aspire to a nation-State, banking on the quest for a Ukrainian singula-

riety, with a complete break-away from Russianness, and on the ultimate condemnation of the crimes of communism. In complete opposition to this, an alternative discourse found itself on the cultural proximity with the Russians lying in Slavic and Orthodox ties and the legacy, common to all Soviet peoples, of the Victory over fascism. This article draws on ongoing research entailing the cross-reference and comparison of samples of currently maintained public discourse and rhetoric relating to areas of politics, religion, media, or ideology, whether in real or virtual contexts. Comparative study of the threads of logic running through them brought out the most commonly shared collective representations on which the two rival narratives are founded today.

• Key-words : identity – memory – ideologies – myth of origins – competition of heros.

Angelica WEHRLI, **¡No es fácil! – Facing daily challenges in Havana, Cuba**

The near-collapse of the former Soviet Union and the Eastern Bloc in 1989 was devastating for Cuba, and led to the proclamation of the “special period in time of peace” by Fidel Castro in 1991. Due to the widespread shortages, the black market began to gain momentum. It’s essential nature means that estimates of the volume of the black market differ and do not allow a definitive conclusion to be reached. From the point of view of a social anthropologist, participant observations can lead to promising insights concerning the basic needs of the population, relevant prices and the strategies followed in order to slip through the web of official laws. Furthermore, specific attention will be paid to divisions within society and to exclusion mechanisms due, for example, to the “dollar economy.” This will allow promising insights into changes in the level of society as well as into the ways the *Habaneras* and the *Habaneros* face daily challenges.

• Key-words : socioeconomic transformation – securing a livelihood – gender – legality and illegality – Cuba.

Hélène RICHARD, **The property market in Moscow: from swapping to selling**

Privatization of the municipal and State housing stock in Russia in the early 1990s was a turning point in the transformation of ordinary economic practices revolving around accommodation. This process opened up for Rus-

sians free-of-charge access to property-owner status, deregulated property transactions and offered renewed means of acquiring residential mobility. The case of the situation in Moscow shows that certain economic practices now current in the property market still bear the imprint of former times. Among other practices, apartment swapping, the original way in which housing changed hands during the Soviet era, has been employed in a revised form in the new context of the market economy. Present neither as a heavy weight of traditional habits, nor as a brake on change, the collective echoes of *savoir-faire* from the Soviet era are, in this case, a source for adaptation to an abrupt change in economic regime.

• Key-words : housing – Moscow – privatizations – economic sociology – swapping – economic transition.

Évelyne BARTHOÛ, **The economy of survival, or how to adapt to the rise of capitalism in Romania**

After the fall of the communist regime in 1989, Romania abruptly joined the capitalist economic system. Recent years have seen an acceleration of privatisation, a rise in external trade and economic growth unprecedented in the country’s history. However, this growth does not appear to be benefiting all Romanians in the same way. The article first looks at Romanian society, at the time of all these economic changes, as a three-speed society, involving a particular configuration of social stratification. The second part is given over to the strategies devised to alleviate the disadvantages of capitalism, essentially what is termed the “economy of survival”, the parallel economy and migration, which are part and parcel of the capitalist system but which also enable families who stay in the country to live and contribute to the GDP. The account finishes by linking a current rise in nostalgia for the communist era in Romania with the entry of capitalism into national life.

• Key-words : Romania – post-communism – capitalism – society and social stratification – survival strategies – migration and nostalgia.

Christophe GIRONDE, **Large-scale reforms and small-scale arrangements in rural Vietnam**

The institutional and macroeconomic reforms undertaken since the 1980s have made the

market the governing paradigm for analyses of Vietnam's economic renewal. Yet during the 1980s and 1990s the rural economy was rather one where different systems were superimposed: the allocation of resources and reorganization of production and trade are related to family economy, the social order of village communities, market mechanisms and networks of personal acquaintances outside the village sphere. The transition was first, and remains so, an affair concerning the village level, initiatives of communities and arrangements between them and local authorities for access to resources and their development and use. Taking account of such local arrangements prompts a reconsideration of these large-scale reforms, usually cited when describing the transition to what is termed the market economy, and of the process of social differentiation that occurs alongside this transition, in particular the Land Law of 1993 which turned out not to be as egalitarian as its principles indicate.

• Key-words : reforms – transition – economic system – market economy – familial economy – social differentiation.

Roumiana MICHONOVA, Professional reorientation strategies and ways of adapting to socioeconomic change. The case of Bulgaria

This article deals with professional reorientation and adaptation approaches in the face of socioeconomic changes that have occurred in Bulgaria since 1990. The changeover from the centralized planned economy to the market economy had a number of effects, including: increased employment insecurity; a rise in poverty; marginalization of certain sections of society; shrinking of social services and the intensification of crime and corruption. Two examples of individual paths and professional careers illustrate the different adaptation strategies at work: one imposed by the imperative of survival, the other resulting from voluntary choice. The question of the conversion of a number of representatives of former political and economic elites into private-sector entrepreneurs is tackled here, by means of an explanation of the processes and mechanisms that made it possible.

• Key-words : vocational retraining – adaptation strategy – employment market – economic change – Bulgaria

Alain GASCON, *Shining Ethiopia: post-communist Ethiopia of the new Millennium*

The term “Shining Ethiopia”, coined in reference to the Hinduist electoral slogan “Shining India”, conveys the significance of the changes that followed the fall of the Marxist-military dictatorship (1991). The capital bristles with tower blocks of offices and luxury hotels, is demolishing its insecure districts and equipping itself with a sewerage network. This fervour of construction has reached other cities, now easily accessible owing to road asphaltting programmes. The rural exodus, which the government no longer seeks to stem, is swelling the urban population. This “economic miracle” is financed by international aid, the NGOs, the Gulf State capitals and the diaspora returning to the country. This boom situation is administered from above, albeit subject to the ups and downs of the global economy and appears to be set to last, but is creating further social and geographical inequalities. The Government power, which is promoting a federal State, makes use of this expansion in order to compensate the effects of strongly-driven ongoing decentralization, reinforcing its hold on the whole country.

• Key-words : Ethiopia – socialism – post-communism – agrarian reform – ethno-federalism – decentralization – urbanization – Pentecostal movements – aid – NGO.

Gautier PIROTTE, The post-communist Romanian civil society

An interpretation is proposed of the way in which the plan for building the constitution of a post-communist civil society in Romania is developing. The first months of the transition gave rise to a number of “civil” associations, but waves of humanitarian activity in 1990 and 1991 rapidly changed the plan's direction. The Author shows how the new associative sector quickly polarized around the figurehead of the non-governmental organization active in running post-communist social affairs and supported, strongly for some, by a variety of Western partner organizations (NGOs and international financial institutions or charities). He then examines the factors that favoured this polarization (local dynamics and international constraints), the consequences of this trend and the threats currently hanging over the project which is highly dependent

– economically and culturally – on its Western partners.

• Key-words : civil society – Romania – transition – social and political change.

Alina SURUBARU, The Romanian clothing industry put to the test of time: between communist legacy and capitalist learning experience

The changes experienced by the Romanian clothing industry over the past 30 years are examined in this article. Several types of data are drawn upon (archive records, interviews, observations and so on) with the objective of defining in concrete terms the manifold forms

of “continuity” and “breakaway” which came into play with the collapse of the planned economy. The sociological theory of path dependency provides some pointers on how to analyse this question, but its strong focus on the macro-social determinations of economic activities cannot cut through the complexity of choices and individual strategies that emerged during the 1990s. However, it remains important to emphasize the diversity of individual paths followed – within a sector presumed to be dominated solely by economic criteria.

• Key-words : communist legacy – entrepreneurial paths – industry – Romania.

**La revue *Autrepart* remercie tous les lecteurs qui ont participé
à la réalisation des numéros de l'année 2008**

| | | |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| ABSI Pascale | EL IRAKI Aziz | PELTRE Pierre |
| ADAIR Philippe | EL KADI Galila | PERALVA Angelina |
| AMILHAT SZARY Anne-Laure | FANCHETTE Sylvie | PÉROUSE DE MONTCLOS |
| ANTHEAUME Benoît | FIGUEREDO Jose | Marc-Antoine |
| ARAUJO BONJEAN Catherine | FIGUEROA Oscar | PESCHE Denis |
| ATLANI-DUAULT Laëtitia | FLORIN Bénédicte | PETRIC Boris-Mathieu |
| ATTANÉ Isabelle | FRÉROT Anne-Marie | PEYRONNIE Karine |
| AUCLAIR Laurent | FROISSART Chloé | PICOUET Michel |
| AUROI Claude | GANA Alia | PIERMAY Jean-Luc |
| BAFOIL François | GARNIER Jean-Pierre | PILON Marc |
| BANZO Mayté | GEORGES Isabel | PIVETEAU Alain |
| BART François | GEOFFRAY Marie-Laure | PLANEL Sabine |
| BÉLIÈRES Jean-François | GÉRARD Etienne | PLIEZ Olivier |
| BENSAAD Ali | GOI Isabelle | POLLIN Jean-Paul |
| BENVENISTE Annie | GOLDBLUM Charles | QUERRIEN Anne |
| BERRY-CHIKHAOUI Isabelle | GOSSIAUX Jean-François | RAISON Jean-Pierre |
| BERTONCELLO Brigitte | GRIGORIOU Christopher | RAZAFINDRAKOTO Mireille |
| BESSAOU Omar | GUIBERT Martine | RECONDO David |
| BOISARD Anne-Sophie | GUICHAOUA André | RETAILLÉ Denis |
| BONNET Doris | HALAMSKA Maria | RICHARD Frédéric |
| BOPDA Athanase | HARDY Sébastien | RINAUDO Christian |
| BOST François | HEEMERYCK Antoine | ROESCH Marc |
| BOURDARIAS Françoise | HENAFF Nolwen | ROMAGNY Bruno |
| BOUTRAIS Jean-Baptiste | HERVOUET Ronan | ROUBAUD François |
| BOYER Florence | HEUZÉ Djallal Gérard | RUF Thierry |
| BRUN Jean-François | HOURS Bernard | SAGLIO-YATZIMIRSKY |
| CAMBREZY Luc | HOUSSAY Myriam | Marie-Caroline |
| CAPRON Guénola | HUGON Philippe | SALIN Elodie |
| CHARDON Anne-Catherine | JELIN Elisabeth | SANDRON Frédéric |
| CHARMES Jacques | JOUVE Anne-Marie | SANJUAN Thierry |
| CHAZAN Suzanne | KARNOOUIH Lorraine | SAUTEDÉ Eric |
| CÎRSTOCEA Ioana | LAGRAVE Rose-Marie | SAUTIER Denis |
| COCKET Hubert | LANDY Frédéric | SIMON Anthony |
| COGNEAU Denis | LÉONARD Eric | SOUAMI Taoufik |
| COING Henri | LIICEANU Aurora | SOUCHAUD Sylvain |
| CORMIER-SALEM Marie-Christine | LULLE Thierry | THERET Bruno |
| CORTÈS Geneviève | MARIE Alain | TICHIT Ariane |
| COURADES Georges | MARQUES Pereira Jaime | TONDA Joseph |
| COURET Dominique | MATHIEU Nicole | TONNEAU Jean-Philippe |
| CUNIN Elisabeth | MAUPEU Hervé | VALLAT Colette |
| DEBRIE Jean | MAUREL Marie-Claude | VERDEIL Eric |
| DELER Jean-Paul | MAYOUKOU Célestin | VEYRET Yvette |
| DEMBELE Ousmane | MAZUREK Hubert | VIDAL Denis |
| DEMOUSTIER Danièle | MEBTOUL Mohamed | VIDAL Dominique |
| DÉMURGER Sylvie | MERCIER Delphine | VINAVER Krystyna |
| DESBOIS Henri | MERMIER Franck | VON HIRSCHHAUSEN Béatrice |
| DESGREES DU LOU Annabel | METZGER Pascale | VULTUR Mircea |
| DESPINEY Barbara | MOISSERON Jean-Yves | YAPI-DIAHOU Alphonse |
| DIDRY Claude | MONTALIEU Thierry | ZÉRAH Marie-Hélène |
| DOUGNON Isaïe | MOREAU DE BELLAING Louis | |
| DRESSLER Wanda | MORELLE Marie | |
| DROULERS Martine | MÜLLER Birgit | |
| DUFUMIER Marc | NAHOUM Vrappe Véronique | |
| DUGAST Stephan | OLIVEAU Sébastien | |
| DUPONT Véronique | OUALLET Anne | |
| | PAQUETTE Catherine | |

CONDITIONS DE PUBLICATION

Les manuscrits sont publiés en français et exceptionnellement en anglais. Toutefois, le Comité de rédaction accepte les manuscrits rédigés en espagnol et portugais, à charge pour l'auteur, quand le manuscrit est retenu pour publication, d'en assurer la traduction. Les manuscrits sont soumis à l'appréciation de deux référés anonymes. Les propositions de corrections sont transmises à l'auteur par le Comité de rédaction.

Recommandations générales

Tous les manuscrits doivent être adressés en triple exemplaire (photocopies lisibles). Ils doivent impérativement comporter : le nom de l'auteur ; une adresse précise pour la correspondance ; un numéro de téléphone.

Présentation des manuscrits

Le titre est suivi des nom, prénom, qualité, affiliation et adresse professionnelle de l'auteur.

Les articles ne doivent pas excéder 50 000 signes (caractères + espaces) incluant : l'espace des figures (en moyenne 1 500 signes), les notes de bas de page, la bibliographie, un résumé (1 000 signes maximum), des mots clés (10 maximum).

Le nombre de notes infrapaginales maximum est de 20.

Illustrations

Les figures (cartes, graphiques et tableaux) sont numérotées en continu et, dans la mesure du possible, elles sont présentées sous forme de fichiers informatiques (préciser le logiciel utilisé) si possible dans les formats Excell (tableaux), Illustrator (graphiques schémas, etc.), Photoshop (photographies, résolution à 300 dpi), à défaut dans les formats de fichier : tiff, eps. De manière générale il est demandé que les figures soient fournies achevées et sous leur forme finale dès le premier envoi du manuscrit. Par ailleurs il ne faut pas oublier de faire figurer sur les cartes ou croquis géographiques : l'orientation géographique (Nord-Sud), l'échelle géographique, et le titre de la carte, la légende éventuelle, la provenance éventuelle des données de base (source).

Bibliographie

Les appels bibliographiques apparaissent dans le texte entre crochets avec le nom de l'auteur en minuscules, l'année de parution et, dans le cas d'une citation, la page concernée. Exemple [Vidal, 1996, p. 72].

Ne pas inscrire les références bibliographiques en notes infrapaginales mais les regrouper en fin de manuscrit selon un classement alphabétique par noms d'auteurs en respectant la présentation suivante :

Benoît M. [1988], « Les Bowébé du Kantoora (Sénégal) : à propos de l'état pastoral », *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 24, n° 3, p. 379-384.

Garry G. et Grassin J. [1994], « La prise en compte du risque de inondation dans l'urbanisme », in *Crises et inondations dans le paysage français*, Paris, SHF, p. 763-880.

Savignac E. [1996], *La Crise dans les ports*, Paris, La Documentation française, 200 p.

Abonnements et vente au numéro

Armand Colin

5, rue Laromiguière - 75240 Paris cedex 05

Tél. (indigo) : 0 820 065 095 — étranger +33 (0)1 40 46 49 89

Fax : 01 40 46 49 93

Mail : infos@armand-colin.fr

Chaque abonnement donne droit à la livraison des 4 numéros annuels d'*Autrepart*

et à l'accès en ligne aux articles en texte intégral aux conditions prévues par l'accord de licence disponible sur le site www.armand-colin.com

Vente aux libraires

U.P. Diffusion/D.G.Sc.H.

5, rue Laromiguière

75005 Paris

Tél. : 01 40 46 49 20

Fax : 01 40 46 49 90

Le xx^e siècle aura été marqué par l'émergence, le développement mais aussi la fin du communisme. Sous un étendard à l'origine unique, les sociétés auront expérimenté différents types de communismes, se déployant dans des voies théoriques autonomes et antinomiques, subissant des évolutions contrastées, en rupture, sous l'effet des contraintes du moment. L'intégration dans l'économie mondiale des anciens pays communistes représente un enjeu considérable, modifiant durablement le paysage mondial. L'ambition du présent volume est de donner quelques échantillons représentatifs de cette mosaïque post-communiste. Le lecteur voyagera donc entre l'Éthiopie et la Roumanie, la Bulgarie et le Vietnam, Cuba, la Russie et l'Asie centrale. Au regard d'un passé encore proche, il pourra ainsi mieux percevoir la complexité de l'organisation mondiale actuelle dont l'unification par les règles du marché avance à pas rapide mais non sans soubresauts, résistances et obstacles.

LES MONDES POST-COMMUNISTES QUELS CAPITALISMES? QUELLES SOCIÉTÉS?

Éditrices scientifiques : Cécile Batisse et Monique Sélim

Cécile Batisse, Monique Selim
Du socialisme (de marché) au post-communisme.
Singularités et unicité dans la globalisation
du capitalisme

Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse
Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques
en Asie centrale

Cédric Durand, Maxime Petrovski
Un développementalisme russe?
Les limites du retour de l'État producteur

Monica Heintz
Changes in work ethic in eastern Europe: the case
of Romania

Olha Zazulya Ostriitchouk
Le conflit identitaire à travers les rhétoriques concurrentes
en Ukraine post-soviétique

Angelica Wehrli
¡No es fácil! – Facing daily challenges in Havana, Cuba

Hélène Richard
Du troc au marché: le marché immobilier à Moscou

Évelyne Barthou
L'« économie de survie » ou comment s'adapter à l'essor
du capitalisme en Roumanie

Christophe Gironde
Grandes réformes et petits arrangements
dans les campagnes vietnamiennes

Roumiana Michonova
Stratégies de reconversions professionnelles
et modalités d'adaptation aux changements socio-
économiques. Le cas de la Bulgarie

Alain Gascon
Shining Ethiopia: l'Éthiopie post-communiste
du nouveau millénaire

Gautier Pirotte
La société civile roumaine post-communiste

Alina Surubaru
L'industrie roumaine de l'habillement à l'épreuve
du temps: entre l'héritage communiste
et l'apprentissage capitaliste

6652606

978-2-200-92460-7



9 782200 924607